

ŒUVRES

Mars 1933

Juillet 1933

© Copyright by Institut Léon Trotsky
et, pour l'édition en langue française, E.D.I.
Etudes et Documentation Internationales
PARIS 1978
N° ISBN : 2-85139-046-5

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>LISTE DES SIGLES</i>	13
<i>PRESENTATION</i> , Pierre BROUÉ	15
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS	31
<i>UN TRAVAIL COLLECTIF ET INTERNATIONAL</i> , l'équipe de présentation	51
<i>REPERES CHRONOLOGIQUES</i>	53
Léon TROTSKY	
Il faut un nouveau parti en Allemagne (12-3-33)	55
Lettre au bureau politique du P.C.U.S. (15-3-33)	59
Les difficultés du tournant (19-3-33)	62
Préparation du congrès antifasciste (23-3-33)	64
Et Rakovsky ? (23-3-33)	66
A propos de la correspondance avec Nin (25-3-33)	68
Il faut agir vite dans les questions urgentes (28-3-33)	69
Il faut un nouveau parti en Allemagne (29-3-33)	72
Il faut un accord honnête dans le parti (30-3-33)	77
L'offensive économique de la contre-révolution et les syndicats (30-3-33)	83
Déclaration des délégués appartenant à l'Opposition de gauche pour le congrès de lutte contre le fascisme (avril 33)	87
Qu'est-ce que l'objectivité historique ? (1-4-33)	100
Il faut ouvrir la discussion (3-4-33)	106
Le naufrage du K. P. D. et les tâches de l'Opposition (9-4-33)	110
Obéissance aveugle et discipline révolutionnaire (10-4-33)	121
Le marxisme en tant que science (11-4-33)	124
L'Opposition espagnole et le tournant (12-4-33)	126
Tour d'horizon sur le mouvement (12-4-33)	130
Questions d'organisation, questions politiques (14-4-33)	135
Salut à l'Opposition de gauche chilienne (15-4-33)	138
Le rôle du journal en Allemagne (18-4-33)	140
Réponse au projet de résolution des Allemands (21-4-33)	142
Pour une discussion véritable (21-4-33)	147
Le « Groupe Nin » mène une lutte sans principe (24-4-33)	148
L'Opposition de gauche et le S.A.P. (27-4-33)	149

Veiller au noyau dirigeant (27-4-33)	156
Questions du mouvement (29-4-33)	158
Le visa français obtenu (30-4-33)	162
Perspectives allemandes de l'Opposition (4-5-33)	164
Préface à une édition bulgare (6-5-33)	166
Régler les questions calmement (8-5-33)	167
Céline et Poincaré (10-5-33)	169
Il faut bien réfléchir (11-5-33)	170
A propos de la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne (12-5-33)	172
Explication pour des rumeurs (13-5-33)	176
Questions personnelles (14-5-33)	177
Salut au <i>Red Flag</i> (19-5-33)	180
La plate-forme du groupe Brandler (22-5-33)	182
Zinoviev et Kamenev capitulent une fois de plus (23-5-33)	187
Qu'est-il arrivé à Rakovsky ? (25-5-33)	190
Les staliniens et le congrès antifasciste (26-5-33)	192
Pour le visa en France (31-5-33)	196
Le 4 août (4-6-33)	197
Sur le journal allemand (4-6-33)	202
Interview par Georges Simenon (7-6-33)	204
La dernière falsification des staliniens (9-6-33)	204
Inquiétudes (13-6-33)	207
Crétinisme parlementaire et diplomatique (13-6-33)	208
Les organisations socialistes de gauche et nos tâches (15-6-33)	209
La politique du parti dans le domaine de l'art et de la philosophie (16-6-33)	215
Les difficultés de notre travail (17-6-33)	218
Une mise au point (18-6-33)	221
Pour une étroite liaison (24-6-33)	223
Quelques problèmes sérieux (5-7-33)	225
Zinoviev sur le régime du parti (6-7-33)	227
Problèmes posés par le séjour en France (7-7-33)	228
Le Japon va au désastre (12-7-33)	231
Fascisme et mots d'ordre démocratiques (14-7-33)	240
Le suicide de N. Skrypnik (15-7-33)	248
Il faut construire de nouveau des P.C. et une nouvelle Internationale (15-7-33)	251
Les « Onze points » révisés (15-7-33)	261
Adieux à Prinkipo (15-7-33)	265
Fontamara (19-7-33)	270
Staline rassure Hitler (19-7-33)	271
Sur le départ de Turquie (19-7-33)	273
Il est impossible de rester dans la même Internationale que Staline, Manuilsky, Lozovsky et Cie (20-7-33)	275
En route vers la France (11-8-33)	285

<i>OUVRAGES CITES</i>	293
<i>INDEX DES NOMS</i>	295
<i>INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES</i>	301
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PERIODIQUES</i>	311
<i>INDEX DES THEMES ET SUJETS</i>	313

TABLE DES HORS-TEXTES :

- Planche I - C. Rakovsky et B. Eltsine
- Planche II - H. Sneevliet et L. Sosnovsky
- Planche III - O. Schüssler, W. Sálus, J. Frankel
 - L. Trotsky, A. Swabeck, P. Frank,
 - J. van Heijenoort, R. Klement
- Planche IV - L. Trotsky et Kharalambos. Pêche autour de Prinkipo
 - Vue sur la maison de Prinkipo

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète possible dans les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement plus général.

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite Bonnet
présidente de l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes - 75005 Paris

LISTE DES SIGLES

- A.D.G.B. : Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund
B.L. ou b.l. : bolcheviks-léninistes
B.O. : *Biulleten Oppositsii*
C.G.L. : Confederazione generale del lavoro
C.G.T. Confédération générale du travail
G.G.T.U. : Confédération générale du travail unitaire
C.L.A. : Communist League of America
Comintern : Internationale communiste ou Troisième Internationale
C.N.T. : Confederación nacional del trabajo
D.N.A. : Det Norske Arbeiderparti
F.O.Ch. : Federación obrera del Chile
G.P.U. : Guepeou (Gosudarstvennoïe Politicheskoië Onpravlenië)
I.A.G. : Internationale Arbeitsgemeinschaft
I.C. : Internationale communiste
I.C.E. : Izquierda comunista de España
I.K.D. : Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.O. : International Left Opposition
I.L.P. : Independant Labour Party
I.S.R. : Internationale syndicale rouge
I.V.K.O. : Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
K.A.P.D. : Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
Komsomol : Kommounistitcheski soïouz molodioji (Union communiste de la jeunesse)
K.P.D. : Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.D. (S) : Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)
K.P.O. : Kommunistische Partei Opposition
K.P.Ö. : Kommunistische Partei Österreichs
K.P.Ö.(O) : Kommunistische Partei Österreichs (Opposition)
L.C.I. : Ligue communiste internationaliste
L.C.I. : Ligue des communistes internationalistes
N.O.I. : Nuova Opposizione italiana
N.S.P.P. : Niezależna Socjalistyczna Partia Pracy
O.G. : Opposition de gauche
O.G.I. : Opposition de gauche internationale
O.S.P. : Onafhankelijk Socialistische Partij
P.C. : Parti communiste
P.C.B. Parti communiste de Belgique
P.C.E. : Partido comunista de España
P.C.I. : Partito comunista italiano
P.C.R. : Parti communiste de Russie
P.C.U.S. : Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B. : Parti ouvrier belge
P.O.R. : Partido obrero revolucionario

P.S.I. : Partito socialista italiano
P.S.I. : Partidul socialist independent (Roumanie)
P.S.R. : Partija socialistov revoljucionerov Rossii (S.R.)
P.S.U. : Partidul socialist unitar (Roumanie)
P.U.P. : Parti d'unité prolétarienne
R.G.Ö : Revolutionäre Gewerkschaftsopposition
R.L. : Reichsleitung
R.S.P. : Revolutionair socialistische Partij
S.A. : Sturmabteilungen
S.A.P. (D) : Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschlands)
S.D.N. : Société des Nations
S.F.I.O. : Section française de l'Internationale ouvrière
S.I. : Secrétariat international
S.R. : Socialistes révolutionnaires
S.P.D. : Sozialdemokratische Partei Deutschlands
Tass ou T.A.S.S. : Télégrafnoïe Agentstvo Sovetskogo Soïouza
(Agence télégraphique de l'Union Soviétique)
T.U.C. : Trade-Union Council
U.P.S : Union des partis socialistes pour l'action internationale
U.S.P.D. : Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
V.K.P.D. : Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands

PRESENTATION GENERALE

C'est pour des raisons purement conjoncturelles que la grande entreprise annoncée ci-dessus par Marguerite Bonnet commence par la publication des œuvres de Trotsky pour la période 1933-1940, c'est-à-dire celle de son combat pour la IV^e Internationale.

Il n'y a pas lieu de le regretter. L'Histoire s'est montrée plus puissante que Staline, et il est aujourd'hui tout à fait évident qu'en dépit des faux et des truquages, des destructions massives, des alignements et des constructions mensongères, le tout-puissant secrétaire général « père des peuples » n'a pu supprimer de la mémoire et de la conscience collectives le dirigeant révolutionnaire de 1905 et de 1917, le fondateur de l'Armée rouge, le chef de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie.

Mais le combat de l'exilé pour qui le monde était devenu « planète sans visa » est loin d'avoir connu une destinée identique. Le biographe de Trotsky, Isaac Deutscher (1), dont la contribution a été indiscutable dans le développement historique récent qui a rendu à Trotsky sa véritable stature, a incontestablement contribué à cette sous-estimation de son activité en tant que fondateur de la IV^e Internationale. Militant de l'Opposition de gauche en Pologne, adversaire déterminé de la proclamation de la IV^e Internationale, Deutscher a poursuivi contre cette ligne politique, dans les pages du *Prophète hors-la-loi*, une polémique engagée en

(1) Ancien militant de l'Opposition de gauche en Pologne avant-guerre, le journaliste Isaac DEUTSCHER a écrit une biographie de Trotsky en trois volumes édités en français chez Julliard en 1964-65 : I - *Le Prophète armé*, II - *Le Prophète désarmé*, III - *Le Prophète hors-la-loi*.

1938, allant jusqu'à prêter ses propres sentiments et analyses politiques à l'inconscient de Trotsky (2). Il écrit :

« Trotsky (...) décidait de fonder la nouvelle Internationale au moment où (...) cet acte ne pouvait avoir aucune espèce d'impact (...) Il reconnaissait implicitement que ses plans d'une nouvelle Internationale étaient irréels (...) Il estimait, bien qu'il ne pût l'admettre en son for intérieur, que la IV^e Internationale était mort-née »

Cette interprétation a pu, dans une certaine mesure, accréditer l'image d'un Trotsky incapable de prendre conscience de l'irréalisme de sa propre analyse, d'un homme dévoré par son rôle dans la révolution passée, jouant jusqu'à son dernier jour, comme d'un hochet, de l'« Internationale » dont il ne pouvait plus désormais se passer. Plusieurs années auparavant, cependant, dans les pages de son *Journal d'exil*, Trotsky avait affirmé :

« Je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement fragmentaire et insuffisant — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile (...) Ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot « irremplaçable ». Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé devant ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête de la II^e et de la III^e Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir. Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelques cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage ». (3)

Trotsky traçait ces lignes le 25 mars 1935 dans la petite maison de Domène, dans l'Isère, où il avait trouvé temporairement refuge.

C'est parce que nous étions persuadés que l'appréciation portée par Trotsky lui-même sur l'importance historique de son propre combat pour la construction de la IV^e Internationale constituait un élément important du débat, que nous avons entamé ce

(2) *Le Prophète hors-la-loi*, pp. 563, 370, 386.

(3) *Journal d'exil (1935)*, éd. 1977, pp. 79-80.

travail qui prend aujourd'hui place dans l'entreprise de la publication des écrits de Trotsky. Nous espérons que les documents de ces sept années et demi donneront une idée de ce que fut le combat de Trotsky pour la IV^e Internationale. Car nous reconnaissons au lecteur le droit de vouloir juger sur pièces plutôt qu'à travers le prisme des interprétations personnelles de tel ou tel. Ce que nous présentons ici dans cette première série qui, s'ouvrant avec un écrit du 12 mars 1933, comprendra plus de vingt volumes, ce sont des textes intégraux de Trotsky, articles et brochures, lettres, notes et circulaires, résolutions, sténogrammes de discussions, réponse à des interviews.

*
* *
*

Ces documents, nous l'avons dit, couvrent une période d'un peu plus de sept ans. Sept ans seulement, mais sept ans qui ont pesé lourd dans l'histoire de l'humanité. Sept ans qui ont vu Hitler et ses bandes s'emparer du pouvoir en Allemagne, écraser sans combat le mouvement ouvrier le plus puissant, le mieux organisé d'Europe. Qui ont vu l'écrasement du prolétariat viennois et l'effondrement de l'austro-marxisme, la répression par Franco et quelques autres généraux « républicains » de l'insurrection des mineurs asturiens, l'écrasement du mouvement ouvrier grec par les sbires et les troupes du général Metaxas. C'est pendant ces sept années que Staline, dans les grands spectacles baptisés « procès » de Moscou comme dans le secret des chambres d'exécution, a exterminé la vieille garde bolchevique, massacré les compagnons de Lénine en même temps que des centaines de milliers d'opposants, de simples citoyens, de bolcheviks et de bureaucrates.

C'est pendant ces sept années que les prolétaires de France et d'Espagne ont connu leurs grandes espérances sous les drapeaux du Front populaire que le programme de la IV^e Internationale, rédigé sous la direction de Trotsky, désigne, avec le fascisme, comme l'un des deux recours ultimes contre la révolution prolétarienne. Car ces espérances ont été immédiatement suivies de défaites qui allaient, par des chemins divers, livrer les travailleurs de ces deux pays aux régimes de Franco et de Pétain.

Ces sept années furent, en dernière analyse, celles de la montée apparemment irrésistible de la marée brune en Europe, de la marche à la deuxième guerre mondiale, laquelle commença finalement en septembre 1939 sous le signe du pacte entre Hitler et Staline. Ces sept années de désespoir engloutirent les enthousiasmes d'une génération entière : c'est pendant ces sept années où l'on pouvait, selon la saisissante expression de Victor Serge, se deman-

der s'il n'était pas « minuit dans le siècle » et si cette nuit finirait. C'est en 1938 que Trotsky rédigea, pour la IV^e Internationale, le *Programme de Transition*.

Sept ans seulement : moins que le délai qui nous sépare aujourd'hui du « Printemps de Prague » et de l'entrée des chars de Brejnev en Tchécoslovaquie, de ces mois de mai et juin 1968 qui ont secoué si fort le vieux monde et semblent encore si proches. Sept ans qui ne permettent pas de dresser, à l'échelle historique, un bilan d'échec de l'entreprise de Trotsky.

Lui-même, d'ailleurs n'a-t-il pas, là aussi, répondu par avance à tous ceux qui, pressés de dresser des bilans, refusent tout crédit aux mouvements d'émancipation de l'humanité ?

« Le capitalisme a eu besoin de siècles entiers pour parvenir, en élevant la science et la technique, à jeter l'humanité dans l'enfer de la guerre et des crises. Ses adversaires n'accordent au socialisme qu'une quinzaine d'années pour édifier et installer le paradis sur terre ». (4)

*

* *

1933 est l'une des ces dates-charnières qui marquent les tournants de l'histoire de l'humanité. 1917 avait été un « dimanche de l'Histoire » (5), 1933 marqua le début de l'une de ses longues nuits polaires. La classe ouvrière allemande battue, démoralisée, ses meilleurs militants assassinés, torturés, humiliés, ses fils et ses filles enrégimentés et caporalisés, ses organisations détruites, ses traditions piétinées, ses chants dénaturés. Avec l'arrivée au pouvoir des bandes nazies s'éteignait pour de bon et peut-être pour des décennies l'espérance jusqu'alors raisonnable de voir le premier pays industriel d'Europe s'engager, après la Russie arriérée, dans la voie du socialisme. D'Union soviétique, ce pays où, dix années auparavant brillait, comme le disait encore Victor Serge, « cette étoile rouge dans le ciel d'Orient », l'aspiration internationaliste à l'unification d'un monde libéré de l'oppression, ne parvenaient plus désormais que des bulletins de victoires sur le front de la « construction » et des hymnes célébrant les mérites du « chef génial », puis la nouvelle de l'écrasement des « vermines », de l'extermination des « rats visqueux » et des « vipères lubriques », des hommes dont les noms même avaient été chargés de cette aspi-

(4) *Histoire de la Révolution russe* (Seuil), t. II, p. 729.

(5) L'expression a été employée dans la presse communiste tchécoslovaque en 1968 par le militant communiste Karel Bartošek, ancien ouvrier devenu historien — l'un des meilleurs de son pays dans les années cinquante —, redevenu ouvrier après un long séjour en prison dû à sa fidélité aux idées du « printemps de Prague ».

ration universelle. Le désespoir triomphait en chemise brune quand l'espoir s'éteignait sous les drapeaux rouges souillés des « aveux » d'hommes qui avaient été des combattants intrépides. Et le grand Rakovsky, après avoir subi pendant sept ans l'impitoyable répression de Staline, courbait la tête devant la « ligne générale », au nom de la menace hitlérienne rendue pourtant inévitable précisément par cette ligne générale. Après le bref sursaut du prolétariat en Espagne et en France en 1936, la marche à l'abîme reprend, apparemment inexorable. Le prolétariat n'a pas brisé ses chaînes. Pour la deuxième fois dans le siècle, on fera de lui — sur quelle échelle et avec quels moyens — de la chair à canon dans le règlement des contradictions entre puissances impérialistes.

Tout cela était-il déjà inscrit en 1933 ? Le poids des défaites pesait en tout cas lourdement dans la balance de l'histoire.

En appelant à la lutte pour construire la IV^e Internationale, Trotsky n'avait pas en vue une victoire révolutionnaire à court terme, mais seulement l'instrument indispensable à l'issue victorieuse des inéluctables combats à venir : une entreprise dont il savait qu'en tout état de cause elle était à contre-courant de l'ensemble du mouvement social et politique tel que l'avait dessiné l'année 1933. Les communistes qui, avec Trotsky, s'engageaient dans ce même combat, ne le faisaient pas sans déchirement. Pour nombre d'entre eux, ils avaient une première fois en 1914 assisté à l'effondrement non seulement de leurs espoirs et de leurs perspectives, mais de l'outil révolutionnaire fabriqué de leurs propres mains, les partis socialistes et la II^e Internationale. Tous croyaient l'avoir pourtant rebâti dans le grand élan des lendemains d'octobre 1917 avec les partis et l'Internationale communistes. Quelques années plus tard, ils s'étaient engagés dans le combat de l'Opposition de gauche pour sauver, pour redresser l'Internationale et ses partis, et d'abord le parti bolchevique, pour les arracher à la gangrène bureaucratique, enrayer la dégénérescence qui risquait d'accumuler partout dans le monde défaite après défaite. Ils avaient voulu guérir l'Internationale et ses partis, les reconquérir, les restituer à l'avant-garde ouvrière, en chasser les bureaucrates usurpateurs, bref, reprendre leur maison. Ils avaient polémique contre leurs camarades, lassés ou brisés, qui revenaient résignés à la social-démocratie, ou, sans bruit, chaussaient leurs pantoufles et disparaissaient. Ils s'étaient battus sur tous les fronts, celui de la Chine, contre la monstrueuse alliance des communistes avec le Kuomintang et l'armée du bourreau Chang Kai-shek, celui de l'Allemagne contre la stupidité criminelle de la théorie du « social-

fascisme » qui chargeait les nazis d'éliminer les socialistes et faisait entrevoir dans la victoire des chemises brunes la promesse de l'accélération de... l'hégémonie communiste dans les rangs ouvriers. Mais, pour eux, 1933 avait été l'année du verdict. Ils s'étaient certes bien battus, mais ils avaient été bel et bien battus. Personne désormais ne redresserait l'Internationale communiste, passée définitivement du côté de cet ordre bourgeois qu'elle avait eu pour mission de détruire. Personne ne redresserait désormais les partis communistes au sein desquels le tonnerre de la catastrophe allemande n'avait provoqué aucune velléité de pensée communiste indépendante. En Union soviétique même, où le prolétariat, saigné et épuisé par la guerre civile, avait eu à subir les nouveaux coups que lui portait la politique aventuriste de Staline et les famines provoquées par la collectivisation forcée, les perspectives d'une reconquête du pouvoir par le prolétariat étaient étroitement conditionnées par la victoire de la révolution dans un autre pays.

Or, pour une victoire révolutionnaire dans ces combats qui venaient, aujourd'hui comme hier, il fallait des partis et il fallait une Internationale. Il fallait tout recommencer, les mains nues comme les bolcheviks en 1914, surmonter, après le premier, un deuxième effondrement, dix-neuf ans après. Peu de générations, peu de courants politiques sans doute avaient jusque là reçu de pareils coups.

Trotsky savait que pesait sur ses camarades le poids de ces défaites et de ces désillusions sans précédent. Mais il savait aussi que les contradictions même de l'impérialisme leur fourniraient les éléments nécessaires pour continuer le combat, au premier chef les garçons et les filles des nouvelles générations, cette jeunesse qu'il évoque si souvent puisqu'elle est assurance de l'avenir. Encore fallait-il vaincre l'inertie — inévitable, normale, le conservatisme inhérent à toute organisation — de ses propres camarades, surmonter la lassitude et le découragement qui nourrissent le scepticisme chez qui s'est bien battu, mais en vain.

Or, la guerre venait, et c'était là d'abord le sens premier de l'année 1933. La guerre comme suite « normale » des contradictions inter-impérialistes, la reprise du combat armé pour un partage du monde perpétuellement remis en question, la tentative inévitable de l'impérialisme pour reprendre l'espace arraché par la révolution d'octobre 1917. Mais la guerre venait aussi — et Trotsky le savait bien, qui avait vécu les yeux grand ouverts l'explosion d'août 1914 — des défaites ouvrières, de la veule complicité des organisations officielles, des syndicats et des partis traditionnels dont les dirigeants s'affairaient déjà sous un drapeau

d'« antifascisme » à préparer une nouvelle union sacrée. La guerre signifiait bien sûr de nouvelles ruines, de nouvelles et intolérables souffrances, des destructions massives, une révolte généralisée des combattants et des civils, et, à terme, une nouvelle montée révolutionnaire. Mais en attendant ces jours lointains, que de ravages dans les rangs du mouvement ouvrier, quelle répression sans précédent menaçant l'existence même des organisations, acquis et conquêtes du mouvement, tradition et expérience, théorie et pratique ! Il fallait être prêt quand le moment viendrait, et former tout de suite les cadres qui sauraient tenir tête aux courants dominants, ruser et durer, oser au bon moment, maintenir les principes sans s'offrir en holocauste. Il fallait à tout prix construire les nouveaux partis communistes, la nouvelle Internationale qui permettraient après-demain d'assurer la victoire ; et pour cela, très vite, dans tous les pays, bâtir des noyaux, même petits, mais solides, munis d'un programme répondant aux exigences de la période et soudés par lui, indépendamment de leur isolement géographique ou politique conjoncturel. C'est à quoi Trotsky travaillait, au péril de sa vie, dans une insécurité mortelle, sans moyens matériels, dans une situation souvent proche du dénuement le plus total, mais avec la force de sa conviction, les certitudes de son expérience exceptionnelle, la confiance dans le programme que lui avait dicté un développement historique qu'il avait vécu, analysé et parfois forgé.

Pour cela, il lui fallait du temps.

*

* *

Aucune des forces sociales qui voyaient en lui un mortel ennemi n'était disposée à lui laisser ce temps dont il avait besoin. Il avait contre lui les gouvernements et les polices du monde entier, tout le vieux monde pourrissant, dos au mur, capable de tous les sursauts meurtriers. Comme, avant eux, les bâtisseurs de la II^e et de la III^e Internationale, ceux de la IV^e font face tous les jours à la répression du patronat et de l'Etat bourgeois dans leurs pays respectifs, comme dans ceux où ils doivent chercher refuge. La plupart sont chômeurs des années durant, inscrits sur les « listes noires ». Ils sont émigrés sans papiers, expulsés d'un pays après l'autre, vagabonds qu'on ne veut pas laisser s'enraciner. Ils connaissent prison et torture, non seulement dans les pays fascistes ou fascisants, mais en U.R.S.S. même où, par dizaines de milliers, ils emplissent isolateurs et camps de concentration, en Indochine, mais aussi dans les pays qui s'intitulent « démocratiques ». Gouvernements « de gauche », ministres démocrates ou socialistes, jouent au chat et à la souris avec Trotsky lui-même, le

privent de ses collaborateurs, exercent un odieux chantage pour museler sa plume redoutée, lui offrent de temps en temps un asile précaire qui se révèle un piège magistral, en France comme en Norvège, et déchaînent alors contre lui leur presse et leur police, quand ce n'est pas la tourbe des petits-bourgeois haineux qui se rassemblent en avril 1934 devant la villa de Barbizon en rêvant de lynchage.

A cette répression parfaitement légale qui frappe féroce ment les « étrangers » comme tels et les nationaux comme « anti-nationaux », « subversifs » ou « espions », s'ajoutent le terrorisme, la provocation, la chasse à l'homme, l'assassinat, bref, la campagne d'extermination menée par Staline au moyen du G.P.U. dont il fait ainsi le fer de lance d'une répression sans frontières contre les révolutionnaires.

Au cours de ces sept années, le G.P.U. a porté de rudes coups, avec ses moyens exorbitants, des complicités universelles, une redoutable efficacité. Directement ou indirectement. Directement, au premier chef en U.R.S.S. où, dès 1934, il remporte une victoire indiscutable en arrachant des déclarations de ralliement aux vétérans Rakovsky et Sosnovsky qu'il a su briser dans l'isolement et les effroyables conditions matérielles de leur déportation en exploitant leur volonté de défendre l'U.R.S.S. menacée. Dès 1935, il met d'autres éminentes victimes à son tableau de chasse : les hommes brisés, les « âmes mortes », qui comparaissent pour la première fois devant leurs assassins à gage dans le procès de Leningrad sous les noms de Zinoviev et Kamenev, avaient été, dix-huit ans auparavant, de valeureux dirigeants révolutionnaires, collaborateurs de Lénine, et Trotsky désormais ne verra plus en eux ses anciens adversaires politiques, mais des combattants révolutionnaires victimes d'une répression aux méthodes effroyables. Certes, la jeune génération des bolcheviks-léninistes, elle, ne se laisse pas briser : aucun des hommes de trente à quarante ans qui ont constitué son noyau dirigeant depuis 1923 ne peut être présenté en public dans un procès où les accusés s'accusent. Les jeunes hommes qui ont été pendant les années vingt les collaborateurs de Trotsky — dans son secrétariat, pour l'édition de ses œuvres, à la tête de l'Opposition de gauche — ont tenu bon en dépit des pires persécutions. Tous — les Poznansky, Iakovine, Victor Eltsine, Stopalov, Solntsev —, sont assassinés entre 1936 et 1938, les derniers survivants à la mitrailleuse près de Vorkuta, sans qu'aucun tortionnaire ait réussi à leur arracher un mot qui fût proche d'une capitulation. Aucun « trotskyste » n'a survécu en U.R.S.S. même.

Hors d'Union soviétique, le G.P.U. est partout présent, sous des formes et visages divers : celles des agents inconnus qui, en 1932, circonviennent Mill, jeune ukrainien, secrétaire administratif de l'Opposition, de ceux qui sont en liaison avec l'autrichien Frank dit Gräf, à la même époque, ceux des frères lithuaniens Sobolevicius qui, sous les noms de Roman Well et d'Adolf Sénine, sont parvenus à jouer un rôle non négligeable dans la section allemande, sabotent sa presse, tentent de saboter le *Biulleten Opposit-sii*, cherchent à rallier au K.P.D. la section allemande au moment même où la direction de ce parti s'apprête à capituler sans combat devant Hitler. Mill est certes découvert, Gräf soupçonné, les Sobolevicius partiellement démasqués, mais le G.P.U. réussit en 1935 un coup de maître en infiltrant dans la « section russe », auprès du fils aîné et principal collaborateur de Trotsky, Léon Sedov, l'une de ses dernières recrues en France, l'étudiant en médecine Mordka Zborowski. L'homme a été bien formé ; il sait s'infiltrer, jouer les fidèles entre les fidèles, et, sans parvenir pourtant à éviter d'éveiller les soupçons, il s'emploie avec succès à attiser les querelles, à brouiller les cartes, à recouvrir ses propres traces tout en renseignant jour après jour les tueurs qui guettent dans l'ombre.

Des tueurs proprement dits, on ne connaît que quelques-uns d'entre eux, ceux qui, après avoir pisté Sedov pas à pas pendant des mois, ont été lancés sur Ignace Reiss qu'ils ont réussi à assassiner en Suisse. Mais d'autres ont réussi leur coup et disparu sans avoir été identifiés : ainsi ceux qui, en Espagne, ont enlevé et tué les responsables trotskystes Hans Freund (Moulin) et Erwin Wolf, les révolutionnaires Andrés Nin, Landau et Berneri, pour ne mentionner que les plus connus. En 1938, les tueurs réussissent un beau doublé, si bien réalisé que le crime est aujourd'hui encore nié par certains, mais qui a été incontestablement facilité par la curieuse passivité de la police comme de la justice françaises : Léon Sedov lui-même, mort dans une clinique tenue par des Russes blancs, quelques jours après une banale opération d'appendicite, puis Rudolf Klement, membre du Secrétariat international, qui disparaît en plein Paris et dont on retrouvera le cadavre mutilé dans la Seine. On sait qu'au bout du compte, les tueurs ont « eu » Trotsky lui-même.

Mais le G.P.U. n'agit pas seulement par le poignard, le poison, le revolver. C'est lui qui, par l'intermédiaire d'hommes de paille, « antifascistes » bon teint, organise l'isolement politique de Trotsky et de ses camarades, le rachat des journaux qui accueillent leurs articles, fait pression sur les gouvernements et leurs poli-

ces, les rédacteurs et directeurs de journaux et d'agence de presse. C'est son ombre qui se profile près de ces hommes de lettres, intellectuels aux belles âmes qui crachent soudain sur les condamnés de Moscou et entonnent les louanges du chef génial. C'est incontestablement son action opiniâtre et ses arguments de poids qui expliquent l'incroyable cécité des magistrats et des policiers théoriquement lancés sur la piste de tueurs qu'ils relâchent quand il les ont pris et ne semblent poursuivre avec acharnement que les raisons d'un non-lieu.

Pire encore, il y a ce qu'on peut appeler la destruction morale, la démoralisation au sens le plus fort du terme. A partir de 1936, avec les procès de Moscou, le stalinisme donne de lui-même un spectacle si abject et si répugnant qu'il salit le visage même du socialisme et du communisme et porte ainsi les coups les plus rudes à la construction de la IV^e Internationale elle-même. Parmi les centaines de milliers d'hommes et de femmes à jamais écœurés par le spectacle que donnaient, à Moscou et ailleurs, les aboyeurs se réclamant du communisme, et qui ont rejeté ce dernier avec le stalinisme dégradant, combien étaient venus au communisme à travers un combat militant et une riche expérience, qui ne pourront pourtant surmonter leur dégoût et renieront le programme et l'organisation auxquels ils avaient été gagnés par des années d'efforts ? C'est le cas notamment du vétéran canadien Maurice Spector, de l'américain A.J. Muste, recrue récente qui retourne au christianisme dont il était issu, des anciens socialistes de gauche hollandais P.-J. Schmidt et Stien de Zeeuw, du brillant journaliste autrichien Willi Schlamm, voire d'Eugen Bauer et de tant d'autres, connus ou inconnus, à qui le stalinisme a fait passer pour toujours le goût du socialisme. Quelques années plus tard, le pacte germano-russe, l'alliance de Staline avec Hitler, provoqueront ou serviront à justifier des réactions analogues de rejet, des reniements spectaculaires comme celui de James Burnham, ou le début d'irrésistibles éloignements comme celui de Max Shachtman et de nombre de ses camarades qui avaient été jusque-là de la phalange des fidèles et des obstinés.

Dans un tel contexte, les inévitables et sans doute nécessaires luttes de tendance ou de fraction s'enveniment de cette gangrène. Les authentiques agents du G.P.U. jettent de l'huile sur le feu, et d'autres, qui, pourtant, n'en sont pas, jouent inconsciemment le même jeu et se laissent prendre.

Tels sont les éléments qu'il nous a semblé nécessaire de rappeler ici pour présenter ces textes de Trotsky. Un verdict historique ne saurait se passer de mesure, ni même de mesures à la dimension

des événements qu'il prétend apprécier. Au surplus, le lecteur tranchera à la lecture de ces textes, et quoi qu'il puisse par ailleurs en penser, la question de savoir si Trotsky a ou non réussi dans son entreprise, et s'il est parvenu au cours de ces années à renouer le « fil de la continuité » entre la IV^e Internationale et ses trois devancières, en dépit des efforts de Staline pour la détruire définitivement.

*

* *

Ces textes que nous avons ici rassemblés — et sans doute faut-il dire dès maintenant que nous n'y serions jamais parvenus sans l'aide amicale et dévouée de l'éditeur américain des *Writings*, George Breitman, sans les précieuses indications de Jean van Heijenoort, et sans le travail de titan de l'auteur de la *Bibliography* des travaux de Trotsky, Louis Sinclair — il nous semble nécessaire de dire d'abord brièvement ce qu'ils nous ont appris. Car il en est de Trotsky comme de tous les personnages de stature historique : partisans et adversaires tracent d'eux des portraits aux couleurs de légende et à la vie dure. Chez lui, personne ne conteste le courage physique et moral lié à une intelligence aiguë, « la force physique de l'intellect », comme disait Lassalle, la force d'âme, comme dit tout un chacun. Mais, dans le cours de ses années de combat pour la IV^e Internationale, son portrait de légende a été noirci de bien des rancœurs et reproches répétés à satiété par d'anciens compagnons de toutes générations et de tous pays. Ces griefs, Jean van Heijenoort, son secrétaire et plus proche collaborateur pendant ces sept années, les résumait en 1942, afin de les mieux réfuter, de la façon suivante :

« Les idées de Trotsky sont excellentes, mais il ne comprend rien à l'organisation, il ne sait pas juger les hommes, il se laisse manœuvrer ; plongé dans son travail théorique, il se laisse égarer par des informations erronées et les intrigues de ceux qui le suivent ». (6)

Ajoutons à ces éléments déjà anciens ceux que les mémoires et souvenirs de militants ont apportés depuis : l'accusation selon laquelle Trotsky continuerait d'utiliser des méthodes rappelant celles de l'I.C. stalinisée, aurait la prétention de diriger de loin la construction des partis de l'Internationale, se cramponnerait à un attachement inconditionnel aux schémas de la révolution russe avec une foi absolue dans leur répétition quasi-mécanique indé-

(6) Jean van HEIJENOORT, « On some critics of Trotsky », *Fourth International*, août 1942, reproduit dans *Leon Trotsky. The Man and his Work*, New York 1969, p. 55.

pendamment des conditions spécifiques de chaque pays et époque. Tel est approximativement le bilan des reproches et récriminations adressés à Trotsky ou à sa mémoire par nombre de ses anciens camarades de combat ou disciples : tableau fortement teinté en fait de subjectivité, reflet de l'incompréhension par ces hommes d'un développement politique autant que de leur ressentiment et de leur incapacité à comprendre pourquoi cet homme qu'ils admiraient tant les a si vigoureusement combattus.

Car la lecture des textes rassemblés ci-dessous ne laisse pas pierre sur pierre de ces légendes, ou plutôt de ces rumeurs. Le Trotsky qu'on y découvre est en réalité d'une patience à certains moments singulière, et qui pourrait passer pour faiblesse aux yeux de qui ne comprendrait pas qu'elle recouvre le fait tout simple qu'il « appliquait la même conscience scientifique à tout ce qu'il faisait, qu'il s'agisse d'écrire l'histoire de la révolution ou d'intervenir dans un furieux combat fractionnel à l'intérieur d'un groupe de dix personnes » (7). Van Heijenoort, à qui nous empruntons cette remarque capitale, décrit son comportement :

« Dans son bureau, il étudiait les lettres qu'il recevait comme un savant dans son laboratoire examine les tubes à essais. Il savait rassembler les preuves et les conserver jusqu'au moment où il pouvait avoir une idée exacte de la situation ».

Le lecteur pourra, à travers les pages qui suivent, suivre cette maturation lente avant une décision qui se fait parfois beaucoup attendre, puisqu'il est bien des processus réversibles et des redressements possibles.

« Une fois qu'il s'était formé une opinion, il se lançait dans la bataille avec fermeté et décision. Les rapports personnels comptaient peu pour lui et étaient totalement subordonnés à son appréciation politique. » (8)

Ainsi le verrons-nous procéder avec Raymond Molinier comme avec Georges Vereeken, avec Henk Sneevliet comme Diego Rivera, Victor Serge et bien d'autres, dans l'une ou l'autre de ces crises ou scissions dont ses adversaires se gaussent ou lui imputent systématiquement la responsabilité.

Les documents ci-dessous nous semblent démontrer que la tâche de la construction de la IV^e Internationale était bel et bien au centre de toute l'activité de Trotsky à partir de 1933 en tant que

(7) *Ibidem*

(8) *Ibidem*, pp. 55-56.

tâche fondamentale de notre époque, et que c'était elle qui constituait l'axe autour duquel s'ordonna pendant ces sept années l'ensemble de son activité. Car cette construction n'était pour lui ni une question de « forme d'organisation », ni, moins encore, une question théorique abstraite. Le « parti mondial de la révolution socialiste », dont la construction était selon lui la clé de la crise de l'humanité, il le concevait avant tout sous la forme d'un « système articulé d'idées, c'est-à-dire d'un programme », comme le note John G. Wright :

« Il n'était possible sur aucune autre base d'entraîner, de discipliner et de fondre l'avant-garde prolétarienne sur les plans international et national. C'est du système donné d'idées — ou programme — que découle un système correspondant de méthodes stratégiques, tactiques et d'organisation. Ces dernières n'ont aucune signification propre et sont subordonnées au programme. (L'une des phrases favorites de Trotsky était : « Ce n'est pas le parti qui fait le programme ; c'est le programme qui fait le parti ») (9).

C'est de là que découle indubitablement son attitude sérieuse et responsable vis-à-vis des unifications comme des scissions nécessaires, son attitude irréductible quand était mis en cause le programme, c'est-à-dire la base même de l'intervention et de l'organisation conscientes dans le mouvement inconscient des masses en présence. De là aussi que provient sa conviction qu'il est avant tout nécessaire de bâtir la IV^e Internationale pour que puisse s'inscrire dans la réalité la fière devise de la I^{re} Internationale selon laquelle « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Trotsky — on le verra dans ces textes — est toujours exceptionnellement attentif à la vie sous toutes ses formes, aux grèves comme aux statistiques, aux analyses comme aux discours et aux variations des cours, mais il l'est toujours plus encore si possible aux idées qu'expriment ses propres camarades, voire ceux qui appartiennent à d'autres tendances, mais, de toute évidence, cherchent leur voie vers un objectif qui est aussi le sien. Ce grand pédagogue, cet incomparable maître d'école, est toujours prêt, toujours disposé, toujours avide d'apprendre, d'approfondir, de creuser, d'intégrer à ses propres analyses les développements nouveaux et significatifs. Il sait aussi accepter d'être battu dans une discussion au sein de sa propre organisation, bien qu'il s'y batte

(9) John G. WRIGHT, « Trotsky's struggle for the Fourth International », *Fourth International*, août 1946, reproduit *Ibid.*, p. 67.

toujours lui-même jusqu'au bout, et accepte parfois de se taire, mais jamais de dire autre chose que ce qu'il pense vraiment. Il sait aussi, quand il le faut, dire qu'« il ne sait pas », qu'il est « trop loin », qu'il « ne peut pas trancher », et qu'il faut « faire confiance aux camarades ». Soulignons-le enfin, car, sur ce point au moins, c'est souvent une image déformée qui s'est imposée, y compris dans les rangs de ceux qui se réclament du « trotskysme », cette Internationale qu'il veut bâtir, qu'il songe à proclamer dès 1936, et qu'il ne fera proclamer qu'en 1938, il ne la conçoit *jamaïs* comme monolithique, et les sept années de son combat pour la construire sont marquées de la conviction fermement exprimée en 1935 à l'adresse de Marceau Pivert :

« Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires » (10).

C'est réellement en communiste convaincu qu'il existe une dialectique du développement de l'Internationale qu'il s'efforce de gagner à sa cause les organisations et les hommes qu'il qualifie de « centristes », qu'il propose la cooptation au secrétariat international de la zinoviéviste Ruth Fischer, affirme qu'il accepterait d'être mis en minorité dans le débat pourtant fondamental qui divise en 1939-1940 la section américaine. Disons-le ici, mais pas en passant : sa lucidité et sa perspicacité politiques lui permettent de saisir au cours des années trente des fils si ténus qu'ils peuvent alors paraître et paraissent irréels à certains, mais qui se concrétisent aujourd'hui dans la réalité sociale et politique et commencent à se nouer en liens solides.

Le lecteur trouvera dans les pages de Trotsky à l'époque de la construction de la IV^e Internationale bien d'autres éléments encore : leçons de l'histoire récente, bilan de la dégénérescence stalinienne, leçons de stratégie et de tactique révolutionnaires, élaboration permanente sur la question des revendications de transition en tant que partie intégrante du programme, analyse du processus dialectique de construction du parti, des tendances et des fractions, du centralisme démocratique, du rôle des ouvriers, de la place des intellectuels, de la nécessaire indépendance de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, et une réflexion toujours en action sur la façon de combattre l'influence contre-révolutionnaire des appareils des organisations traditionnelles passées au service de la bourgeoisie, la nécessaire politique militaire

(10) L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 525-526.

du prolétariat, une attention extrême pour la question nationale, les revendications des minorités raciales et nationales, les revendications des femmes. Une somme, sur un passé récent à bien des égards actuels, et dans lequel, plus que tout autre, il a su saisir les éléments de l'avenir.

*

*

Nous sommes convaincus avec Marguerite Bonnet, qu'il faut faire des *Œuvres* de Trotsky une édition commode, accessible et unifiée. Parce qu'il faut donner libre accès à Trotsky à une génération qui a besoin, sinon de ses réponses à lui, du moins de sa méthode pour trouver celles dont elle a besoin. Et nous sommes également persuadés avec elle qu'il faut éclairer du mieux possible cet accès à Trotsky en accompagnant ses textes de tout l'appareil critique et de présentation nécessaire du fait qu'ils ont été rédigés dans un contexte historique dont même les grandes lignes échappent à la majorité des lecteurs d'aujourd'hui. C'est pourquoi chacun des volumes sera précédé d'une introduction historique complétée par une chronologie détaillée. Nous avons en outre systématiquement éclairé par des notes, chaque fois que cela nous paraissait nécessaire, le texte lui-même, à propos de tel événement, tel militant ou homme politique, tel journal ou telle revue aujourd'hui inconnus, et qu'ils mentionnent. Ce faisant, nous nous sommes gardés de la tentation réelle d'éclairer ce qui était à leur époque l'avenir des hommes et organisations mentionnés, en profitant de notre connaissance de ce qui est aujourd'hui notre passé : nos notes présentent hommes et organisations tels qu'ils sont quand ils apparaissent sous la plume de Trotsky... et tant pis pour la tentation de démontrer à chaque page qu'il fut un bon prophète ! La tâche n'était pas mince, surtout quand il s'agissait de retrouver traces et identité de militants clandestins. Pour l'ultime volume de cette série, en songeant aux futurs historiens de Trotsky, de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale, nous avons mis en chantier des notices biographiques et un « lexique des pseudonymes » forcément incomplet, mais qui sera précieux pour les chercheurs à venir. Il va sans dire que cette tâche obscure, mais énorme, n'a pu être entamée et ne pourra être menée à bien que grâce à une collaboration internationale d'hommes et de femmes de tous horizons et de toutes générations, que nous ne remercierons jamais assez (11).

(11) cf. infra p. 51.

Il était juste temps. Dans quelques années, de nouveaux chercheurs, et sans doute pas mal d'anciens, se lanceront en effet dans ce qui est aujourd'hui encore la « section fermée » des archives de Trotsky à la bibliothèque du collège de Harvard. Cette ouverture marquera le début d'une période nouvelle de l'étude de Trotsky, de l'histoire de l'Opposition de gauche, du mouvement pour la IV^e Internationale et de la IV^e Internationale elle-même jusqu'en 1940, et par conséquent de celle du mouvement ouvrier tout entier. Les écrits de Trotsky aujourd'hui connus — et loin d'être tous publiés et accessibles — ne constituent en effet que la partie visible de l'iceberg. Commencera alors l'étude systématique et minutieuse, pays par pays, groupe par groupe, période par période, question par question, une étude dont il faut souhaiter qu'elle s'organise par équipes, sous le signe de la collaboration scientifique et non de la concurrence, qu'elle soit ou non parée de couleurs scientifiques.

Nous pensons avoir, par cet ouvrage, préparé cette étape décisive et prochaine, faisant d'une pierre deux coups. Car la connaissance de l'œuvre de Trotsky — au sens le plus large du terme — est l'un des instruments essentiels aujourd'hui de la compréhension, et par conséquent de la transformation du monde.

Chignin, le 24 août 1977,

Pierre BROUÉ

INTRODUCTION

Depuis la constitution, en 1923, à travers le débat sur le « cours nouveau », de l'Opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchevique, les efforts de Trotsky ont tout entiers été tendus vers le redressement de l'Internationale et de ses partis, au premier chef le parti communiste d'Union soviétique. C'est dans ce but que l'Opposition de gauche avait conclu en 1926-27 un bloc avec la « Nouvelle Opposition », née à Leningrad autour de Zinoviev et de Kamenev, une partie de l'« Opposition ouvrière » d'Alexandre Chliapnikov, l'opposition « déciste » du Groupe Centralisme démocratique de Vladimir Smirnov et Timoteï Sapronov (1) : l'Opposition Unifiée, battue et chassée du parti à la fin de 1927, avait pu néanmoins, grâce à ses militants exilés dans les ambassades — des hommes comme Piatakov, Préobrajensky, Rakovsky, Safarov, Kanačikov, et d'autres, moins connus — aider à la constitution de groupes d'opposition analogues dans les autres partis communistes du monde (2).

Cette défaite, la capitulation ultérieure de Zinoviev et de Kamenev devant Staline (3), avaient pourtant jeté le désarroi dans ses rangs. Si l'on excepte l'Opposition de gauche dans le P.C. américain fondée en 1928, au lendemain du 6^e congrès de l'Internationale communiste à l'initiative de deux délégués revenus de Moscou, James P. Cannon et le canadien Maurice Spector (4), ce n'est véritablement qu'après l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique et son installation à Prinkipo en Turquie que commença le travail de construction de l'Opposition de gauche à l'échelle internationale.

(1) Pierre BROUE, *Le Parti bolchevique*, Paris, éd. Minuit, 1963-1971, pp. 230 sq.

(2) L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, Paris, éd. Minuit 1967, note de P. Broué, p. 284. Ruth FISCHER, *Stalin and German Communism*, Cambridge, 1948, pp. 587-604.

(3) P. BROUE, *op.cit.* p. 269.

(4) James P. CANNON, *History of American Trotskyism*, New York, 1944.

Dans la confusion qui règne alors au sein de l'I.C., dans la cascade des purges qui éliminent du jour au lendemain cadres et dirigeants de la veille, Trotsky se refuse à faire flèche de tout bois et trace fermement les contours de la fraction internationale des « bolcheviks-léninistes ». L'Opposition qu'il construit est aussi irréductiblement opposée à la direction stalinienne de l'I.C., porte-parole des intérêts de la bureaucratie au pouvoir, qu'il caractérise comme un « centrisme bureaucratique », qu'à la tendance qu'il qualifie de « droitière », favorable à d'importantes concessions au capitalisme, celle qu'ont incarnée en U.R.S.S., jusqu'au grand tournant de 1928, Boukharine, Rykov et Tomsy (5) et que l'allemand Brandler incarne sur le plan international.

Il s'agit en effet pour Trotsky de redresser l'I.C. et ses partis, c'est-à-dire de renouer avec la tradition et la politique bolcheviques du vivant de Lénine, telles qu'elles se sont exprimées dans les résolutions et décisions des quatre premiers Congrès de l'I.C. L'orientation des « bolcheviks-léninistes » est donc aussi irréductiblement hostile à la politique « opportuniste » de 1926-28, de l'alliance du P.C. chinois et de l'I.C. avec le Kuomintang nationaliste (6), du bloc avec les syndicalistes réformistes britanniques au sein du comité syndical anglo-russe (7) qu'à la politique ultragauchiste de la « troisième période » où les social-démocrates sont tenus pour des « social-fascistes » et tout front unique ouvrier impossible. L'Opposition de gauche se situe en outre dans le cadre de la défense de l'Etat ouvrier russe qu'elle veut arracher à sa dégénérescence, et elle rejette catégoriquement toute analyse de la société soviétique comme bourgeoise, voire comme reflétant la phase, transitoire ou non, d'un « capitalisme d'Etat », par exemple. Elle condamne nettement tout mot d'ordre qui tendrait à appeler à la formation de « nouveaux partis » ou d'une « nouvelle Internationale » qui laisserait le champ libre au « centrisme bureaucratique » et constituerait en réalité, selon elle, une capitulation politique devant lui. Elle ne saurait pourtant admettre, dans le droit fil de l'Opposition russe, une quelconque neutralité vis-à-vis des questions proprement soviétiques, et notamment dans l'attitude vis-à-vis de la bureaucratie, principale responsable à ses yeux de la dégénérescence de l'I.C. : c'est d'ailleurs très souvent dans le cours d'actions de solidarité et, par exemple, de défense des bolcheviks-léninistes russes emprisonnés en U.R.S.S. que se

(5) P. BROUÉ, *op. cit.*, pp. 277 sq.

(6) P. BROUÉ, *La Question Chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1976, présente les principaux textes sur cette question.

(7) Un bilan de cet épisode a été fait dans Daniel F. CALHOUN, *The United Front : the T.U.C. and the Russians*, Cambridge, 1976.

sont constitués, hors d'Union soviétique et au sein des P.C., les premiers noyaux de l'Opposition de gauche.

Même exclus du parti communiste, ce qui est, tôt ou tard, leur lot, les trotskystes de l'époque, les « bolcheviks-léninistes » continuent à se comporter en opposants et à lutter pour le redressement de la III^e Internationale et de ses partis. Simultanément, et en opposition à l'attitude adoptée à l'époque par les opposants communistes dits « de droite », lesquels proclament leur refus de « s'ingérer » dans les affaires du parti russe et ne revendiquent que la non-ingérence des Russes dans les affaires des autres partis, l'Opposition de gauche internationale affirme la nécessité d'un combat international contre la bureaucratie stalinienne, dans le mouvement même du combat contre l'impérialisme dont elle est la courroie de transmission : il s'agit de reconquérir sur elle les partis communistes, parti russe compris et l'Internationale.

Telle est la position encore réaffirmée en février 1933 à la préconférence de l'Opposition de gauche internationale. La résolution adoptée en la circonstance affirme qu'elle agit en tant que fraction de l'I.C. et que cette politique, la seule juste dans les circonstances actuelles, ne pourrait être modifiée que par suite d'une « catastrophe historique », comme « l'écroulement de l'Etat soviétique » ou « la victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand ».

Telle est donc la base sur laquelle s'est organisée, depuis 1929, la fraction de l'Opposition de gauche internationale, et d'abord celle sur laquelle s'est réorganisée, dans les camps et les isolateurs d'Union soviétique, l'Opposition de gauche russe qui avait constitué son noyau. Personne n'est aujourd'hui capable de dire ce qu'elle représentait en 1933, de façon précise. Elle avait compté sans doute plusieurs dizaines de milliers de membres, et recruté dans les camps et l'exil de nouveaux membres parmi les jeunes déportés. Mais elle en avait aussi beaucoup perdu. Nombre de ses « chefs historiques » — de l'Opposition unifiée comme Smilga, mais aussi du vieux noyau de 1923 comme Piatakov, Préobrajensky, I.N. Smirnov (8) — avaient capitulé à la suite de Zinoviev et Kamenev, cherchant un compromis avec la bureaucratie, voyant ou voulant voir dans le tournant vers l'industrialisation et la collectivisation un pas en avant dans la lutte contre la menace de restauration capitaliste. Quelques vétérans avaient pourtant tenu bon en dépit de terribles persécutions, et au premier rang d'entre eux Christian Rakovsky, l'ancien président de la

(8) P. BROUÉ. *op.cit.*, pp. 283 sq.

république ukrainienne des soviets, Léon Sosnovsky, le populaire journaliste, Boris Eltsine qui avait dirigé l'organisation après la première vague d'arrestations de 1927-28 (9). Ces personnalités prestigieuses étaient tenues par leurs geôliers dans l'isolement le plus total. La jeune génération de l'Opposition de gauche — les jeunes ouvriers combattants de 1917 et de la guerre civile, formés ensuite dans les universités ouvrières et l'Institut des professeurs rouges, souvent riches d'une expérience, limitée dans le temps, mais réelle, du mouvement ouvrier international et d'une collaboration étroite de plusieurs années avec Trotsky lui-même — était restée irréductible. Dans les camps et les prisons où ils avaient mené de grandioses actions de résistance — la grève de la faim à l'isolateur de Verkhné-Ouralsk en décembre 1931 — les Fedor Dingelstedt, Grigori Iakovine, Grigori Stopalov, Victor Eltsine, Elzéar Solntsev, Sokrat Guevorkian, Igor Poznansky, avaient même réussi à maintenir une direction politique des B.L. russes en menant contre les « décistes » et la fraction de l'Opposition de gauche qui les avaient ralliés, un combat politique victorieux sur les questions décisives de la nature de l'Etat soviétique, de la lutte pour le « redressement », de la délimitation d'avec l'Opposition de droite (10) dans des conditions pourtant difficiles. L'étau s'était cependant irrésistiblement resserré : c'est au début de 1933 que Trotsky avait reçu les derniers messages de militants responsables en U.R.S.S. même, et, à cette date, un militant allemand du K.P.D. avait encore réussi à assurer une liaison entre Léon Sedov et les oppositionnels de Moscou (11). A partir de cette date, il n'y a plus aucune liaison : symboliquement, aux côtés de Trotsky et dans le Secrétariat international, combat son fils, Léon Sedov, « pionnier » en 1917, jeune komsomol des années de guerre civile et, depuis lors, son principal collaborateur.

Hors d'Union soviétique, l'Opposition de gauche n'a pas la qualité, l'expérience, la formation politique des militants de l'Opposition russe. Les hommes y ont été gagnés dans des partis qui n'étaient pas — il s'en faut de beaucoup — des partis bolcheviques et sur qui commençait à peser lourdement le poids de la prétendue « bolchevisation » du temps de Zinoviev-Staline et de la stalinisation ultérieure systématique des partis.

(9) Victor SERGE, qui l'a bien connu, notamment en déportation l'a dépeint dans son roman *S'il est minuit dans le siècle* à travers le personnage d'Elkine.

(10) Une image, peut-être un peu subjective, de ces discussions est donnée par l'un de ses protagonistes dans A. CILIGA, *Au Pays du grand mensonge* (réédité en 1977, Paris, Champ Libre).

(11) Karl RETZLAW, *Spartakus ; Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*, Frankfurt, 1971, pp. 355-356.

En Allemagne, où, dans les années précédant 1933, se trouve « la clé de la situation internationale » et où la question « révolution ou contre-révolution » est posée sur le tranchant du couteau par la montée nazie, une Opposition « unifiée » à l'image de l'Opposition unifiée d'U.R.S.S. formée en 1926 s'est constituée en 1928, avec la création du Leninbund, né des efforts conjugués d'exilés russes temporaires, entre autres le zinoviéviste Safarov et le trotskyste Solntsev (12). Organisation de plusieurs milliers de membres lors de sa fondation en mars, elle a subi, elle aussi, le contre-coup de la capitulation d'une partie des dirigeants russes : les « zinoviévistes » Ruth Fischer et Maslow l'ont abandonnée en mai, après le « ralliement » de Zinoviev. Sous la direction d'Hugo Urbahns, elle a été pendant plus d'une année une sorte d'organisation-sœur de l'Opposition de gauche russe. Dès la fin de 1929, cependant, sont apparues de profondes divergences exprimées dans la discussion publique entre Trotsky et Urbahns sur le chemin de fer de Mandchourie (13) : divergences sur la nature de l'Etat soviétique, considéré par Urbahns comme un « capitalisme d'Etat », sur la question du « redressement » qu'Urbahns juge impossible et qui met, selon lui, à l'ordre du jour la perspective de la création de nouveaux partis et d'une Internationale sur des bases nouvelles. Au printemps 1930, ce sont les militants d'accord avec Trotsky, dirigés par l'ancien dirigeant du K.P.D. Anton Grylewicz, qui ont d'eux-mêmes quitté le Leninbund pour fusionner avec le groupe ouvrier de l'Opposition de Wedding, puissant à Berlin et dans le Palatinat, et, en tant que section allemande de l'Opposition de gauche, éditer leur propre journal *Die Permanente Revolution* qui fut en ces années un peu plus que la tribune à partir de laquelle Trotsky s'adressait aux ouvriers et aux communistes allemands. En dépit de deux crises graves — la rupture en 1931 de tout un pan de l'organisation rassemblé derrière l'autrichien Kurt Landau (14), et la scission de 1933, avec le ralliement au K.P.D. d'un groupe dirigé par les deux agents du G.P.U. infiltrés, les frères Adolf Sénine et Roman Well (15) — la section allemande, bien vivante, bénéficiant du prestige des analyses de Trotsky et de leur impact face à la politique suicidaire du K.D.P., compte au début de 1933 quelque cinq cent membres et un réseau relativement large de sympathisants plus ou moins orga-

(12) Ruth FISCHER, *op.cit.*, p. 604.

(13) Voir la brochure *La Défense de l'U.R.S.S. et les Tâches de l'Opposition*, Paris, Librairie du travail, 1929.

(14) L. TROTSKY, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, Paris, ed. Minuit, 1975, p. 166.

(15) *Idem*, p. 242.

nisés dans le parti et ses organisations « de masse ». A côté des anciens du K.P.D., Anton Grylewicz, Oskar Seipold, député au Landtag, de jeunes cadres comme Otto Schüssler (Oskar Fischer) et Erwin Ackerknecht (Eugen Bauer).

La situation est loin d'être aussi positive en Autriche où des fractions rivales, de véritables sectes, se sont pendant des années disputé la reconnaissance comme « section officielle ». Josef Frey, le vétéran le plus prestigieux, est en dehors de l'Opposition internationale avec son groupe, et les luttes fractionnelles ont été exacerbées ici par celui qu'on considère comme un agent du G.P.U., Jacob Frank dit Max Gräf : nul doute cependant qu'elles n'aient été en quelque sorte rendues inévitables par le fait que le P.C. autrichien lui-même n'est qu'une secte, extérieure à la classe ouvrière, tout entière contrôlée et étroitement encadrée par le parti social-démocrate autrichien.

Les perspectives ne sont pas négligeables en Tchécoslovaquie, malgré la succession de crises et de scissions. Là, les mesures de l'exécutif de l'I.C. au début de la « troisième période » ont abouti à la conjonction de nombre de cadres ouvriers et de forces vives du parti au sein d'une « opposition » dont les dirigeants étaient orientés à droite, bien qu'un opposant de gauche russe, Kanačikov, ait joué dans sa naissance un rôle décisif. Dans la région allemande des Sudètes, c'est un ancien dirigeant du P.C.T. et de l'I.C., Alois Neurath, jusque là lié à l'Opposition de droite, qui vient d'amener à l'opposition de gauche un groupe bien implanté dans les usines de cette région industrielle. A Prague, Karel Fischer, dit Michalec, ancien collaborateur de Zinoviev, les anciens secrétaires de Trotsky à Prinkipo, Wolfgang Šalus et Jiří Kopp, Otto Friedman, à Bratislava le slovaque Hyňek Lenorovič sont des cadres de valeur, tout comme Jan Frankel qui est à Prinkipo le principal collaborateur de Trotsky. Si l'on compte le groupe que dirige à Prague un professeur d'université, le Dr Arthur Pollack, c'est quelque 800 militants de l'Opposition que compte la Tchécoslovaquie, avec la publication de Jiskra (16) et de Delnicka Politika.

En Pologne, où la direction du parti avait été la seule à s'insurger contre la campagne antitrotskyiste de la bureaucratie en 1924, l'Opposition n'est apparue qu'en 1932, sous forme organisée, au sein du P.C., sous l'impulsion de Salomon Ehrlich, gagné au trotskysme en Suisse. Elle compte à Varsovie au départ plus de

(16) T.JADEN. *Struktur und Funktion der KPD-Opposition*, p. 270. Entrevue avec Jiří KOPP (7 octobre 1977).

300 militants — contre 1 000 au « parti officiel ». Son porte-drapeau est un combattant de 1917, un « vieux-bolchevik » aux fortes tendances libertaires, vétéran de l'action clandestine des années vingt, l'ouvrier juif Herschl Mendel, de son vrai nom Stockfisch. Elle dispose avec Isaac Deutscher d'un journaliste de grand talent, a une influence réelle dans le prolétariat juif de Varsovie et de Lodz, commence à s'implanter dans le prolétariat polonais, dispose depuis 1933 de journaux en yiddisch et en polonais et même d'une organisation de jeunesse (17).

C'est en liaison avec ces différentes organisations qu'apparaissent, sur la base du combat pour le front unique ouvrier en Allemagne et de la critique de la politique dictée au K.P.D. par l'I.C., les premiers noyaux B.L. en Bulgarie avec le Dr Gatchev, en Roumanie, en Suisse, avec l'enseignant zurichois Walter Nelz, recruté par Ehrlich.

En Europe occidentale, c'est en France qu'existe l'organisation la plus importante de l'Opposition de gauche, la Ligue communiste. Certes, des conflits fractionnels à base largement, mais pas exclusivement, personnelle, ont provoqué le départ d'un vétéran communiste prestigieux, le premier français à avoir été membre du bureau de l'I.C., Alfred Rosmer, puis celui d'Alfred Bernard, ancien membre du bureau politique du P.C., celui encore de l'ancien secrétaire général du P.C. aux temps de Zinoviev, Albert Treint. A côté de la section officielle qui édite l'hebdomadaire La Vérité, la Gauche communiste, qui se réclame de Rosmer, a attiré nombre de militants, noué ses contacts internationaux propres, notamment avec le groupe de Landau. En fait, le drame de la Ligue française est qu'à la tête des deux ou trois cents militants qu'elle rassemble, la fusion ne s'est jamais réalisée entre les groupes d'origine diverse qui la constituent, celui des jeunes intellectuels communistes liés au surréalisme, Pierre Naville et Gérard Rosenthal, alliés de Rosmer jusqu'à son départ, le « groupe juif » issu du groupe de langue juive du P.C. et le groupe très actif de militants qu'anime la personnalité très discutée de Raymond Molinier, étroitement lié à Pierre Frank, lui aussi ancien secrétaire de Trotsky à Prinkipo

En Belgique, l'opposition est née de la condamnation par le comité central du P.C. en 1928 de la répression contre les bolcheviks-léninistes en U.R.S.S. Les dirigeants responsables de cette initiative, Van Overstraeten et Adhémar Hennaut, secrétaires du P.C., ont fondé après leur exclusion une opposition qui a pu

(17) Entrevue avec Stefan LAMED (18 septembre 1977).

au début se prendre pour le véritable parti. Mais l'évolution de ses principaux dirigeants — sur la question de l'U.R.S.S. et sur celle du « nouveau parti » notamment — ont abouti en 1930 à une scission du type allemand, avec le départ volontaire de la Fédération de Charleroi et de ses alliés — 35 militants au total. Sous l'impulsion d'un ancien membre du C.C. du P.C.B., Léon Lesoil, dirigeant de Charleroi qu'épaula à Bruxelles un autre ex-membre du C.C. Georges Vereeken, la section belge, forte en 1933 d'une centaine de militants, se caractérise à l'époque — à la différence de la section française — par son recrutement très prolétarien et la force de ses positions dans la classe ouvrière, ainsi que par le caractère responsable de ses discussions politiques (18)

En Espagne, les divisions des futurs communistes avaient fait manquer bien des occasions au temps du « bienio bolchevique », et la dictature de Primo de Rivera a pu démanteler un P.C. à peine constitué. Là, cependant, l'Opposition de gauche a rassemblé quelques-uns des pionniers et aussi des personnalités les plus brillantes du mouvement communiste espagnol, des hommes beaucoup plus connus que les chefs « officiels ». Au premier noyau constitué dans l'émigration en Belgique et au Luxembourg par F. García Lavid (Henri Lacroix) sont venus s'agréger Andrés Nin, ancien secrétaire de l'I.S.R. à Moscou, militant pendant des années de l'Opposition russe, Juan Andrade, dirigeant des J.S. avant 1920, fondateur en Espagne du premier P.C., Luís García Palacios, ancien secrétaire des J.C., et des militants ouvriers qui ont été les fondateurs du P.C. aux Asturies ou dans la région de Santander. La revue théorique de l'Opposition espagnole, *Comunismo*, est d'une haute tenue. Mais les conflits ont été nombreux et les relations demeurent tendues entre cette organisation, devenue en 1932 la *Izquierda comunista de España* (I.C.E.), et le centre qui lui reproche ses tendances à d'excessives concessions au groupe catalan de Maurín, et surtout de tourner peu à peu le dos à la ligne du « redressement » sous prétexte que le P.C.E. ne serait plus qu'une « ombre » et la lutte pour son redressement un « détour » (19).

L'Italie est depuis des années sous la botte fasciste et la police politique de Mussolini y a écrasé, au début des années trente, les derniers restes de l'appareil clandestin du P.C.I.. Les bordiguistes de la fraction de gauche, animés à Bruxelles par Ottorino Perrone

(18) Nadya DE BEULE, *Onstaan en Aktie van de Trotskistische Beweging in België* (1928-1935).

(19) L. TROTSKY, *La Révolution Espagnole*, op.cit. Pelai PAGES, *El Movimiento Trotskista en España* (1930-35).

(Vercesi), ont adhéré à l'Opposition de gauche internationale à ses débuts, mais ils s'en sont séparés lorsqu'est apparue en 1930 la Nouvelle Opposition italienne (N.O.I.), regroupée autour des « trois », tous pionniers du P.C.I., tous anciens responsables du travail clandestin, qui se sont dressés contre le tournant ultra-gauchiste et aventuriste dicté par l'I.C. : Pietro Tresso (Blasco), Alfonso Leonetti (Feroci) et Paolo Ravazzoli (Santini) sont d'authentiques cadres. Leur adhésion à l'Opposition internationale provoque certes la rupture avec la Fraction bordiguiste, mais elle a permis de gagner de nouveaux militants comme Nicola di Bartolomeo (Fosco). Il y a peu de travail — les difficultés sont immenses même pour un appareil disposant de grands moyens — en direction de l'Italie. Ravazzoli se consacre au travail dans l'émigration italienne en France, Blasco milite dans la Ligue française et Leonetti au secrétariat international (20).

La situation de l'Opposition en Grèce est originale. Deux organisations principales, toutes deux issues de scissions du P.C. grec, défendent en effet des positions proches de celles de l'Opposition internationale. C'est celle des « Archéiomarxistes », constituée en 1924 à la suite de l'exclusion du P.C. de ses dirigeants, qui est reconnue en 1931 comme section « officielle » : elle compte plus de 2 000 membres et l'emporte sur le P.C. dans plusieurs centres industriels. Son principal dirigeant, D. Yotopoulos, est membre du S.I. depuis 1932. Quant à l'autre organisation, groupée autour de l'ancien secrétaire général Pantelis Pouliopoulos, exclu en 1928, et qui édite Spartakos, moins nombreuse, mais ayant un caractère d'organisation communiste plus marqué, elle ne fait qu'un reproche à l'Opposition de gauche internationale, celui d'avoir accepté l'affiliation des archéiomarxistes. (21).

C'est finalement, eu égard à l'importance du pays et de son mouvement ouvrier, en Grande Bretagne, que se trouve le secteur le plus faible de l'organisation européenne de l'Opposition de gauche. En 1928, une petite organisation, la Marxist League, animée par F. A. Ridley, s'est réclamée des perspectives de Trotsky, mais n'a pas survécu à la critique qu'il a faite de ses positions. Un noyau oppositionnel s'est finalement constitué dans la banlieue londonienne, avec de jeunes cadres du P.C. et des J.C. et des militants ouvriers qui constituent le « groupe de Balham » (Reg Groves, Harry Wicks, Henry Sara), qu'a rejoint Hugo Dewar, rescapé de la Marxist League. Leur organe multigraphié, The Communist,

(20) Silverio CORVISIERI, *Trockij e il comunismo italiano*, R. MASSARI, *All' Opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci*. Entrevues avec A. LEONETTI.

(21) Entrevue avec Michel RAPTIS (18 septembre 1977)

est diffusé dans la plus stricte clandestinité : cela ne les a pas empêchés d'être exclus du P.C. en août 1932 et ils se préparent à publier un mensuel imprimé (22).

L'Opposition de gauche internationale ne se limite pas à l'Europe. Aux Etats-Unis, elle a été constituée à partir de la fraction du P.C. que dirigeait l'un des pionniers du mouvement communiste dans ce pays, James P. Cannon. A ses côtés, dans le noyau initial, Max Shachtman, le dirigeant des jeunesses Martin Abern, un groupe de militants ouvriers — des cadres — de Chicago, avec Arne Swabeck et Albert Glotzer, de Minneapolis, avec Skoglund et trois des frères Dunne — une famille légendaire dans le mouvement communiste américain — et enfin le premier groupe « trotskyste » constitué à Boston en 1927 par un médecin d'origine russe, lié bien avant 1917 au mouvement ouvrier, Antoinette Konikow (23). La Communist League of America rassemble environ 500 militants, englobe également dans ses rangs à cette époque un noyau de militants canadiens, dont les anciens dirigeants, fondateurs du P.C. du Canada, Maurice Spector et Jack MacDonald et c'est également l'un de ses militants, Russell Blackwell, qui, sous le nom de Rosalio Negrete, a représenté le premier groupe mexicain fondé par lui à la première conférence internationale de 1930.

En Amérique Latine, l'influence de la revue espagnole *Comunismo*, organe de la *Izquierda Comunista* a été décisive. L'un des premiers groupes de l'Opposition de gauche en Argentine a été fondé par deux étudiants, gagnés en Espagne à ses idées, Hector Raurich et Antonio Gallo. L'une des deux fractions issues de l'éclatement en 1929 du P.C. au Chili, le « P.C.-Hidalgo », qui compte plus d'un millier de membres, vient de prendre contact avec l'Opposition internationale. A Cuba, c'est l'une des principales figures du P.C., le populaire noir Sandalio Junco, ouvrier boulanger, secrétaire international de la *Confederación Nacional Obrera de Cuba*, qui, influencé au cours de son séjour à Moscou auprès de l'Internationale syndicale rouge par Andrés Nin, a fondé au retour une opposition communiste qui compte quelque six cents militants (24). C'est par l'intermédiaire des réfugiés boliviens au Chili — avant tout le jeune avocat José Aguirre — que l'Opposition va pénétrer en Bolivie (25). Au Brésil, l'intellectuel Mário Pedrosa, l'un des principaux dirigeants du parti, a profité d'un séjour en Europe pour établir le contact avec l'Opposition de

(22) Reg GROVES, *The Balham Group* ; entrevues avec John ARCHER, février 1977.

(23) James P. CANNON, *History of American Trotskyism*.

(24) Robert J. ALEXANDER, *Trotskyism in Latin America*, pp. 215-218.

(25) *Idem*, p. 38. G. LORA, *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, Paris, EDI 1972.

gauche internationale. C'est un groupe d'une trentaine de militants connus qui a publié à partir de 1930 le premier bulletin de l'Opposition de gauche dans ce pays. La Liga comunista fondée en 1931, à São-Paulo rivalise en influence dans certains secteurs ouvriers avec le P.C. officiel (26). Au groupe fondé en 1931 au Mexique par Negrete est venu s'ajouter en 1932 un second groupe organisé en fraction au sein du P.C. avec deux jeunes enseignants, Octavio Fernández et Luciano Galicia.

La faillite de la politique de l'I.C. en Chine (27), la tragédie de la défaite de la deuxième révolution chinoise en 1927, la volonté des dirigeants de l'I.C. de trouver des boucs émissaires dans les rangs du parti chinois et de couvrir les traces de leur propre faillite, a nourri dans ce pays le développement, dans des conditions difficiles, de plusieurs groupes d'Opposition de gauche qui se sont unifiés en mai 1931 au sein de la Ligue communiste de Chine fondée par plusieurs pionniers du communisme en Chine, Chen Du-xiu, fondateur du parti et son secrétaire général jusqu'en 1927, Peng Shu-zi, son ancien secrétaire à l'organisation, Liu Jen-ching, membre de la délégation chinoise à Moscou pendant plusieurs années, également gagné par les opposants de gauche russes. Doublement clandestine, l'Opposition chinoise est une force réelle, puisqu'elle a survécu et se développe dans les conditions d'une sévère répression. (28).

Dans l'Indochine voisine, enfin, c'est du sein du mouvement communiste dans la métropole, en France, qu'est née la section indochinoise de l'Opposition de gauche, sous l'impulsion de Ta Tu Thau, expulsé de France après avoir été l'un des fondateurs du parti annamite de l'indépendance, un groupe pour le moment clandestin, mais qui deviendra en peu de temps l'une des principales forces politiques de ce pays (29).

*

* * *

Or, 1933 est l'année de l'épreuve : épreuve pour l'Internationale communiste, placée au pied du mur en Allemagne par la marche en avant du nazisme, épreuve aussi pour l'Opposition de gau-

(26) John W. DULLES, *Anarchists and Communists in Brazil*, pp. 421 & 457. ALEXANDER, *op.cit.*, pp. 69-70.

(27) P. BROUÉ, *La Question chinoise*, *op.cit.*

(28) PENG PI-LAN. « Looking back over my years with Peng Shu-tse », pp. 13-15 *The Chinese Revolution*, I. série « Education for Socialists », S.W.P. New York.

(29) DANIEL HEMERY, *Révolutionnaires viet-namiens et pouvoir colonial en Indochine*, Paris, Maspero, 1975.

che internationale qui a jusqu'à maintenant orienté tous ses efforts précisément vers le redressement de la politique de l'Internationale communiste et particulièrement face au danger fasciste. La question posée est la suivante : l'Internationale communiste et sa direction vont-elles pouvoir continuer à imposer au K.P.D. la politique suicidaire suivie jusque là et qui, en facilitant le jeu des dirigeants social-démocrates et interdisant de fait le front unique ouvrier, risquait d'ouvrir la voie à la victoire des nazis et par conséquent à la destruction du mouvement ouvrier organisé allemand, comme le répétait Trotsky depuis des années?

L'histoire allait répondre en ces quelques mois décisifs. Il y avait eu d'abord ce mois de septembre 1932, le XII^e plénum de l'exécutif de l'I.C. où s'était jouée ce que l'historien britannique Robert Black appelle — rétrospectivement, bien sûr — la « dernière chance » (30). A cette date, la volonté de résistance, l'aspiration à l'unité de leur front de classe chez les travailleurs allemands est nettement perceptible en dépit de la politique des dirigeants social-démocrates et communistes. Les résultats électoraux laissent prévoir une chute de millions de voix des nazis aux prochaines élections générales. A la direction même du K.P.D., un groupe de dirigeants mûs par l'instinct de préservation et une peur bien compréhensible du nazisme, peut-être sensibles en outre aux aspirations de leurs propres militants, ont ébauché une tentative de résistance à la politique suicidaire qui fraie la voie à Hitler : Heinz Neumann, Hermann Remmele, Leo Flieg, Willy Münzenberg ont tenté d'infléchir en pratique la politique de leur parti et de mettre l'I.C. devant le fait accompli d'un tournant rompant avec la politique qui fait de la social-démocratie l'ennemi N^o1. Ils sont dénoncés comme « groupe fractionnel ». Thälmann fustige en eux « les idées petites-bourgeoises défaitistes et pessimistes du genre : si le fascisme vient au pouvoir, c'est fichu pour nous », affirme que la venue de Hitler au pouvoir « accélérerait la crise révolutionnaire qui monte dans le secteur central (de l'Europe), l'Allemagne ». Il accuse « le trotskysme » de chercher à entraîner les communistes à « marcher la main dans la main avec les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxemburg », Trotsky de tenter d'égarer les travailleurs en « réclamant des négociations entre dirigeants du S.P.D. et du K.P.D. », accuse Neumann de ne considérer « le trotskysme » que comme une « idéologie de gauche » quand sa définition exacte, donnée par Walter Ulbricht est celle d'une « avant-garde contre-révolutionnaire de la bourgeoisie ». Après Thälmann, le polonais Lenski vient affirmer que l'expé-

(30) Robert BLACK, *Fascism in Germany*, II, p. 844.

rience a réfuté l'affirmation trotskyste selon laquelle « la dictature fasciste signifierait la fin de la social-démocratie » (31). Le 1er décembre, la revue officielle de l'I.C., sous le titre « Le K.P.D. passe à l'offensive », affirme : « La tâche du K.P.D. reste, comme auparavant, de diriger ses coups avant tout aujourd'hui contre la social-démocratie ».

Les élections de novembre ont fait apparaître une sérieuse baisse des voix nazis. La bourgeoisie allemande s'effraie du risque de voir lui échapper, avec l'influence de masse du parti de Hitler, son ultime recours, et les négociations sont menées bon train en vue de la formation d'un gouvernement de concentration nationale dirigé par Hitler. C'est alors que les nazis décident de faire une épreuve de la volonté de résistance du K.P.D. en allant défiler place Bülow, devant la Maison Karl-Liebknecht, l'immeuble de ce parti. La décision peut paraître risquée : aux élections de novembre 1932, le K.P.D. a recueilli à Berlin 37,7 % des voix, et le S.P.D. 23,8, c'est-à-dire que les deux partis ouvriers ont réuni 61,5 % des voix contre 23,2 % aux nazis. Une riposte victorieuse des partis ouvriers, s'ils s'unissaient, serait possible et pourrait marquer pour les nazis le début de la fin. Mais le K.P.D. n'en veut pas. Il diffuse dans la capitale un tract qui appelle à « la défense du parti », contre « la provocation », à « la force de la masse unie », à l'« élection de comités unitaires », et invite à multiplier les protestations auprès du préfet de police. La direction du K.P.D., en dépit de protestations ouvertes qui montent de ses propres rangs — de nombreux témoins attestent des propos de Remmele —, interdit toute contre-manifestation, toute initiative qui pourrait conduire à un heurt dans la rue avec les troupes nazis. Et le 22 janvier, les nazis défilent impunément place Bülow. Goebbels écrit dans son Journal : « Les S.A. ont intimidé les Rouges sur leur propre terrain, Berlin. La place Bülow est nôtre. Les communistes ont subi une grave défaite... Nous avons gagné la bataille » (32). Tout le monde sait et dit que c'est de Moscou que proviennent les instructions qui ont été données aux organisations du K.P.D.. Les hésitants, les pleutres commencent à penser que les nazis sont décidément les plus forts.

Le 28 janvier, le gouvernement von Schleicher tombe. Le 29, un bref communiqué annonce qu'Hitler va être nommé chancelier du Reich. Au chef de la fraction parlementaire, Ernst Torgler, qui lui demande de décréter l'état d'alerte dans le parti, Thälmann

(31) cité par BLACK, *op. cit.*, p. 867.

(32) *Ibidem* p. 906.

rétorque qu'il est « fou », et que la bourgeoisie allemande n'est pas prête à laisser Hitler approcher du pouvoir. Le 30, Hitler constitue son gouvernement de « concentration nationale ». Sa première réunion est consacrée à la perspective de dissolution du K.P.D. et aux risques de déclenchement d'une grève générale que cette dissolution pourrait provoquer. Hitler lui-même, soutenu par le ministre de la défense, von Blomberg, affirme qu'il ne faut pas « courir à la légère le risque d'une grève générale », car, si elle se produisait, « on ne pourrait sans doute pas utiliser l'armée pour la briser » (33). Les hommes de choc de la bourgeoisie allemande redoutent encore la puissance intacte de la classe ouvrière et ne veulent pas prendre de risques inutiles. Le K.P.D. fait, lui, un tout petit pas en proposant aux dirigeants social-démocrates — ceux qu'hier encore il appelait et qu'il appellera demain « briseurs de grève » et « social-fascistes » — une grève générale contre le fascisme. Le S.P.D., évidemment, répond par une mise en garde contre des actions isolées précipitées. Goebbels note dans son Journal que « pour le moment », on ne prendra pas de mesures contre la « terreur rouge » : « nous frapperons au bon moment » (34).

La préconférence internationale de l'Opposition de gauche réunie du 4 au 7 février, adopte le texte, préparé par Trotsky en décembre, qui réaffirme la ligne de l'« opposition » et du « redressement », de la « fraction » et non « d'un nouveau parti ». Elle affirme : « Qui donc, dans le camp de la révolution, oserait affirmer aujourd'hui qu'on ne peut éviter ni empêcher l'écroulement du pouvoir soviétique ou la victoire du fascisme en Allemagne ? Pas l'Opposition de gauche en tout cas. Sa politique, au contraire, est entièrement dirigée vers la défense de l'Union soviétique contre le danger de Thermidor nourri par le centrisme, et pour aider le prolétariat allemand non seulement à se mesurer contre le fascisme, mais aussi à conquérir le pouvoir ». Le 7 février, la pré-conférence adresse un manifeste aux travailleurs allemands dans lequel elle affirme « Il est encore temps ! » et les appelle à exiger de leurs dirigeants la réalisation immédiate de ce front unique dont la perspective fait encore hésiter les bravaches de la contre-révolution allemande. Le 1er février d'ailleurs, on apprend que le K.P.D. vient d'obtenir pour la première fois la majorité dans les élections des conseils d'usine des chantiers navals de Hambourg. Hitler sollicite les banques pour la prochaine campagne électorale et affirme à la radio : « Quatorze ans

(33) Cité par BLACK, *op. cit.*, p. 913-914.

(34) *Ibidem* p. 917.

de marxisme ont ruiné l'Allemagne, mais une seule année de dictature du prolétariat la détruirait ». (35).

Tout, sans doute, reste encore possible. Le 2 février, le gouvernement interdit toute réunion en plein air du K.P.D. et suspend pour trois jours la presse social-démocrate qui a protesté contre le discours du chancelier. Die Rote Fahne, l'organe du K.D.P. écrit : « Hitler gouverne — mais le communisme avance ». Le 7, le Front de fer, organisation para-militaire du parti social-démocrate, organise une grande manifestation en plein air, au Lustgarten. Le 8, le Vorwärts, qui en rend compte, écrit : « Berlin restera rouge ». Au C.C. du K.P.D. qui se tient légalement, Thaelmann déclare : « Nous n'avons pu empêcher l'établissement d'une dictature fasciste, bien que nous ayons organisé des actions de masse... Nous n'avons pu faire mieux, car nous n'avons pu éliminer l'influence des dirigeants du S.P.D., de l'A.D.G.B. (les syndicats social-démocrates) et des dirigeants des syndicats chrétiens ». Il ne sort de ce C.C. que des déclarations. Le 10 février, le nouveau préfet de police de Berlin, le S.A. comte Helldorf déclare au Petit Journal : « Nous refusons aux ouvriers le droit de s'organiser en parti de classe... Si une grève générale éclate, nous vaincrons ». Le 11, le S.P.D. fait savoir qu'il n'accepte pas les propositions antérieures du K.P.D. parce qu'il ne les croit pas « sincères », mais, le 12, Rudolf Breitscheid, membre de sa direction, prend position publiquement pour la conclusion d'accords « partiels et temporaires » avec le K.D.P.. Le 13, Die Rote Fahne et d'autres journaux dont le social-démocrate Das Reichsbanner sont interdits pour quinze jours. Moscou s'empresse de rassurer les militants qui pourraient s'inquiéter. Le 15, Radek écrit dans les Izvestija qu'Hitler ne peut pas détruire le K.P.D. car il ne peut pas diriger la terreur contre toute la classe ouvrière. Fritz Heckert, membre de l'exécutif de l'I.C., commente dans Unsere Zeit le fait que « le S.P.D. a achevé sa transformation en social-chauvin et instrument conscient de la dictature fasciste ». Molotov de son côté déclare devant une conférence de kolkhoziens que la « situation internationale de l'U.R.S.S. s'est considérablement améliorée ». En écho à Heckert et ses semblables, une circulaire interne du S.P.D. affirme qu'on ne peut faire le front unique avec les communistes qui dénoncent le S.P.D. comme l'ennemi n° 1. La II^e Internationale propose le front unique à la III^e. La III^e ne répond pas (36).

(35) Cité par BLACK, *op. cit.*, p. 919.

(36) *id.* p. 924.

Pourtant le mouvement de la classe commence à surmonter les obstacles qui le divisent et lui imposent la passivité face au danger mortel. Dans un discours, le 21 février, le président des syndicats dit que les dernières mesures gouvernementales annoncent « une lutte à mort ». Des syndicats dirigés par des social-démocrates appellent au front unique des organisations ouvrières. Ceux de Thuringe lancent le mot d'ordre « Un seul ennemi, un seul combat ! » Des grèves éclatent ici ou là, dans l'unité, entraînant les responsables des deux partis, les balayant quand ils tentent de s'opposer. Même le K.P.D. semble esquisser un tournant. Le 24, dans un grand meeting au Sport-palast, Thälmann, propose publiquement le front unique au parti social-démocrate, sur le programme de son propre parti, il est vrai. Le 27 enfin, K.P.D. et S.P.D. décident que le lendemain aura lieu une rencontre entre le représentant du K.P.D., Neubauer et celui du S.P.D., Stämpfer, et que s'ouvriront les négociations pour la conclusion d'un front unique des deux grands partis ouvriers (37).

Le 27 au soir, le Reichstag brûle au cœur de Berlin.

Les nazis, alors, frappent comme la foudre. Le 28, le gouvernement, dont la thèse est que l'incendie du Reichstag était un signal pour l'insurrection communiste dont personne n'a vu l'ombre, adopte un décret pour « la protection du Peuple et de l'Etat ». Le 1er mars, le K.P.D. est interdit, une première vague d'arrestations lancée contre 4 000 de ses militants : S.A. et Gestapo commencent à lancer des raids de terreur, la « chasse aux rouges » dans les quartiers ouvriers. Ni le K.P.D. ni le S.P.D. n'ont de mots d'ordre de riposte. Les élections aux conseils d'usine de l'électricité et du gaz de Berlin donnent 90 % des voix aux communistes et social-démocrates ensemble, moins de 10 % aux listes des nazis. Mais l'organisation du K.P.D. s'effondre : Thälmann est arrêté le 3 mars, les prisons débordent, la chasse aux communistes est généralisée à toutes les villes allemandes. Les militants, sans instructions, face à une situation dont leurs dirigeants leur juraient la veille encore qu'elle ne pouvait se produire, sont totalement désarmés. Ils le seraient plus encore sans doute s'ils pouvaient lire la Pravda, qui, le jour de l'arrestation de Thälmann, écrit « Le fascisme allemand ne brisera pas notre force... Il est impossible d'exterminer l'avant-garde prolétarienne, de détruire le parti qui a eu six millions de voix ouvrières ». Et plus encore les Izvestija, qui, le 4 mars, affirment avec sérénité que l'U.R.S.S. n'a aucune hostilité vis-à-vis de l'Allemagne,

(37) BLACK, op. cit., p. 929.

« quelle que soit la forme et la composition du gouvernement du Reich ». Mieux, dans *L'Internationale communiste*, *Knorine*, du secrétariat de l'exécutif de l'I.C., écrit froidement que la provocation que constitue l'incendie du Reichstag prouve que... le règne de la bourgeoisie touche à sa fin en Allemagne. Le 5 mars, ce sont les élections : 12 millions de voix pour les partis ouvriers qui obtiennent ensemble, 52,6 % des voix et le S.P.D. 30,6 % à Berlin, sous la terreur... (38). Pourtant le K.P.D. n'existe plus. Il est mort de cette défaite sans combat sans précédent, du désespoir et du désarroi de ses militants que les fonctionnaires de l'appareil stalinien continuent imperturbablement à exclure dans les prisons même quand ils se risquent à mettre en doute la sagesse et la justesse de la politique de leurs chefs géniaux qui les a menés là où ils en sont tous...

Le 12 mars, Trotsky écrit au Secrétariat international de l'Opposition de gauche une lettre dans laquelle il affirme que, devant la faillite du K.P.D., il est nécessaire de construire un nouveau parti (39). Le 14, dans un article intitulé « La Tragédie du prolétariat allemand », il affirme : « Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais ! » (40).

Depuis plusieurs semaines, il reçoit d'Allemagne des informations de première main d'un homme qui a toute sa confiance. Le 5 janvier, le Tchecoslovaque Jan Frankel, son collaborateur le plus proche depuis presque trois ans, a quitté Prinkipo pour aller se fixer à Paris où le Secrétariat international doit être transféré de toute urgence, Berlin étant devenu trop chaud. Il a commencé par une tournée dans les Balkans qui l'amène en Allemagne — avec un passeport qui appartient à un journaliste français — au lendemain de l'arrivée de Hitler à la chancellerie. Il y reste jusqu'à la mi-mars, discutant avec les dirigeants allemands et Léon Sedov, le fils de Trotsky, qui prépare son propre départ. Il profite de ce séjour pour effectuer une véritable tournée auprès des groupes de l'Opposition dans les principaux centres ouvriers. Il a accumulé informations, récits, preuves sur la tragédie qu'il vit. Le dossier est accablant : c'est bel et bien au naufrage du parti communiste allemand qu'il assiste en ces semaines décisives. Trotsky en était déjà pleinement convaincu.

Mais, pour lui, une première révision déchirante de sa perspective politique s'impose. Le nazisme a vaincu et va bientôt parachèver la destruction du mouvement ouvrier organisé en Allema-

(38) BLACK, *op. cit.*, p. 935.

(39) Cf ci-dessous, p. 55.

(40) Cet article sera publié dans le volume 1933 de la seconde série, comme le seront tous les textes concernant les problèmes dont la phase aiguë fut antérieure à 1933, la question allemande, la crise de la section américaine, etc...

gne, ce qui modifie du tout au tout le rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale. Le K.P.D. n'a pu être redressé et il a définitivement fait faillite. En dépit de certaines hésitations, de velléités d'opposition dans ses rangs, il a, malgré la volonté des travailleurs de combattre, réussi à maintenir jusqu'au bout la ligne dictée par Staline et à les paralyser. Le prolétariat allemand est vaincu sans avoir combattu, ses organisations sont détruites, ses conquêtes historiques lui sont arrachées pour longtemps. La victoire du nazisme en Allemagne renverse l'équilibre des forces sociales en Europe et dans le monde, rend partout l'initiative à la contre-révolution, ouvre la marche à une nouvelle guerre mondiale inter-impérialiste pour un nouveau partage du monde, mais aussi guerre de reconquête pour la destruction des conquêtes de la révolution d'Octobre. Le parti communiste allemand dont la politique a infligé au prolétariat allemand et mondial une défaite d'une telle ampleur est donc un parti failli. Il faut construire un nouveau parti communiste en Allemagne, dans les pires conditions.

Or, ses camarades allemands — ceux qui sont restés sur place et luttent dans la clandestinité — ne sont pas convaincus que le moment soit venu de la lutte pour un « nouveau parti », et ils ont refusé, au cours de la conférence qu'ils ont tenue sous la botte hitlérienne, de suivre Jan Frankel qui cherchait à les engager sur cette voie. La difficulté est d'autant plus considérable qu'ils se tiennent sur le terrain solide des décisions de la préconférence, qui, à la fin février, a réaffirmé sa fidélité à la ligne de la « fraction » et sa condamnation de celle du « nouveau parti ».

Et puis, la formule du nouveau parti en Allemagne est loin de couvrir l'ensemble des questions qui se posent. Et l'Internationale communiste, que le K.P.D. n'a fait que suivre aveuglément ? Et les autres partis, membres de l'Internationale, qui ont approuvé jusqu'au bout, et même après, cette politique de désastre ? Et le parti communiste d'Union soviétique, dont l'approbation est nécessaire dans l'Internationale pour toute initiative, si mineure soit-elle ? Sont-ils, eux aussi, définitivement faillis ? Existe-t-il encore une possibilité, même mince, de les redresser ? Ou l'expérience allemande comporte-t-elle pour eux les mêmes enseignements que pour le parti allemand ?

A ces questions que lui posent amis et sympathisants, camarades et journalistes, et qu'il se pose dans la plus grande anxiété, car la décision à prendre est d'une portée historique, Trotsky ne répond pas, pas encore. Tous ses collaborateurs ont gardé en mémoire le souvenir de ces journées fiévreuses où il tournait et

retournait la question, scrutait presse, radio, lettres de camarades, à la recherche d'éléments d'orientation et de réponse. Ne pouvait-on penser qu'il y aurait, dans les rangs des partis communistes, donc de l'Internationale, des sursauts devant l'ampleur de la catastrophe pourtant aisément prévisible, et que lui-même avait justement indiqué si souvent et si longtemps comme la principale conséquence possible de la funeste politique de l'I.C. ? Mais aussi, ne fallait-il pas encore attendre pour voir, ne pas courir le risque d'enterrer l'I.C. toute vive ? Gravement atteinte, de toute évidence, ne pouvait-elle réagir, ici ou là, tenter un bilan, voir enfin la réalité en face, comprendre les responsabilités encourues par ses chefs prétendûment infaillibles ?

Les semaines et les mois passent. Le parti social-démocrate est dissous, ses dirigeants et militants persécutés à leur tour. Les syndicats sont dissous, leurs cadres — réformistes compris — emprisonnés. Tout un chacun peut désormais mesurer l'ampleur de la catastrophe, la profondeur du recul, la stupidité des « prophéties » des dirigeants de l'Internationale dont l'« impossible » est devenu réalité. Imperturbable, l'exécutif de l'I.C. vote à l'unanimité la résolution d'auto-satisfaction qu'on lui demande :

« Après avoir entendu le rapport du camarade Heckert sur la situation en Allemagne, le présidium du C.E. de l'I.C. déclare que la ligne politique et d'organisation suivie par le comité central du K.D.P. avec le camarade Thälmann à sa tête jusqu'au coup d'Hitler et au moment où il s'est produit a été entièrement juste » (41).

A la suite du présidium, les dirigeants des P.C. du monde entier bavardent sur le caractère « éphémère » de la victoire des nazis, sur le fait qu'elle « accélère » la « montée révolutionnaire en Allemagne », sur « la justesse de la ligne appliquée de bout en bout ». A part quelques velléités de résistance au sein de la direction du P.C. tchécoslovaque, vite étouffées et noyées dans « l'autocritique », il n'y a pas de réaction. Ni sursaut, ni réveil : avec une rigidité qui dénotait déjà son état cadavérique, l'I.C., suivie par l'ensemble des P.C., accepte sans broncher la catastrophe allemande. Pire encore, pour sauvegarder l'infaillibilité de ses dirigeants, elle interdit de force toute discussion ou remise en cause. En Allemagne, les exclusions se poursuivent dans les camps et les prisons même. Le congrès contre le fascisme annoncé à grand son de trompe au lendemain de la victoire de Hitler, sur le modèle du congrès d'Amsterdam contre la guerre de 1932, prévu

(41) *Communist International*, vol. XI, n°8, 1er mai 1933.

d'abord à Prague, déplacé ensuite à Copenhague, a finalement lieu à Paris les 4 et 5 juin salle Pleyel. Trotsky avait espéré en faire une tribune pour les critiques de l'Opposition. Mais les organisateurs ont décidé d'avance d'exclure tout délégué lié, de près ou de loin, à l'Opposition de gauche. Un service d'ordre musclé chasse de la salle du congrès tout « trotskyste » présumé : il est interdit de contester cette direction faillie qui veut d'autant plus être tenue pour infaillible !

Prinkipo est loin des centres où tout se décide. Le transfert à Paris du secrétariat international ne facilite pas les choses. Son fonctionnement est loin d'être satisfaisant. Trotsky multiplie les lettres à Jan Frankel sur lequel il compte pour redresser, travailler plus et plus vite. On perd pourtant, parfois, des semaines sur des questions capitales. Deux éléments nouveaux apportent pourtant un début de solution aux problèmes pratiques. Une initiative de Parijanine aboutit à l'octroi à Trotsky d'un visa pour la France qui va le rapprocher du théâtre de l'action. La direction de l'Opposition allemande, à la lumière de l'expérience, modifie sa position et son porte-parole, Bauer, qu'on a rappelé d'Allemagne, vient dire à Prinkipo qu'il est non seulement pour un « nouveau parti » désormais, mais pour une « nouvelle Internationale ». Telle était la conclusion à laquelle Trotsky était en définitive arrivé. Dans l'article qu'il termine le 15 juillet, il se prononce, pour la première fois en faveur de la construction d'une nouvelle Internationale. Le combat pour la IV^e Internationale commence.

Trotsky, Natalia et leur petite escorte s'embarquent le 17 juillet 1933 sur le S.S. Bulgaria, quittant définitivement le lointain asile de Prinkipo. Ils débarquent discrètement d'un canot venu les chercher en mer, dans le petit port de Cassis, puis, par la route, rallient la côte de l'Atlantique où, le 25 juillet, ils s'installent dans la villa « Les Embruns » à Saint-Palais, près de Royan, ayant dépisté presse, curieux, et aussi, au moins pour un temps, les agents du G.P.U. qui les surveillent (42). Déjà Trotsky porte son regard sur les organisations socialistes et communistes en rupture avec les Internationales officielles avec lesquelles il pourrait entreprendre la construction de la nouvelle Internationale. Dans les mois qui suivent, à nouveau, il va jouer personnellement et sans intermédiaire, une partie politique décisive pour poser lui-même les fondations de la nouvelle organisation.

Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS

(42) C'est ce qui ressort des incontestables carences dans l'acte d'accusation des procès de Moscou en 1936. Le G.P.U. qui extorqua les aveux des accusés n'avait pu reconstituer l'emploi du temps de Trotsky en France de façon précise et avait imaginé sa présence à Paris, par exemple, alors qu'il ne pouvait s'y trouver.

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).

Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefevre, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, du Centre d'Histoire de la Deuxième guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C.E.S.—E.D.I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O.C.I., des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf. Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mademoiselle Campfens et M. M. Segall, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mademoiselle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer avec qui il nous a mis en contact, Sammy Ketz et J.M. Brabant, et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles, Willy Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg (Cologne), le professeur Pelai Pagès de Barcelone, et M. David

Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse. Nous remercions également Mademoiselle Laura Yotopoulos, d'Athènes, qui a répondu aux premières questions concernant la biographie de son père, Roch Denis, de Montréal, Ross Dawson et Art Young de Toronto, qui nous ont permis de retrouver des « disparus ». Serge Denis, à Montréal, Françoise Broué à Manchester, Carla Boulboulé et ses amis à Düsseldorf ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard (Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey), mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. L'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam a bien voulu nous ouvrir les archives Sneevliet. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues par Pierre et Andrée Broué, avec la collaboration de Catherine, et par Antoine Thivel. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux. J.-F. Godchau en a relu un certain nombre. Présentation et introduction, signées de leurs auteurs, ont été discutées avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive a été réalisée en collaboration par les animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E.D.I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

REPERES CHRONOLOGIQUES

1933

JANVIER

— Ralliement à la politique de la direction stalinienne du K.P.D. d'un groupe de l'Opposition de gauche allemande dirigé par Roman Well.

5 — Jan Frankel, secrétaire de Trotsky depuis 1930, quitte Prinkipo pour se rendre à Paris où va être établi le nouveau secrétariat international. Il passera clandestinement en Allemagne.

5 — Suicide à Berlin de Zinaïda Lvovna Volkova, fille de Léon Trotsky.

30 — Le président Hindenburg nomme Hitler chancelier du Reich.

FEVRIER

— Premières mesures de répression du gouvernement Hitler contre les organisations ouvrières. Aucune réaction sérieuse de la part de ces dernières.

4-8 — Préconférence internationale de l'Opposition de gauche qui réaffirme la politique d'« opposition » et de « réforme » des P.C. et de l'I.C. : l'Opposition demeure une « fraction », hostile au mot d'ordre de « nouveaux partis ».

6 — Conférence, à Paris, de l'I.A.G. groupant des organisations qui ne sont affiliées à aucune Internationale : décision de convoquer une conférence mondiale des partis ouvriers pour la lutte contre le fascisme.

27 — Incendie du Reichstag qui marque le début de la répression massive et ouverte en Allemagne contre toutes les organisations ouvrières.

MARS

5 — Elections au Reichstag. Hitler et ses alliés s'assurent la majorité. Les partis ouvriers ont ensemble 12 millions de voix.

7 — En Autriche, le chancelier Dollfuss suspend les libertés fondamentales.

8 — Victor Serge arrêté en U.R.S.S. est déporté à Orenbourg.

12 — Trotsky écrit au S.I. que le K.P.D. a failli en tant que parti révolutionnaire et qu'il faut construire un nouveau parti en Allemagne.

12 — Sous l'impulsion de l'allemand Bauer, et contre l'opinion de Frankel, la conférence de Leipzig de l'Opposition allemande maintient la politique de « réforme » et se prononce contre la ligne d'un « nouveau parti ».

18 — Dépêche Reuter démentant la mort de Rakovsky lequel, selon le gouvernement soviétique, exerce la médecine à Yakoutsk.

23 — Le Reichstag vote les pleins pouvoirs à Hitler. En l'absence des députés communistes emprisonnés ou dans l'illégalité, seuls les social-démocrates votent contre.

AVRIL

5 — Le présidium de l'exécutif de l'Internationale communiste vote une résolution approuvant sans réserve la politique menée en Allemagne jusqu'alors.

Début — Arrivée à Paris de Jan Frankel.

MAI

2 — Occupation des locaux et arrestation des dirigeants des syndicats en Allemagne.

Fin — Le plénum international de l'Opposition de gauche approuve la politique pour un « nouveau parti en Allemagne ».

JUIN

4-6 — Violences contre les délégués de l'Opposition de gauche au congrès international contre le fascisme salle Pleyel à Paris.

15 — Premier article de Trotsky consacré aux organisations socialistes de gauche.

JUILLET

15 — Trotsky se prononce par un texte pour « de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale ».

16 — De Prinkipo, l'Allemand Bauer adresse au S.I. une lettre dans le même sens.

17 — Départ de Trotsky de Prinkipo

24 — Arrivée de Trotsky en France, à Cassis.

26 — Installation de Trotsky à Saint-Palais.

IL FAUT UN NOUVEAU PARTI EN ALLEMAGNE (1)

(12 mars 1933)

Chers Camarades,

Le stalinisme allemand est en train de s'effondrer, moins sous les coups des fascistes, que par suite de sa propre décomposition interne. De même qu'un médecin n'abandonne pas son malade tant qu'il lui reste un souffle de vie, notre devoir était d'essayer de le réformer tant qu'en subsistait le moindre espoir. Mais ce serait criminel que de rester liés à un cadavre. Et le K.P.D. n'est plus qu'un cadavre (2).

Le mépris de l'avant-garde des ouvriers allemands pour la bureaucratie qui les a trompés sera si grand que le mot d'ordre de «réforme» leur semblera faux et dérisoire. Ils auront raison. L'heure a sonné ! Il faut ouvertement poser la question de la préparation à la fondation d'un nouveau parti.

Sous quelle forme ce travail se fera-t-il ? Il faudra évidemment l'appuyer sur les éléments créés par le développement antérieur. Mais la nouvelle perspective et le nouveau mot d'ordre ouvriront à l'Opposition de gauche des possibilités nouvelles. Avant tout, il faut pourtant dire ouvertement ce qui est : la scis-

(1) T 3520. Titre primitif : «P.C.A. ou nouveau parti ?». Lettre au secrétariat international, signée G. GOUROV, *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche*, n°2/3, avril 1933.

(2) Hitler avait été nommé chancelier le 30 janvier. Il n'avait jamais dissimulé qu'il avait pour but d'écraser le mouvement ouvrier en commençant par le K.P.D. Il prépara pourtant soigneusement son attaque, la déclenchant, immédiatement après l'incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 au 28 février. Le K.P.D. fut interdit dès le 1er mars, et 4 000 militants arrêtés ce jour-là. A partir du 3, date de l'arrestation du président du K.P.D., Ernst Thälmann, Gestapo et S.A. se livrèrent dans les quartiers ouvriers à la « chasse aux communistes ». Le K.P.D. n'eut aucune réaction. Certains dirigeants trotskystes allemands, comme Bauer (ci-dessous, n. 9 p. 131) n'attendaient pas un autre dénouement, convaincus qu'ils étaient, depuis juillet 1932 et la déposition du gouvernement prussien social-démocrate, que le prolétariat allemand, totalement désorienté, ne broncherait pas. Pourtant, le 30 janvier, à Oranienburg, ce sont les militants d'un groupe d'autodéfense ouvrier animé par le trotskyste Helmut SCHNEEWEISS (né en ...) qui ouvrent le feu sur les nazis venus « triompher » dans un quartier ouvrier et les mettre en fuite.

sion avec la bureaucratie stalinienne en Allemagne est un fait. Ce tournant brusque dans notre politique, provoqué par le tournant de la situation — car le 4 août (3) est un fait accompli — ne sera pas assimilé d'un coup par tous nos camarades. C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser les questions posées dans nos propres rangs et avant tout parmi les camarades allemands. Ce travail sera facilité si le Secrétariat prend immédiatement une position ferme et résolue.

La bureaucratie stalinienne est en train d'organiser un nouveau «congrès d'Amsterdam», contre le fascisme cette fois (4). Si ce congrès est convoqué, nous devons l'utiliser mieux que nous ne l'avons fait du congrès contre la guerre (5). Toutes les sections sans exception devront trouver le moyen d'y être représentées.

La transmission des mandats aux camarades du pays où se réunira le congrès constitue l'un de ces moyens. Il faudra que des déclarations de principe proviennent de toutes les sections — mais pas en leur nom propre, au nom de différentes organisations ouvrières.

Il s'agit pour nous de nous présenter à ce congrès en ennemis des bureaucrates centristes et des libéraux antifascistes : nous devons donc tenter de passer des accords avec des organisations comme le parti — et les syndicats — de Sneevliet en Hollande (6), le

(3) Le 4 août 1914, les députés social-démocrates allemands avaient voté au Reichstag les crédits de guerre, et les partis socialistes de France et de Belgique s'étaient engagés également dans l'union sacrée. Pour les communistes, le «4 août 1914» symbolise la trahison de la IIe Internationale, son reniement des principes internationalistes, son passage définitif du côté de l'ordre bourgeois.

(4) L'Internationale communiste avait organisé les 27, 28 et 29 août 1932 à Amsterdam un «congrès international contre la guerre», et était en train de préparer un «congrès international contre le fascisme» qui fut d'abord prévu à Prague, puis Copenhague, et se déroula finalement à Paris, salle Pleyel.

(5) Les différents groupes de l'Opposition de gauche avaient réussi à envoyer six des leurs au congrès d'Amsterdam, mais ces derniers n'avaient pas réussi à obtenir que soit discuté le texte préparé par Trotsky, en dépit de l'aide que leur avait apportée sur place le R.S.P., un parti communiste dissident dirigé par Sneevliet (ci-dessous n. 6). La résolution finale avait été adoptée par 2 000 voix contre 6.

(6) Henricus SNEEVLIET (1883-1942) était un vétéran de la gauche social-démocrate hollandaise devenu pionnier du mouvement communiste non seulement en Hollande, mais en Indonésie où il avait commencé à organiser le mouvement ouvrier, mais également en Chine où l'Internationale l'envoya sous le nom de MARIÏG : Il s'était dressé contre la politique ultra-gauchiste de la «troisième période» et avait été exclu en 1929 du P.C. hollandais. Il avait réussi pendant toute cette période à conserver la direction d'un syndicat «rouge», le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Secretariaats) — dont les origines remontaient à l'avant-guerre — et n'avait pas tardé à fonder un nouveau parti, le R.S.P. (Revolutionair Socialistische Partij) de Hollande, dont l'influence n'était pas négligeable. Ce faisant, il rompait avec l'attitude d'«opposition» et de «lutte pour le redressement» qui était celle de Trotsky. Il avait rencontré ce dernier à Copenhague en novembre 1932. Au début de 1933, il avait mené une courageuse campagne de solidarité avec les marins mutinés du cuirassé *Zeven Provinciën*, et avait été arrêté le 15 février.

S.A.P. allemand et d'autres organisations semblables (7). Dans ce but, et outre notre propre déclaration qui doit appeler l'avant-garde des ouvriers allemands à créer un nouveau parti, il nous faudra élaborer à l'avance un texte plus court et plus simple auquel pourront, après discussions, s'associer également nos alliés (son thème fondamental sera de dévoiler l'erreur que constitue ce congrès). C'est là une initiative tactique très importante, car elle poussera en avant l'autodétermination politique de nos alliés possibles, et parce qu'elle devrait faciliter la création du nouveau parti en Allemagne.

Les divergences sur tel ou tel point particulier ne peuvent avoir de sens : elles seront balayées par la marche des travaux ultérieurs à condition que nous soyons d'accord sur les principes, c'est-à-dire sur la nécessité de réaliser un tournant radical dans notre attitude vis-à-vis du parti communiste allemand.

Bien évidemment notre tournant ne consiste pas à nous «proclamer» nous-mêmes le nouveau parti. Il ne saurait en être question. Mais nous disons : le parti allemand officiel est politiquement liquidé, il ne pourra ressusciter ; nous ne voulons pas hériter de ses crimes. L'avant-garde des ouvriers allemands doit construire un nouveau parti. Nous, bolcheviks-léninistes, nous leur proposons notre collaboration.

Ici se pose naturellement la question de savoir quelle attitude adopter vis-à-vis des autres sections de l'I.C. et de la IIIe Internationale dans son ensemble. Rompons-nous tout de suite avec elles ? A mon avis, il serait faux de répondre de façon rigide à cette question que nous rompons. L'écroulement du K.P.D. diminue évidemment les chances de pouvoir régénérer l'I.C. Mais, par ailleurs, cette catastrophe peut précisément provoquer dans plusieurs sections des réactions saines. Nous devons être prêts à aider ce processus. La question n'a pas été réglée en ce qui concerne l'U.R.S.S. pour laquelle il serait faux de lancer le mot d'ordre du second parti. Nous appelons aujourd'hui à la création en Allemagne d'un nouveau parti afin d'arracher l'I.C. des mains de la bureaucratie stalinienne. La question n'est pas de créer la IVe Internationale, mais de sauver la IIIe.

Ce sont la situation intérieure en Allemagne et avant tout celle du K.P.D. qui nous dictent notre conclusion. Il faut viser

(7) Le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.), avait été constitué le 4 octobre 1931 au cours de la conférence de l'opposition de gauche du parti social-démocrate allemand au lendemain de l'exclusion de ce parti des députés de sa gauche ; il constituait l'une des principales organisations ouvrières non affiliées à l'une des deux Internationales.

loin, sans s'égarer dans les détails. Pratiquement, cela signifie que nous devons d'abord créer en émigration un organe théorique et politique en allemand de l'Opposition de gauche. Il faut le faire immédiatement afin de donner à la pensée des ouvriers avancés un point d'appui dans ce moment de trouble général. Il faut se mettre d'accord aussi vite que possible sur cette publication avec nos camarades allemands (8).

(8) L'Opposition de gauche allemande unifiée s'était exprimée jusque là à travers le périodique *Die Permanente Revolution*, fondé au début de 1931. Elle avait évidemment plongé dans la clandestinité et sa direction à Berlin était assurée par un jeune médecin, Erwin Ackerknecht dit Eugen Bauer (ci-dessus n. 9 p. 131). La proposition de Trotsky allait aboutir à la parution à Prague d'un journal de l'Opposition allemande en exil, *Unser Wort* (Notre parole).

LETTRE AU BUREAU POLITIQUE DU P.C.U.S. (1)

(15 mars 1933)

J'estime de mon devoir d'essayer une fois de plus de faire appel au sens des responsabilités de ceux qui sont actuellement à la direction de l'Etat soviétique. La situation dans le parti et dans le pays n'est pas moins claire pour vous qu'elle ne l'est pour moi. Si la situation intérieure continue à se développer suivant la ligne actuelle, le désastre est inévitable. Il est inutile de faire dans cette lettre une analyse de la situation réelle. Cela a été fait dans le *Bulleten* n° 33 qui vient juste de sortir. Il est parfaitement futile et désastreux d'espérer contrôler la situation actuelle par la seule répression. Ce sera inefficace. Dans toute lutte il existe une dialectique, et vous avez dépassé depuis longtemps le point critique. La répression ne fera que produire les effets opposés à ceux qu'on en attendrait, et, plus cela ira, plus il en sera ainsi. Au lieu de faire peur aux ennemis, elle les poussera à résister plus que jamais, avec

(1) T 3521-22. *Writings* 32-33, p. 141-2. Cette lettre porte la mention « secret ». L'explication du caractère secret de ce document sera donné par Trotsky lui-même sous la signature de la rédaction du *Bulleten Oppositsii* le 10 mai 1933 :

« Il y a un mois et demi, la lettre ci-dessus a été adressée au bureau politique du P.C. (b). Il n'y a pas eu de réponse, ou plutôt celle-ci a revêtu la forme d'une série d'initiatives de la clique de Staline : nouvelle orgie d'arrestations en U.R.S.S., approbation de la politique catastrophique du Comintern en Allemagne, etc. Dans des conditions historiques et sur une base sociale différente, Staline démontre le même aveuglement bureaucratique manifesté en leur temps par Kerensky comme Primo de Rivera à la veille de leur chute. La clique de Staline marche vers sa propre destruction avec des bottes de sept lieues. La seule question est de savoir si elle entraînera aussi à l'abîme avec elle le régime soviétique.

Nous adressons ce document aux responsables du parti et du gouvernement en présumant — en fait avec la certitude — qu'au milieu d'éléments à courte vue, lâches et carriéristes, se trouvent aussi d'honnêtes révolutionnaires dont les yeux ne peuvent continuer à rester fermés devant l'état réel des choses. Nous pressons ces révolutionnaires honnêtes de s'allier avec nous. Quand on le veut, il existe une issue ».

Le contenu de ce document démontre avec beaucoup de clarté que Trotsky entendait bien signifier que l'abandon de la politique de la « réforme » ne valait que pour le parti communiste allemand. Il n'était toujours pas question pour lui d'appeler à un « nouveau parti » en U.R.S.S.

l'énergie du désespoir. La question la plus urgente et la plus dange-reuse est *la méfiance à l'égard de la direction* et la haine grandis-sante contre elle. Vous n'en savez pas moins que moi là-dessus. Mais vous êtes entraînés sur la pente par l'inertie de votre propre politique. Néanmoins, au bout, il y a un gouffre.

Que faire ? Avant tout, faire revivre le parti. C'est un proces-sus pénible, mais c'est par là qu'il faut passer. L'Opposition de gauche — sur ce point, je n'ai pas le moindre doute — sera dispo-sée à offrir au comité central une totale coopération pour ramener le parti sur la voie de son existence normale, sans bouleverse-ments, ou au moins, avec le minimum de bouleversements.

Devant cette proposition, quelques-uns d'entre vous diront : « L'Opposition de gauche cherche par ce moyen à revenir au pou-voir ». Je leur répons : « L'enjeu est plus important, infiniment plus que celui du pouvoir pour votre fraction ou pour l'Opposi-tion de gauche. Le destin de l'Etat ouvrier et de la révolution internationale pour des années est en jeu. L'Opposition peut bien entendu aider le comité central à restaurer dans le parti une atmos-phère de vérité — une condition inconcevable en l'absence de démocratie dans le parti — mais elle ne le peut que si on lui rend la possibilité d'un travail normal à l'intérieur. Seule la collaboration honnête et franche des deux *fractions* qui ont des racines histori-ques, avec l'objectif de devenir des *tendances* à l'intérieur du parti, et, à terme, de se dissoudre dans son sein, peut rétablir la confiance dans la direction et ressusciter le parti dans les actuelles circonstances ».

Il n'y a pas lieu de craindre de tentative de la part de l'Oppo-sition pour retourner le tranchant de la répression contre ceux qui l'ont employée ; on a déjà fait l'expérience de l'insuffisance d'une telle politique. La véritable tâche consiste à éliminer les consé-quences de cette politique par des efforts en commun.

L'Opposition de gauche a son propre programme d'action, aussi bien pour l'U.R.S.S. que sur le plan international. Il ne sau-raît bien entendu être question pour elle d'y renoncer. Mais, sur la façon dont il pourrait être présenté et défendu devant le C.C. et devant le parti, pour ne pas parler de la façon dont il pourrait être mis en pratique, on doit pouvoir arriver, et on arrivera à un accord préliminaire avec l'objectif d'éviter des troubles et une rupture. Quelle que soit la tension de l'atmosphère, son caractère explosif peut être désamorcé par étapes successives pourvu qu'on y mette des deux côtés de la bonne volonté. L'ampleur du danger exige une telle bonne volonté, et, plus exactement, en dicte la

nécessité. L'objet de cette lettre est de faire savoir que cette bonne volonté existe du côté de l'Opposition de gauche.

Je n'envoie qu'un seul exemplaire de cette lettre, aucun double, à l'attention exclusive du bureau politique, afin de lui laisser la liberté nécessaire dans le choix des méthodes au cas où, compte tenu de la situation actuelle, il estimerait nécessaire d'entamer des pourparlers préliminaires sans aucune publicité.

LES DIFFICULTES DU TOURNANT (1)

(19 mars 1933)

Chers Amis,

Je viens à l'instant de recevoir le rapport sur les discussions et décisions de nos amis d'Allemagne (2). Je trouve que le résultat obtenu est tout à fait satisfaisant dans les conditions données.

La conférence s'est prononcée contre le mot d'ordre d'un nouveau parti en Allemagne. Il est facile de comprendre la position prise, car nos camarades vivent et agissent dans l'atmosphère des poursuites contre le parti officiel, se trouvent sous l'influence de toute notre tradition dans cette question et aucune discussion n'a précédé la conférence.

Je ne crois pas non plus que nous — l'organisation internationale — devons annuler sans nécessité impérieuse (et celle-ci n'apparaîtra sans doute pas) la décision de la conférence sur cette question. L'initiative doit absolument venir de la nouvelle R.L. (3) et je suis sûr que chaque jour qui passe démontrera l'impossibilité de l'ancienne position. C'est pourquoi je propose de porter tout de suite à la connaissance de toutes les sections mon article en tant qu'article de discussion. La discussion aura lieu sur la base du nouveau développement ; toute nouvelle journée a pré-

(1) T 3524-25. Lettre au Secrétariat international qui venait d'être transféré de Berlin à Paris.

(2) La section allemande venait de tenir dans la clandestinité à Leipzig, les 11 et 12 mars, une conférence nationale dont un compte-rendu, avec le texte de la résolution adoptée, allait paraître dans le *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche* n°2/3, avril 1933.

(3) Les initiales «R.L.» désignent la direction nationale, *Reichsleitung* dont l'animateur était Bauer. C'est lui qui avait inspiré la décision de la conférence, prise à l'unanimité moins une voix, celle du délégué de Cologne. Les deux positions qui s'étaient affrontées allaient être résumées dans le journal de la section fondé à Prague, *Unser Wort* (Notre Parole) dans des articles signés "E.B." pour la majorité, "H.E." pour la minorité. (Voir ci-dessus n.9 p.108 pour E (ugen). B (auer). et n.9. p. 131 pour H (einz). E (pe).)

cisément dans cette affaire la plus grande importance. La décision prudente — on pourrait dire conservatrice — de la conférence est, comme je viens de le dire, facilement explicable par l'ensemble de la situation. Mais si on se maintient sur cette base et si l'on perd du temps, on peut se compromettre très gravement et perdre au profit d'autres groupes beaucoup de bons éléments.

C'est pourquoi il n'y a pas une heure à perdre. J'invite tous ceux qui y sont intéressés à entrer en correspondance entre eux et à se poser cette question comme la plus brûlante de notre politique internationale.

P.S. A la conférence, le sort du parti allemand et celui de l'I.C. ont été étroitement liés à celui de l'Union soviétique. C'est juste d'un point de vue historique, mais seulement de ce point de vue, et pas du point de vue politique actuel. C'est un fait que l'I.C., en Allemagne, a commencé à dégénérer, et nous devons nous en accommoder politiquement. Au surplus, je me suis expliqué à ce sujet dans ma lettre au S.I. (4)

(4) Il s'agit du texte précédent. « Il faut un nouveau parti en Allemagne ».

PREPARATION DU CONGRES ANTIFASCISTE (1) (23 mars 1933)

Chers Camarades (2),

Le congrès international contre le fascisme ; si ce congrès projeté par le Comintern se réalise, il nous donnera une occasion très importante d'accuser et de condamner publiquement la politique des staliniens, cette même politique des staliniens qui a livré le prolétariat allemand aux fascistes. Cette fois il nous faut être représentés à ce congrès par au moins trente délégués, et il faut chercher à entraîner avec nous des organisations sympathisantes comme celle de Sneevliet et des groupes allemands, peut-être les bordiguistes (3), etc. et à renforcer la délégation anticentriste. La question financière est importante, mais l'ordre du jour du congrès facilite l'obtention de mandats. Il faut se préparer tout de suite à avoir des mandats au nom de groupes divers, même de petites assemblées d'organisations locales de l'Opposition elle-même,

(1) T 3528. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au Secrétariat international. Trotsky poursuit sa réflexion sur les moyens d'utiliser le «congrès international» annoncé.

(2) Selon nos documents, le Secrétariat international, dont le transfert venait d'être réalisé de Berlin à Paris, était alors animé essentiellement par le grec Vitte et l'italien Blasco (ci-dessous, n. 8, p. 108).

(3) Amadeo BORDIGA (1889-1970) avait été militant du P.S. italien et fortement influencé par l'anarcho-syndicalisme avant la guerre. Adversaire de la guerre impérialiste, partisan de la révolution russe, il avait fondé dans le P.S.I. en 1919 la «fraction communiste abstentionniste» sévèrement critiquée ultérieurement par Lénine du fait de sa position en faveur du boycottage des élections. Leader «gauchiste» du P.C. italien de sa fondation à 1926, il avait été arrêté en 1926 par le gouvernement de Mussolini, libéré et exclu du P.C.I. en 1930. La «Fraction de gauche» qui se réclamait de ses idées, avait initialement fait partie de l'Opposition de gauche internationale, puis avait rompu avec elle lors de l'admission dans ses rangs de la «nouvelle opposition italienne» conduite par des militants qui avaient été proches de Gramsci. On remarquera la volonté de Trotsky de chercher des alliances avec des groupes dont le séparaient par ailleurs bien des divergences : il venait notamment de critiquer sévèrement les bordiguistes dans un texte rédigé en décembre 1932, *L'Opposition de gauche, ses tâches, ses méthodes*.

de journaux, etc. A cet égard, nous croyons que le mieux serait que chaque section crée immédiatement une commission spéciale de trois membres qui serait chargée de la préparation de notre participation à ce congrès.

Nous espérons que le S.I. — s'il ne l'avait pas encore fait — donnera sur ce point les instructions complètes en temps utile. Nous nous permettons de souligner l'extraordinaire importance d'une préparation énergique et d'une large participation. Nous n'aurons pas de sitôt une autre tribune avec un tel écho.

ET RAKOVSKY ? (1)

(23 mars 1933)

Staline se tait toujours. Pas de nouvelles de Christian Rakovsky (2). Les ambassades se taisent. En dépit de nombreux éléments parus dans la presse, les saboteurs de la révolution allemande refusent de lâcher leur secret. S'ils ont assassiné Rakovsky, ils n'osent pas l'avouer ! S'il est encore vivant, ils ont peur de le reconnaître ! Cela seul donne la mesure de leur panique, de leur crainte de l'action des bolcheviks-léninistes.

Parlons franchement. De quel droit les staliniens se plaignent-ils que l'ambassade hitlérienne refuse de parler du sort de Thälmann (3) quand ils refusent eux-mêmes de dire ce qui est arrivé à Christian Rakovsky ? Oui, au nom de quelle conception révolutionnaire ?

(1) *La Vérité*, n° 149, 7 avril 1933 ; non signé.

(2) Christian RAKOVSKY (1873-1941), né en Bulgarie, avait été avant la guerre l'un des principaux militants socialistes des Balkans. Il avait pris part à plusieurs congrès de la II^e Internationale et s'était lié d'amitié avec Trotsky. Internationaliste pendant la guerre, il avait été arrêté en Roumanie, puis libéré par la révolution. Rallié en 1917 au parti bolchevique, il avait été élu membre du C.C. en 1919 et avait été de 1919 à 1923 président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine. Il était membre de l'Opposition de gauche depuis 1923 et avait été son porte-parole à la tribune du 15^e congrès en 1927 comme à l'enterrement de Joffé qui avait été sa dernière manifestation publique. Depuis 1928, il était déporté avec sa femme, dont le fils vivait à Paris, ce qui permettait un contact précaire et de maigres informations.

(3) ERNST THAELMANN (1886-1944), docker de Hambourg venu au K.P.D. en 1920 avec la majorité du parti social démocrate indépendant (U.S.P.D.) avait été le chef de file de la tendance «de gauche» que dirigeait à partir de 1921 Ruth Fischer. Il avait également joué un rôle important dans l'insurrection de Hambourg en 1923. Ultérieurement choisi par Staline comme le nouveau «chef prolétarien» du parti allemand, il avait appliqué désormais sans broncher la ligne élaborée à Moscou. La faveur de Staline lui avait valu un sauvetage presque inespéré lorsqu'en 1928 il avait été suspendu de ses fonctions par le C.C. pour avoir couvert les détournements commis dans la caisse du parti par son ami Wittorf. Chef incontesté du K.P.D. parce que l'autorité de Staline n'y était pas contestée, il avait été arrêté le 3 mars 1933.

Développons notre campagne. Les centristes répondront pour leur passé. Posons à toutes les réunions la question de Rakovsky !

Victor Serge (4) vient juste d'être arrêté à Leningrad. Une fois de plus la police stalinienne agit dans l'ombre. Il nous a été impossible jusqu'à maintenant d'obtenir des informations précises sur son sort et les raisons de son arrestation. En 1928, Victor Serge a été arrêté peu après son exclusion du parti comme oppositionnel. Il fut relâché deux mois après, sous la pression d'une campagne menée à l'époque. Il nous faut nous mobiliser de nouveau, exiger des comptes, aider nos camarades qui luttent à l'avant-garde contre ceux qui préparent la ruine de la Révolution d'Octobre.

Riazanov (5) vient de mourir en déportation à Saratov où l'avait exilé la vengeance de Staline. Ce bolchevik, ce savant marxiste, a connu le sort de tous les communistes intransigeants qui luttent contre la bureaucratie stalinienne. Il est mort à son poste en disciple fidèle de Marx et Engels, au service des idées auxquelles il a consacré sa vie. Staline a tout fait pour l'abrèger, car son objectif reste le même : détruire physiquement les bolcheviks. Après avoir essayé de le salir en l'impliquant dans le «procès des mencheviks» (6), Staline l'a chassé de l'Institut Marx-Engels qu'il avait entièrement organisé et fondé, et l'a banni sous surveillance policière. Et Riazanov est mort en déportation, tandis que MM. Ramzine et compagnie, libres, sont redevenus ingénieurs à Magnitogorsk. (7)

(4) Victor Lvovitch KIBALTCHITCH, dit Victor SERGE (1890-1947), né en Belgique de parents russes émigrés, avait d'abord été anarchiste, condamné à cinq ans de prison pour «complicité» dans l'affaire de la «bande à Bonnot». En Espagne en 1917, il avait rejoint la Russie en 1918, adhéré au parti bolchevique et travaillé pour l'I.C. à Petrograd, puis Moscou, mais aussi Berlin et Vienne. Il avait été membre du noyau de l'Opposition de gauche à Leningrad, puis de la commission internationale de l'Opposition de gauche. Exclu du parti en 1928, il avait été déporté une première fois déjà et venait de l'être à nouveau.

(5) David B. GOLDENDAKH, dit RIAZANOV (1870-1938), ancien menchevik internationaliste, membre du parti bolchevique en 1917, était depuis 1921 directeur de l'Institut Marx-Engels à Moscou, et l'un des animateurs de la société des vieux-bolcheviks. Il avait été chassé de son poste en 1931 par Staline, et des informations l'avaient donné pour mort en déportation. En réalité, il allait survivre cinq ans encore.

(6) C'est en 1931 qu'avait eu lieu le fameux procès du «centre menchevik» dans lequel avaient été notamment impliqués des ingénieurs qui «avaient» avoir organisé des sabotages, et le nom de Riazanov avait été prononcé dans les aveux.

(7) Leonid K. RAMZINE (1881-1948) qui avait été l'un des principaux accusés du procès de 1931, avait été remis en liberté. Trotsky crut sur le coup à l'authenticité des aveux, et reconnut plus tard son erreur.

Vladimir Smirnov (8), ancien dirigeant du groupe des «décistes» (9), proche de l'Opposition de gauche en 1926-27, est également mort en exil.

Et combien d'autres ouvriers révolutionnaires, combien des nôtres, sont en train de tomber aujourd'hui où plus que jamais leur fermeté et leur expérience sont indispensables à la révolution ?

Une campagne tenace et persévérante est nécessaire pour le soutien de nos camarades emprisonnés et déportés. Nous étudions en ce moment la formation d'un comité d'aide dont nous dirons plus un peu plus tard.

(8) Vladimir M. SMIRNOV (1887-1938), bolchevik depuis 1906, avait dirigé l'insurrection d'octobre 1917 à Moscou. Il était avec Saprónov (cf. note 9) l'un des animateurs du groupe d'opposition qui, dans les années vingt, avait ses prises de position sur la nécessité d'un retour au centralisme démocratique. Ce groupe, appelé «déciste», avait fait partie en 1926 de l'Opposition unifiée.

(9) Timotei SAPRONOV (1887-1941), vieil ouvrier, bolchevik depuis 1906, dans l'opposition depuis 1921, avait été arrêté et déporté en 1928 pour son activité à la tête du groupe «déciste».

*
* *

A PROPOS DE LA CORRESPONDANCE AVEC NIN*

(25 mars 1933)

* Lettre à Lacroix, *Boletín interior* de la I.C.E., n° 2, 15 juillet 1933, p. 11. Ce texte a été publié dans : Léon TROTSKY, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, op. cit., p. 234. Nous signalerons ainsi systématiquement tous les textes accessibles dans des recueils disponibles et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.

IL FAUT AGIR VITE DANS LES QUESTIONS URGENTES (1)

(28 mars 1933)

Chers Camarades,

Je vous ai envoyé le 7 mars une lettre très urgente concernant la situation de la Ligue américaine (2) ; j'ai insisté pour que vous répondiez tout de suite, ce qui est dicté par les circonstances même. Je vous ai envoyé le 13 mars une lettre très urgente concernant deux questions : le nouveau parti en Allemagne et le congrès antifasciste (3). Le 14, je vous ai envoyé un article très urgent sur la situation en Allemagne (4). L'objectif était de m'entendre avec vous avant de continuer une action plus large. Je dois avouer que je m'attendais à une réponse immédiate, positive, négative ou expectative, mais immédiate. Je constate qu'au bout de trois semaines, je n'ai aucune réponse concernant les trois questions que je viens d'énumérer. La nécessité de m'entendre avec vous chaque fois est évidente, mais la nécessité de réagir à temps aux grands événements est plus impérieuse encore. Je regrette beaucoup d'avoir perdu quelques semaines d'un temps précieux. Je me sens obligé d'envoyer immédiatement l'article allemand, en mon nom propre, naturellement (5).

J'ai reçu de Berlin à ce sujet un son de cloche qui me paraît tout à fait faux. Par inertie, on veut conserver la position ancienne, et ainsi compromettre tout l'avenir.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au Secrétariat international.

(2) La crise au sein de la section américaine, la Communist League of America, avait commencé en 1932 : une minorité conduite par Max Shachtman, s'opposait à la majorité et à la direction de Cannon. Nous avons prévu la publication des documents à son sujet dans le vol. 1933 de la seconde série.

(3) Il s'agit vraisemblablement de la lettre datée du 12 mars, ci-dessus pp. 55-58.

(4) Il s'agit de l'article «La Tragédie du Proletariat allemand», qui sera publié également dans le volume 1933 de la seconde série.

(5) Ce sont là les premiers signes d'une impatience de Trotsky par rapport à la lenteur, parfois au silence et peut-être à l'inactivité du secrétariat international.

Pendant une certaine période, de nombreux éléments du parti feront des tentatives pour ressusciter le parti ; il y a déjà des efforts de travail conspiratif. Mais ce ne sont là que les convulsions d'un organisme moribond. Le pogrom des hitlériens contre le parti ne fait que commencer. Les cellules existent ; il est bien naturel qu'elles fassent des efforts pour survivre et continuer. Mais leurs efforts sont voués à l'échec parce qu'ils s'effectuent sur l'ancienne base de principes, de méthodes et de la sélection personnelle. Après l'échec inévitable et pas très éloigné, commencera la nouvelle cristallisation, bien lente et bien douloureuse.

Des processus plus ou moins symétriques ou analogues vont se produire parmi les ouvriers social-démocrates, au S.A.P., etc. Le mouvement ouvrier va entrer dans une période de confusion et de gâchis. Nous présenter comme les gardiens du cercueil de l'organisation stalinienne serait tout à fait néfaste dans cette situation. Au contraire, proclamer à temps que le 4 août est consommé signifie préparer notre unification avec les meilleurs éléments du parti, après leur échec dans leur tentative de le ressusciter.

Les camarades de Berlin avaient une attitude fautive dans la question de Well (6), de Hippe (7), et ils continuent sur la même ligne dans une question bien plus décisive et importante.

(6) Ruvin SOBOLEVICIUS (ou SOBOLEVITCH) (1901-1962) était l'un des fils d'un gros entrepreneur lithuanien de l'industrie des cuirs et peaux qui possédait notamment une importante usine à Leipzig. Après des études d'agronomie en Allemagne, il avait séjourné un an en U.R.S.S. et c'est vraisemblablement pendant cette période qu'il entra dans les services secrets soviétiques — ce que l'on ne devait apprendre que beaucoup plus tard. Revenu à Leipzig en 1927, il y avait commencé des études d'économie et avait adhéré au K.P.D. En octobre 1928, il avait réuni un certain nombre de communistes d'opposition au sein du groupe intitulé «Bolschewistische Einheit» (Unité bolchevique) qui s'était rapproché de l'Opposition de gauche en 1929. Jacob Frank-Gräf (ci-dessous n. 3, p. 219) l'avait chaleureusement recommandé à Trotsky à cette date comme un homme digne de confiance. Il était devenu sous le nom de Roman WELL l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche allemande unifiée en 1930 et avait joué un rôle important dans la crise de cette dernière, poussant de toutes ses forces à la scission avec le groupe dirigé à Berlin par l'autrichien Landau, en dépit des mises en garde de Trotsky. En 1931, il s'était fixé à Berlin, y entreprenant des études de médecine, et occupant dans la section allemande le rôle dirigeant, assurant en outre l'expédition vers la Russie du *Bulleten Oppositiis*. Dès la fin de 1931 pourtant, ses divergences quant à l'appréciation du K.P.D. et de la politique stalinienne avaient provoqué de sérieuses inquiétudes, notamment de la part de Léon Sedov, fils de Trotsky, qui animait à Berlin le Secrétariat international de l'Opposition de gauche. A la fin de 1932, avec son frère Abraham SOBOLEVICIUS, dit Adolf SENINE (né en 1904), il avait falsifié un article de Trotsky dans le *Bulleten* ; à la fin de janvier 1933 enfin, il avait rallié le K.P.D. en publiant un faux numéro de *Die Permanente Revolution*. Ce n'est que deux ans plus tard que les trotskystes commencèrent à le considérer comme un agent du G.P.U., un fait qui ne devait être prouvé qu'après la deuxième guerre mondiale. Trotsky reprochait aux «camarades de Berlin», c'est-à-dire essentiellement à Bauer, compagnon de Well depuis Leipzig, de n'avoir pas mené à temps une lutte énergique contre sa «capitulation devant le stalinisme».

(7) Oskar HIPPE (né en 1900), métallurgiste et syndiqué en 1916, avait fréquenté les

Quant à la situation américaine, j'attendrai encore jusqu'à la fin du mois, et, le 1^{er} avril, j'enverrai directement ma lettre à la Ligue.

Le congrès antifasciste semble être fixé au 16 avril. Il est possible qu'il soit ajourné ; il est possible qu'il ne se tienne pas ; il est également possible qu'il se tienne le 16 avril. Or, autant que je sache, vous n'avez pris jusqu'à maintenant aucune initiative et, pis encore, par votre mutisme, vous avez paralysé l'initiative de notre part. Tout cela est absolument inexplicable.

Chers camarades, si vous voulez une collaboration fructueuse, la première condition en est l'exactitude. On ne fait pas la révolution avec de la nonchalance, ni même des choses beaucoup moins importantes. Pour ma part, je m'astreins à répondre à chacune de vos lettres importantes dans les quarante-huit heures par oui ou par non, ou par «je ne sais pas encore» : cela suffit pour s'entendre.

P.S. Nous recevons à l'instant le numéro 147 de *La Vérité* avec l'article «La Tragédie». J'interprète cela comme le signe que nous sommes d'accord sur le fond en ce qui concerne l'Allemagne, étant donné que cet article n'aurait pas pu paraître dans *La Vérité* sans votre autorisation. Je ne sais pas si vous avez recommandé à *Unser Wort* de reproduire cet article ; d'ici, nous l'envoyons aujourd'hui en Amérique et en Tchécoslovaquie. Mais les questions de l'Amérique et du congrès restent entières ainsi que celle de la «normalisation» de nos rapports.

spartakistes berlinois dès la fin de cette année. Mobilisé en 1918, il avait été militant du K.P.D. dès sa fondation, et avait travaillé aux Leuna-Werke de Mansfeld. Membre de la «gauche» du K.P.D. dans les années 20, il avait été l'un des fondateurs du Leninbund en 1928, et, avec Grylewicz, l'un des animateurs de sa minorité qui s'était détachée pour constituer l'Opposition de gauche. Il était membre de la direction de la section allemande et animateur du groupe de Berlin-Charlottenburg. Il n'avait rien eu à voir avec l'activité de Well et de son groupe, mais celui-ci avait lancé le bruit qu'il était d'accord avec eux.

IL FAUT UN NOUVEAU PARTI EN ALLEMAGNE (1) (29 mars 1933)

Notre abandon du mot d'ordre de la «réforme» du K.P.D. risque de provoquer des doutes chez certains camarades. Essayons de prévoir quelques-unes des objections possibles :

a) Nous avons toujours proclamé notre attachement au parti officiel ; maintenant nous allons lui tourner le dos. Cela écartera de nous les communistes.

b) Le parti est maintenant dans l'illégalité. De nombreuses cellules et organisations sont actives un peu partout : il faut les soutenir.

c) Urbahns et autres (2) vont dire qu'ils avaient raison contre nous de dire que le K.P.D. était déjà mort.

d) Nous sommes encore trop faibles pour nous assigner la tâche de créer un nouveau parti.

Toutes ces considérations sont insoutenables. Notre point de départ était que la clef de la situation était entre les mains du K.P.D. Et c'était juste. Seul un tournant, pris à temps, du K.P.D., pouvait sauver la situation. S'opposer au parti dans ces conditions en proclamant d'avance sa mort, aurait signifié affirmer *a priori* l'inéluctabilité de la victoire du fascisme. Nous ne

(1) T 3530. Titre primitif : «P.C.A. ou nouveau parti ?» («K.P.G. ili novaja partija ?»). Lettre signée G. GOUROV, *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche*, N° 2/3, avril 1933.

(2) Hugo URBAHNS (1890-1946), ancien animateur de la «Gauche» du K.P.D. entre 1921 et 1924, avec R. Fischer et Maslow, héros de l'insurrection de Hambourg en 1923, avait été exclu en 1928 du K.P.D. pour son activité en liaison avec l'«Opposition unifiée» de Russie. Il avait alors fondé le Leninbund qui rassemblait les partisans allemands de Zinoviev et de Trotsky. Mais les trotskystes, dirigés par Anton Grylewicz, avaient quitté le Leninbund à l'occasion de la discussion sur le chemin de fer de Mandchourie, Urbahns ayant d'une part qualifié le régime soviétique de «capitalisme d'Etat» et s'étant prononcé de l'autre pour la création de nouveaux P.C.

pouvions le faire. Il nous fallait épuiser jusqu'au bout toutes les possibilités de la situation ancienne.

Maintenant la situation a fondamentalement changé. La victoire du fascisme est un fait, tout comme l'effondrement du K.P.D. Il ne s'agit plus ni d'un pronostic, ni d'une critique théorique, mais d'un événement historique considérable qui va pénétrer de plus en plus profondément dans la conscience des masses, y compris dans celle des communistes. Nous devons édifier l'ensemble de notre perspective et de notre stratégie sur les conséquences inévitables de cet événement et non sur des considérations secondaires.

Il est hors de doute que nombre d'éléments subjectivement révolutionnaires de l'ancien parti tenteront de le sauver sans renoncer à son ancienne base principielle. On peut s'attendre dans un avenir très proche, une fois passée la stupeur initiale, à une intensification des activités communistes illégales. Mais sans une révision fondamentale de tout le bagage idéologique, sans l'élaboration de méthodes nouvelles, sans une nouvelle sélection de militants, etc. tout ce travail n'a pas d'avenir. Les efforts et les sacrifices consentis sur la base des conceptions d'hier ne constitueront pas les signes d'une renaissance, mais les convulsions de l'agonie. Dans les conditions de la légalité, la politique du centrisme bureaucratique (3) qui repose sur le mensonge, l'appareil et les finances, a longtemps pu donner le sentiment de la puissance. C'est exactement le contraire pour une organisation illégale, qui ne peut tenir que par le dévouement total de ses partisans, car ce dévouement ne peut naître que d'une politique juste et de l'honnêteté idéologique de la direction. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'organisation illégale périra inévitablement (Exemple : l'Italie) (4)

(3) Trotsky distinguait au sein de l'I.C. et de ses sections trois tendances fondamentales. La Gauche, qu'il dirigeait, avait selon lui sa base sociale dans le prolétariat. La Droite qu'avait incarnée en U.R.S.S. Boukharine, Rykov et Tomsky, reflétait la pression des couches bourgeoises et petites-bourgeoises et, sur le plan politique, celle de la social-démocratie. La tendance «centriste» de Staline, qui s'incarnait dans l'appareil, exprimait les intérêts et les aspirations de la nouvelle couche bureaucratique. D'où le terme de «centrisme bureaucratique» employé pour désigner la fraction stalinienne dans les P.C. et l'I.C.

(4) L'organisation clandestine du P.C.I. avait été mise sur pied en 1926, au lendemain du congrès de Lyon. Le centre clandestin avait échappé aux coups qui avaient frappé le mouvement (arrestation de Gramsci) après les lois scélérates de novembre. Les résultats obtenus par la direction clandestine (Blasco, Leonetti, Ravazzoli, Camilla Ravera et Ignazio Silone) furent positifs en 1927 : édition clandestine de *l'Unità* jusqu'à 5 000 exemplaires, constitution par Ravazzoli en février d'une centrale syndicale clandestine à Milan et Turin. Mais les coups décisifs avaient été portés à partir de la fin du printemps de cette année avec des arrestations massives dans tout le pays. En janvier 1930, sur injonction de l'I.C., la direction du P.C.I.

Il serait inadmissible de nourrir quelques illusions que ce soit sur les perspectives de l'appareil stalinien dans l'illégalité ou de s'orienter face à lui à partir de considérations sentimentales au lieu de politique révolutionnaire. L'appareil est rongé de fonctionnaires rétribués, d'aventuriers, de carriéristes, d'agents fascistes d'hier et d'aujourd'hui. Les éléments honnêtes seront privés de toute boussole. La direction stalinienne instaurera dans le parti illégal un régime plus infâme et honteux encore que dans le parti légal. Dans ces conditions, le regain du travail illégal ne sera qu'une flambée, bien qu'héroïque. Il n'en résultera que pourriture.

L'Opposition de gauche doit se placer entièrement sur le terrain de la nouvelle situation historique créée par la victoire du fascisme. Il n'est rien de plus dangereux, pendant les tournants brusques de l'histoire, que de chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes. C'est le chemin direct pour aller à sa perte.

Urbahns et Cie diront : « nous avons toujours dit qu'il fallait un nouveau parti ». Mais le soi-disant parti communiste ouvrier, le K.A.P.D. (5) a dit cela bien avant Urbahns, pendant les années où Urbahns s'employait, contre nous, à mener à sa perte le parti officiel (6). L'essence du sectarisme consiste précisément en ce qu'il mesure les processus historiques à l'échelle de son propre groupe. Le nouveau parti a commencé pour Urbahns au moment de sa propre rupture avec la bureaucratie. Le marxiste, lui, mesure tou-

lançait le mot d'ordre de « préparation de la lutte armée » et de « tous en Italie » et expulsait les membres de la direction qui s'opposaient à ce tournant aventuriste (Blasco, Ravazzoli, Leonetti). Mais les militants envoyés en Italie « tombaient » parfois en arrivant dans le pays. Les uns après les autres tombaient également les responsables du centre clandestin : Camilla Ravera, Pietro Secchia, Battista Santia, Luigi Frausin, Giancarlo Pajetta, Arturo Colombi. En 1933, il n'y avait plus d'organisation communiste en Italie.

(5) L'opposition à l'intérieur du K.P.D. (S) qui rassemblait en 1919 l'ensemble des éléments « gauchistes » de ce parti — et, selon toute apparence, sa majorité réelle — avait été exclue à l'initiative de Paul Levi au congrès de Heidelberg. Au début du mois d'avril 1920, la conférence de cette opposition, réunie à Berlin, avait décidé de se transformer en premier congrès d'un parti nouveau, le *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (K.A.P.D.) — parti communiste ouvrier d'Allemagne — lequel demandait aussitôt son admission dans l'I.C. qui l'accueillit d'ailleurs quelque temps en qualité de « parti sympathisant ». Dès sa fondation, le K.A.P.D. avait proclamé la « faillite » du K.P.D.

(6) Hugo Urbahns et ses camarades de la Gauche allemande avaient été placés pendant quelque temps à la tête du parti allemand grâce au soutien que leur apportait alors Zinoviev, allié à Staline contre Trotsky : les dirigeants de la Gauche allemande avaient combattu l'Opposition de gauche et les « trotskystes » avec autant d'ardeur que « la Droite » qui les dénonçait elle aussi. Dans le même temps, le K.A.P.D. — ou plutôt ce qui en restait — continuait à dénoncer les uns et les autres...

tes les organisations et tous les groupes à l'échelle du processus historique objectif.

Au cours des deux années écoulées, nous avons à plusieurs reprises écrit que notre attitude vis-à-vis du parti officiel n'avait pas valeur de dogme, et que de grands événements, changeant radicalement la situation de la classe ouvrière, pourraient nous obliger à modifier notre position. Et comme exemple de tels événements, nous avons le plus souvent cité la victoire du fascisme en Allemagne et l'écroulement du pouvoir soviétique. Notre tournant n'a rien de subjectif ni d'arbitraire : il est intégralement dicté par la marche même du développement dans lequel la politique de la bureaucratie stalinienne a constitué l'élément majeur.

«Nous sommes trop faibles pour proclamer le nouveau parti», nous dit-on. Mais personne ne le propose. Comment et quand sera créé le nouveau parti, cela dépend dans une large mesure des conditions objectives, et pas seulement de nous. Mais il faut que nous ayons une ligne juste. En entretenant des illusions sur la vitalité de l'ancien parti, nous ne pouvons que freiner la formation du nouveau.

En outre il ne faut pas perdre de vue un instant que des processus de décomposition vont se dérouler non seulement dans le parti officiel, mais aussi dans la social-démocratie, dans le S.A.P., dans toutes les organisations, groupes et sectes, qui ne pourront surmonter l'épreuve de cette catastrophe historique. Dans ces conditions, il faut créer un axe indépendant pour permettre la cristallisation de tous les éléments révolutionnaires, indépendamment de leur passé de parti.

Peut-être nous répondra-t-on : la logique de cette position conduit à une rupture avec l'I.C. La logique formelle peut-être. Mais les processus historiques ne se développent pas conformément à la logique formelle, mais de façon dialectique. Nous n'abandonnons pas nos efforts pour sauver le pouvoir soviétique de la ruine vers laquelle l'entraînent les staliniens. Nous ne pouvons pas savoir à l'avance quelle sera, dans les autres sections de l'I.C., la réaction à la victoire du fascisme. Ici la vérification revient aux événements — avec notre aide active.

La question de la rupture ouverte avec la bureaucratie stalinienne en Allemagne a maintenant une importance principielle énorme. L'avant-garde révolutionnaire ne pardonnera pas aux staliniens le crime historique qu'ils ont commis ! En soutenant

l'illusion de la vitalité du parti de Thälmann-Neumann (7), nous apparaîtrions aux masses comme les véritables avocats de leur faillite. Cela signifierait que nous serions nous-mêmes en train de glisser sur la pente du centrisme et de la décomposition.

(7) Sur Thälmann, voir ci-dessus, n.3 p.66 . Heinz NEUMANN (1902-1937) devait également à la faveur de Staline dont il avait été l'un des hommes de confiance, son rôle dirigeant dans le K.P.D. jusqu'en 1932. A cette date cependant, il avait commencé non seulement à développer une série de critiques contre la politique suivie jusque-là, mais, semble-t-il, réellement tenté de l'infléchir par des manœuvres d'appareil. Le «groupe Neumann» avait été sévèrement critiqué lors du XII^e Plénum de l'exécutif de l'I.C. en septembre 1932. Neumann, retenu en U.R.S.S., était depuis lors tenu à l'écart des affaires allemandes. Il ne semble pas que Trotsky ait jamais pris au sérieux cette opposition.

IL FAUT UN ACCORD HONNETE DANS LE PARTI (1)

(30 mars 1933)

Parmi les bureaucrates du P.C.U.S., comme nous l'ont plus d'une fois indiqué nos correspondants (2), il existe maintenant un type très répandu de gens qui sont prêts à céder sur tout, sauf sur la question du régime du parti. Tout en rejetant le stalinisme dans des conversations privées, ils continuent encore à défendre Staline — mais comment ? En grinçant des dents avec haine. Voici deux citations textuelles de récentes lettres :

« Ils parlent tous de l'isolement de Staline et de la haine générale contre lui... et en même temps ajoutent souvent : sans ce (nous omettons un terme coloré)... tout s'en irait en morceaux ; il est le seul qui maintienne tout ».

et encore :

« Fondamentalement ils disent que Trotsky a raison sur presque tout (ils donnent maintenant comme exemple sa proposition de faire de 1933 une année hors plans quinquennaux), mais qu'il commet une erreur : il voit devant lui le prolétariat de 1917-1923. Or ce prolétariat n'existe plus. La majorité des ouvriers actuels n'a quitté la campagne qu'hier. Il n'est pas possible de leur donner la démocratie. Il faut les contrôler de très près ».

Ces deux citations, qui coïncident avec d'autres du même genre, caractérisent très clairement la situation dans le pays et particulièrement au sein de la fraction stalinienne. La date indiquée

(1) T 3531. *Biulleten Oppositsii*, n° 34, mai 1933. Bien que cet article ait paru dans le *B.O.* au moment où la lettre au bureau politique était rendue publique dans le parti, il s'agit de la poursuite de l'application de la même ligne politique.

(2) Léon Sedov, à Berlin, avait réussi à nouer un réseau de relations et d'informations qui avaient permis à Trotsky et au *Biulleten* de recevoir des correspondances ou des confidences de fonctionnaires soviétiques qui rendaient compte de l'état d'esprit dans les milieux dirigeants.

pour la fin de la vie normale dans le parti est elle-même très instructive : 1923, l'époque du retrait définitif de Lénine, le début de la lutte contre l'Opposition, l'ouverture de la période de bureaucratisme pur et du règne des épigones. L'Opposition de gauche, de l'aveu des bureaucrates libéraux (3) — et il faut dire que l'écrasante majorité des staliniens sont tombés dans le « libéralisme pourri » — a raison sur toutes les questions fondamentales sauf une : elle a confiance dans un parti en qui on ne peut avoir confiance. Dix années de « prolétarisation » et de « bolchevisation » du parti de Lénine ont amené une situation dans laquelle les *apparatchiki* disent en toute sincérité et conviction que la composition du parti est si fruste, si peu digne de confiance, non-parti et même anti-parti, qu'on ne peut même pas penser à la démocratie dans le parti. Tel est le principal résultat de cette décennie. Nous soulignons : le stalinisme a liquidé le parti.

Mais, disent les bureaucrates libéraux avec une candeur forcée, il faut voir les faits en face. C'est précisément parce que le parti a été étouffé que tout repose sur l'appareil. Et l'appareil est préservé de la décomposition par Staline. Si cette cheville se brise, tout tombera en pièces. Telle est la philosophie bonapartiste décadente : la politique de Staline est fautive, lui-même est maintenant détesté, mais il « tient » le régime et par conséquent nous, les bureaucrates éclairés, nous continuerons à être les instruments d'une politique fautive.

Quel est ce « régime » que Staline maintient ? Le même qui a étouffé le parti et sapé la dictature prolétarienne. Que le régime stalinien soit maintenu par Staline, ce n'est pas discutable. Mais, même si l'on admet que Staline est capable de maintenir pour un certain temps encore long son régime — et nous pensons que c'est hors de question —, il est tout à fait impossible d'admettre que Staline et son régime puissent apporter au communisme autre chose que des défaites et des humiliations.

Le terrible désordre de l'économie soviétique, le gouffre terrifiant entre ville et campagne, le profond clivage entre le prolétariat et l'Etat qu'il a créé, les défaites catastrophiques sur l'arène internationale, culminant avec le gigantesque désastre historique

(3) L'expression « bureaucrates libéraux » est rare sous la plume de Trotsky. Elle s'applique ici à un courant qui semble avoir été à cette époque dominant dans la bureaucratie et qui exprimait le désir de mettre un terme à la terreur et en particulier dans la répression à l'intérieur du parti, et d'aller vers une « réconciliation ». Roy Medvedev, sur la base d'informations données par les rares survivants de l'époque, parle même d'un « bloc » soutenu ou animé par Ordjonikidzé, Petrovsky, Mikoyan... qui tentèrent à l'époque de mettre en avant Kirov, secrétaire du parti à Léninegrad et d'en faire un contre-poids à Staline.

en Allemagne, voilà les résultats de la politique du stalinisme. La bureaucratie stalinienne ne le nie pas, puisqu'elle admet que l'Opposition a une politique juste. Mais elle ajoute : il faut pourtant demeurer derrière Staline, car ni le prolétariat ni le parti ne sont dignes de confiance.

Nos amis comme nos ennemis savent que nous n'avons pas de penchant à embellir la situation existante, surtout maintenant, après le coup en Allemagne. Mais contrairement aux fonctionnaires libéraux, nous ne considérons pas que la situation soit sans espoir. Les tristes sophismes selon lesquels, en dépit du caractère pernicieux du stalinisme, il faut soutenir l'autocratie de Staline, ne sont pas dictés par la très haute sagesse de l'Etat, mais par une médiocre peur des changements qui pourraient de façon inattendue ébranler... la bureaucratie libérale elle-même.

Il est tout à fait exact que Staline a détruit le parti, l'a réduit en pièces, l'a dispersé en prison et en exil, l'a noyé dans une masse primitive, l'a terrorisé, l'a démoralisé. Il est tout à fait exact que le parti en tant que tel n'existe plus. Mais en même temps il demeure un facteur historique très réel. C'est ce que prouvent les arrestations continuelles d'oppositionnels de gauche, la peur que la clique stalinienne éprouve de Rakovsky, qu'elle a emmené dans le grand Nord, le retour vers la voie de l'opposition de vieux-bolcheviks qui ont essayé de collaborer avec Staline. (L'arrestation et l'exil de Zinoviev, Kamenev, I.N. Smirnov, Mratchkovsky, Préobrajensky, Perevertsev et bien d'autres) (4). Finalement, le fait que les bureaucrates eux-mêmes reconnaissent que l'Opposition a fondamentalement raison sur tout est en lui-même un symptôme extrêmement clair de ce que le parti existe, se forme sa propre opinion, et l'impose même en partie à l'appareil.

Quand nous parlons d'une renaissance de la démocratie du parti, nous voulons précisément dire qu'il faut rassembler les élé-

(4) Sur Zinoviev, cf. n.3, p.187, Kamenev, n.3, p.187; Rakovsky, n.2, p.66. Ivan N. SMIRNOV (1881-1936), ouvrier mécanicien, bolchevik depuis 1903, héros de la guerre civile, surnommé « la conscience du parti », avait milité jusqu'en 1929 dans les rangs de l'Opposition de gauche. Il s'était « rallié » en 1929 et avait été réintégré dans le parti. Rencontrant Léon Sedov à Berlin, il avait accepté de lui donner des informations sur la situation en U.R.S.S. pour le *Bulleten*. Evgenii PRÉOBRAJENSKY (1886-1938), vieux-bolchevik, ancien secrétaire du parti pendant la guerre civile, avait été l'économiste de l'Opposition de gauche et avait capitulé en 1929. Sergei MRATCHKOVSKY (1883-1936), vieux-bolchevik, chef des partisans pendant la guerre civile, avait été l'un des porte-drapeau de l'Opposition de gauche. Exclu en 1927, il avait capitulé sans s'humilier en 1929. Nikolai PEREVERTSEV, vieux-bolchevik, avait l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche en Ukraine. Tous ces hommes, après avoir capitulé devant Staline, exprimaient à nouveau prudemment des critiques contre le régime et attiraient à cette époque l'attention de la police.

ments dispersés, enchaînés, effrayés du parti bolchevique véritable, lui redonner son travail normal, lui restituer son influence décisive sur la vie du pays. Il est impensable d'arriver à résoudre ce problème du réveil et du rassemblement autrement que par les méthodes de la démocratie du parti. Ce n'est pas la clique de Staline qui pourra faire ce travail, ni la bureaucratie libérale qui soutient Staline, qui le hait par crainte des masses (combien c'est typique des bureaucraties libérales en général !). Le parti ne peut être ressuscité que par le parti lui-même.

La plate-forme de l'Opposition de gauche ne parle pas, bien entendu, d'une démocratie absolue, se suffisant à elle-même, s'élevant au-dessus des réalités sociales et politiques. *Nous avons besoin de la démocratie pour la dictature prolétarienne et dans son cadre.* Nous ne nous fermons pas les yeux devant le fait que, pour avancer vers la résurrection du parti, concevable seulement par la méthode de la démocratie du parti, il faudra passer par une période de transition dans laquelle la liberté de critique sera accordée à l'ensemble du parti officiel, dans sa bigarrure et ses contradictions actuelles, et au Komsomol. Les éléments bolcheviques du parti ne pourront se trouver les uns les autres, nouer des liens, conclure des accords, et se manifester activement tant qu'ils ne se seront pas différenciés des éléments thermidoriens et de la masse passive ; et cette différenciation est à son tour impensable sans critique ouverte, sans une plate-forme, sans discussions, sans groupes fractionnels, c'est-à-dire sans que toutes les maladies aujourd'hui intériorisées de l'actuel parti officiel soient ramenées à la surface.

La période de transition sera sans aucun doute très critique et dangereuse. Mais, si nous ne nous trompons pas, Machiavel a déjà dit qu'on ne pouvait éviter un danger *mortel* en évitant tout danger. Le régime de Staline mène à la destruction, et à rien d'autre. La résurrection du parti par sa démocratisation implique un risque incontestable, mais elle ouvre l'unique issue encore concevable.

Dans le processus de sa renaissance, le parti est déjà en train de mesurer la force de résistance des tendances thermidoriennes. L'extension de la démocratie aux syndicats et aux soviets, en elle-même absolument nécessaire, revêtira des formes déterminées par le contexte politique, sous le contrôle permanent du parti. La démocratie soviétique est élastique. S'il y a de véritables succès à l'intérieur et à l'extérieur, le cadre de la démocratie s'élargira rapidement. Seule l'expérience donnera les limites de son expansion dans une période donnée. Seul un parti vivant d'une vie saine

pourra évaluer correctement l'expérience et l'appliquer correctement. Il n'y a aucune raison qu'il compte deux millions de personnes. Il pourra être deux, trois ou quatre fois plus petit, mais il devra être un parti.

La liquidation du régime de Staline, qui est historiquement absolument inévitable et qui n'est plus guère éloignée, peut cependant avoir lieu de plusieurs façons. La logique interne de l'appareil centriste, y compris la bureaucratie libérale, conduira inévitablement à l'effondrement du régime dans son ensemble. La ligne générale est en train de préparer une catastrophe générale. Si les choses pouvaient prendre un cours normal, la liquidation de l'autocratie de Staline constituerait l'avant-dernier épisode de la liquidation de toutes les conquêtes d'Octobre. Mais heureusement le renversement du régime soviétique n'est pas si simple. Au plus profond existent et œuvrent de grandes forces créatrices. Leur expression consciente, pleinement élaborée et confirmée, c'est l'Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes. Dans le processus de la lutte avec les groupes thermidoriens, de l'épuration du parti de ses matériaux bruts, de son ballast, les rapports entre la fraction des bolcheviks-léninistes et la fraction centriste, dans la mesure où cette dernière veut combattre Thermidor et est prête à le faire, peuvent revêtir des formes différentes. La forme qu'elles revêtiront n'est pas du tout indifférente au destin de la révolution. On peut dire que le *degré* du risque au cours du passage vers la démocratie dépend dans une large mesure de la façon dont prendront forme les relations entre les staliniens et demi-staliniens d'un côté et l'Opposition de gauche de l'autre. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts aujourd'hui comme il y a dix ans à tout faire pour *donner au développement à l'intérieur du parti un caractère aussi calme et pacifique que possible, pour l'empêcher de tourner à la guerre civile.*

Nous ne pouvons bien évidemment pas nous refuser à critiquer les centristes comme les centristes l'ont fait pour la social-démocratie. Un tel refus signifierait à notre avis renoncer à l'objectif — le salut de la dictature — au nom des moyens — l'accord avec les staliniens. Mais la critique mutuelle, inévitable et fructueuse en elle-même, peut avoir un caractère différent suivant qu'elle est plus ou moins consciemment préparée de part et d'autre et suivant le cadre d'organisation dans lequel elle prend place. Dans ce domaine, dont il n'est pas nécessaire de démontrer l'importance, l'Opposition de gauche est prête à tout moment à conclure un accord dans lequel elle ne réclamerait pour elle-même que le rétablissement de *son droit à combattre dans les rangs communs.*

La lutte pour une politique du parti déterminée n'a rien de commun avec la lutte pour la prise de l'appareil avec l'objectif de le détruire et d'en exclure la fraction qui dirigeait hier. Ce n'est pas notre politique. Au contraire, nous souhaitons que le parti y mette fin. C'est une affaire infiniment plus importante que les revendications de quelques cliques ou individus. *Nous avons besoin d'un régime du parti loyal.* La voie la plus facile, la plus vraie et la moins difficile pour y parvenir serait un accord interne au parti. Compte tenu des immenses dangers qui s'accumulent au-dessus de l'Union soviétique, les bolcheviks-léninistes proposent une fois de plus à tous les groupes de la fraction dirigeante un accord honorable, sous les yeux du parti et du prolétariat international.

L'OFFENSIVE ECONOMIQUE DE LA CONTRE-REVOLUTION ET LES SYNDICATS (1)

(30 mars 1933)

Toute l'histoire moderne atteste que le prolétariat n'est rien sans ses organisations de classe. En même temps, l'expérience démontre que des organisations ouvrières deviennent souvent un frein pour la lutte révolutionnaire. C'est plus d'une fois que le mouvement prolétarien s'est brisé contre cette contradiction. L'exemple le plus tragique en est la catastrophe allemande, dans laquelle les organisations ouvrières dirigeantes, chacune à sa manière, ont paralysé le prolétariat par en-haut et l'ont livré désarmé au fascisme.

Le but du parti communiste est de mener la classe ouvrière au pouvoir. Il ne peut remplir cette mission révolutionnaire que s'il gagne la majorité du prolétariat, et, par conséquent, ses organisations de masses, avant tout les syndicats.

La lutte du parti pour influencer les syndicats doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masses, à ne pas la scinder, à ne pas faire germer chez les ouvriers l'idée que les communistes désorganisent le mouvement de la classe. Les principes de cette lutte ont déjà été énoncés dans le *Manifeste du parti communiste*, développés par la théorie et la pratique ultérieures du mouvement ouvrier, et ont trouvé leur expression la plus élevée dans le bolchevisme.

Le parti, c'est la fleur de la classe, son élite révolutionnaire. Le syndicat embrasse de larges masses d'ouvriers à des niveaux différents. Plus larges sont les masses, plus le syndicat est près d'avoir réalisé sa tâche. Mais ce que l'organisation gagne en étendue, elle le perd inévitablement en profondeur. Les tendances opportunistes, nationalistes, religieuses, dans les syndicats et dans

(1) *La Vérité*, n° 151, 28 avril 1933. Il s'agissait de l'un des textes préparés en vue du congrès contre le fascisme (ci-dessus, p. 56).

leurs directions, sont l'expression du fait que les syndicats embrassent non seulement l'avant-garde, mais aussi les grosses réserves. Ainsi les côtés faibles des syndicats proviennent-ils de leurs côtés forts. La lutte contre l'opportunisme dans les syndicats signifie au fond un travail tenace et patient pour amener les réserves à l'avant-garde.

Celui qui en détache les ouvriers révolutionnaires, qui construit, à côté des organisations de masses, des syndicats révolutionnaires «propres», selon l'expression ironique de Lénine, mais peu nombreux, donc impuissants, celui-là non seulement ne résout pas la tâche historique, mais renonce à la résoudre ; pire encore, il crée directement lui-même des obstacles à la lutte pour influencer la classe ouvrière.

Les organisateurs du présent congrès sont les organisations de l'Opposition syndicale rouge (R.G.O.) en Allemagne, Pologne et Italie (2). L'histoire de ces organisations est celle d'une violation néfaste des principes fondamentaux de la politique syndicale. La R.G.O. n'est que le parti communiste lui-même, ou un morceau de ce parti sous un autre nom. Cette organisation ne lie pas le parti aux syndicats, au contraire, elle détache le parti des syndicats. Absolument incapable, du fait de la faiblesse de ses effectifs, de remplacer les syndicats dans le domaine de l'action de masse, la R.G.O. est en même temps incapable de les influencer du dehors, car elle se dresse contre eux avec hostilité en tant qu'organisation concurrente.

Pour justifier la politique de la R.G.O. comme pour justifier la théorie du social-fascisme, la bureaucratie stalinienne fait maintenant référence au fait que les chefs des syndicats allemands ont montré leur aptitude à servir de laquais à Hitler, comme ils avaient été en leur temps les laquais des Hohenzollern (3). Montrant du doigt le rôle abject des Leipart (4) et Cie, les staliniens français se prononcent contre la fusion des deux organisations syndicales en France. Ils sont prêts à accepter l'union, à une seule

(2) Le congrès était organisé par l'Internationale communiste, laquelle était à l'origine de la transformation en syndicats «rouges» indépendants des anciennes organisations de l'opposition révolutionnaire dans les syndicats, Revolutionäre Gewerkschaftsopposition (R.G.O.) et des organisations syndicales «rouges» de ce type. Trois syndicats "rouges", dont la R.G.O. allemande, figuraient sur la liste des organisateurs.

(3) Allusion à la collaboration des syndicats allemands avec le gouvernement impérial de Guillaume II (de Hohenzollern) avant 1918.

(4) Theodor LEIPART (1867-1947), dirigeant des ouvriers syndiqués du bois, puis vice-président des syndicats allemands, avait succédé à Legien à leur tête en 1920. Il cherchait désespérément un accord qui permettrait à son organisation de survivre dans les conditions de la dictature hitlérienne.

condition : si à la tête des syndicats unifiés se trouvent des lutteurs révolutionnaires et non des traîtres. (5)

Les staliniens démontrent ainsi que, comme les Bourbons (6), ils n'ont rien appris ni rien oublié. Ils exigent qu'on leur offre toutes prêtes des organisations de masse à direction révolutionnaire. Ils daigneraient alors travailler au sein de tels syndicats. Autrement dit, ils attendent que d'autres résolvent la tâche historique qui devait constituer le contenu principal de leur propre travail.

Que les chefs des syndicats allemands comme ceux d'Amérique et des trade-unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient «les plus grands gredins du monde», Rosa Luxemburg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I.C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie stalinienne a fait faillite.

Que la R.G.O. d'Allemagne ne soit pas passée du côté de Hitler, c'est pour elle un mérite purement négatif, qu'en général il ne convient pas d'étaler dans les rangs révolutionnaires. Mais l'impuissance de la R.G.O., l'impuissance du K.P.D., l'impuissance de l'I.C. stalinienne, c'est que des gredins comme Leipart et Cie soient aujourd'hui encore les maîtres de syndicats de masses. Quant à la R.G.O., elle a bien démontré, face aux grands événements, qu'elle n'était qu'un château de cartes.

La place des communistes est dans les syndicats de masses. Les communistes doivent y entrer, *drapeau déployé ou replié*, y travailler ouvertement ou clandestinement, selon les conditions politiques et policières du pays. Mais ils doivent y travailler sans perdre un instant.

Les communistes ne peuvent poser aucune condition à la classe ouvrière dans son ensemble, ni non plus à la bureaucratie réformiste pour leur propre participation au mouvement syndical. Si la classe ouvrière comprenait à l'avance les avantages de la politique communiste, elle ne tolérerait pas des traîtres réformistes à la tête de ses organisations. Quant à la bureaucratie réformiste, elle est consciemment intéressée à ce que les communistes restent à l'extérieur des syndicats, et, pour cette raison, refusera toutes les conditions qui pourraient faciliter le travail des communistes. Le

(5) Allusion à la position prise à l'époque par les dirigeants de la fraction du P.C. dans la C.G.T.U. sur la question de la réunification syndicale avec la C.G.T. en France.

(6) Allusion au retour en France des Bourbons et des émigrés lors de la Restauration à la chute du premier Empire.

révolutionnaire prolétarien n'invente pas des ultimatums, fiers mais absurdes, pour justifier sa désertion des syndicats, mais il y pénètre, en dépit de tous les obstacles et de toutes les barrières. Ce n'est pas des mains de la bureaucratie syndicale que le communiste reçoit des conditions avantageuses pour son travail, mais il les conquiert peu à peu dans la mesure où il acquiert de l'influence à l'intérieur des syndicats.

Le fait que les organisateurs du présent congrès, qui appelle à préparer la résistance contre l'offensive du capital et du fascisme, soient des organisations de sectes, et cela par leur principe même, de la R.G.O. de trois pays, nous oblige à appeler à la lutte contre les méthodes funestes de la bureaucratie stalinienne, qui isolent l'avant-garde prolétarienne et lui barrent le chemin de la victoire.

Camarades communistes, ouvriers conscients ! Rétablissez dans toute leur force les principes marxistes de la politique syndicale formulés par les quatre premiers congrès de l'I.C. ! Secouez de vos pieds la poussière du stalinisme ! Revenez sur la voie de Marx et de Lénine ! Seule cette route mène en avant.

DECLARATION DES DELEGUES APPARTENANT A L'OPPOSITION DE GAUCHE POUR LE CONGRES DE LUTTE CONTRE LE FASCISME. (1) (avril 1933)

La victoire de Hitler en Allemagne démontre que le capitalisme ne peut vivre dans les conditions de la démocratie ni même se couvrir de guenilles démocratiques. Ou la dictature du prolétariat ou la dictature du capital financier. Ou les soviets ouvriers ou les bandes armées de la populace petite-bourgeoise déchaînée.

Le fascisme n'a pas et ne peut avoir de programme pour sortir de la crise du capitalisme. Mais cela ne signifie pas que le fascisme tombera automatiquement, victime de sa propre inconscience. Non, il maintiendra l'exploitation capitaliste en ruinant le pays, en abaissant la civilisation et en apportant toujours plus de sauvagerie dans les mœurs. La victoire du fascisme est le résultat de l'incapacité du prolétariat à prendre en mains le sort de la société. Le fascisme vivra tant que le prolétariat ne se lèvera pas.

La social-démocratie a livré à la bourgeoisie la révolution prolétarienne de 1918 et sauvé ainsi une fois encore le capitalisme déclinant. C'est elle, et elle seule, qui a ainsi donné à la bourgeoisie la possibilité de s'appuyer à l'étape suivante sur le banditisme fasciste. Descendant de marche en marche à la recherche du « moindre mal », la social-démocratie a fini par voter pour le feld-marschall réactionnaire Hindenburg (2), lequel, à son tour, a appelé Hitler au pouvoir. Démoralisant les masses ouvrières par les illusions de la démocratie dans le capitalisme pourrissant, la social-démocratie a privé le prolétariat de toutes ses forces de résistance.

(1) T 3532. *La Vérité*, n° 150, 14 avril 1933. Il s'agit de l'une des déclarations prévues pour les délégués de l'Opposition de gauche au congrès contre le fascisme.

(2) Paul von HINDENBURG (1837-1934), feld-marschall et ancien commandant en chef de l'armée impériale allemande, avait joué un rôle décisif dans la répression de la révolution des conseils d'ouvriers et de soldats en 1918-19. Elu président de la République en 1925, comme candidat de la droite, réélu en 1932, avec le soutien, au second tour, du parti social-démocrate, contre Hitler, il avait appelé Hitler à la chancellerie.

Les tentatives pour rejeter cette responsabilité fondamentale sur le communisme sont absurdes et malhonnêtes. Sans le communisme, le prolétariat se serait depuis longtemps engagé dans la voie de l'anarchisme, du syndicalisme, du terrorisme, ou, tout simplement, serait allé grossir les détachements de combat du fascisme. L'exemple autrichien montre avec trop de preuves que là où, devant l'extrême faiblesse du communisme, la social-démocratie règne sans partage dans les rangs de la classe ouvrière, dans le cadre de l'Etat démocratique qu'elle a elle-même créé, sa politique prépare pas à pas le triomphe du fascisme. (3)

Les sommets du réformisme allemand essaient maintenant de s'adapter au régime de Hitler pour conserver les restes de leurs positions légales et les bénéfices qui y sont liés (4). En vain, car le fascisme amène avec lui des nuées de criquets affamés et voraces qui exigent pour eux-mêmes, et obtiendront, le monopole des fonctions et des revenus. Le limogeage de la bureaucratie réformiste, résultat secondaire de la défaite des organisations prolétariennes, constitue le paiement pour la chaîne ininterrompue des trahisons de la social-démocratie depuis le 4 août 1914.

Les chefs des autres partis social-démocrates essaient maintenant de se délimiter de leurs frères allemands. Il serait cependant d'une inadmissible légèreté que de croire sur parole ces critiques « de gauche » de l'Internationale réformiste dont toutes les sections se trouvent à différents degrés sur la même voie (5). Comme

(3) Marqué dès sa naissance par un profond sectarisme, le P.C. autrichien n'avait jamais pu acquérir d'influence réelle, et la classe ouvrière était tout entière derrière le parti social-démocrate dont Trotsky pensait que sa politique « légaliste » et opportuniste ouvrait la voie au fascisme en Autriche.

(4) Le 23 mars 1933, la fraction parlementaire du parti social-démocrate avait voté contre le gouvernement de Hitler. Mais aussitôt après, ses dirigeants essayèrent de démontrer au gouvernement leur volonté de respecter la légalité nouvelle ; les résistances à cette ligne furent sévèrement châtiées. C'est ainsi que la direction des Jeunesses de Berlin, pour avoir pris des mesures afin de faire passer l'organisation dans l'illégalité, fut révoquée, et que le délégué du parti alla jusqu'à menacer ses membres qui refusaient de restituer l'argent engagé dans l'opération, de dénoncer publiquement les coupables ainsi que le motif de leur exclusion. L'épuration qui suivit visait à intimider les militants dont les initiatives pouvaient compromettre les efforts de conciliation avec le nouveau régime (R. BLACK, *Fascism in Germany*, t. II, pp. 1020-21). Les dirigeants social-démocrates des syndicats avaient pris la même attitude. Le 25 mars, Leipart avait assuré à Hitler que « les syndicats ne chercheraient pas à influencer dans l'immédiat la politique de l'Etat », et qu'ils proposaient de mettre à son service et à celui du... parlement leurs connaissances et leur expérience en matière économique et sociale...

(5) La victoire sans combat des bandes hitlériennes avait provoqué à la base de tous les partis social-démocrates une vague d'indignation. Les dirigeants de ces partis se gardaient bien, hors d'Allemagne, de paraître solidaires de leurs collègues allemands et multipliaient des déclarations les critiquant d'un point de vue de « gauche ». On peut cependant penser que quelques-uns de ces néophytes étaient sincères, comme devait le démontrer, par exemple l'évolution ultérieure du dirigeant espagnol Largo Caballero.

au temps de la guerre impérialiste, dans le processus d'écroulement de la démocratie bourgeoise, chaque parti de la II^e Internationale est prêt à refaire sa réputation sur le dos d'un autre parti national. Mais, au fond, tous font le même travail. Léon Blum soutient le gouvernement de la France impérialiste et militariste. Vandervelde, président de la II^e Internationale, n'a pas, autant que nous le sachions, retiré sa signature au bas de cette même paix de Versailles qui a donné au fascisme allemand ses dimensions actuelles. (6).

Toutes les thèses principales et fondamentales des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste sur le caractère pourrissant du capitalisme, sur l'inévitabilité de la décomposition de la démocratie bourgeoise, sur l'impasse du réformisme, sur la nécessité de la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat, ont trouvé dans les événements d'Allemagne une confirmation inébranlable. Mais leur justesse a été démontrée par l'absurde, non par la victoire, mais par la catastrophe. Si, malgré bientôt quinze ans d'existence de l'I.C., la social-démocratie a été capable de réussir à mener la politique du « moindre mal » jusqu'au résultat final, c'est-à-dire jusqu'au plus grand mal qu'on puisse concevoir dans l'histoire actuelle, il faut en chercher la cause dans le fait que le communisme des épigones s'est montré incapable de remplir sa mission historique.

Jusqu'en 1923, presque sans arrêt, l'I.C. a progressé dans tous les pays, affaiblissant et évinçant la social-démocratie. Dans les dix dernières années, non seulement elle n'a pas fait de conquêtes quantitatives, mais elle a subi une profonde dégénérescence qualitative. Le naufrage du parti communiste officiel en Allemagne est l'aboutissement fatal de la « ligne générale » qui passa par les aventures de Bulgarie et d'Esthonie (7), par la théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays » (8), par la capitulation

(6) Léon BLUM (1870-1950) était à cette époque le leader parlementaire de la S.F.I.O. qui soutenait les gouvernements radicaux depuis le succès de ces derniers aux élections de novembre 1932. Emile VANDERVELDE (1866-1938) avait été ministre dans des gouvernements d'union nationale en Belgique pendant et après la guerre et avait signé, en tant que ministre, le Traité de Versailles. Cet homme qui symbolisait aux yeux des communistes le « social-patriotisme » était redevenu en 1929 président de la II^e Internationale. Il était le véritable « patron » du parti ouvrier belge.

(7) Allusion à des tentatives d'insurrection communistes aux allures de putsch déclenchées en septembre 1923 en Bulgarie et en décembre 1924 en Esthonie.

(8) C'est en 1926 qu'à la suite de Staline, la direction de l'I.C. avait commencé à développer l'idée, jusque-là étrangère au bolchevisme, suivant laquelle il était possible de construire le socialisme dans un seul pays, en l'occurrence en Russie. Trotsky estimait que cette affirmation, totalement erronée, ne servait qu'à justifier l'aménagement d'une coexistence pacifique avec le monde capitaliste, souhaitée par la bureaucratie stalinienne au pouvoir en U.R.S.S., et à subordonner les P.C. aux intérêts de la diplomatie soviétique et de ses alliances.

honteuse devant le Kuomintang en Chine (9) et par la non moins honteuse capitulation devant la bureaucratie trade-unioniste en Angleterre (10), par l'aventure de Canton (11), par les convulsions de la « troisième période » (12), par la scission avec les syndicats de masse, par la théorie et la pratique du « social-fascisme », par la politique de la « libération nationale » ou de la « révolution populaire » (13), par le refus du front unique (14), par le bannissement et la persécution de l'Opposition de gauche, enfin par le complet étouffement de l'indépendance de l'avant-garde prolétarienne et par la substitution au centralisme démocratique de la toute puissance d'un appareil sans principes et obtus (15).

L'essence du bureaucratisme réside dans la méfiance vis-à-vis des masses et dans la tendance à remplacer leur activité révolutionnaire consciente par des combinaisons de sommets ou par de simples ordres. En Allemagne, comme dans les autres pays, la bureaucratie stalinienne n'a cessé de lancer des ultimatums à la classe ouvrière. Elle lui a fixé d'en-haut des dates pour les grèves ou pour la « conquête de la rue », elle lui a fixé arbitrairement des

(9) Le P.C. chinois était entré en 1923 dans le parti nationaliste Kuomintang et était resté soumis à sa discipline pendant les années décisives de la deuxième révolution chinoise. L'Opposition de gauche en Russie avait vainement réclamé que le P.C. Chinois reprenne son indépendance et combatte les projets de coup d'Etat de l'armée du Kuomintang et de son chef Chang Kai-shek, lesquels, comme on sait, avaient finalement abouti au massacre des militants ouvriers de Shanghai en avril 1927.

(10) Allusion à l'existence, de 1924 à 1928, du « Comité syndical anglo-russe » qui donnait aux dirigeants syndicaux britanniques la caution des syndicats russes dans une période marquée par ce que Trotsky considérait précisément comme le sabotage par eux de la lutte de classes en Grande-Bretagne, la grève générale de mai 1926 et la grève des mineurs. Voir à ce sujet l'étude de Daniel F. CALHOUN, *The United Front. The TUC and the Russians*, op. cit.

(11) Allusion au soulèvement organisé précipitamment dans le port de Canton par des émissaires de l'I.C. à des fins de « propagande interne » et pour laver la direction stalinienne des accusations d'opportunisme. Le soulèvement, parfois appelé « Commune de Canton », éclata le 11 mars 1927 et fut liquidé le 14, ouvrant une période de répression sanglante.

(12) Trotsky appelle « troisième période » d'erreurs de l'Internationale communiste » la période de politique ultra-gauchiste qui commence en 1928.

(13) Allusion aux thèmes utilisés par le K.P.D. en Allemagne durant la période de la montée du nazisme : la social-démocratie était qualifiée de « social-fasciste », et les communistes proclamaient que, comme les nazis, ils avaient pour objectif la « révolution populaire » et la « libération nationale ».

(14) La politique de l'I.C. avait consisté à préconiser le « front unique à la base » avec les ouvriers socialistes contre leurs chefs, ce qui équivalait à un refus du front unique.

(15) Trotsky fait ici allusion non seulement aux persécutions qui avaient frappé en U.R.S.S. dirigeants et partisans de l'Opposition de gauche, exclus, emprisonnés ou exilés, mais à la chasse aux militants qui faisaient écho à ses idées dans tous les P.C. du monde.

« journées rouges » ou des « mois rouges » (16). Elle lui a intimé d'accepter sans critique tous ses mots d'ordre et tous ses zigzags ; elle a exigé que le prolétariat reconnaisse d'avance et sans réplique sa direction dans le front unique, et c'est sur cet ultimatum monstrueux qu'elle a basé sa lutte, fautive d'un bout à l'autre, et impuissante devant le fascisme.

Les erreurs sont inévitables dans la lutte du prolétariat. C'est à partir de leurs propres erreurs que les partis s'instruisent, sélectionnent leurs cadres et éduquent leurs dirigeants. Mais, dans l'I.C. actuelle, il ne s'agit pas d'erreurs, mais de l'ensemble d'un système erroné qui rend impossible une politique juste. Les représentants de ce système sont de larges couches bureaucratiques, armées d'énormes moyens matériels et techniques, indépendantes de fait des masses, et qui mènent une lutte acharnée pour leur propre conservation au prix de la désorganisation de l'avant-garde prolétarienne et de son affaiblissement face à l'ennemi de classe. Telle est l'essence du stalinisme dans le mouvement ouvrier mondial.

Au cours des dernières années, l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) a suivi pas à pas, devant le monde entier, toutes les étapes de la montée du flot fasciste, et tracé une politique de véritable réalisme révolutionnaire. Déjà à l'automne 1929, c'est-à-dire il y a trois ans et demi, au commencement même de la crise mondiale, l'Opposition de gauche écrivait :

« De même qu'il est arrivé plus d'une fois que, du conflit entre le libéralisme et la monarchie, se développe une situation révolutionnaire qui devait, par la suite, déborder les deux adversaires, de même, du conflit entre la social-démocratie et le fascisme — deux fondés de pouvoir antagonistes de la bourgeoisie — peut se développer une situation révolutionnaire qui, par la suite, les dépassera tous les deux. Que vaudrait un révolutionnaire prolétarien qui, dans une époque de révolution bourgeoise, ne saurait apprécier ni comprendre le conflit entre les libéraux et la monarchie et qui, au lieu d'exploiter ce conflit dans un sens révolutionnaire, mettrait les antagonistes dans le même sac ? Que vaut le communiste qui, placé en face du conflit entre le *fascisme* et la *social-démocratie*, les recouvre tout simplement sous la même formule de *social-fascisme*, vide de tout contenu ? »

(16) Trotsky fait allusion notamment à la « journée rouge » du 29 août 1929 où tous les P.C. s'étaient vus assigner la « conquête de la rue » et qui se termina, là où elle fut organisée, par une répression sévère.

Il fallait bâtir une politique de front unique sur cette perspective stratégique générale. Pas à pas, au cours de ces trois dernières années, l'Opposition de gauche a suivi le développement de la crise politique en Allemagne. Dans ses publications périodiques et dans une série de brochures, elle a soumis à l'analyse tous les stades de la lutte, dévoilé le caractère ultimatiste de la formule « à la base seulement » et, là où elle l'a pu, pris sur elle l'initiative de comités unis de défense, soutenu l'initiative des travailleurs dans ce sens, et inlassablement exigé l'extension à tout le pays de ces initiatives. Si le P.C. s'était engagé résolument sur cette voie, la bureaucratie réformiste se serait montrée impuissante à contenir la pression des ouvriers vers le front unique. Se heurtant à chaque pas à une barrière, le fascisme se serait ouvert à toutes ses coutures. Les organes de défense locaux se seraient affermis de façon irrésistible, se transformant en fait en conseils ouvriers. Marchant sur cette voie, le prolétariat allemand aurait à coup sûr jeté le fascisme à terre, et, d'un dernier coup, aurait balayé l'oligarchie dirigeante. L'ensemble de la situation posait les bases de la victoire du prolétariat allemand.

Mais la bureaucratie stalinienne s'est engagée dans la voie du sabotage inconscient, mais d'autant plus effectif, de la révolution. Elle interdisait strictement les accords des communistes avec des organisations social-démocrates, détruisait les organes de défense communs créés par les ouvriers, et, sous le nom de « contre-révolutionnaires », excluait de ses rangs tous les défenseurs d'une juste politique révolutionnaire. On dirait qu'une telle façon d'agir fut spécialement adoptée pour isoler les communistes, pour resserrer les rangs entre les ouvriers social-démocrates et leurs chefs, semer le trouble et la décomposition dans les rangs du prolétariat et préparer l'ascension sans obstacle des fascistes au pouvoir. Les résultats sont là.

Le 5 mars, quand le sort du prolétariat allemand était déjà décidé, le C.E. de l'I.C. s'est proclamé non seulement prêt à faire le front unique au sommet — à l'échelle nationale, il est vrai, pas internationale — mais encore à consentir, pour apaiser la bureaucratie réformiste, à renoncer à la critique mutuelle pendant la période du front unique. Un saut, d'une brusquerie incroyable, de la présomption ultimatiste à la conciliation sans caractère ! Ayant étouffé la critique à l'intérieur de son propre parti, la bureaucratie stalinienne a évidemment perdu la compréhension du rôle de la critique dans la lutte politique. La critique révolutionnaire détermine l'attitude de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire de la partie la plus critique de la société contemporaine vis-à-vis de tous

les événements et programmes, toutes les classes, partis et groupes. Un véritable parti communiste ne peut, ne fût-ce qu'un jour, renoncer à la critique, pas plus qu'un organisme vivant à respirer. La politique du front unique n'exclut en aucun cas la critique mutuelle, au contraire, elle l'exige. Seuls deux appareils bureaucratiques, dont l'un est chargé de trahisons et l'autre d'une chaîne d'erreurs néfastes, peuvent être intéressés à la suppression de la critique mutuelle, en transformant ainsi le front unique en un complot silencieux contre les masses dont l'objectif est leur propre conservation. Nous, bolcheviks-léninistes, déclarons que, jamais, et dans aucune condition, nous ne participerons à un tel complot : au contraire, nous le dénoncerons implacablement devant les ouvriers.

En même temps qu'elle consent à renoncer à la critique, la bureaucratie stalinienne s'empare de la répugnante attitude de Wels (17), Leipart et Cie rampant devant Hitler, pour ressusciter la théorie du social-fascisme. Cette théorie est aujourd'hui aussi fausse qu'hier. Ceux qui étaient encore récemment les maîtres de l'Allemagne, tombés sous la botte du fascisme, lèchent cette botte pour mériter l'indulgence des fascistes : c'est tout à fait conforme à la méprisable nature de la bureaucratie réformiste. Mais cela ne signifie pas du tout que, pour les réformistes, il n'y ait pas de différence entre la démocratie et la botte fasciste, ni que la masse social-démocrate soit incapable de lutter contre le fascisme si, au moment opportun, on lui ouvre une issue dans l'arène du combat.

La politique du fascisme s'appuie sur la démagogie, le mensonge, la calomnie. La politique révolutionnaire ne peut se bâtir que sur la vérité. C'est pourquoi nous sommes obligés de condamner fermement le bureau d'organisation en vue de la convocation du présent congrès, qui, dans son appel, a donné un tableau faussement optimiste de la situation en Allemagne, y parlant du « puissant développement de la lutte antifasciste ». En réalité, pour le moment, les ouvriers allemands reculent sans combattre et en complet désordre. Tel est le fait amer qu'on ne peut masquer par des mots. Pour se redresser, se regrouper et récupérer ses forces, le prolétariat, représenté par son avant-garde, doit bien comprendre ce qui s'est passé. A bas les illusions ! Ce sont précisément les illusions qui ont conduit à la catastrophe. Il faut dire clairement, honnêtement, ouvertement, ce qui est.

La situation en Allemagne est profondément tragique. Le

(17) OTTO WELS (1873-1939), homme fort de la social-démocratie allemande était son principal dirigeant en exil. Voir ci-dessous, n.6, p.112. Sur Leipart, voir ci-dessus, n.4, p.84.

bourreau n'a fait que commencer son travail. Les victimes seront innombrables. Des centaines et des milliers d'ouvriers du parti communiste sont emprisonnés. De rudes épreuves attendent ceux qui restent fidèles à leur drapeau. Tous les ouvriers honnêtes du monde entier accordent leur entière sympathie aux victimes du bourreau fasciste. Mais ce serait le comble de l'hypocrisie que d'exiger le silence sur la politique funeste du stalinisme sous prétexte que ses représentants allemands en sont devenus aussi les victimes. Les grands problèmes historiques ne se résolvent pas par le sentimentalisme. Se conformer au but, c'est la loi suprême de la lutte. Seule l'explication marxiste de tout ce qui s'est passé peut rendre à l'avant-garde prolétarienne sa confiance en elle-même. Il ne suffit pas d'exprimer sa sympathie aux victimes, il faut devenir plus forts, pour renverser et étouffer le bourreau.

Le fascisme allemand suit servilement l'exemple italien. Cela ne signifie cependant pas que le pouvoir soit assuré à Hitler pour un grand nombre d'années, comme il l'a été à Mussolini. L'Allemagne fasciste commence son histoire dans les conditions d'une décomposition avancée du capitalisme, d'une misère des masses sans précédent dans l'histoire moderne, et d'une tension menaçante des rapports internationaux. Le dénouement peut arriver beaucoup plus tôt que ne le pensent les maîtres du jour. Cependant il ne viendra pas de lui-même, il lui faudra un choc révolutionnaire.

La presse social-démocrate fonde de grands espoirs sur l'existence de fissures dans le bloc gouvernemental en Allemagne. C'est sur la même voie que marche la *Pravda* de Moscou, qui niait hier encore les antagonismes entre fascisme et social-démocratie et compte aujourd'hui sur les antagonismes entre Hitler et Hugenberg (18). Les contradictions à l'intérieur du camp dirigeant sont indéniables. Mais, en elles-mêmes, elles sont impuissantes à arrêter le développement victorieux de la dictature fasciste, déterminé par l'ensemble de la situation du capitalisme allemand. Il ne faut pas attendre de miracles. Seul le prolétariat peut en finir avec le fascisme. Pour lui donner une issue sur la grande voie de l'Histoire, il faut un tournant décisif dans la direction révolutionnaire. Il faut revenir à la politique de Marx et de Lénine.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous ne venons pas à ce congrès pour entretenir des illusions ni pour sauver des réputations immé-

(18) Alfred HUGENBERG (1865-1951), ancien directeur des usines Krupp, se lança en 1919 dans l'action politique en fondant le Deutschnationale Volkspartei, parti conservateur de droite, et construisit un empire de presse. Il était le ministre de l'économie dans le premier gouvernement de Hitler.

ritées. Notre but, c'est de déblayer le chemin pour l'avenir. Nous ne doutons évidemment pas que des dizaines et peut-être même des centaines de milliers d'ouvriers sincèrement prêts à la lutte seront représentés au congrès. Nous sommes également prêts à croire que les délégués, dans leur majorité, seront sincèrement disposés à tout faire pour briser le fascisme. Néanmoins le congrès lui-même, tel qu'il est conçu et convoqué, ne peut pas — c'est notre conviction profonde — avoir une signification révolutionnaire sérieuse. Le fascisme est un ennemi redoutable. Pour lutter contre lui, il faut les masses compactes de millions et de dizaines de millions d'ouvriers, bien organisés et bien dirigés : il faut des bases solides dans les entreprises et dans les syndicats, il faut la confiance des masses dans une direction éprouvée dans l'expérience, au combat. Le problème ne se résoud pas par des séances solennelles et des discours à effet. Le congrès, improvisé dans la hâte, représente des groupes isolés, sans liens entre eux, qui, après le congrès, seront aussi isolés qu'avant des millions de prolétaires.

Les personnalités « isolées » des milieux intellectuels bourgeois coloreront le congrès antifasciste comme elles ont coloré le congrès d'Amsterdam. Ce n'est pas une couleur stable. Les ouvriers avancés, c'est vrai, apprécient beaucoup la sympathie qu'éprouvent pour leur cause les meilleurs représentants de la science, de la littérature et de l'art. Mais il ne s'en suit nullement que les savants ou les artistes avancés puissent remplacer les organisateurs de masse ou prendre la direction du prolétariat. Et pourtant ce congrès prétend à la direction ! Ceux des représentants des intellectuels bourgeois qui désirent vraiment participer à la lutte révolutionnaire doivent commencer par définir clairement leur programme et par se lier à une organisation ouvrière. Autrement dit, pour avoir le droit de voter au congrès du prolétariat en lutte, les personnalités « aisolées » doivent cesser d'être des isolés.

Ni la réaction contre la guerre, ni la marche contre le fascisme ne représentent un quelconque art spécial qui serait situé hors de la lutte générale du prolétariat. L'organisation qui n'est pas capable d'examiner la situation avec précision, de mener les combats quotidiens défensifs et offensifs, de rassembler autour d'elle les masses les plus larges, d'assurer l'unité des actions défensives avec les ouvriers réformistes, tout en les débarrassant des préjugés du réformisme — une telle organisation fera inévitablement naufrage aussi bien face à la guerre que face au fascisme.

Le congrès d'Amsterdam a déjà démontré son inconsistance

lors de l'attaque des bandits japonais contre la Chine (19). Même dans le domaine de l'agitation, l'alliance de la bureaucratie stalinienne avec des personnalités pacifistes isolées n'a rien donné de sérieux. Il faut le dire ouvertement : le congrès antifasciste, plutôt un meeting de hasard par sa composition internationale, est appelé à faire un simulacre d'action, là où c'est précisément l'action qui fait défaut. Si, conformément aux intentions de ses organisateurs, ce congrès se contente d'un appel vide, il risque d'être dans l'histoire de la lutte contre le fascisme, non pas un zéro, mais une quantité négative, car le crime le plus grave, dans les conditions actuelles, est d'induire les ouvriers en erreur sur leurs forces réelles et sur les véritables méthodes de lutte.

Le congrès de lutte contre le fascisme ne pourrait jouer un rôle positif qu'à une seule condition : s'il secouait l'hypnose de son régisseur bureaucratique en coulisses et mettait à son ordre du jour une discussion libre sur les causes de la victoire du fascisme allemand, sur la responsabilité des organisations prolétariennes dirigeantes et sur un véritable programme de lutte révolutionnaire. C'est dans cette voie, et dans cette voie seulement, que le congrès serait un facteur de renaissance révolutionnaire.

La plate-forme de l'Opposition de gauche internationale est la seule à donner des directives justes pour la lutte contre le fascisme. Comme mesures les plus immédiates et les plus urgentes, nous, bolcheviks-léninistes, proposons ce qui suit :

1. Accepter immédiatement les propositions de la II^e Internationale pour un accord à l'échelle internationale, cet accord n'excluant pas, mais exigeant, que soient concrétisés pour chaque pays les mots d'ordre et les méthodes ;

2. Condamner sur le plan des principes la formule du front unique « à la base seulement » qui signifie le refus du front unique en général ;

3. Rejeter et condamner la théorie du social-fascisme ;

4. Ne renoncer en aucun cas et dans aucune condition au droit de critiquer l'allié provisoire ;

5. Rétablir la liberté de critique à l'intérieur des partis com-

(19) Le 18 septembre 1931, une patrouille japonaise ayant découvert un « sabotage » de la voie ferrée près de Moukden, les chefs militaires japonais accusèrent les Chinois de l'avoir organisé. L'incident fournit prétexte à l'occupation de la Mandchourie par l'armée japonaise et à la proclamation de son « indépendance » sous le nom de Manchukuo. La S.D.N. avait constitué une commission qui conclut à l'agression nipponne et en resta là. Le congrès d'Amsterdam s'était contenté d'une déclaration pacifiste.

munistes et de toutes les organisations qu'ils contrôlent, y compris le congrès antifasciste ;

6. Renoncer à la pratique des organisations syndicales communistes indépendantes ; participer de façon active aux syndicats de masse ;

7. Renoncer à la concurrence indigne avec le fascisme sous les mots d'ordre de « libération nationale » et de « révolution populaire » ;

8. Renoncer à la théorie du socialisme dans un seul pays qui nourrit les tendances du nationalisme petit-bourgeois et affaiblit la classe ouvrière dans sa lutte contre le fascisme ;

9. Mobiliser le prolétariat européen contre le chauvinisme versaillais et anti-versaillais sous le drapeau des *Etats-Unis soviétiques d'Europe* ;

10. Préparer par une discussion amicale, ouverte et honnête, et convoquer, dans le délai d'un mois, un congrès extraordinaire de chaque section de l'I.C. pour examiner l'expérience de la lutte contre la contre-révolution et élaborer un programme d'action pour l'avenir ;

11. Convoquer dans un délai de deux mois un congrès de l'I.C. démocratiquement préparé ;

12. Réintégrer l'Opposition de gauche dans l'I.C., ses sections, et toutes les organisations qu'elle contrôle.

Les pourparlers entre la II^e et la III^e Internationale, il faut les entreprendre en mettant au premier plan la question de l'Autriche. Tout est encore loin d'être perdu dans ce pays. En s'engageant tout de suite sur la voie de la défense active, le prolétariat autrichien, soutenu par celui de tous les pays d'Europe, pourrait, en développant son offensive de façon conséquente et courageuse, arracher le pouvoir des mains de ses ennemis (20) : le rapport des forces à l'intérieur garantit sa victoire. L'Autriche rouge deviendrait tout de suite un point d'appui pour les ouvriers allemands. Toute la situation se modifierait brutalement au profit de la révolution. Le prolétariat d'Europe sentirait qu'il représente une force invincible. Et il ne lui manque que cette conscience pour écraser tous ses ennemis.

C'est l'U.R.S.S. qui occupe la position centrale dans la lutte contre la contre-révolution mondiale. Dans ce domaine, moins

(20) Le gouvernement autrichien du chancelier Dollfuss s'orientait vers une forme fascisante de l'Etat, mais les forces ouvrières étaient encore intactes.

que dans tout autre, nous, bolcheviks-léninistes, nous n'admettons pas la politique de l'optimisme officiel. Pour la bureaucratie stalinienne, tout va toujours bien, cinq minutes avant la catastrophe. Il en fut ainsi en Allemagne, et c'est la même méthode que l'on applique en Union soviétique. Cependant la situation, dans le premier Etat ouvrier, n'a jamais été aussi tendue qu'aujourd'hui. La politique foncièrement mensongère de la bureaucratie incontrôlée a imposé au pays des privations insupportables, a dressé la paysannerie contre le prolétariat, a semé le mécontentement au sein des masses ouvrières, a lié le parti pieds et poings, a affaibli les fondements et les points d'appui de la dictature. La révolution d'Octobre n'a pas besoin d'« amis » qui chantent des hymnes faux et qui répètent en chœur chaque mot de la bureaucratie dirigeante. La révolution d'Octobre a besoin de militants qui disent la vérité, même si elle est dure, mais qui, par contre, conservent à l'approche du danger une fidélité inébranlable.

Devant tout le prolétariat mondial, nous lançons le signal d'alarme : la patrie soviétique est en danger ! Seule une réforme politique fondamentale peut la sauver. Le programme d'une telle réforme, c'est le programme de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. Des milliers de ses meilleurs combattants, à leur tête C.G. Rakovsky, emplissent actuellement les prisons et les lieux de déportation d'Union soviétique. De la tribune de ce congrès, nous envoyons notre salut fraternel à nos vaillants partisans. Leur nombre augmente. Aucune persécution n'ébranlera leur courage. Dans les jours difficiles qui viennent, la dictature du prolétariat trouvera en eux, non seulement des conseillers perspicaces, mais aussi des soldats dévoués.

Le développement du mouvement ouvrier mondial, et avant tout européen, est arrivé à un moment décisif. Le parti communiste allemand est brisé. Songer à le rétablir sur ses anciennes bases et sous son ancienne direction constitue une utopie sans espoir. Il est des défaites qui ne peuvent être pardonnées. Le parti du communisme allemand s'édifiera maintenant sur des bases nouvelles. Seuls pourront prendre place parmi ses constructeurs les éléments de l'ancien parti qui se libéreront de l'héritage du stalinisme. La continuité d'organisation sera-t-elle préservée dans les autres sections de l'I.C. et dans l'I.C. dans son ensemble ? Sur ce point, l'histoire, apparemment, n'a pas encore rendu définitivement son verdict. Il n'y a que ceci qui soit évident : il reste très peu de temps pour corriger de monstrueuses erreurs. Si ce temps là devait être perdu, l'Internationale communiste entrerait dans l'Histoire avec un commencement léniniste glorieux et une fin stalinienne infâmante.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous proposons de prendre l'expérience de l'écroulement du communisme allemand comme point de départ pour la renaissance de toutes les autres sections. Nous sommes prêts à y consacrer toutes nos forces. Au nom de cette tâche, nous tendons la main à nos adversaires d'hier les plus acharnés. Il est inutile de dire que, dans la bataille contre le fascisme, dans la défense comme dans l'attaque, les bolcheviks-léninistes occuperont leurs postes de combat dans les rangs communs, comme ils les ont occupés, partout et toujours.

Sous le drapeau de Marx et Lénine, pour la révolution prolétarienne mondiale, *en avant !*

QU'EST-CE QUE L'OBJECTIVITE HISTORIQUE ?

Réponse à certaines critiques de
l'Histoire de la Révolution Russe(1)
(1^{er} avril 1933)

Chaque homme assimile des aliments et oxygène son sang. Mais tout un chacun ne se met pas à écrire un traité sur la digestion et la circulation. Il n'en est pas de même avec les sciences sociales. Chacun vivant dans les conditions du marché et dans le processus historique en général, on croit que le bon sens suffit pour s'occuper des sujets économiques et surtout historico-philosophiques. D'ordinaire, on exige uniquement d'un travail historique de l'« objectivité ». Ce qui porte cette domination pompeuse dans le langage du bon sens n'a, en fait, rien de commun avec l'objectivité scientifique.

Le philistin, surtout s'il est éloigné de l'arène de la lutte dans l'espace et le temps, se croit au-dessus des camps en conflit, ne serait-ce que parce qu'il n'en comprend aucun. Il prend sincèrement sa cécité devant le travail des forces historiques pour l'impartialité suprême, de même qu'il a coutume de croire qu'il est, lui, la mesure normale des choses. C'est avec cette méthode qu'on a écrit trop de travaux historiques, indépendamment de leur valeur documentaire. Emousser les angles vifs, répartir également la lumière et les ombres, moraliser sur un ton conciliant, en masquant scrupuleusement les sympathies politiques de l'auteur, voilà ce qui assure sans peine à un travail historique une haute réputation d'« objectivité ».

Si l'objet de la recherche est un phénomène qui se concilie aussi mal avec le bon sens que la révolution, l'« objectivité » historique dicte par avance ses conclusions immuables : la cause des secousses réside dans le fait que les conservateurs étaient trop conservateurs, les révolutionnaires trop révolutionnaires ; ces excès historiques qui s'appellent « guerre civile » peuvent être évités à

(1) T 3533. *The Militant*, 15 juillet 1933.

l'avenir si les propriétaires sont plus généreux et les affamés plus modérés. Un livre qui suit de telles tendances a une bonne influence sur les nerfs, surtout à une époque de crise mondiale.

Ce qu'exige la science, et ce que ne fait pas l'« objectivité » du philistin de cabinet, c'est en réalité de découvrir le *déterminisme social* des événements historiques, qu'ils soient agréables ou non pour les nerfs. L'histoire n'est pas un champ clos où se mesurent les documents et les règles de la morale. L'histoire est une science, non moins objective que la physiologie. Elle exige non pas une « impartialité » hypocrite, mais une méthode scientifique. On peut adopter ou rejeter la dialectique matérialiste en tant que méthode de science historique ; mais il faut régler ses comptes avec elle. L'objectivité historique peut et doit être incluse dans la méthode même. Si l'auteur n'a pas mené à bien l'application de cette méthode, il faut montrer en quoi précisément.

Dans *L'Histoire*, j'ai tenté de partir non pas de mes sympathies politiques, mais du fondement matériel de la société. J'ai pris la révolution comme le processus, conditionné par tout le passé, d'une lutte implacable des classes pour le pouvoir. Au centre de mon attention se sont placées les modifications dans la conscience des classes qui se produisent sous l'action du rythme fébrile de la lutte de celles-ci. Je n'ai pas pris les partis et les hommes politiques autrement qu'à la lumière des modifications et des heurts que subissent les masses. Quatre processus parallèles, conditionnés par la structure sociale du pays, ont créé sur ce fond tout l'exposé : l'évolution de la conscience du prolétariat de février à octobre, le changement d'état d'esprit dans l'armée, la croissance de la révolte paysanne, l'éveil et le soulèvement des nationalités opprimées. Faire apparaître la dialectique de la conscience des masses déplacées de leur équilibre signifiait aussi pour l'auteur donner la clef qui permettait de pénétrer le plus directement et le plus intimement dans tous les événements de la révolution.

Une production littéraire est « vraie », faite avec art, quand les relations réciproques entre les héros se déroulent non pas selon le bon plaisir de l'auteur, mais selon les tendances que renferment les caractères des personnages et leur situation. La connaissance scientifique diffère beaucoup de la connaissance artistique. Elles ont cependant des traits communs, déterminés par la dépendance qui existe entre la représentation et l'objet représenté. Une production historique est scientifique, quand les faits se lient dans tout un processus qui, comme la vie, se développe suivant ses lois internes.

Les classes fondamentales de la Russie sont-elles fidèlement dessinées ? Ces classes parlent-elles, à travers leurs partis et leurs hommes politiques, le langage qui leur est propre ? Les événements s'insèrent-ils — naturellement, sans violence — dans le substratum social, c'est-à-dire dans la lutte des forces vives de l'histoire ? La conception générale de la révolution n'entre-t-elle pas en conflit avec les faits de la vie ? Je dois reconnaître avec gratitude que c'est sous l'angle de ces critères véritablement objectifs, c'est-à-dire scientifiques, que bon nombre de critiques ont abordé mon ouvrage. Leurs remarques critiques peuvent être justes ou non — mais elles sont en majorité fécondes.

Fait qui n'est nullement un hasard, ce sont précisément les critiques, selon lesquels l'« objectivité » ferait défaut, qui passent complètement à côté des problèmes du déterminisme historique. Ils se plaignent au fond de l'« injustice » de l'auteur pour ses adversaires, comme s'il s'agissait non pas d'une investigation scientifique, mais du carnet d'un écolier avec des notes de conduite. Un des critiques est offensé pour la monarchie, un autre pour les libéraux, un troisième pour les conciliateurs. Les sympathies de ces critiques n'ayant rencontré en 1917 ni reconnaissance ni indulgence de la part de la réalité elle-même, ils voudraient être consolés du côté du récit historique : contre les coups du sort, on cherche souvent un refuge dans la littérature romantique. Mais l'auteur ne s'est pas le moins du monde donné pour but de consoler qui que ce soit. Son livre veut uniquement apporter une explication au verdict du processus lui-même. Les plus offensés, soit dit en passant, malgré qu'ils aient disposé de quinze à seize années, n'ont pas tenté d'expliquer les causes de ce qui leur est advenu. L'émigration blanche n'a pas donné un seul travail historique digne de ce nom. Les causes de ses malheurs, elle les cherche avant tout dans l'« or allemand », l'ignorance des masses, les embûches criminelles des bolcheviks. L'irritation subjective de ceux qui prêchent l'« objectivité » — c'est un fait indéniable, j'espère — doit être d'autant plus vive que plus convaincant est l'exposé historique qui fait apparaître l'inéluctabilité de leur effondrement et leur enlève tout espoir en l'avenir.

Les plus prudents des critiques politiquement fortifiés masquent assez souvent l'origine de leur mécontentement en se plaignant que l'auteur de l'*Histoire* se soit permis de polémiquer et d'ironiser : ce serait au-dessus de la dignité de la science. Mais la révolution elle-même est une polémique menée par l'action des masses. L'ironie non plus ne fait pas défaut dans le processus historique ; en temps de révolution, elle se mesure par millions de

chevaux-vapeur. Les discours, les résolutions, les lettres des participants, de même que leurs souvenirs postérieurs, ont nécessairement un caractère polémique. Rien n'est plus facile que de « concilier » tout ce chaos de la lutte acharnée des intérêts et des idées selon la méthode du juste milieu ; mais rien n'est plus inutile. L'auteur s'est efforcé, par une sélection et une épuration critique (ou, si l'on veut, polémique) de toutes les déclarations, mots d'ordre, promesses et revendications, de déterminer leur véritable poids spécifique dans le déroulement de la lutte sociale. Il a réduit l'individuel au social, le particulier au général, il a confronté le subjectif avec l'objectif. C'est cela précisément qui, pour nous, fait de l'histoire une science.

Un peu à l'écart des autres, il y a un groupe de critiques qui sont personnellement offensés pour Staline et pour qui, en dehors de cette question, l'histoire n'existe ni peu ni prou. Ces gens se considèrent comme les « amis » de la révolution russe. En fait, ils ne sont que les avocats de la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas une seule et même chose : la bureaucratie s'est renforcée dans la mesure où l'activité des masses s'est affaiblie. La puissance de la bureaucratie est l'expression de la réaction contre la révolution. Cette réaction, il est vrai, se développe sur les bases établies par la Révolution d'octobre ; mais c'est tout de même une réaction. Les avocats de la bureaucratie soviétique sont toujours et partout les avocats de la réaction contre Octobre. Qu'ils remplissent cette fonction consciemment ou non, cela ne change rien à la chose.

De même que les boutiquiers enrichis se créent une généalogie nouvelle, plus convenable, de même la couche bureaucratique issue de la révolution s'est créé sa propre historiographie. Celle-ci a des centaines de rotatives à son service. Mais sa quantité ne compense pas sa qualité scientifique. Même si cela avait pu faire plaisir aux amis les plus désintéressés du pouvoir soviétique, je ne pouvais laisser intactes des légendes historiques, peut-être très flatteuses pour l'amour-propre de la bureaucratie, mais qui ont le malheur d'être contredites par les faits et les documents.

Je me borne à un seul exemple, qui, me semble-t-il, éclaire bien la question. Un certain nombre de pages de mon livre sont consacrées à réfuter la légende, forgée après 1924, selon laquelle j'aurais tâché de différer l'insurrection armée jusqu'après le congrès des soviets ; Lénine, par contre, s'appuyant sur la majorité du comité central, aurait pu obtenir que l'insurrection fût menée à la veille du congrès. En produisant de nombreux témoignages, indirects pour la plupart, je me suis efforcé de démontrer — et, me semble-t-il, j'ai démontré de façon irréfutable — que Lénine, tenu par sa situation illégale à l'écart du théâtre de la lutte, tendait

avec trop d'impatience, à précipiter l'insurrection, la séparant complètement du congrès des soviets ; moi, par contre, m'appuyant sur la majorité du comité central, je m'efforçais de rapprocher le plus possible l'insurrection du congrès des soviets et de la couvrir de l'autorité de ce dernier. Malgré toute son importance, le désaccord a eu un caractère purement pratique et temporaire. Lénine reconnut sans peine plus tard que la raison n'avait pas été de son côté.

Quand je travaillais à mon *Histoire*, je n'avais pas en mains les extraits des discours prononcés à une assemblée solennelle à Moscou, le 23 avril 1920, à l'occasion du cinquantenaire de Lénine. Dans un des articles de cette brochure, il est imprimé littéralement ce qui suit :

« Il fut décidé chez nous, au comité central, d'aller de l'avant dans la voie du renforcement des Soviets, de convoquer le congrès des soviets, de déclencher l'insurrection et de proclamer le congrès des soviets organe du pouvoir d'Etat. Illitch, qui, à ce moment-là, se cachait, ne fut pas d'accord, et écrivit (à la mi-septembre, L.T.) que... la conférence démocratique, il fallait la disperser et l'arrêter. Nous comprenions que l'affaire n'était pas si simple... Toutes les embûches, tous les ravins qui se trouvaient sur notre route, nous les voyions mieux. Malgré les exigences d'Illitch, nous nous sommes avancés dans la voie de notre renforcement et nous sommes arrivés, le 25 octobre, devant le tableau de l'insurrection. Illitch, souriant et nous regardant malicieusement, dit : « Oui, vous aviez raison ». (*Cinquantenaire de Vladimir Oulianov-Lénine*, en russe, édit. d'Etat, Moscou, 1920, pp. 27 et 28).

Cette citation est extraite du discours prononcé par quelqu'un qui n'est autre que Staline, cinq ans environ avant qu'ait été mise par lui en circulation l'insinuation empoisonnée que j'aurais tenté de « diminuer » le rôle de Lénine dans l'insurrection du 25 octobre. Si j'avais eu en mains, il y a un an, le document qui vient d'être cité et qui confirme absolument mon exposé (dans un style plus grossier, il est vrai), il m'aurait affranchi de la nécessité de recourir à des témoignages indirects et moins autorisés. Mais, d'un autre côté, je peux me réjouir que la petite brochure, oubliée de tout le monde, mal imprimée sur du mauvais papier (1920 était une année difficile !) me soit tombée sous la main si tard : elle a donné une preuve supplémentaire et manifeste de l'« objectivité », autrement dit de la *justesse* de mon exposé,

même dans le domaine des questions controversées de caractère personnel (2).

Personne, je me permets de le déclarer de la façon la plus catégorique, personne n'a encore réussi à découvrir dans mon exposé une infraction à l'exactitude, ce premier précepte du récit historique, comme de tout autre. Des erreurs isolées sont possibles ; des altérations tendancieuses, non. Si, dans les archives de Moscou, on avait pu trouver un seul document affaiblissant ou réfutant directement ou indirectement mon exposé, il y a déjà longtemps qu'il aurait été traduit et publié dans toutes les langues du monde. Il n'est pas difficile de déduire le théorème inverse : tous les documents quelque peu dangereux pour les légendes officielles sont soigneusement gardés sous le boisseau. Rien d'étonnant à ce que les avocats de la bureaucratie stalinienne qui se font passer pour les amis de la Révolution d'octobre, doivent suppléer à un manque d'arguments par un excès de zèle. Mais ce genre de critique est bien ce qui trouble le moins ma conscience scientifique : les légendes s'envolent, les faits restent.

(2) Lorsque Trotsky retrouva cette brochure, le tome IV de la traduction française de l'*Histoire de la Révolution russe* n'était pas encore paru. Aussi eut-il le temps d'y ajouter une longue note — qui ne figurait pas dans l'édition russe — qui a pris place dans cette édition aux pages 490-492 du tome IV (édit. Rieder).

IL FAUT OUVRIR LA DISCUSSION (1)

(3 avril 1933)

Cher Ami,

Je viens de recevoir votre lettre à propos du candidat de Hambourg (2), et celle de Stoi (3). Je vous écrirai demain ou après-demain sur la question du hambourgeois. Pour l'instant, je veux vous parler de quelques questions politiques.

1. Il ressort de la lettre de Stoi que le secrétariat (4) ne veut pas ouvrir la discussion sur la question « ancien ou nouveau parti en Allemagne ». Je considère que c'est tout à fait faux. Notre

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel. Jan FRANKEL (né en 1906) était issu d'une grande famille israélite de Vienne — dont son grand-père était rabin — et citoyen tchécoslovaque. Il avait été gagné au communisme en 1923, au cours d'un séjour au sanatorium italien de Merano, par le communiste slovaque Lenorovič. Militant des J.C., puis du P.C. tchécoslovaque, il avait été en 1927 parmi les fondateurs de l'Opposition de gauche en Tchécoslovaquie. En juin 1930, il avait succédé à son camarade et compatriote Wolfgang Sálus comme secrétaire de Trotsky à Prinkipo et avait été, jusqu'à son départ, le 5 janvier 1933, l'un de ses principaux collaborateurs, particulièrement précieux par sa connaissance parfaite des langues. Il avait visité les différentes sections d'Europe orientale et centrale, terminant par une tournée en Allemagne, après la victoire de Hitler, qui avait fourni à Trotsky faits et arguments pour le « tournant ». Trotsky avait en lui une grande confiance.

(2) Les départs successifs de Jan Frankel — le 5 janvier — pour Paris, puis de l'allemand Otto Schüssler — prévu pour le 5 avril — pour Prague, avaient rendu nécessaire le recrutement d'un secrétaire germanophone de confiance pour Trotsky. Le dirigeant hambourgeois de l'Opposition de gauche, Georg JUNGCLAUS, avait proposé un jeune étudiant de son organisation locale, Rudolf KLEMENT (1910-1938), qui avait de grandes aptitudes pour l'apprentissage des langues, lisait et écrivait le russe sans toutefois le parler. Trotsky avait été informé de ce choix et du départ de Klement, qu'il attendait avec impatience.

(3) STOI, et plus tard Otto LEHMANN, étaient les pseudonymes d'un militant originaire de Leipzig qui faisait partie de la nouvelle direction à l'étranger (Auslands-Komitee) de la section allemande, Samuel HUNDERT (-1942).

(4) Secrétariat international.

position sur ce point a été formulée à la préconférence (5) : fraction, et non parti. La position des Allemands a été formulée dans le même esprit. Nous — c'est-à-dire le secrétariat et moi —, nous proposons de modifier la position officielle de la Gauche internationale. Si la situation actuelle rend difficile l'ouverture d'une discussion, alors il fallait interdire la publication de mon article (6), car il ouvre lui aussi la discussion. Comment est-il possible d'empêcher de s'exprimer ceux qui défendent la position officielle, si on laisse s'exprimer ceux qui la critiquent ? Il y a là une évidente absurdité. Les camarades allemands, qui sont les plus intimement intéressés par cette question, seront indignés d'un tel bureaucratisme. Précisément, sur les questions formelles de droit, le secrétariat doit faire preuve de la plus grande attention et de la plus grande loyauté. Car le droit formel est là-dessus intégralement du côté de ceux qui combattent notre point de vue. Avec quels arguments politiques empêcher d'ouvrir la discussion ? Je n'en vois aucun. Au contraire, toute situation (nouvelle) exige une discussion dans nos rangs. Notre position ancienne est connue de tous. D'où sort donc la nouvelle ? De l'ordre d'un mufti ? Seul l'exécutif de l'I.C. agit de cette façon. Si nous discutons de cette question ouvertement, aux yeux de tous, sur un ton amical, notre autorité en tant qu'organisation ne peut que grandir, nos propres cadres se fortifier, et notre régime interne acquérir une stabilité plus grande. Si nous avons été engagés directement dans le combat, on aurait peut-être pu encore s'élever contre une discussion. Mais il est clair que nous entrons dans une période qui sera celle d'un travail incessant de préparation. La meilleure façon d'y entrer, c'est une discussion sérieuse, l'établissement du bilan de la période qui précède.

Ce que je viens de dire ne signifie nullement que j'aie l'intention de faire des concessions sur le fond. Non, absolument pas. La lettre de Stoi, en particulier, confirme totalement la nécessité d'un tournant radical de notre attitude vis-à-vis du parti officiel. Si nous n'effectuons pas maintenant un tournant radical, nous allons de nous-mêmes à notre perte. Il faut prendre ce tournant de

(5) La préconférence de l'Opposition de gauche, réunie en février 1933, avait adopté un texte rédigé en décembre 1932, par TROTSKY, *L'Opposition de gauche internationale, ses tâches et ses méthodes*, réaffirmant que l'Opposition se considérerait comme une « fraction » des P.C. et de l'I.C. et ne se proposait pas de devenir un « nouveau parti ». C'est sur ce terrain — la position « légale » de l'Opposition internationale — que se tenait également la section allemande dans son opposition au tournant (ci-dessus, n. 2, p. 62).

(6) L'article « La Tragédie du prolétariat allemand » posait ouvertement le problème du « nouveau parti en Allemagne », en contradiction, évidemment, avec la ligne adoptée quelques semaines auparavant lors de la préconférence.

façon rigoureusement démocratique. Voilà ma position. J'insiste beaucoup là-dessus, pour que le secrétariat lui-même invite les camarades à ouvrir la discussion, en Allemagne comme à l'échelle internationale. Cela améliorera d'un seul coup la situation, car, sinon, les protestations contre le secrétariat sont absolument inévitables. Dans un tel cas, je serais obligé de donner une « explication » publique, c'est-à-dire de désavouer ouvertement le secrétariat. Les catastrophes qui en résulteraient pourraient bien entendu ne pas se produire, mais il vaut mieux éviter cela si on peut.

2. J'ai écrit récemment au secrétariat une lettre plutôt acerbe au sujet de son extrême négligence dans la correspondance (7). J'espère que Blasco et Vitte (8) prendront cette lettre comme elle a été écrite, c'est-à-dire comme une protestation contre le fait que, par leur négligence, ils aggravent encore notre isolement à Prinkipo, et j'espère que cette lettre n'altèrera pas nos rapports amicaux.

3. Il faut agir au plus vite pour régler la question d'*Unser Wort*. Il est arrivé hier une lettre de Held (9). Il se plaint de ne recevoir de Berlin aucune nouvelle, et d'avoir été obligé de faire tous les numéros avec mes articles (10). Cela ne va pas. Il faut avant tout doter nos éditions de bons correspondants politiques, d'informations abondantes, de révélations à partir de ce qu'on a

(7) il s'agit vraisemblablement de la lettre du 28 mars, ci-dessus, pp. 69-71.

(8) BLASCO était l'un des pseudonymes de Pietro TRESSO († 893-1944 ?), ouvrier tailleur, militant avant la guerre de la gauche du P.S.I., un des fondateurs du P.C.I. où il avait initialement suivi Bordiga. Délégué du P.C.I. au 4^e congrès de l'I.C., il avait abandonné les positions de Bordiga pour rejoindre celles de Gramsci. Elu au comité central du P.C.I. au congrès de Lyon en 1926, il avait été l'organisateur du centre clandestin du P.C.I. à Rome, mais avait été ensuite contraint par la répression à émigrer en Suisse en 1927. Membre du « groupe des trois » opposants, puis du noyau de la « nouvelle opposition italienne », il avait choisi de militer dans la Ligue française plutôt que dans l'émigration italienne. Il avait été placé au S.I. par la conférence de février (document de la N.O.I., 9 avril, archives Vereeken). Sur les problèmes avec le S.I., voir également la lettre du 28 mars. VITTE était le pseudonyme d'un militant grec, Dimitri YOTOPOULOS (1901-1965) chimiste de profession, dirigeant depuis 1924 de l'organisation grecque dite « archéiomarxiste » qui avait été reconnue en 1931 comme section grecque de l'opposition de gauche. Il avait depuis résidé à Berlin où il était membre du S.I. Réfugié en France, il y avait repris sa place dans le nouveau S.I.

(9) HEINZ EPE, dit Walter HELD (1910-1941) était un étudiant, membre de l'Opposition allemande, qui avait émigré pour échapper à la Gestapo — qui devait d'ailleurs le faire condamner à mort. Il avait assuré à Prague la direction de la publication des premiers numéros du nouveau journal *Unser Wort* (Notre Parole), et défendait à l'époque, contre la direction allemande (Bauer), la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne et, contre Trotsky, celle d'une nouvelle Internationale.

(10) Les premiers numéros d'*Unser Wort* sont en effet composés essentiellement d'articles de Trotsky sur l'Allemagne et contiennent peu d'informations venues d'Allemagne.

pu observer sur place. Aujourd'hui, alors qu'en Allemagne même la liberté de la presse a été définitivement abolie, si la presse de l'émigration donnait beaucoup d'informations sur la répression et tous les excès, un de ses périodiques pourrait remporter un grand succès.

4. Il est très important de maintenir des rapports avec le S.A.P. (11). Peut-être est-il d'ores et déjà possible de mettre sur pied avec eux un organe théorique. Ce serait extrêmement important pour nos relations dans l'avenir. Il faut battre le fer quand il est chaud. Aujourd'hui, tous les rapports sont encore informels.

D'ici un mois ou deux, (...) (12)

Voilà pourquoi il est particulièrement important d'arriver à un accord avec le S.A.P. maintenant.

5. Je rappelle encore une fois les choses au sujet du congrès antifasciste. Je crains que le secrétariat n'ait perdu beaucoup de temps. Si le congrès se déroule effectivement à Copenhague, il faudra y envoyer en temps voulu le camarade Swabeck (13). Il pourrait nouer là-bas les liens indispensables et peut-être pourrait-on confier quelques mandats à des Danois nés dans le pays : cela nous permettrait de faire de sérieuses économies.

(11) Le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.), né de la scission à gauche de la social-démocratie allemande, avait été conquis par un petit groupe de militants communistes ayant appartenu à l'opposition brandlérienne dite « de droite ». La nouvelle direction semblait se rapprocher des points de vue de l'Opposition de gauche. Trotsky était en correspondance avec plusieurs militants du S.A.P.

(12) Quelques mots qui n'ont pu être déchiffrés.

(13) ARNE SWABECK (né en 1890), ouvrier peintre, d'origine danoise, avait été l'un des organisateurs du P.C. américain dans la classe ouvrière et les syndicats de Chicago. Exclu en 1928, il était depuis l'un des principaux dirigeants de la section américaine de l'Opposition de gauche et se trouvait à Prinkipo depuis février 1933.

LE NAUFRAGE DU K.P.D. ET LES TACHES DE L'OPPOSITION (1)

(9 avril 1933)

La question du sort du communisme allemand est maintenant au centre de l'attention de toutes nos sections. Autant qu'on puisse en juger, la majorité de nos camarades ont tendance à penser qu'en Allemagne, la question du communisme est celle d'un parti *nouveau*. D'autres cependant estiment que cette façon de poser la question est fautive et maintiennent qu'il faut conserver l'ancien mot d'ordre d'une « réforme » du parti selon des normes léninistes. Telle est, par exemple, la position de deux camarades espagnols (2), de deux camarades allemands, qui parlent au nom de groupes entiers, et d'un camarade russe (3). Je ne doute pas que leurs objections ne reflètent l'état d'esprit d'une fraction considérable de l'Opposition. Il ne serait pas normal que la nécessité d'un tournant aussi sérieux ne provoque pas dans nos rangs des ombres et des désaccords. Il serait indigne de l'Opposition que nous soyons incapables de discuter en camarades, mais aussi tels qu'ils sont, des désaccords qui sont apparus entre nous. Une telle discussion ne peut aboutir qu'à une croissance ultérieure de l'Opposition et au renforcement de sa démocratie interne. En ce qui concerne l'essence des objections elles-mêmes, je ne puis être d'accord avec elles bien que je les comprenne d'un point de vue psychologique. L'erreur des camarades mentionnés ci-dessus consiste en ce qu'ils partent des formules d'hier et non des faits d'aujourd'hui.

(1) T 3534. *La Vérité*, n°151, 21 avril 1933. La discussion, commencée dans les bulletins intérieurs, se poursuivait dans la presse, conformément à une ancienne tradition bolchevique.

(2) Les deux espagnols en question étaient Federico VAZQUEZ dit ARLEN, officier d'active, membre du P.C.E. et l'étudiant Marino VELA. Voir ci-dessous n.2, p.126.

(3) Il est difficile de comprendre l'expression de « deux camarades allemands parlant au nom de groupes entiers ». Les textes de Bauer et de Stoi, que Trotsky avaient reçus, exprimaient la position de la direction de la section allemande. On peut supposer que le « camarade russe » était le jeune étudiant de Berlin, Oskar GROSSMANN, dit ORTO (1913-1936 ?), qui suivait la ligne de la section allemande.

Nous devons leur apprendre à corriger les formules et à les replacer à la lumière des événements nouveaux.

Au cours des trois dernières années, nos calculs ont reposé sur la capacité du K.P.D. à opérer un changement de sa politique sous la pression des masses. Si on voulait définir de façon plus aiguë notre pronostic d'hier, on dirait : « On ne peut savoir encore jusqu'à quel point la classe ouvrière allemande est affaiblie par les erreurs, les zigzags et les défaites du passé, ni dans quelle mesure le sabotage de la bureaucratie stalinienne, combiné avec la capitulation de la social-démocratie, a paralysé les énergies du prolétariat ». Nous avons souvent exprimé l'espoir que l'approche même du danger fasciste souderait les rangs du prolétariat et ferait apparaître une capacité de résistance qui empêcherait Hitler d'enlever d'un coup toutes les positions. Et chaque pause dans la marche de Hitler en avant, même s'il était déjà au pouvoir, provoquerait inévitablement un flux de confiance chez les ouvriers. Le début de la guerre civile devrait à son tour engendrer une décomposition à l'intérieur du camp gouvernemental et dans l'armée fasciste. Ces hésitations dans le camp ennemi auraient à leur tour élevé la capacité offensive du prolétariat, etc. Telle était la perspective dialectique que nous tenions pour probable, ou tout au moins pour non exclue. Et c'est pour cela que nous devons — car c'était notre devoir — épuiser toutes les possibilités existant dans la situation d'hier.

Maintenant pourtant, il serait insensé d'être dominé par une perspective ancienne qui a été dépassée par les événements. Les camarades espagnols demandent : « Est-il possible que ces quelques semaines puissent remplacer la perspective de longs mois de guerre civile ? » C'est évident qu'elles l'ont remplacée. Quelques semaines, quelques jours ont totalement détruit la possibilité de cette variante la plus favorable sur laquelle nous comptions. Hitler s'est emparé de l'appareil matériel du pouvoir. Il a, sans rencontrer de résistance, détruit l'appareil du K.P.D., privé les ouvriers allemands de leur presse et obligé les réformistes à rompre avec la II^e Internationale et à faire leur soumission au régime fasciste.

Le changement radical de la situation est clairement révélé par la question du front unique. Proposer aujourd'hui en Allemagne un front unique entre les deux partis serait de la stupidité de doctrinaire. Il y a eu une période pendant laquelle la social-démocratie et son appareil se trouvaient sous le double joug des progrès du fascisme d'un côté, de la pression de leurs propres masses de l'autre : et il aurait fallu utiliser ce temps. Maintenant,

après la défaite, la social-démocratie lèche les bottes de Hitler (4) et ne voit que cela pour son salut. Si, il y a deux ans, Breitscheid (5) jugeait nécessaire d'effrayer la bourgeoisie en la menaçant de faire un bloc avec les communistes, aujourd'hui Wels (6) et Cie sont intéressés à prendre leurs distances non seulement vis-à-vis des communistes, mais de la social-démocratie elle-même.

La proposition d'un front unique aujourd'hui ne ferait que mettre le comité central dans une position ridicule et elle rendrait service à l'administration social-démocrate. La politique ignore les formules absolues. Ses mots d'ordre sont concrets, c'est-à-dire en rapport dans le temps avec des circonstances précises. (Ce qui vient d'être dit n'exclut évidemment pas, y compris aujourd'hui, des accords entre les organisations communistes et social-démocrates dans les usines, les quartiers, etc. pas plus que des accords avec d'autres groupes de gauche qui vont inévitablement être amenés à rompre avec la social-démocratie officielle).

L'ouvrier allemand moyen, de même que le communiste moyen, se sent comme un voyageur qui a fait naufrage. Ses organisations, sa presse, ses espoirs en un avenir meilleur — tout est noyé dans les vagues du fascisme. Toutes les pensées du naufragé tournent, non pas autour de la construction d'un nouveau bateau, mais autour de la façon de trouver un abri et un morceau de pain. La dépression et l'indifférence politique sont les inévitables conséquences de semblables catastrophes aussi gigantesques. Mais l'éveil politique des plus endurants, de ceux qui sont fermes et courageux, sera inévitablement lié à l'idée d'un nouveau bateau.

Pour caractériser la situation dans laquelle se trouvent actuellement les couches les plus profondes du prolétariat allemand, je considère comme extrêmement important le rapport selon lequel la majorité des anciens comités d'usine a été éliminée et remplacée par des cellules de nazis. Cette « réforme » a été menée à bien si discrètement que même la presse étrangère n'en a pas rendu

(4) Voir ci-dessus, n. 4, p. 88.

(5) Rudolf BREITSCHIED (1874-1944), ancien militant de l'U.S.P.D. revenu en 1922 au parti social-démocrate, avait soutenu en 1931 l'idée que la menace d'une alliance avec le K.P.D. constituait un moyen de chantage sur la bourgeoisie.

(6) OTTO WELS (1873-1939), député social-démocrate en 1912, homme d'appareil et homme à poigne, avait joué un rôle déterminant en 18-19 dans la répression du mouvement révolutionnaire à Berlin. En 1920, la fermeté de son attitude vis-à-vis du putsch militaire de Kapp-von Lüttwitz avait achevé de consacrer sa réputation d'« homme fort » de la social-démocratie, et il avait été chargé de la formation des cadres. Grièvement blessé par les nazis en 1932, il avait été le porte-parole de son parti à la séance du Reichstag du 23 mars où ce dernier avait été le seul — en l'absence des communistes hors-la-loi — à voter contre la loi des pleins pouvoirs pour Hitler.

compte. Mais il ne s'agit ni du comité de rédaction d'un journal, d'une Maison Karl-Liebknecht (7), ni même d'une fraction parlementaire. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une question qui se situe à des sommets élevés, mais de la base même de la production du prolétariat - l'atelier. L'absence de résistance contre l'expulsion des comités d'usine révèle une paralysie aiguë de la volonté des masses sous l'influence de la trahison et du sabotage au sommet.

Au cours des dernières années, le K.P.D. a réuni jusqu'à six millions de voix (8). Mais il n'a pourtant pas réussi à entraîner dans la lutte même un million d'hommes. Même les membres du parti ne répondaient pas aux appels du comité central. Ce fait à lui seul est révélateur de l'effroyable isolement de l'appareil.

Cet isolement s'aggravera de jour en jour. Les masses ne s'intéressent ni aux jeux d'ombres ni aux bricoles. Elles prennent les événements en bloc. Les masses ne peuvent que tourner le dos au parti qui a apaisé leur anxiété par des formules creuses, par des rodomontades sur les victoires... de demain et qui les a ensuite conduites tête baissée vers la catastrophe.

La situation du K.P.D. s'est modifiée au cours des deux ou trois semaines écoulées en mars de façon si profonde qu'elle n'aurait pu changer de façon comparable dans des temps « normaux », « pacifiques », en deux décennies. L'époque impérialiste en général est une période de tournants brusques. Il faut apprendre à les suivre attentivement afin de ne pas s'égarer ou se casser la tête. Nous ne devons pas nous abuser nous-mêmes ; nous devons prendre une conscience exacte de la dimension de cette catastrophe — bien entendu, pas pour nous effondrer en larmes, mais pour pouvoir commencer le travail patient et obstiné qu'elle exige sur la base d'un nouveau plan, *sur une base historique nouvelle*.

Presque tous nos adversaires objectent à la comparaison entre le 4 août 1914 et le 5 mars 1933 les arguments suivants : « les social-démocrates, voyez-vous, ont trahi consciemment le prolétariat et se sont ainsi rapprochés des fauteuils du pouvoir ; les staliniens, cependant, « ne savaient pas » comment défendre le prolé-

(7) La Maison Karl-Liebknecht, place Bülow, était l'immeuble du K.P.D. Le 22 février, les nazis avaient organisé une manifestation destinée moins à faire la preuve qu'ils étaient les maîtres de la rue, qu'à éprouver la volonté de résistance du K.P.D. Or ce dernier avait donné pour consigne d'éviter tout heurt et s'était contenté d'appels à adresser des protestations... aux autorités.

(8) Le K.P.D. avait obtenu 3 265 000 voix en 1928, 4 500 000 en 1930, 4 980 000 en mars 1932, plus de 6 millions en novembre 1932 et encore 4 848 000 le 5 mars 1933 dans les conditions que l'on connaît.

tariat et se retrouvent en prison ». Bien entendu cette différence est tout à fait essentielle et pas accidentelle. Mais nous ne devons pas en exagérer la signification politique. D'abord, la majorité de la social-démocratie, même en 1914, ne cherchait pas à se faire une carrière mais à « sauver » les organisations prolétariennes, exactement comme les dirigeants du K.P.D., dans leur obéissance aveugle aux directives de la bureaucratie de Moscou, pensaient avant tout à leur appareil. En second lieu, si en 1914 la social-démocratie s'est effectivement rapprochée des fauteuils du pouvoir, en 1933, en dépit de sa bassesse et de sa dégradation, elle s'est rapprochée... des prisons. Nous n'avons aucune raison de douter qu'à terme elle sera écrasée et qu'elle aura encore ses Matteotti (9). Mais cela modifie-t-il notre appréciation générale sur la politique réformiste ?

Nous condamnons l'appareil du K.P.D. non pour sa « stupidité » ou son « incapacité » (comme le disent certains camarades de façon tout à fait fautive), mais pour son *centrisme bureaucratique*. Il s'agit d'un courant politique original qui a ses bases dans une couche sociale précise, avant tout en U.R.S.S., et qui adapte sa politique aux besoins de cette couche. Jusqu'aux derniers événements, la question de savoir quel facteur l'emporterait à l'intérieur du K.P.D. — les intérêts de la bureaucratie stalinienne ou la logique de la lutte des classes — demeurait ouverte. Maintenant il a été entièrement répondu à la question. Si des événements d'une aussi gigantesque portée n'ont pas pu corriger la politique du K.P.D., cela veut dire que le centrisme bureaucratique est absolument sans espoir. Et c'est de là que découle la nécessité d'un nouveau parti.

« Mais la question sera résolue à l'échelle internationale », nous objectent nos contradicteurs qui transforment une idée historique juste en abstraction supra-historique. La question de la victoire du prolétariat — et pas seulement de sa défaite — sera également résolue à une échelle internationale. Mais cela n'empêche pas le prolétariat russe qui, lui, a arraché sa victoire en 1917, d'attendre encore la victoire dans d'autres pays. Et un processus inverse peut aussi se développer de façon irrégulière : tandis que le K.P.D. officiel est politiquement liquidé, dans d'autres pays, et

(9) Giacomo MATTEOTTI (1885-1924), député socialiste, avait, au nom de son parti, dénoncé à la Chambre des députés italienne les fraudes et violences du gouvernement de Mussolini au cours de la campagne électorale. Il avait été peu après enlevé et assassiné par un commando fasciste. L'indignation soulevée par ce meurtre, l'agitation qu'elle déclencha, avaient pendant quelques jours menacé le gouvernement fasciste. Par la suite, le nom de Matteotti était devenu un symbole de la lutte contre le fascisme.

particulièrement en U.R.S.S., le parti n'a pas encore subi l'épreuve décisive. Les événements historiques ne se déroulent pas conformément à l'échiquier du Comintern.

« Mais, nous dira-t-on, n'est-ce pas le Comintern qui porte la responsabilité de la défaite allemande ? » Rigoureusement exact. Devant le tribunal de l'histoire, cependant, exactement comme devant un tribunal bourgeois ordinaire, on attribue la responsabilité non à celui qui est le principal responsable, mais à celui qui s'est fait prendre. Et l'appareil du Comintern, hélas, s'est fait attrapper dans les tenailles de l'histoire. La distribution des peines est tout à fait « injuste ». Mais la justice n'est pas de façon générale un attribut du processus historique. Et, contre lui, il n'existe pas de possibilité d'appel.

Ne calomnions cependant pas le tribunal de l'histoire ; il est infiniment plus sérieux que le tribunal bourgeois. La liquidation du K.P.D. n'est qu'une étape. Cela ne s'arrêtera pas là. Si d'autres sections du Comintern assimilent la leçon allemande, elles peuvent mériter l'indulgence de l'histoire. Autrement, elles sont vouées à leur perte. Dans cette voie, la marche de l'histoire donne encore aux autres sections le temps du réexamen. Nous, Opposition de gauche, sommes les seuls interprètes de la marche du développement. C'est pourquoi nous ne rompons pas avec la III^e Internationale.

« Mais comment pouvez-vous bâtir un nouveau parti en Allemagne sans rompre avec le Comintern ? » nous ressassent ceux qui, en dépit de tout, voudraient obliger les contradictions du processus historique à entrer dans le cadre de statuts formels. Nous devons avouer que cet aspect de la question nous paraît moins important. Parce que, même à l'époque où nous avons été exclus du Comintern et où nous nous sommes déclarés une fraction de ce dernier, la question des statuts ne nous paraissait pas primordiale. Pour nous, il s'agit de ligne politique, pas de comptabilité. Si une quelconque section du Comintern réussissait aujourd'hui encore à se reconstruire sur une base saine, nous pourrions évidemment utiliser ce fait comme un point de départ pour accélérer la reconstruction du Comintern tout entier ; et dans ce cas, nos relations formelles s'en trouveraient également améliorées. Si cependant la bureaucratie stalinienne conduit l'U.R.S.S. à sa ruine, personne ne rappellera les statuts : il deviendra nécessaire de construire une IV^e Internationale.

Revenons cependant à l'Allemagne. Dans les premiers jours de mars, le K.P.D. avait encore un appareil centralisé, des dizaines de journaux, des milliers de cellules, des dizaines de milliers de

membres, des millions de votants aux élections. Nous nous déclarions partie intégrante de ce parti, et, par là, assumions la responsabilité pour ce parti dans son ensemble devant le monde entier ; pas bien sûr pour l'appareil stalinien mais pour les cellules de base. Avec leur aide, nous espérions pouvoir à temps, c'est-à-dire avant une catastrophe, renouveler la direction de ce parti. Maintenant que l'appareil officiel, lié par l'ultimatum et l'illégalité, est voué à se transformer complètement en une agence stalinienne, il ne saurait être question de penser à l'influencer à travers les couches de la base desquelles il est totalement coupé.

Il est vrai que la presse stalinienne du monde entier parle de la « régénération » du K.P.D. dans la clandestinité (*Die Rote Fahne* (10) clandestin, les tracts, etc.). Que les organisations locales allaient commencer à bouger après la stupeur initiale, c'était d'avance évident (11). Que l'appareil d'un parti aussi grand, disposant d'un personnel nombreux et de beaucoup d'argent, puisse produire une quantité importante de littérature illégale et semi-légale, il n'y a là rien de surprenant. Mais il faut le répéter une fois de plus : le K.P.D. n'a pas d'appareil illégal lié aux masses. Ce qu'il a, ce sont les restes de la vieille organisation qui, par la volonté de Hitler, ont été plongés dans l'illégalité. Ce n'est pas du tout la même chose. Si le K.P.D. a encore aujourd'hui une activité, c'est dû au fait que Hitler n'a fait que commencer sa besogne de bourreau et que la réaction n'a pas encore pu pénétrer profondément à l'intérieur du parti. Mais ces deux processus sont à l'ordre du jour. Ils se dérouleront, parallèlement l'un à l'autre, se nourrissant et s'accéléralent l'un l'autre.

Pour un parti communiste illégal, il est nécessaire d'opérer une sélection particulière de militants qui comprennent l'ampleur de la catastrophe et ont à la fois une perspective claire et confiance en leur drapeau. Une telle sélection n'est possible que sur la base d'une critique impitoyable du passé. L'effondrement de l'organisation des staliniens, inévitable en lui-même, libèrera des éléments et déblaiera le terrain pour la création d'un parti révolutionnaire illégal.

« Mais », nous objecte un camarade allemand, « *politiquement* le parti est, bien entendu, un cadavre, mais

(10) *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge) avait été fondé par Rosa Luxemburg comme organe de la Ligue Spartacus, et était devenu ensuite celui du K.P.D. Il venait de reparaître illégalement à Berlin.

(11) Un rapport de Bauer, de Berlin, indiquait un renouveau d'activité clandestine par la répression. Son auteur y voyait une preuve de la vitalité de la part de cellules du K.P.D. coupées de leur direction, subsistant dans les organisations de base de ce parti, et un argument contre la ligne du « nouveau parti ».

organisationnellement il vit » (12). Cette formule révèle mieux que toute autre la fausseté de la position de celui qui nous contredit. Un parti qui est mort politiquement ne peut avoir une organisation «vivante», puisqu'une organisation n'est rien d'autre que l'outil d'une politique. Si le parti est mort cependant, il nous faut *faire ouvertement le diagnostic*, le dire à tous les ouvriers, avec toutes les conclusions nécessaires. Quelle part du vieil héritage sera transférée au nouveau parti, quelles seront les formes de ce transfert, quelles seront les étapes du développement de ce nouveau parti, quelles seront les relations entre ses constructeurs et les restes de la vieille organisation — ce sont là des questions très importantes auxquelles nous devons répondre en fonction du développement de l'ensemble de la situation. Mais pour que ces réponses ne soient ni fausses, ni illusoire, il nous faut partir de ce qui est établi par l'histoire de façon irrévocable : le parti stalinien est politiquement mort. Les ambiguïtés et les subterfuges sont inadmissibles : ils ne pourraient que nous faire dérailler.

Le même camarade écrit : « Le mot d'ordre de *réforme* est dénué de sens puisque nous ne savons ni quoi ni comment réformer ; mais nous sommes également contre le mot d'ordre du *nouveau parti*, parce que nous ne considérons pas que le sort de l'ancien ait été définitivement tranché ». Les contradictions sont empilées les unes sur les autres, bien que celui qui écrit soit un camarade intelligent et fin observateur. Si le parti est « politiquement mort », cela veut dire que son sort est tranché. L'appareil ne le ressuscitera pas ; comme l'expérience en témoigne, l'appareil peut tuer les vivants, il ne peut pas ressusciter les morts. Si le mot d'ordre de la réforme de l'ancien parti est « dénué de sens », alors il n'y a plus que le mot d'ordre d'un nouveau parti.

Ceux qui nous combattent sont principalement effrayés par le rapport de forces : nous, bolcheviks-léninistes, déclarons liquidée une organisation qui est encore capable de publier dix fois plus de littérature et de dépenser mille fois plus d'argent que nous, et pourtant nous « proclamons » un nouveau parti au nom de la minuscule Opposition de gauche. Poser la question de cette manière, c'est se faire noyer complètement dans le fétichisme de l'appareil. Aujourd'hui comme hier, notre tâche principale est de former des cadres. Mais ce n'est pas simplement un problème d'organisation, c'est un problème politique, car c'est dans une perspective précise qu'on forme des cadres. Réchauffer de nouveau le mot d'ordre de la réforme du parti, c'est se fixer un objectif

(12) Trotsky polémique ici contre E. Bauer, le jeune dirigeant de la section allemande dans la clandestinité.

utopique et entraîner ainsi notre politique vers de nouvelles désillusions plus cruelles encore. Avec une telle politique, l'Opposition de gauche ne pourrait devenir que l'appendice d'un parti en pleine décomposition, et elle disparaîtrait de la scène avec lui.

D'accord avec le fait que le vieux parti est liquidé et admettant même que la création d'un nouveau parti est en réalité inévitable, l'un de nos adversaires plaide pour un délai, une sorte de moratoire. Ses arguments sont les suivants : « 10 % seulement des membres du parti, même si ce sont les plus valables, inclinent à la critique et nous écoutent ; le reste, 90 %, essentiellement des recrues récentes, n'ont pas du tout compris encore toutes les fautes commises par le parti. Il s'en suit que nous devons expliquer pas à pas à ces 90 % ce qui est arrivé, et que c'est seulement après que nous pourrions commencer à construire un nouveau parti ». C'est là une façon d'aborder le problème qui est abstraite et propagandiste, et pas politique — ou, pour parler en termes philosophiques, qui est rationaliste, mais pas dialectique.

Ce serait bien entendu splendide si nous pouvions mettre les 90 % de jeunes communistes dans une grande école et leur donner un cycle complet de cours. Mais, hélas, ces 90 % sont tombés dans l'école de Hitler. Aujourd'hui déjà ils ne sont pas seulement à moitié détachés de leur parti, mais de la politique en général. Une partie d'entre eux passera au fascisme, et un nombre bien plus important plongera dans l'indifférence. Ces processus se dérouleront dans les semaines et les mois qui viennent : la contre-révolution, comme la révolution, travaille vite. Sous l'influence de la décomposition du parti, du reflux des masses, de la stérilité politique de l'appareil, tous les meilleurs éléments du vieux parti vont se répéter à eux-mêmes et aux autres : « Que faire ? » Dans cette situation, leur offrir le mot d'ordre de la « réforme » serait tout simplement se moquer d'eux. Dans les moments de crise la plus grave, il nous faut partir, non des modifications rapides de l'état d'esprit des masses, mais des changements objectifs de la situation politique. Nombre de ces communistes qui, aujourd'hui encore, ont peur de rompre avec leur bureaucratie, nous reprocheront demain de les avoir bercés d'illusions en maintenant la fiction du vieux parti, et, nous tournant le dos, ils iront vers les brandlériens ou les anarchistes. On dit que les brandlériens appellent déjà à un nouveau parti : cela montre que, bien qu'opportunistes, ce sont des politiques. Si nous, avec notre plate-forme révolutionnaire, nous nous révélions des doctrinaires, alors ces opportunistes réussiraient à nous écarter.

Du point de vue pratique, quelles seront nos relations avec

l'organisation stalinienne en Allemagne dans la prochaine période ? La question intéresse naturellement beaucoup les camarades. Devons-nous, demandent nos adversaires, rompre avec les organisations locales du parti ? Non, ce serait absurde. Nous devons recruter les révolutionnaires dans toutes les organisations ouvrières à commencer par les cellules du vieux parti si tant est qu'elles existent encore. Quand la III^e Internationale a proclamé sa rupture complète avec la II^e, cela n'a pas empêché les communistes de travailler pendant très longtemps à l'intérieur des partis social-démocrates et même de prendre la majorité du parti français ainsi que *L'Humanité*. A plus forte raison notre orientation vers un nouveau parti ne peut ni ne doit nous empêcher de travailler à l'intérieur des cellules du vieux parti.

Mais, va t-on nous objecter, « le mot d'ordre même d'un nouveau parti va dresser la base contre nous ». Des conflits sont possibles. Mais nous en avons eu aussi dans le passé, en dépit du mot d'ordre de « réforme ». Nous n'avons cependant aucun doute que, dans la vie des cellules actives du vieux parti, on consacrera plus de temps aux rapports avec le comité central qu'à la question de nos nouvelles perspectives. Et là, nous pouvons nous attendre à des conflits qui iront s'aggravant : Le comité central défendra Staline et se défendra lui-même, c'est là son objectif principal. Le communiste ouvrier exigera des réponses honnêtes et des perspectives claires. Quand nous étions pour la réforme, nous n'appelions pas à enfreindre la discipline. Mais maintenant la situation a radicalement changé. Nous proposerons dans les cellules de cesser la diffusion de la littérature officielle sans intérêt, un boycottage de l'appareil, une rupture avec le comité central. Il est bien entendu qu'il faudra agir avec sensibilité et tact, en tenant compte du niveau de chaque cellule et des circonstances. Mais notre ligne principale sera celle du nouveau parti. Et nous n'avons pas à douter qu'en dépit de cette ligne, nos relations avec les cellules du parti révolutionnaire, dans une situation nouvelle, dans l'illégalité, seront incomparablement plus amicales que dans le cours de la période précédente, quand nous ne voulions être qu'une fraction.

Nous ne devons pas oublier non plus qu'il ne s'agit pas du seul K.P.D. L'effondrement politique de la social-démocratie rend très probable l'apparition en son sein d'un nouveau parti « indépendant » (13). Peut-on supposer même un instant que

(13) En 1917, les organisations locales et les militants du parti social-démocrate qui s'étaient dressés depuis 1914 et après contre la politique d'union sacrée, et de « paix civile » de ses dirigeants avaient été sommairement exclus et avaient constitué le parti social-démocrate indépendant. En 1920, ce parti, à la majorité, avait souscrit aux 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

l'appareil stalinien sera capable d'attirer à lui les social-démocrates de gauche, ou même de les influencer dans un sens révolutionnaire ? C'est exclu d'avance. Par leur ultimatum comme par leur passé auquel ils ne peuvent ni ne veulent renoncer, les staliniens ne feront que retarder le développement de l'opposition social-démocrate, en jouant au service de Wels le rôle d'épouvantails. De ce point de vue également la perspective d'un nouveau parti se place de façon impérative à l'ordre du jour.

En réalité, derrière la majorité des objections politiques et logiques, se dissimule une considération sentimentale inexprimée : l'appareil stalinien est sous les coups du fascisme ; nombre de camarades dévoués et pleins d'abnégation sont en train d'essayer de toutes leurs forces de sauver leur organisation... est-il admissible de décourager des combattants dans des conditions pareilles ? L'argument peut être résumé de la meilleure façon par deux lignes d'un poète russe :

« L'illusion qui élève nous est plus précieuse que l'obscurité de l'amère vérité ».

Mais la philosophie de Pouchkine (14) n'est pas celle du marxisme. Lorsque, au début de ce siècle, nous combattons contre les illusions petites-bourgeoises et l'aventurisme des socialistes-révolutionnaires, bien des camarades excellents, et pas seulement dans le camp narodnik (15) mais y compris dans nos propres rangs, ont rompu, indignés, avec *l'Iskra* léniniste (16), laquelle, voyez-vous, se permettait de critiquer sans merci le terrorisme au moment même où les terroristes mouraient au bout de la corde du bourreau. Nous répondions : « Le but de notre critique consiste précisément à arracher les héros révolutionnaires au terrorisme individuel, et à les entraîner sur la voie de la lutte de masses ». L'appareil illégal, accroché à celui de Manuilsky-Staline (17) ne peut rien apporter au prolétariat allemand, sauf de nouvelles mésaventures. Nous devons le dire ouvertement et sans délai, afin de sauver des centaines et des milliers de révolutionnaires d'un gaspillage inutile de leur énergie.

(14) Le grand poète russe Alexandre POUCHKINE (1799-1837) était l'auteur des vers ci-dessus.

(15) « Narodnik » est le mot russe qui désigne le courant « populiste » lequel donna naissance au XIX^e siècle au parti socialiste-révolutionnaire et fut longtemps le courant révolutionnaire dominant en Russie.

(16) *L'Iskra* (L'Étincelle), fondée en émigration par Lénine et Martov, entama aussitôt une vigoureuse polémique contre les partisans de l'idéologie populiste et du terrorisme individuel.

(17) Dimitri Z. MANUILSKY (1883-1952), bolchevik en 1903, avait fait partie ensuite du groupe de Trotsky et était revenu avec lui au parti bolchevique en 1917. Membre du C.C. en 1922 et après avoir servi dans l'appareil du P.C. ukrainien, il avait été affecté à l'I.C., en était secrétaire depuis 1929 et avait été l'auteur de retentissantes déclarations au cours de la « troisième période ».

OBEISSANCE AVEUGLE ET DISCIPLINE REVOLUTIONNAIRE (1)

(10 avril 1933)

Le mouvement ouvrier mondial se trouve à un tournant. Après une série de victoires de la réaction impérialiste, en particulier du fascisme, le prolétariat aura à traverser des années de rudes épreuves et de luttes difficiles. La continuité du mouvement révolutionnaire ne peut être assurée qu'à condition que, de la jeune génération, sortent de nouvelles phalanges de lutteurs convaincus et trempés.

La social-démocratie, comme le montre tout à fait clairement le fait qu'elle rampe devant Hitler, n'est capable d'éduquer que des laquais, mais non des lutteurs. Les jeunes ouvriers n'ont rien à aller chercher à l'école de ce parti. Seule l'école de Marx et de Lénine leur montre la voie pour passer de l'enfer impérialiste et fasciste au régime du socialisme.

En appelant les ouvriers à se grouper sous le drapeau de l'Internationale communiste (2), nous, bolcheviks-léninistes, nous croyons cependant nécessaire d'indiquer clairement que l'altération de la doctrine du communisme et la dégénérescence bureaucratique du régime entravent extraordinairement l'influence de l'Internationale communiste sur les jeunes ouvriers et rendent difficile leur juste éducation révolutionnaire.

L'altération de la doctrine a trouvé sa plus belle expression dans la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui sape l'internationalisme prolétarien et recouvre toute une série de tendances petites-bourgeoises, réactionnaires, utopiques et nationalistes dans le milieu ouvrier.

(1) T 3536. *La Vérité*, n° 151, 21 avril 1933. Titre primitif : « Sur le mouvement de jeunesse ». Il s'agit d'un des textes prévus pour le congrès qui devait se tenir à Prague, puis Copenhague et se tint finalement salle Pleyel à Paris.

(2) Rappelons qu'à cette date le « tournant » ne prévoyait de lutte pour un « nouveau parti » qu'en Allemagne.

Dans une série de documents programmatiques, l'Opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes) a dénoncé, sur la base de l'expérience des dix dernières années, la déformation funeste que le centrisme bureaucratique (stalinisme) a introduit dans la théorie et dans la pratique du communisme. Ici, à une conférence de la jeunesse (3), il est nécessaire de protester avec une force particulière contre le régime bureaucratique institué dans le parti, qui étouffe la vie intérieure de l'avant-garde communiste et ferme à la jeunesse la voie d'un développement indépendant.

On ne peut former un révolutionnaire en lui faisant apprendre par cœur des circulaires et des résolutions. Il faut au révolutionnaire une pensée critique, une indépendance de jugement, la capacité de défendre courageusement les convictions qu'il s'est formées. Ces qualités ne s'acquièrent pas toutes faites dans les livres, mais se forment dans le processus de l'expérience politique. De même qu'il faut de l'air pour les poumons, de même il faut au parti l'atmosphère de la démocratie.

L'obéissance aveugle est la vertu du soldat d'une armée capitaliste, mais pas celle du combattant prolétarien. La discipline révolutionnaire repose sur la pensée et sur la volonté collectives. Un partisan de la théorie du communisme scientifique ne croit rien sur parole. Il contrôle tout par la raison et par l'expérience. La jeunesse ne peut accepter le marxisme sur commande. Elle doit se l'assimiler grâce à un effort indépendant de pensée. C'est précisément pourquoi la jeunesse doit avoir la possibilité, non seulement de s'instruire, mais aussi de se tromper, afin de pouvoir s'élever d'elle-même, à partir de ses propres erreurs, jusqu'à la conception communiste. L'artificielle discipline bureaucratique est tombée en poussière à l'heure du danger. La discipline révolutionnaire n'exclut pas, mais au contraire exige la liberté d'examen et de critique. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut forger une armée révolutionnaire invincible.

La jeunesse ouvrière a besoin de la direction du parti communiste. Mais cette direction ne doit pas consister dans des ordres. Quand à tout instant la persuasion fait place à la contrainte, alors tout souffle de vie disparaît de l'organisation, et, avec lui, disparaissent les hommes vivants.

Il faut non seulement repousser, mais aussi flétrir impitoyablement l'emploi de la répression, des calomnies et des méthodes physiques dans le cours de la lutte entre les différents groupes et

(3) Dans le cadre du congrès, une réunion spéciale des délégués jeunes avait été prévue.

fractions à l'intérieur du camp ouvrier. Ces méthodes odieuses n'ont rien de commun avec l'arsenal d'éducation du communisme. Introduites au sein du mouvement ouvrier au cours des dix dernières années par la bureaucratie stalinienne, elles ont empoisonné l'atmosphère de l'avant-garde prolétarienne, et en particulier dans la jeunesse, et isolé ses organisations des larges masses ouvrières.

Il faut libérer du stalinisme le programme révolutionnaire et le régime interne, et remettre l'Internationale communiste sur la voie de Marx et de Lénine.

LE MARXISME EN TANT QUE SCIENCE (1)

(11 avril 1933)

Cher Professeur Hook (2),

J'ai lu avec intérêt votre article dans *The Nation* et il a provoqué en moi quelques doutes.

1) Le titre de votre article « Marxisme : Dogme ou Méthode ? » (3) m'inquiète un peu. L'alternative ne recouvre pas la question. Le marxisme n'est pas un dogme, mais il n'est pas qu'une méthode : il est aussi une doctrine. La dialectique matérialiste est une méthode. Marx, cependant, n'a pas seulement formulé cette méthode, il l'a appliquée dans deux domaines en créant la théorie de l'économie capitaliste (science) et la théorie des processus historiques (la « philosophie de l'histoire » — plus exactement, une science).

2) La phrase de conclusion de votre article déclare qu'« il (le marxisme) n'est ni dogme, ni mythe, ni science objective, mais une méthode réaliste d'action de classe ». Que signifie ici le mot « réaliste » ? De toute évidence, il signifie : qui repose sur une connaissance véritable des processus objectifs — dans ce cas, des processus sociaux ; la connaissance de l'objectif est une science. La politique marxiste est réaliste dans la mesure où elle repose sur le marxisme *en tant que science*.

(1) T 3535. *The Nation*, 5 juillet 1933.

(2) Sidney HOOK (né en 1902), issu d'une famille juive de Brooklyn, avait fait ses études à l'Université Columbia de New York où il avait été l'élève du professeur John Dewey. Après une thèse sur *La Métaphysique du Pragmatisme*, il était devenu professeur à New York. Sous l'influence de la crise de 1929, il avait commencé à se rapprocher du marxisme et lui avait consacré en 1932 un ouvrage (*Towards The Understanding of Karl Marx*). Il était l'un des représentants les plus qualifiés de l'importante fraction de l'intelligentsia américaine qui évoluait vers le marxisme, évolution que Trotsky suivait avec une grande attention.

(3) Cet article a été publié dans *The Nation* du 15 mars 1933. Le grand hebdomadaire de gauche des Etats-Unis accueillait volontiers les articles d'intellectuels s'interrogeant sur le marxisme ou sympathisant avec la Révolution russe, comme Anita BRENNER, James RORTY et Benjamin STOLBERG qui y avait rendu compte de l'*Histoire de la Révolution Russe*.

3) Vous dites que la doctrine marxiste ne peut pas plus être comprise indépendamment de ses objectifs révolutionnaires que les prescriptions d'un médecin indépendamment de son souci de la santé. On peut jusqu'à un certain point accepter cette comparaison. Mais le seul médecin qui puisse donner des prescriptions utiles est celui qui fonde son action sur l'anatomie, la physiologie, la pathologie et une série d'autres sciences positives. Comment peut-on détacher la pratique « réaliste » de la théorie scientifique ? En dernière analyse, toute connaissance scientifique — et pas seulement en ce qui concerne la médecine — naît de besoins pratiques et les sert.

4) Vous écrivez : « Du point de vue des postulats théoriques de cette science du marxisme, il découlait que l'opposition révolutionnaire à la guerre mondiale en 1914 était utopique, parce que la guerre et la psychologie de guerre découlaient inévitablement de la constellation objective des forces socio-économiques de l'époque ». Cette opposition me semble incompréhensible. La lutte contre la guerre serait utopique parce que la guerre découle inévitablement des circonstances objectives. Deuxièmement, la lutte contre des événements « inévitables » n'est pas nécessairement utopique, parce que les événements inévitables sont limités à la fois dans le temps et l'espace. En particulier, la guerre, « inévitable » historiquement, s'est révélée « utopique » en tant que moyen de sortir de l'impasse impérialiste.

5) Vous affirmez : « La plus grave erreur de Marx a été de ne pas accorder une valeur plus grande aux facteurs temporaires des processus ». Cette remarque est juste quand elle s'applique à beaucoup de marxistes vulgaires, surtout à l'époque de la II^e Internationale, mais elle est totalement fautive en ce qui concerne Marx lui-même.

Dès que les conditions me le permettront, je reviendrai sur cette question de façon plus complète ; en attendant, je reste vôtre, en camarade.

L'OPPOSITION ESPAGNOLE ET LE TOURNANT (1)

(12 avril 1933)

Chers Camarades (2),

J'ai reçu vos lettres concernant le naufrage du P.C. allemand. Etant donné l'importance générale de cette question, j'ai préféré répondre, à vous ainsi qu'aux autres camarades, par un article dont je vous envoie ci-joint la traduction en français. Je me réjouirais beaucoup si vous le traduisiez en langue espagnole pour entraîner dans la discussion tous les membres de l'Opposition espagnole (3).

Je comprend très bien le caractère passionné de vos observations. La question « fraction ou parti » a joué un rôle certain dans la vie intérieure de l'Opposition espagnole. Le camarade Nin (4) a commis dans cette question toutes les fautes possibles sans adop-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York.

(2) La lettre était adressée à deux militants de la Izquierda Comunista de España, l'officier de carrière Federico VAZQUEZ, dit ARLEN (—), et l'étudiant Marino VELA (mort en 1936), qui, dès 1932, s'étaient opposés à la direction de la section espagnole à qui ils reprochaient sa tendance à rompre avec l'attitude d'opposition et de s'orienter vers la formation d'un nouveau parti en Espagne. Ils étaient entrés en correspondance avec Trotsky et avaient soutenu son point de vue contre la direction espagnole. Le tournant pour un « nouveau parti » en Allemagne les prenait à contre-pied.

(3) Nous ne savons pas de quel article il s'agit. Notons que l'un des griefs de Trotsky contre les dirigeants de la section espagnole était que cette dernière n'avait jamais réellement discuté des questions internationales.

(4) Andrés NIN PEREZ (1892-1937), ancien militant des J.S. et de la C.N.T., puis secrétaire général de cette dernière, avait été pendant plusieurs années secrétaire de l'Internationale syndicale rouge à Moscou, en même temps que membre — depuis 1923 — de l'Opposition de gauche russe. Il entretenait avec Trotsky des rapports amicaux. Expulsé d'U.R.S.S. en 1930, il était revenu en Espagne ; il avait eu très vite des divergences avec Trotsky sur la nature des rapports à entretenir avec la Fédération communiste catalano-baléare que dirigeait Joaquín Maurín, et, devenu secrétaire général de l'Opposition espagnole appelée Izquierda comunista, y avait impulsé une orientation vers un nouveau parti ; au sujet de ce long conflit, voir L. TROTSKY. *La Révolution espagnole* (1ère partie)

ter en même temps une position de principe. Telle est en général la position du camarade Nin : jouer avec les idées, manœuvrer, sauter d'un principe à l'autre. Le camarade Nin, à un moment donné, a affirmé que le P.C. officiel n'existait pas de façon générale, et qu'il ne fallait pas le prendre en considération ; il s'est rallié à la Fédération catalane non en tant qu'oppositionnel de gauche, mais en tant que Nin, « ami de Maurin » (5). Il a accepté ensuite la théorie de la fraction étroite qui ne recrute de membres que pour le parti officiel ; à la dernière conférence, Nin s'est exprimé en faveur de candidatures indépendantes des « communistes de gauche » aux élections (6). Toutes ces positions se contredisent les unes les autres, mais toutes révèlent une indifférence extrême au sort de l'I.C. ainsi qu'à l'expérience de l'Opposition de gauche internationale. Je comprends très bien qu'une attitude aussi inadmissible vis-à-vis des questions fondamentales de notre politique devait profondément vous indigner.

Il vous semble maintenant que j'occupe vis-à-vis de l'Allemagne une position qui justifie indirectement la position fautive de Nin. Vous craignez que des éléments plus éloignés encore du communisme que les staliniens ne s'accrochent au mot d'ordre du « nouveau parti » et ne compromettent l'« Opposition de gauche ». Je ne doute pas un instant que vos arguments ne soient dictés par de sérieuses appréhensions politiques. Tout tournant politique comporte un élément de danger. Mais il y a beaucoup plus de danger dans la politique qui, de peur de dangers nouveaux, continue, dans une situation nouvelle, à répéter les anciennes formules dépassées.

Je ne sais quelle est actuellement la position du camarade Nin sur la question du P.C. allemand. Même s'il se trouvait qu'il soit dans cette question solidaire du S.I., cela n'aurait pas à mes yeux beaucoup de valeur en soi. On ne peut juger la ligne politique de quelqu'un que d'après *l'ensemble* de son travail, sa réaction devant *tous* les grands événements, aussi bien dans son propre pays que sur l'arène mondiale. Déjà à plusieurs reprises le camarade Nin a « admis » en paroles les formules théoriques ou les mots d'ordre politiques de l'Opposition de gauche. Mais une telle acceptation ne l'engage jamais à rien : en pratique, il est guidé par ses sympathies ou antipathies, par ses liaisons personnelles et ses préférences, c'est-à-dire par les critères classiques d'un petit-bourgeois radical.

(5) cf. à ce sujet, L. TROTSKY. *La révolution espagnole*, op. cit.

(6) Il s'agit de la décision prise par la 3^e conférence de l'Opposition espagnole.

Je voudrais ajouter encore quelques mots au sujet du camarade Lacroix et de son groupe (7). Dans le domaine des questions de la révolution espagnole et surtout de la politique internationale, le camarade Lacroix a commis de très graves fautes. On pourrait à travers une analyse détaillée démontrer que, si Nin a commis toutes les fautes de Lacroix, ce dernier n'a pas partagé toutes celles de Nin. D'autre part, le camarade Lacroix a manifesté un individualisme anarchisant absolument inadmissible dans une organisation prolétarienne. Alors que Nin recourait à la diplomatie, au silence et aux équivoques, Lacroix au contraire préférait les explosions de tempérament. Au lieu d'arguments, il lançait des injures à ses adversaires et ne reculait pas devant les accusations les plus arbitraires contre des camarades et des organisations entières. Tant que le camarade Lacroix a employé des procédés de ce genre contre l'Opposition russe, la section française, la section allemande, il a été appuyé énergiquement et même placé sur le devant de la scène par le groupe de Nin. Mais lorsque le camarade Lacroix employa ces mêmes procédés contre le groupe de Nin, celui-ci tenta immédiatement d'exclure Lacroix de l'Opposition et lança contre lui toute une série d'accusations qui tendaient à le compromettre sur le plan moral (8).

Le camarade Lacroix a déclaré qu'il considérait comme fautive la façon dont il a agi vis-à-vis de l'Opposition internationale (9). Nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité de Lacroix et de son groupe. Mais il est tout à fait naturel que la conduite antérieure de Lacroix et de son groupe ait semé chez nombre de camarades de l'inquiétude pour l'avenir. « C'est évidemment bien » — disent beaucoup d'entre nous — « que le camarade Lacroix ait renoncé à sa lutte contre l'Opposition de gauche internationale et qu'il se donne maintenant comme tâche de rapprocher l'Opposition espagnole du point de vue des bolcheviks-léninistes. Et nous serions tous très heureux de marcher au coude

(7) FRANCISCO GARCÍA LAVID, dit HENRI LACROIX (1898-1939), ouvrier du bâtiment, avait vécu quelques années en U.R.S.S. puis organisé, au Luxembourg et en Belgique, les premiers éléments de l'Opposition espagnole parmi les travailleurs émigrés. A son retour en Espagne, il avait été secrétaire général de son organisation, fonction qu'il avait abandonnée en 1932 pour « raisons de santé » ; mais, peu après, il avait engagé contre Nin, qui lui avait succédé, une lutte fractionnelle acharnée. Il cherchait dans ce combat l'appui de Trotsky qu'il avait auparavant combattu

(8) Lacroix était notamment accusé par la direction de la section espagnole d'avoir dérobé le fichier de l'organisation, et utilisé pour la publication de son bulletin de fraction l'argent destiné au travail « jeune » de l'organisation.

(9) Pour éviter d'être pris entre deux feux, Lacroix faisait désormais une « auto-critique » complète sur ses divergences passées avec Trotsky et le S.I., reconnaissant qu'ils avaient eu en tout point raison contre lui.

à coude avec un militant révolutionnaire tel que Lacroix. Mais si demain il ne se trouve pas d'accord avec nous sur telle ou telle question, ne va-t-il pas recommencer à substituer de nouveau aux arguments pratiques ou principiels des insinuations personnelles ou, tout simplement, des injures ? » A cette question inquiétante, nous attendons une réponse de l'expérience ultérieure.

Votre lettre, chers camarades, bien qu'elle critique sévèrement ma position sur une question très importante (10), a toutefois produit sur moi une impression très favorable : c'est la première fois que je reçois de la part de camarades dirigeants espagnols un véritable document politique dans lequel une question est examinée dans son essence, et où, en dépit de l'âpreté des arguments, est conservé un ton de camaraderie. J'apprécie surtout votre attitude passionnée vis-à-vis de la vie intérieure des autres sections, et des problèmes internationaux. La malédiction de la politique espagnole, c'est son provincialisme séculaire, issu du déplacement des grandes voies historiques et de la décadence de la puissance des classes moyennes. Par l'intermédiaire de l'intelligentsia petite-bourgeoise, la bourgeoisie espagnole a imposé à des couches relativement importantes du prolétariat son provincialisme exaspéré, offensé et venimeux. Quand, de sa prison, le camarade Nin accuse le camarade Fersen, qui est son partisan, de prêter trop d'attention aux questions internationales (11), il démontre à nouveau qu'il refuse de se libérer de la tradition provinciale de la politique espagnole.

La section espagnole de l'Opposition de gauche doit évidemment planter profondément ses racines dans le sol espagnol. Mais elle le fera avec d'autant plus de succès qu'elle participera plus activement au travail de l'Opposition de gauche internationale et qu'elle en utilisera l'expérience. Je voudrais espérer que sur cette voie nous réussirons à sauver le camarade Nin pour la révolution prolétarienne mondiale.

(10) Arlen et Vela étaient résolument opposés au tournant vers le nouveau parti en Allemagne et soutenaient l'absolue nécessité de la poursuite d'un travail d'opposition dans le P.C.E. dont le premier au moins était toujours membre.

(11) Enrique FERNANDEZ SENDON, dit Luis FERSEN (—), était l'un des dirigeants de la Izquierda comunista, considéré généralement comme l'un de ses meilleurs théoriciens. Il avait été délégué à la préconférence et ses camarades lui avaient de façon générale reproché une trop grande considération pour les arguments du S.J.. Nin avait été arrêté le 25 décembre 1932 et mis en liberté provisoire, avec résidence à Algésiras, le 14 ou le 15 mars 1933.

TOUR D'HORIZON SUR LE MOUVEMENT (1)

(12 avril 1933)

Cher Ami,

Enfin il est arrivé une lettre de vous, datée du 6 avril. On nous avait dit que vous étiez malade ? Malaria ? Comment allez-vous maintenant ? Vous ne dites rien de vous personnellement.

Avant-hier Otto (2) est parti pour Prague avec les derniers documents pour le congrès de Prague (3). J'ai reçu hier une lettre de Škandera avec l'information que le congrès avait été repoussé et se tiendrait à un autre endroit (4). Aujourd'hui est arrivé un télégramme de Ray (5). Paris a toujours au minimum trois jours de retard. Il y a huit ou dix jours, nous avons reçu une lettre de Vitte qui disait qu'il avait proposé de poser la question du congrès pour qu'elle soit discutée au prochain plénum (6). Nous avons été d'autant plus étonnés de cette attitude dilatoire que tous ici nous étions en train de travailler jour et nuit à préparer, traduire, expédier, etc. les documents pour le congrès.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Otto SCHUESSLER; Dit Oskar FISCHER (né en 1905), ouvrier, travaillant à l'emballage de livres d'arts dans une grande imprimerie de Leipzig, avait été militant du K.A.P.D. gauchiste avant de rejoindre à la fin de 1928 le groupe « Bolschewistische Einheit ». Sa grande culture d'autodidacte et ses qualités d'écrivain en avaient fait l'un des dirigeants de ce groupe, puis de l'Opposition de gauche unifiée en Saxe. En 1932, Bauer l'avait proposé à Léon Sedov qui cherchait un secrétaire germanophone pour Trotsky à Prinkipo. Il avait quitté Prinkipo le 10 avril pour aller prendre à Prague la direction du journal *Unser Wort* qu'avait assurée jusque-là, à titre temporaire, le jeune Walter Held.

(3) Rappelons que le congrès contre le fascisme devait d'abord se tenir à Prague.

(4) Vaclav ŠKANDERA (né en 1902), exclu du P.C. tchécoslovaque et dirigeant de l'opposition dans ce pays, était également l'un des principaux traducteurs de Trotsky.

(5) Ray est Raymond MOLINIER (né en 1904), qui était depuis 1931 le principal dirigeant de la Ligue communiste, section française de l'Opposition internationale.

(6) Pour Vitte, voir n.8, p. 108. La remarque de Trotsky confirme la tension croissante entre les deux hommes. Le plénum est la réunion du S.I. élargie aux représentants de toutes les sections.

En ce qui concerne le travail pour le prochain plénum, je ne puis rien ajouter à ce que j'ai écrit dernièrement : a) une déclaration générale pour le congrès, b) une déclaration sur la question syndicale, c) une déclaration sur le mouvement de jeunesse, d) plusieurs résolutions mineures, e) une lettre sur le « nouveau parti », f) un article sur le même sujet, et g) un article sur l'Autriche sans mentionner des articles antérieurs (« La Tragédie du prolétariat allemand », « Signal d'alarme », etc.) (7). Je devrais aussi ajouter l'article « Il nous faut un accord honnête à l'intérieur du parti », qui souligne vigoureusement la différence dans notre attitude vis-à-vis du P.C.U.S. et vis-à-vis du K.P.D. (8). Pour l'Allemagne, nous disons que le parti communiste est mort. Pour l'U.R.S.S. nous proposons un accord avec le cercle du sommet du parti. C'est la situation au moment présent !

Je pense que tout ce matériel est tout à fait suffisant pour les tâches courantes du plénum. Il faudrait élaborer à Paris les thèses et résolutions nécessaires à partir de ce matériel. Sur quelques questions, vous pouvez prendre simplement les résolutions et formulations telles qu'elles sont, toute prêtes. En tout cas, je ne peux personnellement rien apporter de plus, parce que je dois enfin consacrer un peu de temps à mes affaires personnelles, qui vont franchement mal : la dépression économique, mais aussi la réaction fasciste se font sentir dans le monde entier, et je n'ai réussi à placer nulle part le « Testament de Lénine ».

Le plan pour faire sortir Erwin est sans aucun doute correct (9). Erwin est infiniment plus précieux dans le travail littéraire que dans celui d'organisation. J'appuie de tout cœur votre initiative. Primitivement j'avais dans l'idée de demander à Erwin

(7) Ces trois derniers articles paraîtront dans le volume 1933 de la seconde série. Les autres sont publiés ci-dessus, pp. 87-99, 83-86, 121-123.

(8) Ci-dessus, pp. 77-82.

(9) Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906), avait milité à partir de 1924 à Fribourg dans un groupe d'étudiants révolutionnaires et subi à cette époque l'influence de Franz Pfemfert, l'écrivain « gauchiste » qui éditait *Die Aktion*. Il avait adhéré en 1926 à Berlin aux Jeunesses communistes, à une époque où il était déjà très proche de l'Opposition russe, et était déjà opposant conscient lors de son adhésion au K.P.D. en 1928. Il avait été l'un des fondateurs de Bolschewistische Einheit. Docteur en médecine depuis 1929, collaborateur de Roman Well, il l'avait remplacé à la tête de l'Opposition de gauche en Saxe ; très apprécié de Léon Sedov, il avait travaillé à plusieurs reprises avec lui et s'était, à sa demande, fixé à Berlin en janvier 1932 pour y contrôler et éventuellement combattre Roman Well. Membre du S.I., il avait effectivement mené avec Sedov la lutte contre le « groupe Well » et était devenu au début de l'année 1933 le principal dirigeant de la section allemande passée dans la clandestinité. Trotsky estimait nécessaire de le faire sortir d'Allemagne à la fois pour mener avec lui la discussion politique directe et pour assurer sa sécurité, trop précaire à Berlin. Jan Frankel, après les semaines qu'il avait passées avec lui en Allemagne, pensait qu'il fallait le faire émigrer.

de ne sortir qu'un mois pour se reprendre et brouiller sa piste. Mais je pense que le plan qui consiste à l'envoyer ailleurs pour plus longtemps est plus juste, c'est-à-dire que j'approuve votre plan. Du fait qu'il sera difficile à Erwin d'abandonner son poste dangereux — vis-à-vis de ses camarades — il faut un *ordre direct* du S.I. lui faisant obligation de partir.

Je pense qu'il est tout à fait faux d'envoyer de l'étranger de l'argent en Allemagne. Des sommes aussi minimes ne permettent rien : il faudrait qu'ils essaient de lever eux-mêmes des fonds sur place. L'argent qu'on lève à l'étranger devrait être utilisé intégralement pour le journal et, permettre qu'il paraisse sur huit pages, ou, au moins, régulièrement sur six. C'est maintenant la question centrale. Le journal deviendra désormais non seulement le dirigeant politique, mais aussi l'organisateur de l'Opposition de gauche en Allemagne. Le rôle d'un journal émigré est absolument unique : il serait temps de relire *Que faire ?* de Lénine, dans lequel il parle précisément d'un journal en émigration dans les conditions de travail illégal à l'intérieur d'un pays.

Il faudrait que le secrétariat étudie tous les documents que nous avons préparés pour le congrès de Prague afin de les approuver officiellement avec telle ou telle correction (10). On pourra alors les publier et non plus comme de simples rejets, dans notre presse internationale, y compris le *Bulleten* russe.

Sur la question espagnole, le plus important est de ne pas obliger à une scission. La clique de Nin ne prendra pas sur elle l'initiative d'une scission — ce serait trop à son désavantage. Son espoir sera de maintenir son « indépendance » (incapacité petite-bourgeoise) en sabotant. Nous n'avons aucune raison de nous presser. Chaque mois qui passe contribue à démolir la clique Nin et renforce l'influence du secrétariat en Espagne.

J'attire votre attention sur deux camarades de Madrid, Arlen et M. Vela (11). J'ai reçu d'eux deux lettres passionnées contre le mot d'ordre du nouveau parti en Allemagne. Leur position sur cette question est fautive, mais il est évident, d'après leurs lettres, que ce sont des camarades sérieux qui s'intéressent sérieusement aux questions internationales et s'indignent de la conduite à double visage de Nin et des bouffonneries échevelées de Lacroix (12). J'écris de nouveau aujourd'hui à ces camarades pour les empêcher de faire un bond vers les staliniens. Si je peux réussir à leur

(10) Cf ci-dessus, n. 7.

(11) Cf ci-dessus, n. 2, p. 126.

(12) Cf ci-dessus, pour Nin, n. 4, p. 126, et Lacroix, n. 7, p. 128.

apprendre quelque chose qui leur permette de relier leur position interne en Espagne (contre Nin) à notre position sur l'Allemagne et l'U.R.S.S., alors, ces deux camarades pourraient être précieux, puisqu'ils sont plus sérieusement attachés à l'Opposition que Lacroix, qu'on peut et qu'on doit utiliser, mais sur qui on ne peut rien construire. Envoyer en Espagne des émissaires n'est pas une bonne idée, car nous manquons d'argent, mais il faut établir des liens plus étroits avec les deux camarades susmentionnés, les encourager à s'opposer de façon plus active à Nin et à faire un bloc avec Lacroix. Une telle position nous est dictée par toute la situation. En aucun cas le plénum ne devrait voter de résolution définitive signifiant une scission. Cela suffit parfaitement s'il adopte une résolution de ce type : tous les efforts pour arriver à un accord avec le groupe Nin, maintenant à la direction, n'ont abouti à rien à cause des divergences ; il ne reste plus qu'à faire appel à tous les membres de la section espagnole pour étudier tous les documents, etc. etc. et s'assurer que la section espagnole est dirigée sur la base des principes de l'Opposition de gauche internationale. Une position d'« attendre et voir » sur le plan de l'organisation, combinée avec une offensive sur le plan politique — c'est ce qui me semble la formule juste en ce qui concerne l'Espagne.

Sur la question américaine. Vous m'écrivez à propos d'un plan pour faire venir d'Amérique un représentant de la minorité. Ce n'est guère pratique, à cause du manque de temps et de ressources. Swabeck (13) ne peut pas attendre de l'argent pour son voyage de retour et, ici, nous sommes coincés, comme vous le savez. Faire venir d'Amérique un camarade de plus constituerait un fardeau tout à fait insupportable pour l'Opposition, et la valeur politique d'une telle initiative serait minime. Sur la substance de la question américaine, j'ai dit tout ce que j'avais à dire dans mes lettres précédentes (14). La question cruciale, c'est le nouveau comité central. Je pense qu'un nouveau C.C., non de 9, mais de 15 membres, est nécessaire, comprenant cinq membres « hors-fraction », tenus de préserver l'unité (on avance comme « hors-fraction » le nom du camarade grec Pappas (15), etc.).

Que l'idée d'un congrès antifasciste n'ait pas été accueillie avec des transports de joie dans les rangs staliniens, est parfaitement compréhensible. Ils sont en pleine retraite et ne savent que

(13) Rappelons que le dirigeant de la section américaine de l'opposition Arne Swabeck se trouvait depuis quelques semaines à Prinkipo. Cf n. 13. p. 109.

(14) Ces lettres figureront dans le volume 1933 de la seconde série.

(15) Militant grec de l'hôtellerie à New York, Sebastian PAPPAS avait été exclu du P.C. américain en août 1932.

faire ni que dire. Mais c'est précisément pour cette raison que nous devons utiliser ce congrès aussi largement que possible en pressant les émigrés allemands proches de nous d'y assister aussi nombreux que possible. Nous transformerions ce congrès en tribune pour nos idées. Tous les documents ont été élaborés et notre délégation sera bien armée. Notre position est inattaquable ; nos délégués n'auront qu'à le proclamer résolument à cette tribune internationale. Il faudrait que l'ensemble des documents une fois approuvés par le secrétariat, soient traduits en trois ou quatre langues et imprimés. Si nous n'arrivons pas à les lire devant le congrès, nous pourrions distribuer sous forme d'imprimés les projets de résolutions en particulier.

Maslow et Ruth Fischer (16) seront bientôt à Paris, s'ils n'y sont déjà. Ils étaient récemment à Prague, prêts à partir pour Paris. Maslow se déclare en complet accord avec nous, mais il semble qu'il se prépare, comme auparavant, à ne rien faire. Ce serait une bonne chose de le sonder, ainsi que d'autres émigrés. Il faut faire ce travail très sérieusement.

Ecrivez-nous s'il vous plaît en détail, sur vous personnellement.

P.S. En Tchécoslovaquie, Škandera déploie beaucoup d'énergie et à bon escient dans son travail. Neurath fait apparemment aussi tout ce qu'il peut dans les circonstances. On entend peu parler de Friedman (17).

(16) Isaac TCHEREMINSKI, dit Arkadi MASLOW (1893-1941), d'origine russe mais militant allemand, et Elfriede EISLER-FRIEDLANDER, dite Ruth FISCHER (1895-1961), d'origine autrichienne, avaient été à partir de 1920, les dirigeants de la « gauche » du K.P.D., adversaires de Brandler et de la direction « droitiste », puis les dirigeants de ce parti en 1924. Liés à Zinoviev, ils avaient suivi sa fortune et ses infortunes dans l'I.C. ; ensemble ils avaient fondé le Leninbund, sur le modèle de l'Opposition unifiée de 1926 en Russie, puis l'avaient quitté lors de la capitulation de Zinoviev devant Staline. Trotsky espérait vivement les gagner à l'Opposition, sans nourrir pourtant trop d'illusions sur le tempérament du premier.

(17) Alois NEURATH (1886-1952), d'une famille allemande de la région des Sudètes en Tchécoslovaquie, avait été l'un des fondateurs de la section allemande du P.C. tchécoslovaque, secrétaire de ce parti de 1921 à 1926, et membre du comité exécutif de l'Internationale. « Zinoviéviste », il avait été exclu pour « trotskysme », mais avait rejoint la K.P.O. — Opposition de droite — en Tchécoslovaquie. Il avait pourtant continué la discussion politique, d'abord avec les trotskystes tchèques, puis avec Trotsky lui-même, par lettre, et finalement, le 4 juillet 1932, à la conférence de Reichenberg (Liberec), avait fait décider l'adhésion à l'Opposition de gauche de sa fédération de Bohême-Nord. Otto FRIEDMAN (né en 1908), étudiant en droit, puis avocat, avait été l'un des dirigeants de la J.C. en Tchécoslovaquie avant de participer, début 1927, à la fondation de l'un des premiers groupes en liaison avec l'Opposition de gauche russe, éditant *Rudy Prapor* (Le Drapeau Rouge) et dont les autres dirigeants étaient Karel FISCHER dit MICHALEC, un ancien collaborateur de Zinoviev, et le Dr Artur POLLACK, professeur à l'université de Prague. En 1930, il avait été exclu du P.C.T. et dirigeait le groupe qui éditait *Delnicka Politika*.

QUESTIONS D'ORGANISATION QUESTIONS POLITIQUES (1)

(14 avril 1934)

Cher Ami,

Le malentendu sur l'article de Stoi (2) est à mes yeux complètement éclairci. Votre intention de publier un numéro de discussion du bulletin international sur l'effondrement du parti stalinien en Allemagne, je la considère comme tout à fait correcte et je la salue chaleureusement. Au cours des derniers jours, je vous ai envoyé à ce sujet un article (3). Depuis, j'ai reçu une autre longue lettre des camarades espagnols Arlen et Vela, et, aujourd'hui, une lettre d'Erwin. J'ai l'intention de répondre de nouveau aux camarades espagnols demain ou après-demain. La question est en elle-même d'une importance exceptionnelle, mais en outre, elle servira magnifiquement d'école pour toute l'Opposition internationale. Une discussion sérieuse sur une question brûlante d'une urgence immédiate nous donnera, j'en suis absolument certain, plus de cohésion.

En ce qui concerne *Unser Wort* (4), il faudrait susciter la discussion si les camarades allemands, surtout le comité exécutif, insistent là-dessus. Mais s'ils sont disposés à se contenter de la discussion dans le bulletin international, nous n'avons bien entendu pas de raison d'introduire la discussion dans les pages d'*Unser Wort*. Pour ma part, je n'y vois aucun inconvénient, mais au contraire de sérieux avantages. Mais, pour qu'il y ait une discussion

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre adressée à Jan Frankel.

(2) Sur Stoi (S. Hundert, dit également Lehmann) voir ci-dessus n. 3, p. 106. Il s'agit vraisemblablement du texte auquel Trotsky fait allusion dans sa lettre du 3 avril (ci-dessus, p. 106).

(3) Cf ci-dessus, pp. 110-123.

(4) *Unser Wort* (Notre Parole) avait paru à Prague sous la direction de Heinz Epe, puis de Otto Schüssler, et la responsabilité administrative du tchèque Wolfgang Sálus. La direction allemande proposait d'y ouvrir publiquement la discussion, ce qui fut esquissé dans son numéro 3 de la mi-avril 1933 où s'opposaient les points de vue signés « E.B. » (Eugen Bauer) et « H.E. » (Heinz Epe).

publique, il faut que quelqu'un de l'autre camp écrive un article de discussion.

Les questions *techniques* en ce qui concerne l'Allemagne sont maintenant les questions *politiques* essentielles. Toutes les plateformes, principes, thèses resteront suspendues désespérément en l'air si l'aspect technique du problème n'est pas convenablement réglé.

Je pense que vous avez complètement raison dans votre idée d'inviter ceux des membres du S.A.P. (ou d'autres organisations) qui sont proches de nous ou sympathisants ou, simplement, pas hostiles, à exprimer leurs points de vue dans *Unser Wort*. Dans les circonstances actuelles une telle initiative aurait une importance exceptionnelle et aiderait la section allemande à sortir de ses limites anciennes et étroites.

Soit dit en passant, il semble, d'après ce que vous dites ou plutôt d'après ce que vous m'écrivez, que Belleville (5) dit que, non seulement les brandlériens n'ont pas affirmé la nécessité de construire un nouveau parti, mais qu'ils ont même refusé de critiquer le vieux parti. Je ne considère pas comme exclue une telle variante. Ces messieurs sont capables de penser que si le vieux comité exécutif est écrasé, Staline va les inviter à reprendre du service, s'ils manifestent une exceptionnelle loyauté. Cependant, dans mon article « Le naufrage du K.P.D. et les tâches de l'Opposition », il y a une référence à l'information selon laquelle les brandlériens auraient appelé à un nouveau parti. Ou bien il faut supprimer ce passage, ou bien il faudrait mettre une note précisant que cette rumeur n'a pas été confirmée. (6)

Je persiste à conseiller de n'engager en aucune circonstance Schwartz (7) dans le travail local, mais au contraire de le tenir le

(5) Fritz BELLEVILLE (né en 1903), correcteur d'imprimerie, chercheur en sciences sociales à l'Institut für Sozialforschung de Francfort, membre des J.C. en 1919, du K.P.D. en 1922, avait fait partie de sa « Gauche » et en avait été le porte-parole au congrès de Francfort en 1926, ce qui lui avait valu l'exclusion. D'abord membre du groupe Korsch jusqu'à sa dissolution, il avait adhéré en 1928 au Leninbund et avait fait partie de sa direction jusqu'en août 1932. En septembre de la même année, il avait rejoint l'Opposition de gauche qui l'avait coopté à sa direction. Il avait émigré à Bâle peu après. Il venait d'y avoir une longue discussion avec l'ex-dirigeant du K.P.D. et leader de la K.P.O. depuis sa fondation, Paul BOETTCHER (né en 1891). Ce dernier lui avait expliqué que le noyau dirigeant brandlérien demeurait hostile, même après la catastrophe allemande, au mot d'ordre du « nouveau parti », et que leur organisation, comme auparavant, critiquerait la « tactique » du K.P.D. et de l'I.C. sans les remettre en cause en tant qu'instruments de la révolution prolétarienne.

(6) Voir ci-dessus, p. 118.

(7) S. SCHWARTZ était l'un des pseudonymes de Léon SEDOV (1906-1938), fils aîné de Trotsky et Natalia Sedova, qui venait de quitter Berlin où il poursuivait ses études tout en militant, notamment au S.I., pour se réfugier à Paris.

plus loin possible de Mill et Cie (8). Il a maintenant des tâches nationales très importantes. Dans un passé récent, dans l'ancienne résidence, il a noué quelques liens de valeur. La situation dans son pays aujourd'hui est telle qu'elle exige le travail le plus attentif et le plus intense au niveau national. Je crains énormément qu'il soit entraîné dans le travail local ou central au détriment du travail national (9). Je vous demande de façon pressante de m'aider en cela. C'est une question d'une importance exceptionnelle.

La presse de l'Opposition doit consacrer au moins un petit article à la conduite courageuse de Sneevliet (10). Il a montré dans cette circonstance qu'il était un authentique révolutionnaire, et la presse stalinienne n'a rien dit de son procès soutenant ainsi passivement l'impérialisme hollandais. Nous devrions faire là-dessus une note très énergique.

(8) « Mill et Cie » était le nom de code du S.I. dont Mill, avant son exclusion en 1932, avait été secrétaire administratif.

(9) De Berlin, Léon Sedov avait conservé et aussi noué des liens avec des opposants russes, et réussi à communiquer avec eux encore au début de 1933.

(10) Rappelons que Sneevliet avait été arrêté pour s'être publiquement solidarisé des mutins du cuirassé *Zeven-Provinciën* : le 13 avril, il avait été condamné à dix-huit mois de prison.

SALUT

A L'OPPOSITION DE GAUCHE

CHILIENNE (1)

(15 avril 1933)

Chers camarades,

Je ne puis que saluer cordialement l'adhésion de votre parti à l'Opposition de gauche internationale (Bolcheviks-léninistes) (2). J'ai reçu les documents que vous m'avez envoyés (3) et, avec l'aide d'un camarade français qui lit l'espagnol, je vais essayer de me familiariser avec la vie interne de votre organisation. Je pense que la question syndicale joue un très grand rôle, pour vous comme

(1) *Boletín Hispano-Americano*, 1^{er} août 1933.

(2) C'est à partir de 1929, sous la dictature d'Ibañez, dans des conditions de clandestinité, et sous la pression des initiatives du secrétariat latino-américain de l'I.C., que le P.C. chilien s'était divisé en deux fractions opposées qui, à partir de 1931, avaient toutes deux revendiqué le titre de « Parti communiste du Chili ». La fraction officielle était dirigée par Elias LAFFERTE (1886-1961). L'autre était dirigée par Manuel HIDALGO PLAZA (1882-1967), un ancien menuisier, surnommé « El Indio », qui avait adhéré en 1912 au P.S., ancien dirigeant du P.S., puis du P.C. et qui était sénateur depuis 1931. Le « P.C.-Hidalgo » s'élevait contre les méthodes de l'I.C. et la politique sectaire de la « troisième période ». Il avait subi l'influence des idées de Trotsky par l'intermédiaire de la revue en langue espagnole de la I.C.E., *Comunismo*. A son premier congrès, le 9 mars 1933, il avait renoncé à son objectif proclamé, la réunification, et avait décidé simultanément de s'appeler désormais Izquierda comunista et de rejoindre l'Opposition de gauche internationale. La nouvelle organisation comptait un peu plus d'un millier de membres, dont de nombreux cadres ouvriers.

(3) Parmi les documents en question figuraient des thèses adoptées par la Izquierda comunista ; les thèses sur la situation internationale justifiant l'adhésion à l'Opposition de gauche avaient été rédigées par un étudiant en droit, Oscar WAISS dit Jorge NORTE (né en 1912), qui avait joué un rôle dirigeant à la tête des étudiants de Santiago lors de l'éphémère « République socialiste » de Marmaduke Grove en 1932 ; les « thèses syndicales » étaient l'œuvre de Pablo LÓPEZ, dit Emilio LÓBOS (1902-1939), qui était secrétaire général du comité des travailleurs de la construction. Le rapport politique avait été présenté par le secrétaire général de l'organisation, Humberto MENDOZA BAÑADOS (1912-1972), dit Jorge LEVÍN, un ingénieur agronome.

partout, dans votre lutte contre le stalinisme (4). Je vous envoie un projet de déclaration sur la question du congrès antifasciste dont les staliniens ont pris l'initiative. La déclaration ne traite pas le problème dans son ensemble, mais se contente de proclamer les principes les plus élémentaires de la politique marxiste dans le domaine syndical (5). Elle pourra vous être utile. Y-a-t-il parmi vous des camarades qui connaissent des langues étrangères ? Si oui, qui ? Nous pourrions vous envoyer nos documents en français, allemand ou russe, mais malheureusement pas en espagnol.

(4) Le P.C. officiel de Lafferte menait, en conformité avec la politique de la « troisième période », une politique systématique de scission syndicale, comportant des exclusions de la F.O.Ch. qu'il contrôlait et des violences physiques contre leurs adversaires de tendance. La Izquierda comunista contrôlait un certain nombre d'organisations syndicales unitaires (les peintres en bâtiment, les ouvriers de la construction et les chômeurs) et luttait pour une centrale ouvrière unitaire, indépendante, démocratique et « révolutionnaire ».

(5) Voir ci-dessus, pp. 83-86.

LE ROLE DU JOURNAL EN ALLEMAGNE (1)

(18 avril 1933)

Cher Jan,

Avant tout je veux vous parler du journal allemand. A mon avis, cette question a une importance décisive et je vous demande de traduire pour vos camarades ce que je pense de cela.

Le célèbre ouvrage de Lénine, *Que Faire ?* a été cité des centaines de fois par les staliniens, et ces derniers appliquaient les arguments de Lénine sur le rôle du journal, sans distinction, à des circonstances qui étaient sans aucun rapport. En fait, l'appareil des collaborateurs, des correspondants, des diffuseurs du journal devient la composante essentielle d'un appareil de parti illégal. Précisément en Allemagne aujourd'hui sont apparues des conditions dans lesquelles un journal révolutionnaire en émigration prend le rôle d'organisateur. Je presse vivement les camarades dirigeants allemands de relire avec soin les pages correspondantes de *Que Faire ?*

Le journal doit assurer avant tout la continuité et le développement ininterrompu de la pensée politique de l'Opposition de gauche. Dans ce but, il devrait paraître régulièrement, indépendamment de l'état des affaires concernant le transport. Nous avons commencé à publier le *Biulleten* russe sans avoir aucune communication avec la Russie. Les idées du *Biulleten* ont pénétré à l'intérieur du pays par des chemins divers. Même aujourd'hui, la situation, en ce qui concerne le transport du *Biulleten* est très médiocre (c'est un tâche qui exige beaucoup d'attention et de grands efforts). Néanmoins le *Biulleten* joue un très grand rôle dans la vie politique de l'U.R.S.S. Cela était également vrai de

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel. Il s'agit de la parution en émigration de l'organe de la section allemande, *Unser Wort*.

l'*Iskra*(2) autrefois. Bien des numéros ont été empilés à l'extérieur du pays, à cause de failles dans notre système de transport. Pourtant le journal a continué à sortir ponctuellement.

On ne peut pas organiser le transport d'un journal illégal. C'est le journal illégal lui-même qui, en gagnant l'intérêt des lecteurs et en rassemblant des partisans, peut en définitive créer son propre système de transport.

A cela, il faut ajouter la question des émigrés d'Autriche, des Allemands qui sont en Tchécoslovaquie, en Suisse, etc. La tâche la plus importante pour tous, aujourd'hui, selon moi, est de publier convenablement *Unser Wort*. Envoyer de l'argent en Allemagne n'a pas de sens, parce que là-bas il sera dépensé à des vétilles. Tandis qu'un journal bien conçu deviendra un moyen de lever de l'argent (en plus du reste).

Aller maintenant vers une revue mensuelle est prématuré. La situation ne s'est pas encore clairement définie elle-même. Tout le monde attend des événements prochains une clarification. Bien entendu, si nous arrivions, en nous alliant à d'autres groupes, à créer un mensuel pour la discussion théorique, en plus d'*Unser Wort*, ce serait très bien. Mais abandonner à ce moment un bi-mensuel serait inadmissible.

Ce que vous rapportez au sujet de Kurella (3) est très intéressant. Cet homme haïssait profondément l'Opposition de gauche.

Où en sont les choses avec les camarades de Hambourg ? N'oubliez pas que nous vivons ici sans un seul « allemand » et que c'est bien pire que de ne pas avoir de britannique.

Parlez-moi de vous. Comment vivez-vous ? Comment va votre santé ?

(2) L'*Iskra*, dont le premier numéro avait été publié à Stuttgart le 21 décembre 1901, avait été fondée en émigration par Lénine et Martov avec l'objectif de « concourir au développement et à l'organisation politiques de la classe ouvrière ».

(3) Il s'agit vraisemblablement du plus connu de deux frères, militants du K.P.D. : Alfred KURELLA (né en 1895) avait été l'un des dirigeants des J.S. en Allemagne pendant la première guerre mondiale, puis à Munich en 1918-19 sous le nom de ZIEGLER, puis l'un des fondateurs et dirigeants de l'Internationale communiste des jeunes, enfin fonctionnaire de l'I.C. Depuis 1932, il était à Paris et travaillait à *Monde*. Il était également secrétaire du comité international pour la lutte contre le fascisme et la guerre. Il serait évidemment intéressant de connaître sa réflexion rapportée à Trotsky par Frankel.

RÉPONSE AU PROJET DE RÉOLUTION DES ALLEMANDS

(1)
(21 avril 1933)

Le projet de résolution, malheureusement non daté, a éclairci quelques divergences (réelles et imaginaires, c'est-à-dire reposant sur des malentendus), mais en même temps en laisse subsister d'autres. L'objet de cette critique consiste à définir avec autant d'exactitude que possible le caractère *réel* des divergences *aujourd'hui*.

1. La résolution affirme tout au début que « l'effondrement du K.P.D. a privé le mot d'ordre de sa réforme de tout contenu » ; en d'autres termes, que le K.P.D. ne peut pas être régénéré. Inutile de dire que cette déclaration qui signifie la renonciation à la position qui fut la nôtre jusqu'au 5 mars comporte pour toute notre activité une signification énorme.

Le paragraphe 3 de la résolution dit : « Le développement va dans le sens d'un nouveau parti ». Cette thèse complète la précédente et restreint donc considérablement le champ des divergences. Les dirigeants de la section allemande reconnaissent que le parti stalinien en Allemagne est politiquement liquidé et qu'un nouveau parti communiste allemand se reconstituera en tant que nouveau parti, hors de l'organisation stalinienne.

(1) T 3538. Titre primitif : « Discussion sur les tâches en Allemagne, réponse au comité national de l'opposition allemande ». *La Vérité*, 9 juin 1933. La discussion s'engageait de façon semi-publique sur le « tournant » et notamment les tâches de la section allemande. Celle-ci avait tenu le 12 mars une conférence nationale qui avait refusé le mot d'ordre du « nouveau parti », position défendue à cette époque par l'envoyé de Trotsky, Jan Frankel, et le jeune Heinz Epe. Puis sa position avait été explicitée par une résolution non datée qui commençait par admettre que la réforme du K.P.D. était devenue impossible pour des raisons tant politiques que d'organisation, mais pour ajouter aussitôt que la désagrégation du K.P.D. ne serait pas rapide, d'abord à cause du soutien de l'U.R.S.S., et ensuite parce que le rôle traître du parti social-démocrate masquait aux yeux de bien des travailleurs le rôle du K.P.D. Elle soutenait pour conclure que le mot d'ordre du « nouveau parti » était à la fois « prématuré et erroné », pour la raison essentielle que la « conscience des masses » était « insuffisamment réveillée ». La résolution allemande avait été publiée dans le *Bulletin international* (cf. n. 2, p. 62).

2. Citons cependant plus longuement le paragraphe 3 : « Quoique le développement aille dans le sens d'un nouveau parti, il serait faux et prématuré de lancer le *mot d'ordre* de sa création ». Le sens de cette phrase dépend du contenu que l'on donne à « mot d'ordre » : on peut l'interpréter à la fois comme une proclamation publique de notre nouvelle position vis-à-vis du parti officiel, et, en outre, comme un appel à la création immédiate d'un nouveau parti avec les éléments qui existent. En ce qui concerne la deuxième interprétation, cela constituerait la forme la plus ridicule d'aventurisme. Aucun de nous n'a jamais fait une telle proposition. S'il a pu apparaître de tels malentendus au début de la discussion, les échanges d'opinion pendant les dernières semaines ont fait une clarté absolue là-dessus. Il ne s'agit pas de décréter de façon bureaucratique la création d'un nouveau parti, mais de proclamer ouvertement notre position sur le vieux parti et notre nouvelle perspective de travail. Il serait inadmissible de minimiser ou de dissimuler la signification de ce tournant. *Notre orientation est une orientation de propagande pour un nouveau parti et de préparation dans ce but.* Il nous faut absolument être très clairs et très francs sur ce changement. Sommes-nous d'accord là-dessus ? Le projet de résolution ne présente pas la clarté nécessaire.

3. Après un point de départ correct, la résolution tombe dans une série de contradictions, obscurcit ses déclarations fondamentales, et ne donne aucune directive pratique. Le mot d'ordre du « nouveau parti », dit la résolution, va repousser tous les communistes qui sont critiques ou à moitié critiques. Pourquoi ? Parce que, de toute évidence, ils croient encore en la réforme du vieux parti. Ces révolutionnaires dévoués, mais à la vue courte, qui essaieront au prix de gros sacrifices de rétablir dans l'illégalité le parti stalinien, manifesteront évidemment leur hostilité à notre affirmation selon laquelle « la perspective de réforme du K.P.D. a perdu désormais tout contenu » et que « le développement va dans le sens d'un nouveau parti ». Mais c'est précisément sur ces deux thèses que nous sommes d'accord avec la direction allemande. Que faut-il en faire ? *Devons-nous garder ces idées pour nous sans les exprimer à haute voix* pour ne pas repousser les partisans de la réforme ? Une telle attitude serait parfaitement indigne de marxistes et je ne crois pas que les camarades allemands aient cela en tête. Les utopistes de la réforme, sous les coups de l'expérience, se convaincront que nous avons raison. Plus fermement et plus vite nous établirons notre position, et plus grande sera notre autorité politique.

4. Le projet de résolution pose la question de la *formation de cadres*. En soi, ce mot d'ordre est indiscutable. Mais il faut aussi répondre à la question : des cadres, pour quoi ? Pour la réforme du vieux parti, ou pour la construction du nouveau ? Si nous prenons la voie du silence diplomatique, les staliniens exigeront une réponse à cette question précisément, et nous apparaîtrons aux communistes de base comme ces oracles qui ont deux doctrines : une pour eux et une autres pour les initiés. Il est clair que les auteurs de la résolution ne peuvent pas vouloir et ne veulent pas une telle duplicité.

5. Dans le projet de résolution et dans d'autres documents, revient souvent l'idée que la perspective d'un nouveau parti est juste, mais que les ouvriers avancés doivent y être « psychologiquement » préparés. S'il s'agit de créer immédiatement un nouveau parti, alors les ouvriers n'y sont préparés ni « psychologiquement », ni non plus théoriquement ou politiquement. Il manque les cadres nécessaires et les cadres qui existent manquent de masses. On ne peut donc comprendre la référence à la psychologie que de la façon suivante : nos propres partisans et même nos sympathisants et amis ne sont pas préparés « psychologiquement » à ce brutal changement de perspective. Les auteurs de la résolution confondent bien évidemment deux questions : la préparation de l'avant-garde prolétarienne à la création d'un nouveau parti communiste, et celle de notre organisation à un changement radical et courageux de notre propre orientation sur la question du vieux et du nouveau parti. Nous n'avons à nous préoccuper ici que de cette dernière. Elle ne découle d'aucune « psychologie », c'est-à-dire de l'état d'esprit des diverses couches de l'avant-garde prolétarienne, mais des conditions objectives, la victoire du fascisme, l'effondrement de la politique et du parti des staliniens. L'état d'esprit des ouvriers peut encore changer — surtout dans le sens d'une meilleure compréhension de ce fait historique. Mais l'attitude politique (la perspective) de l'Opposition de gauche doit partir non des sentiments fluctuants du cœur, mais des modifications objectives de la situation.

6. Interpréter le mot d'ordre du nouveau parti comme une unification mécanique avec les éléments qui proviennent de la décomposition du vieux parti (brandlériens, S.A.P., Leninbund) (2) ne serait pas une simple absurdité, mais une dérision de

(2) Sur le S.A.P., voir ci-dessus n. 7, p. 57. Par « les brandlériens », Trotsky désigne l'Opposition de droite du parti communiste allemand, organisé au cours de la première conférence du 28 décembre 1928 sous le nom de « K.P.D.-Opposition », en abréviation K.P.O., qui publiait notamment la revue *Gegen den Strom*. Son principal animateur, Heinrich BRANDLER (1881-1967), ouvrier maçon, avait été l'un des rares dirigeants ouvriers du noyau spartakiste, était devenu président du

tout notre passé. En ce qui concerne tel ou tel groupe, il ne peut être question que de faire quelques pas ensemble, des pas imposés par la situation. Ainsi, par exemple, au congrès antifasciste, nous devrions chercher un terrain d'accord avec le groupe Sneevliet, le S.A.P., etc., contre le bloc de Münzenberg avec Barbusse et la bourgeoisie hindoue (3). Il n'y a pas la moindre raison de confondre des accords tactiques de ce genre avec la question du nouveau parti. On peut seulement dire une chose : des accords tactiques astucieux sur la base d'une ligne stratégique correcte peuvent accélérer le processus de la formation de cadres pour le parti communiste.

7. Dans les documents allemands, le mot d'ordre du « nouveau parti » est comparé à celui du « nouveau Zimmerwald ». Il est absolument impossible d'admettre cette comparaison. Zimmerwald a constitué un bloc temporaire entre marxistes et centristes (4). Les premiers avançaient sous le mot d'ordre de la III^e Internationale, les autres sous celui de la réforme de la II^e. Il y avait bien sûr des participants qui évitaient de répondre à la question « pour la II^e ou pour la III^e Internationale ? » en dissimulant leurs hésitations sous le drapeau de Zimmerwald.

Cet accord s'avéra un épisode, alors que le mot d'ordre de la III^e Internationale a déterminé la politique révolutionnaire de toute l'époque nouvelle. C'est là qu'il y a similitude. Un accord, disons avec le S.A.P., peut devenir un épisode (beaucoup moins important que celui de Zimmerwald) sur la voie du nouveau parti. Mais ce sont des questions différentes.

parti en février 1921. Il était le principal dirigeant du K.P.D. au cours de l'année 1923, et avait hésité devant le déclenchement de l'action. Désigné comme bouc émissaire de la défaite de l'Octobre allemand, il ne devait plus jamais retrouver de responsabilité dans son parti, et fut exclu en 1929, après un séjour de plusieurs années en U.R.S.S. Le Leninbund, lui, issu du groupe des partisans allemands de l'Opposition unifiée russe, avait été fondé le 4 mars 1928. Il avait enregistré les départs successifs des « zinoviévistes », puis des « trotskystes », entre 1928 et 1930 et était dirigé par Hugo Urbahns (ci-dessus, n. 2, p. 72).

(3) Willi MUENZENBERG (1889-1940), avait été pendant la guerre le secrétaire de l'Internationale des jeunes, puis, après guerre l'un des principaux fondateurs de l'Internationale communiste des jeunes. Il était passé ensuite à l'organisation du secours ouvrier international avant d'organiser au compte de l'I.C. une série d'entreprises de presse, baptisées « le trust Münzenberg ». Il était la cheville ouvrière des congrès contre la guerre et le fascisme. Henri BARBUSSE (1873-1935), auteur pendant la guerre du célèbre roman *Le Feu*, avait rejoint le parti communiste en 1923, mais était resté imprégné de l'état d'esprit pacifiste et chrétien : il était la figure de proue de ces congrès. Une personnalité en vue du parti indien du Congrès, Vallabhai PATEL (1875-1950) avait également pris part à ces congrès.

(4) C'est à Zimmerwald en Suisse, en septembre 1915, que s'était tenue la conférence internationale qui avait réuni partis et courants pacifistes et internationalistes. Le manifeste contre la guerre adopté par cette conférence avait été rédigé par Trotsky. Lénine s'était employé à la conférence à organiser les éléments de la « gauche de Zimmerwald » qui allaient constituer le noyau de la III^e Internationale.

8. A ce propos, comment la question du S.A.P. se pose-t-elle aujourd'hui ? Dans leur lutte pour leur propre préservation, les dirigeants du S.A.P., sans répondre à aucune des questions du programme, se sont dissociés de l'Opposition de gauche en alléguant que nous nourrissions encore des illusions sur le K.P.D. Cet argument fondamental a été éliminé depuis par le cours des événements. Nous nous adressons au S.A.P. en disant : « Après le 5 mars, nous sommes également concernés par la création d'un nouveau parti. Mais on crée un parti sur la base d'un programme. Quel est le vôtre ? » Nous devons utiliser l'avantage que nous donne notre *nouvelle* position. Si les dirigeants du S.A.P. nous répondent qu'ils sont précisément en train d'élaborer leur programme, nous pouvons proposer tout à fait ouvertement de participer à leur discussion théorique, tout en préservant intégralement notre indépendance d'organisation et notre propre organe politique. La question du S.A.P. n'est pas la question décisive, c'est évident. Et nous ne voulons pas non plus la substituer à d'autres, mais la poser, en même temps qu'elles, comme une question secondaire sérieuse.

Je me résume. La discussion a déjà eu un résultat : elle a éclairci un certain nombre de malentendus évidents et a ainsi restreint le champ des divergences. Néanmoins, avant d'avoir reçu des camarades allemands dirigeants une réponse claire et spécifique aux questions posées ci-dessus, il serait prématuré de dire que les divergences ont été surmontées. Il nous faut non seulement reconnaître formellement la perspective du nouveau parti, mais aussi en tirer les nécessaires conclusions pratiques et combattre tous d'accord pour elles.

POUR UNE DISCUSSION VERITABLE (1)

(21 avril 1933)

Cher Ami,

Je vous envoie mes objections au document du comité exécutif allemand (2). Traduisez-les en allemand, s'il vous plaît, et envoyez-les en Allemagne aussitôt que possible.

Je me rends compte, d'après plusieurs indications, que les camarades allemands ne sont pas satisfaits du caractère de la discussion : il leur semble qu'on cherche à leur imposer une décision et que je contribue à cette tentative. Mais, depuis le début même, j'ai soutenu qu'il fallait une discussion la plus large et la plus fraternelle possible, sans qu'il y ait la moindre tentative d'imposer d'en haut des idées à la base. Les camarades allemands se plaignent que G.G. a répondu à des arguments purement imaginaires (3) : cette doléance repose sur un pur et simple malentendu. La lettre de G.G. a été écrite avant qu'il y ait eu la moindre réponse d'Allemagne, et elle s'adressait non à des objections réellement faites, mais à des objections possibles, pour lever certains malentendus *a priori*, pour ainsi dire.

En tout cas, cette expérience démontre une fois de plus combien il est nécessaire que le secrétariat soit prudent dans les questions qui comportent des divergences internationales. Je suis très mécontent que mon article «La Tragédie du prolétariat allemand» n'ait pas été imprimé avec la note précisant qu'il constituait un article de discussion (4). Cette méthode est bien meilleure et bien plus saine pour notre régime interne.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Il s'agit du texte précédent.

(3) Il s'agit du texte du 29 mars (ci-dessus, pp. 72-76) dans lequel Trotsky répondait à de « possibles objections », «G.G.» constitue les initiales de son pseudonyme habituel de G. Gourov.

(4) Trotsky avait effectivement demandé que son texte soit considéré comme article de discussion (ci-dessus p. 62).

Les staliniens sont-ils réellement disposés à convoquer un congrès à Copenhague (5) ou vont-ils le renvoyer aux calendes grecques pour ne jamais plus en tenir ? A Paris vous pouvez plus facilement voir clair là-dessus.

(5) Le «congrès antifasciste» prévu à Prague était maintenant annoncé pour Copenhague.

*
* * *

LE «GROUPE NIN» MENE
UNE LUTTE SANS PRINCIPES *
(24 avril 1933)

L'OPPOSITION DE GAUCHE ET LE S.A.P. (1) (27 avril 1933)

Cher Ami,

J'ai reçu votre lettre du 20 avril dans laquelle vous m'informez de votre discussion avec les camarades dirigeants du S.A.P. Vos informations clarifient la résolution du S.A.P. à sa dernière conférence, et en particulier les parties qui touchent aux relations avec vous.

Jusqu'au 5 mars, les dirigeants du S.A.P. nous reprochaient de continuer à espérer la régénération du K.P.D. Aujourd'hui cette divergence a été réglée par le cours même des événements. Nous considérons l'appareil stalinien en Allemagne comme perdu et nous appelons à rassembler des cadres pour un nouveau parti. Ce qu'il nous faut de toute évidence, ce ne sont pas des formules générales abstraites, mais l'affirmation sur le papier de l'expérience des dernières années à laquelle nos deux organisations, l'Opposition de gauche et le S.A.P., ont participé. Les conclusions fondamentales de cette expérience ont été exprimées en style télégraphique à notre préconférence de février de cette année (en fait, il nous faut faire à ces thèses d'importantes corrections sur la question de notre attitude vis-à-vis du K.P.D. (2)). Des dirigeants du S.A.P., nous aurions attendu des corrections, des additifs ou des contrepropositions de caractère programmatique.

Au lieu de cela, nous entendons de leur bouche différents arguments. J'admets que j'aborde ce point à contrecœur car il

(1) T 3541. *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche*, édité par le S.I., n°4, mai 1933. Cet article est rédigé sous forme de lettre mais n'est adressé à aucun militant en particulier comme le montre la lettre à Jan Frankel rédigée le même jour et, le fait que Trotsky l'appelle ultérieurement « lettre ouverte ».

(2) Rappelons que cette préconférence avait réaffirmé la politique de « redressement » du K.P.D., affirmant que l'Opposition était une fraction et non un nouveau parti.

me touche personnellement. Mais les problèmes de la politique révolutionnaire sont au-dessus des considérations personnelles : il faut prendre les arguments sous la forme où ils nous sont présentés par nos alliés potentiels ou nos ennemis. L'Opposition de gauche, selon les dirigeants du S.A.P., est trop étroitement liée à la personnalité de Trotsky, dépend trop de lui, etc. La section allemande, paraît-il, n'entreprend rien sans ses directives, etc. La concentration d'une organisation autour d'un unique individu présente de graves dangers, etc.

D'abord, je veux corriger cette description de la vie interne de l'Opposition. Je ne parlerai pas de l'expérience passée de la section allemande, de ses sérieuses divergences internes, ni des graves crises internes qui m'ont amené à y jouer, au plus, le rôle d'un conseiller de l'extérieur (3). Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est la question d'un nouveau parti en Allemagne. L'Opposition de gauche est la seule organisation qui en discute ouvertement, sous les yeux de tous. La majorité de la direction de la section allemande a sur cette question des divergences avec le secrétariat international et avec moi, et elle conduit avec énergie sa campagne, m'accusant de «sophismes», de «diplomatie» et autres péchés, parfaitement en accord avec les règles du jeu dans un tel conflit. J'espère fermement que la discussion se terminera par l'élaboration d'un point de vue commun. Mais en tout cas, ni dans le S.A.P. ni dans la K.P.O. brandlérienne, on ne polémique aussi ouvertement et aussi nettement contre Walcher-Frölich ou Brandler-Thalheimer (4), comme notre section allemande le fait contre moi ou le secrétariat international de l'Opposition de gauche. Je n'ai nullement l'intention d'idéaliser l'Opposition de gauche. Son défaut principal est sa faiblesse. Cette faiblesse et l'insuf-

(3) La section allemande avait subi deux graves crises qui s'étaient toutes deux terminées par des scissions. En 1931, une partie de ses cadres l'avait abandonnée pour suivre son ancien dirigeant, l'autrichien Kurt LANDAU (1903-1937) ; au début de 1933 s'était produite la défection d'un certain nombre de cadres inspirés par l'activité provocatrice de Roman Well (ci-dessus, n. 6, p. 70).

(4) Jacob WALCHER (né en 1887), organisateur avant la guerre de la gauche social-démocrate à Stuttgart, membre du groupe Spartakus pendant la guerre, avait été l'un des fondateurs du K.P.D. (S) et l'un de ses dirigeants jusqu'en 1923, dans la tendance «de droite», avec Brandler (ci-dessus, n. 2, p. 145). Appelé ensuite à Moscou où il avait travaillé à l'I.S.R. jusqu'en 1926, exclu en 1928, il avait été l'un des fondateurs de la K.P.O., puis le leader de sa minorité qui avait rejoint le S.A.P. en 1932 et conquis sa direction au début de 1933. Paul FRÖLICH (1894-1953), militant des jeunesses socialistes et de la gauche social-démocrate avant-guerre, internationaliste pendant la guerre, lié à Radek, et l'un des inspirateurs du groupe des I.K.D. de Brême, avait rejoint avec eux le K.P.D. (S) à sa fondation. D'abord «gauchiste», il s'était rallié à Brandler en 1922 et avait désormais suivi le même itinéraire que Walcher, du K.P.D. à la K.P.O., puis au S.A.P. Walcher avait émigré en France où il militait sous le nom de Jim SCHWAB. Frölich était détenu en camp de

fiance de ses contacts avec les masses créent des conditions dans lesquelles il est possible et même inévitable que des personnalités individuelles jouissent d'une influence excessive. Mais à cela cependant il n'existe qu'un seul remède : la construction d'une organisation plus forte, ayant un caractère de masse. Si les positions et les méthodes fondamentales de l'Opposition de gauche sont fondamentalement justes, alors la création d'une telle organisation est assurée ou au moins entièrement réalisable. Concentrons-nous donc sur les questions de programme, de stratégie, de tactique et d'organisation.

Contre quoi les camarades du S.A.P. se défendent-ils fondamentalement : l'influence d'une personnalité précise, ou bien l'influence d'idées précises qui sont liées à cette personnalité ? Là-dessus il n'y a pas encore une précision suffisante. Dans la résolution de la conférence du S.A.P., il est dit que le S.A.P. est d'accord sur de nombreux points avec l'Opposition de gauche et avec la K.P.O. On est au premier abord frappé de l'imprécision de cette expression : «sur de nombreux points». Ce n'est pas là le marxisme. La résolution d'une organisation responsable devant l'avant-garde des ouvriers est tenue de dire avec clarté et exactitude sur quels problèmes elle est d'accord avec d'autres organisations et sur lesquels elle diverge d'elles. Il ne peut y avoir de politique révolutionnaire sans clarté et exactitude dans la formulation des idées. La situation est compliquée par le fait que cette résolution proclame simultanément sa solidarité avec nous, bolcheviks-léninistes, et avec les brandlériens. Ceci diminue considérablement la valeur de cette déclaration, puisque les brandlériens sont séparés de nous par d'insurmontables divergences.

Au cours des deux dernières années, la clé de la situation internationale se trouvait en Allemagne. Par rapport aux questions de tactique (pas de stratégie), il a pu apparaître parfois que les divergences entre nous et les brandlériens n'étaient pas importantes. Depuis, l'avant-garde prolétarienne allemande a laissé la clé lui échapper des mains. C'est l'Autriche qui est maintenant au centre de l'attention (5). Mais en dépit de tout, la question autri-

concentration. August THALHEIMER (1884-1948), intellectuel, élève de Rosa Luxemburg, passait pour l'un des théoriciens de la gauche avant-guerre, puis du groupe Spartakus. L'un des fondateurs du K.P.D. (S), il avait été en 1921 l'un des avocats de la «théorie de l'offensive», avant de devenir le cerveau et le théoricien de la direction Brandler (P. BROUÉ, *La Révolution allemande*). Il avait partagé ensuite le destin politique de Brandler et était l'un des principaux dirigeants de la K.P.O.

(5) Le chancelier social-chrétien Dollfuss poursuivait son offensive contre le mouvement ouvrier autrichien dont une série de décrets venait de limiter l'activité, constituant de toute évidence un pas important vers son interdiction pure et simple.

chienne n'a qu'un caractère épisodique. La principale clé de la situation du prolétariat international se trouve en réalité en U.R.S.S. Nous supposons que la politique du centrisme bureaucratique et les dangers qu'elle engendre sont connus des camarades du S.A.P. Sont-ils d'accord avec nous ? S'ils sont d'accord avec nous en général, comment peuvent-ils l'être en même temps avec les brandlériens qui soutiennent la politique stalinienne en U.R.S.S. (ce qui signifie en pratique dans le monde entier) et qui nous ont plus d'une fois traités de contre-révolutionnaires ? En ne prenant pas de position sur les problèmes les plus importants et les plus urgents, les dirigeants du S.A.P. donnent l'impression qu'ils désirent avoir les bolcheviks-léninistes sur leur gauche, les brandlériens sur leur droite, et, en séparant les deux flancs, conserver leur indépendance — ce qui n'est pas une calamité — et leur absence de précision — ce qui est très mauvais !

Une telle tactique peut paraître «intelligente». En réalité, elle serait catastrophique. Elle signifierait la poursuite de la politique de Seydewitz (6) dans une situation nouvelle. Je ne dis vraiment pas cela pour les besoins de la polémique. Pour ma part, je suis prêt à tout faire pour faciliter une compréhension mutuelle et la collaboration avec les camarades du S.A.P. Mais la première condition pour cela est un honnête accord politique.

Les dirigeants du S.A.P. se plaignent parfois que l'Opposition de gauche pose les problèmes de la politique centriste en Chine, du comité anglo-russe (7), du cours du Comintern en Espagne, de la politique de Staline en U.R.S.S., etc. de façon trop mécanique. En réalité, il ne s'agit pas de critères arbitraires de notre part ou de différents articles de foi. La question est une simple et unique question : celle de *la politique de la fraction centriste dirigeante dans les divers pays et dans diverses conditions*. Nous avons mis au premier plan les événements les plus importants des dix dernières années afin d'opposer de façon plus frappante, sur la base de ces expériences, la politique du marxisme à celle du cen-

(6) MAX SEYDEWITZ (né en 1892), socialiste depuis 1910, avait été l'un des animateurs de l'Opposition de gauche dans le parti social-démocrate allemand de 1924 à 1931, date de son exclusion qui avait été la préface de la fondation du S.A.P. Sur le point d'en perdre la direction au début de 1933 face à la minorité venue de la K.P.O., il avait proclamé sa dissolution, assortie d'un appel à rejoindre le parti social-démocrate.

(7) Le comité syndical anglo-russe avait été constitué entre les dirigeants syndicaux russes et britanniques en mai 1925. Trotsky considérait qu'il avait signifié une caution des Russes aux pires réformistes qui dirigeaient les syndicats britanniques et en avait maintes fois réclamé la dissolution. Il faisait de cette question l'une des pierres de touche permettant de situer dans le mouvement communiste hommes et groupes se réclamant de l'Opposition. Le comité anglo-russe, comme la politique de Staline-Boukharine en Chine, avaient été défendus par les brandlériens.

trisme. Evidemment nous plaçons au premier plan les faits et les problèmes politiques vivants. Mais la continuité de la pensée révolutionnaire est nécessaire pour l'éducation de cadres révolutionnaires. A partir de l'expérience du Kuomintang, de l'aventure de Canton (8), du bloc avec les briseurs de grève anglais (9), etc. court une ligne de centrisme ininterrompue jusqu'à la catastrophe allemande.

Dans le S.A.P., comme dans d'autres organisations, se trouvent des milliers d'ouvriers pour qui ce rapport n'est pas évident, qui n'ont jamais pensé ou réfléchi à la politique de Staline en Chine, en Bulgarie ou en Espagne. Exiger de ces camarades qu'ils reconnaissent de façon purement formelle la justesse de nos positions sur les problèmes énumérés ci-dessus serait en tout cas dénué de sens. On ne peut réaliser d'un coup un long travail de propagande. Mais est-il juste pour nous d'exiger de ceux des dirigeants qui endossent la responsabilité et l'initiative de constituer un parti prolétarien indépendant, qu'ils indiquent à présent leur attitude vis-à-vis des problèmes fondamentaux de la stratégie prolétarienne, et de le faire, non pas de façon générale et sous forme abstraite, mais sur la base de l'expérience vivante de la génération présente du prolétariat mondial ? Et nous ne posons pas non plus ces questions aux dirigeants de façon mécanique. Nous leur disons : «Avant de trancher définitivement la question de savoir si nous pouvons avoir entre nous une collaboration que nous souhaitons la plus étroite possible, il faut être tout à fait certains que nous avons la même attitude vis-à-vis des problèmes fondamentaux de la stratégie prolétarienne. Voici ce que nous pensons, au terme de la lutte dans divers pays. Quelle est votre attitude sur ces questions ? Si vous n'avez pas encore défini votre position à ce sujet, essayons de les examiner en commun, en commençant par les problèmes politiques les plus aigus et les plus brûlants». Je crois sincèrement qu'il n'y a pas dans cette façon de poser les problèmes une ombre de sectarisme. Les marxistes, de façon géné-

(8) Allusion à l'insurrection connue sous le nom de «Commune de Canton» (11-14 décembre 1927) : après des années d'une politique opportuniste de soumission au Kuomintang qui s'était soldée par le coup d'Etat victorieux de Chang Kaï-shek à Shanghai en avril 1927 et la répression féroce déchaînée contre le mouvement ouvrier chinois, l'I.C. avait organisé précipitamment une insurrection dans le grand port chinois sous le drapeau d'un «soviet» bureaucratiquement désigné. Bien que les motifs de ce tournant aient été complexes, on peut penser qu'il s'agissait pour Staline de se couvrir vis-à-vis de ses adversaires de gauche dans le parti russe.

(9) Nouvelle allusion au comité syndical anglo-russe dont les membres britanniques étaient précisément les dirigeants syndicaux qui avaient en 1926 saboté la grève générale, puis isolé les mineurs qui poursuivaient la grève en leur reprochant notamment l'aide financière qu'ils recevaient des syndicats russes.

rale, n'ont aucun autre moyen de poser la question. Il faut ajouter que nous sommes prêts, bien entendu, à une collaboration pratique sans attendre la résolution définitive de toutes les questions en discussion.

Les camarades du S.A.P. croient qu'une convocation rapide d'une conférence de toutes les organisations, de tous les groupes communistes existants qui voudraient répondre à un tel appel, est souhaitable (10). Si une telle conférence est convoquée, l'Opposition de gauche, je crois, y participera afin d'y expliquer son point de vue ; mais il serait erroné d'attendre, pour lancer un travail communiste, des résultats sérieux d'une telle conférence. S'il s'agit de l'aide aux émigrés, de la défense de leurs intérêts, ou de quelque campagne politique sur des mots d'ordre partiels, la conférence pourrait peut-être arriver, dans tous ces cas, à jouer un rôle pratique. Mais ce qui est à l'ordre du jour, c'est la question du développement des fondements d'une politique révolutionnaire pour une longue période. On n'a jamais résolu de semblables problèmes par des conférences bigarrées convoquées dans l'improvisation. Au contraire, l'absence de préparation politique, la convocation précipitée d'une conférence dans une atmosphère de tohu-bohu ne feraient que faire courir le risque d'accroître le chaos idéologique et l'exaspération mutuelle entre les différents groupes.

C'est maintenant nécessairement dans l'émigration que se trouveront pour la prochaine période les centres dirigeants du mouvement révolutionnaire allemand. Mais les camarades allemands expulsés ont encore aujourd'hui le sentiment qu'ils y campent. Même ceux d'entre eux qui ont compris théoriquement l'ampleur de la catastrophe qui vient de se produire ne se sont pas encore adaptés du point de vue psychologique à la nouvelle situation. A l'intérieur de l'Allemagne, les divers groupes continuent à vivre dans l'inertie d'hier. Cela s'applique également au S.A.P., la plus grande, mais aussi la moins ferme, des organisations communistes d'opposition. La gauche du S.A.P., bien que ses dirigeants n'aient eu aucun organe à eux, a remporté la majorité dans le parti, supplantant la fraction Seydewitz (11). Ce fait constitue la

(10) Le S.A.P. proposait une conférence internationale des oppositions communistes à laquelle les brandlériens étaient irréductiblement hostiles. Mais ils étaient en même temps engagés dans la participation à une conférence organisée par l'I.A.G. (Communauté internationale de travail — Internationale Arbeitsgemeinschaft — animée notamment par l'I.L.P. britannique) des partis « socialistes de gauche », qui primitivement prévue à Bruxelles, allait finalement se dérouler à Paris en août.

(11) On sait que la minorité de la K.P.O. qui était entrée dans le S.A.P. sous la direction de Walcher et Frölich avait réussi à en prendre la direction.

meilleure démonstration du sens du développement général du S.A.P. dans lequel on voit déjà le début d'un «courant vivant». Et nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux devant ce fait que le S.A.P. constitue dès aujourd'hui le matériau brut des forces du communisme. Bien plus, la situation a radicalement changé : ce qui est à l'ordre du jour, ce ne sont plus les tâches du combat immédiat, mais une longue tâche de préparation dans des conditions d'illégalité. Moins l'organisation est idéologiquement formée, et moins elle sera capable de résister aux facteurs de destruction que sont les désillusions, la fatigue, la répression, l'agitation des autres groupes, etc. Seuls des cadres idéologiquement trempés seront capables de supporter les contrecoups des forces adverses dans la période qui vient !

L'Opposition de gauche, il ne saurait exister de doute là-dessus, est prête à faire tout son possible pour faciliter une compréhension mutuelle avec le S.A.P. Les formes techniques pour examiner le contentieux ou les questions non résolues ne sont pas difficiles à trouver : bulletin de discussion, journal théorique commun, série de discussions au centre et dans les groupes.

Je crois qu'il faut avec persévérance poser ces problèmes à tous les membres du S.A.P.

VEILLER AU NOYAU DIRIGEANT (1)

(27 avril 1933)

Cher Jan,

Ci-joint un article sur le S.A.P. (2) Il n'est pas destiné à la presse mais aux bulletins intérieurs de tout genre et pour l'envoi en Allemagne.

Nous avons reçu de Prague deux lettres détaillées d'O. (3) Ainsi votre supposition qu'il était déjà en Allemagne s'est révélée sans fondement. Mon avis est qu'il ne devrait pas aller en Allemagne tant qu'E. (4) n'en est pas sorti. Il ne faut pas perdre de vue une minute que, dans les conditions du travail illégal, le noyau du centre politique doit être en exil. Si E. n'arrive pas à temps pour le plénum, O. devrait évidemment le remplacer (ou peut-être Anton (5)). Bien entendu, les camarades allemands trancheront eux-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Cf. ci-dessus, pp. 149-155.

(3) Otto Schüssler.

(4) Erwin Ackerknecht (E. Bauer). Trotsky avait rencontré Ackerknecht lors de son voyage à Copenhague l'année précédente.

(5) Anton GRYLEWICZ (1885-1971), militant socialiste depuis 1912, ouvrier, avait été l'un des dirigeants du noyau des « Délégués révolutionnaires » des usines de Berlin en 1917-18, puis dirigeant de l'organisation de l'U.S.P.D. à Berlin, adjoint d'Eichhorn lors du soulèvement de janvier 1919. Partisan de l'adhésion de son parti à l'I.C., il avait été l'un des dirigeants du K.P.D. unifié et avait notamment pris part aux préparatifs d'insurrection de 1923 dans une commission spéciale à Moscou, ce qui lui avait valu une lourde condamnation en 1925. Lié à la tendance « de gauche » de Fischer-Maslow, il avait été exclu du K.P.D. en avril 1927 et avait participé à la fondation du Leninbund qu'il avait quitté en février 1930 pour devenir l'un des porte-drapeau de l'Opposition de gauche en Allemagne. Il était réfugié à Prague où il avait pris le pseudonyme de ZEMANN. En mentionnant Bauer, Otto Schüssler et Grylewicz, Trotsky fait le tour des dirigeants de l'Opposition allemande disponibles à cette époque. Un autre dirigeant de la section se trouvait à cette époque en prison sous les nazis : Oskar SEIPOLD (1889-1966). Ce dernier, également métallurgiste, né dans l'empire tsariste, était devenu social-démocrate en 1909, avait fait la guerre dans l'armée russe, mais avait été naturalisé allemand en 1919. Venu au K.P.D. par l'U.S.P.D., il avait été l'un des organisateurs de la préparation du soulèvement de 1923 en Prusse orientale, condamné à cinq ans de forteresse en 1924. Suppléant député au Landtag prussien, il était devenu député alors qu'il militait dans les rangs de l'Opposition de gauche et avait conservé son mandat pour utiliser la tribune parlementaire, ce qui lui valut l'exclusion du K.P.D. en février 1930. Il avait été arrêté chez des amis le 3 mars 1933.

mêmes cette question. Mais nous devons insister avec fermeté sur une seule chose — qu'un noyau politique petit, mais stable, devrait toujours rester à l'extérieur du pays.

Votre malaria me préoccupe beaucoup. Avez-vous consulté des spécialistes français ? Si vous ne recouvrez pas pleinement votre capacité de travail, le secrétariat ne sera pas capable de fonctionner convenablement et cela sapera inévitablement son autorité. J'ai déjà reçu des plaintes de Tchécoslovaquie et d'Autriche sur le fait qu'ils n'ont pas reçu de réponse du secrétariat.

Est-ce qu'une date exacte a été fixée pour le plénum ? N'oubliez pas qu'il faut laisser à Swabeck (6) le temps de se rendre à Paris.

Nous sommes déjà le 27, et il n'y a encore aucun télégramme sur l'arrivée d'un camarade de Hambourg. Je l'attends avec grande impatience, parce que ma correspondance allemande commence à s'entasser.

A part ça, tout continue à un rythme plus ou moins normal. Aujourd'hui les premières petites fleurs rouges sont apparues et en grand nombre.

Rétablissez-vous *tout de suite*

P.S. : Le camarade de Hambourg vient d'arriver ! (7) Tout est en ordre.

(6) Swabeck était toujours à Prinkipo.

(7) Il s'agit de Rudolf Klement, cf. ci-dessus n. 2, p. 106.

QUESTIONS DU MOUVEMENT (1)

(29 avril 1933)

Cher Jan,

Ceci répond à votre lettre du 23 avril. Votre malaria est un grand malheur. Il vous faut à tout prix consulter un bon spécialiste.

1. Vous vous plaignez que les éditeurs d'*Unser Wort* ne répondent pas aux lettres. Otto, de son côté, écrit que le S.I. ne répond pas à ses lettres (2). Il est impossible d'y rien comprendre. Je pense que vous ne donnez pas des adresses sûres, que les lettres y traînent ou se perdent. Beaucoup de pays écrivent aux bons soins de Raymond (3). N'est-il pas possible de trouver une adresse plus innocente ? Il est également possible que les plaintes au sujet du S.I. datent de l'époque où vous n'étiez pas encore à Paris.

2. Si le plénum n'est pas repoussé, je ne peux lui apporter aucun document, quelque envie que j'en aie. Sur la question du vieux et du nouveau parti en Allemagne, le plénum devrait évidemment exprimer son opinion, mais pas sous une forme où il semblerait donner directement un « ordre » à la section allemande. Il faut leur donner du temps pour sentir la nouvelle situation et s'habituer à la nouvelle perspective.

3. Quant aux questions techniques liées à l'Allemagne, on ne peut les résoudre qu'à la condition que le journal soit convenablement publié. La situation en Allemagne est telle qu'il faut que le journal soit payé essentiellement sur des ressources à l'extérieur du pays. Il faut obtenir des abonnés et des diffuseurs pour le jour-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Rappelons qu'Otto Schüssler avait quitté Prinkipo pour prendre la responsabilité de la publication d'*Unser Wort* à Prague.

(3) L'activité de Raymond Molinier était bien entendu publique, et son adresse, au local de la Ligue communiste, ne présentait évidemment pas de garantie absolue de sécurité.

nal dans tous les pays de langue allemande et partout où il y a des réfugiés allemands. Je crois que c'est tout à fait possible.

4. Votre remarque selon laquelle l'Opposition de gauche devrait manifester plus d'indépendance et d'initiative dans tous les pays, en particulier vis-à-vis des social-démocrates de gauche, est tout à fait juste. Comme le montre la lettre que j'ai reçue de Krieger (4) d'Autriche, l'Opposition de gauche grandit rapidement à l'intérieur de la social-démocratie autrichienne, et la sympathie pour nous grandit dans ses rangs. Il faut nous attendre à des développements semblables dans d'autres pays. Il faut mettre cette question sous la forme d'un point particulier à l'ordre du jour du plénum. Il faut absolument que chaque section soit tenue de suivre de près ce qui se passe dans son propre pays à l'intérieur de la social-démocratie, et d'y établir ses propres noyaux, de publier des appels, non pas abstraits, mais articulés sur les processus internes véritables à l'intérieur de la social-démocratie. C'est aujourd'hui une très importante question.

5. Je viens juste de terminer un grand article pour le *Bulleten* et la presse étrangère : « Problèmes du régime soviétique : théorie de la dégénérescence et dégénérescence de la théorie » (5). Il est en train d'être traduit en français et en allemand et vous sera adressé demain ou après demain.

6. En Allemagne, toutes les provinces — toutes, et pas seulement leipzig — se plaignent du comité exclusif de Berlin. Ce ne sont pas des plaintes bien sérieuses. Le comité exécutif, dans les circonstances actuelles, ne peut pas prendre de bien grandes initiatives : il n'a ni les hommes, ni les fonds, ni les ressources techniques. Tout cela ne peut être construit que peu à peu sur la base des initiatives prises en province. Les organisations locales transforment souvent leur propre impuissance en plaintes contre le centre.

(4) W. KRIEGER était l'un des pseudonymes du jeune tchèque Wolfgang Vaclav SALUS (1908-1953). Fils d'une famille aisée, élevé dans une école militaire, il était entré aux J.C. en 1924 et avait travaillé en usine tout en poursuivant ses études. Responsable des J.C. de Prague en 1926, délégué en 1927 à une conférence de l'Internationale des jeunes à Moscou, il y avait noué des contacts avec des militants de l'Opposition de gauche russe (et selon certains, rencontré personnellement Trotsky). A son retour — il avait dix-huit ans — il avait fait partie du premier noyau qui entreprenait de construire l'Opposition de gauche dans le P.C.T. et était exclu. En 1929, ayant appris au cours d'une conférence à Vienne que Trotsky, expulsé d'U.R.S.S., venait de s'établir à Prinkipo, il l'avait aussitôt rejoint et s'était mis à son service en tant que secrétaire et garde du corps. Remplacé à Prinkipo en 1930 par Jan Frankel, il avait séjourné à Paris, puis était revenu à Prague où il était l'un des principaux dirigeants d'un groupe tchécoslovaque, suivant de très près les questions autrichiennes.

(5) Ce texte paraîtra dans le volume 1933 de la seconde série.

Il nous faut combattre cela en appelant les organisations locales à prendre elles-mêmes des initiatives.

7. Sur le S.A.P., j'ai écrit un article sous forme de lettre que je vous ai envoyé en russe. Il n'a pas été traduit en allemand ici. (5 bis)

On m'a parlé d'un voyage possible de Thomas (6) ici, mais sous une forme très peu claire.

Pour les liens avec le S.A.P., il me semble que le secrétariat devrait utiliser Neurath, qui connaît très bien tous ces gens et a un immense intérêt à les attirer vers nous (7).

8. C'est bien que Goldenberg (8) soit revenu du royaume des morts. J'avais réuni tout le matériel le concernant (ses articles, sa thèse, ses lettres qu'il m'avait envoyées) pour écrire sa notice nécrologique. C'est un plaisir d'abandonner ce travail. Transmettez-lui mes salutations si vous le voyez, ainsi que mes espoirs qu'il va entreprendre avec énergie de rapprocher nos deux organisations.

9. J'ai trouvé profondément ahurissant ce que vous me dites

(5 bis) « L'Opposition de gauche et le S.A.P. », ci-dessus pp. 149-155.

(6) YAKOV S. REICH, (1886-1956), dit THOMAS, né en Galicie, avait fait partie de la mission diplomatique soviétique à Berne en 1918. En 1919, il avait été envoyé à Berlin pour organiser le secrétariat d'Europe occidentale de Berlin : il y fut connu sous le nom de « Camarade Thomas ». Lié à l'Opposition de droite, puis à la K.P.O. et enfin au S.A.P., dont le dernier congrès l'avait élu à la direction, il passait pour très proche de l'Opposition de gauche, ce que semble confirmer cette remarque de Trotsky. Il était resté en Allemagne et avait émigré à Prague en mars 1933. Il ne faut pas le confondre, sous le pseudonyme de Thomas ou J. Thomas, avec Bernhard Thomas, qui était le pseudonyme de Boris Goldenberg (ci-dessous, note 8).

(7) Aloïs NÉURATH avait connu les dirigeants du S.A.P. dans l'appareil de l'I.C., puis dans l'Opposition internationale groupée autour de la K.P.O.

(8) BORIS GOLDENBERG (né en 1905), fils d'une famille richissime, avait adhéré au parti social-démocrate, puis clandestinement au K.P.D. pour le compte duquel il avait travaillé « en fraction ». Exclu du S.P.D., il avait adhéré officiellement au K.P.D. peu avant de rompre avec lui et de rejoindre la K.P.O. et ensuite le S.A.P. Il avait à Berlin des relations amicales avec Léon Sedov qui travaillait généralement dans son appartement. *Unser Wort* n° 2 d'avril 1933 avait reproduit une information, parue dans le *Vorwärts* de Reichenberg (Liberec), selon laquelle il avait été arrêté le 3 mars 1933, féroce battu et fusillé le lendemain. Le journal de la section allemande avait d'ailleurs ajouté que Goldenberg, politiquement proche de l'Opposition de gauche, était en correspondance avec Trotsky. Il ne doit pas être confondu avec un autre Goldenberg, juif roumain d'origine, militant de l'I.C. sous les pseudonymes de M. Ollivier et R. Thal. Ajoutons que les trotskystes avaient constitué une petite fraction à l'intérieur du S.A.P. dont les forces essentielles se trouvaient à Francfort-sur-le-Main et dont l'un des principaux animateurs était Paul WASSERMANN.

de la N.O.I. (9). Je n'avais reçu aucun document sur l'exclusion de Blasco et des autres (10). Sur quelle base cela a-t-il été fait ? On tire de votre lettre la conclusion qu'une rupture était inévitable et que la seule question était de savoir la forme qu'elle prendrait. Je suis profondément étonné. Je n'avais entendu parler d'aucune divergence de principe. Apparemment la base du conflit se trouve dans les rapports entre la N.O.I. et la Ligue. S'il en est ainsi, il nous faut faire de sérieuses concessions à la N.O.I., c'est-à-dire lui permettre de ne pas rejoindre la Ligue, mais de poursuivre son travail de façon complètement indépendante. Il me semble qu'on a fait sur la question de la N.O.I. des déclarations fausses et qu'on a également pris des mesures erronées, et que cela ne pouvait qu'offenser profondément les sensibilités des cercles émigrés. Il faut corriger ces fautes, plutôt que de les aggraver, et ne pas laisser les choses en venir jusqu'au point d'une scission.

10. Les succès en Amérique du Sud sont très satisfaisants, mais nous ne pouvons pas oublier que, pour la plus grande partie, l'Amérique du Sud utilise la littérature espagnole (11). Nous devrions attirer particulièrement l'attention de toutes nos sections sud-américaines sur nos divergences avec la section espagnole. Il serait bon de leur envoyer en espagnol ma correspondance avec Nin et au moins deux lettres traitant des questions espagnoles.

(9) La Nouvelle Opposition Italienne (N.O.I.), constituée en 1930 à la suite de la rupture avec le P.C.I. et l'I.C. d'un groupe de dirigeants du parti clandestin, autour des «trois» (Blasco, Feroci, Santini) était en train de vivre l'une de ses crises d'émigration. Sur Blasco, voir ci-dessus, n. 8, p. 108. Alfonso LEONETTI (né en 1895) dit FEROCI, AKROS, SOUZO, Guido SARACENO, etc. avait été l'un des proches collaborateurs de Gramsci à Turin au premier *Ordine nuovo*, puis rédacteur en chef du second. Elu au C.C. du P.C.I. au congrès de Lyon, membre du B.P. et du « centre clandestin », il avait consacré surtout au S.I. et à son *Bulletin* son activité militante après son adhésion à l'Opposition de gauche. Paolo RAVAZZOLI (1894-1940) dit LINO, dit SANTINI, métallo de Milan, était également membre de la direction clandestine du P.C.I. à la fin des années vingt ; il avait contribué à la reconstruction clandestine de la C.G.L. dont il était secrétaire général avant son exclusion du P.C.I. Il avait en 1931, défendu les positions de l'Opposition de gauche à Moscou dans une réunion de l'I.S.R.

(10) Plusieurs militants italiens, dont Blasco et Nicola Di BARTOLOMEO, dit FOSCO (1901-1946) venaient d'être exclus de la N.O.I. par une résolution prise le 9 avril (Archives Vereeken). Mais l'exclusion fut annulée par le S.I.

(11) *Comunismo* exerçait une réelle influence dans les milieux communistes de l'opposition en Amérique latine. Les dirigeants argentins Hector RAURICH, dit Reinaldo FRIGERIO et Antonio GALLO, dit Antonio ONTIVEROS (né en 1912), avaient été gagnés à l'Opposition de gauche en Espagne, où ils étaient étudiants. Le jeune enseignant mexicain Octavio FERNANDEZ (né en 1914) avait pris contact avec l'Opposition de gauche internationale après avoir lu un numéro de *Comunismo*. Le principal dirigeant de l'Opposition à Cuba, l'ouvrier boulanger et dirigeant syndical, le noir Sandalio JUNCO (1902-1942), avait été gagné à l'Opposition de gauche au cours d'un séjour à Moscou par Andrés Nin lui-même, alors secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. Une légende non vérifiée veut d'ailleurs qu'à peine convaincu, il ait mis à profit une réception officielle pour interpellier violemment Staline au sujet des persécutions contre Trotsky et ses camarades.

LE VISA FRANÇAIS OBTENU !⁽¹⁾

(30 avril 1933)

Cher Camarade Parijanine (2),

C'est avec une grande stupéfaction que j'ai reçu votre télégramme. Je ne doute certainement pas que vous ayez eu de sérieux motifs de l'expédier, mais, en même temps, je puis à peine imaginer que le gouvernement français, surtout celui de ce moment qui recherche l'amitié de Staline, m'accorde le visa.

Pour l'instant, votre télégramme m'a déterminé à suspendre l'impression en Amérique de mon article sur M. Herriot (3). Je vous envoie ci-joint cet article. D'après son contenu, il ne vous sera pas difficile de deviner les motifs pour lesquels j'ai suspendu cette publication : si, dans les cercles dirigeants de France, il y a des tergiversations au sujet du visa à m'accorder, la parution de cet article donnerait sans aucun doute de nouveaux arguments à ceux qui s'opposent au visa.

D'autre part, je ne vous dissimulerai pas que je regrette le temps perdu à écrire cet article. Si, selon vos dernières informations, l'affaire du visa entrait dans une phase défavorable ou

(1) D116. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à M. Parijanine.

(2) Maurice DONZEL, dit PARIJANINE, (1885-1937), rédacteur de la revue *Les Humbles*, avait été le traducteur de *Ma Vie* parue en français aux éditions Rieder en 1930, et avait eu de graves conflits avec Trotsky du fait des notes qu'il avait ajoutées au texte. C'est semble-t-il de sa propre initiative qu'il avait entrepris des démarches pour obtenir du gouvernement français qu'il accorde à Trotsky le droit de résider en France. Les dernières tentatives pour obtenir un autre asile avaient eu lieu en 1932, où Alois Neurath et plusieurs personnalités tchécoslovaques étaient intervenues auprès du gouvernement de Prague, mais sans succès.

(3) Edouard HERRIOT (1872-1957), dirigeant du parti radical, qui avait été le chef du gouvernement du Cartel des Gauches en 1924, était un personnage symbolique de la politique française. Trotsky l'avait rencontré en 1922 où il était venu en U.R.S.S. pour étudier les modalités de la reconnaissance par Paris du gouvernement soviétique. Il était président du conseil en 1932 lorsque Trotsky avait traversé la France pour se rendre à Copenhague et en revenir. Trotsky venait de terminer un article-portrait de lui, dont il préféra, étant donné les circonstances, ajourner la publication, et qui ne parut, remanié, qu'en 1935.

menaçait de traîner en longueur interminablement, je préfère publier mon article. Dans ce sens, je voudrais bien qu'il paraisse aussi en France. Si vous pensez pouvoir le placer quelque part, je le remets, bien volontiers à vos soins. Pour les honoraires de la traduction et des démarches, nous nous entendrons sans peine, nous basant sur l'honoraire global.

Je vous remercie de tout cœur pour votre sollicitude, j'attendrai avec impatience, de vous, d'autres renseignements.

PERSPECTIVES ALLEMANDES DE L'OPPOSITION (1)

(4 mai 1933)

Cher Camarade (2),

Sur le plan des principes, j'ai pris position dans ma lettre ouverte sur la question du S.A.P. (3). Il est possible que le camarade Neurath (4) se représente l'unification avec les gens de Walcher comme plus facile qu'elle ne l'est en réalité. Je ne crois cependant pas qu'on doive le moins du monde exagérer les divergences, du moins à l'étape actuelle. Nous ne courons fort heureusement aucun danger de nous compromettre dans une unification prématurée et imprudente. Sur le terrain des principes, nous sommes suffisamment armés. Nous avons pourtant besoin maintenant d'une certaine souplesse tactique. Il nous faut démontrer aux gens du S.A.P. que nous ne sommes pas des « sectaires », et que nous sommes prêts à parler avec eux. Le camarade Neurath peut précisément sur cette ligne nous rendre des services qualifiés. Déjà la position de la direction berlinoise de ne pas accepter d'organe commun de discussion démontre que le danger réside plutôt dans une intransigeance formelle. Bien entendu, il nous faut tenir compte de cette position berlinoise (5). Ma proposition, je l'ai déjà formulée auparavant — y compris dans la lettre ouverte. Il nous faut maintenant obliger les gens du S.A.P. à prendre position par écrit sur ma lettre ouverte.

Nous sommes tous contents d'*Unser Wort* ici. Pourtant le journal me paraît un peu trop lourd. Quoi qu'il en soit, les informations de l'intérieur apportent un peu de vie dans le dernier

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Sur Epe dit Walter Held, voir ci-dessus, n. 9, p. 108.

(3) « L'Opposition de gauche et le S.A.P. », voir ci-dessus, p. 149-155.

(4) Sur Alois Neurath, voir ci-dessus, n. 17, p. 134.

(5) L'opposition manifestée par Bauer et la direction berlinoise (nationale) de la section allemande au tournant vers un « nouveau parti » s'étendait évidemment à l'orientation vers la fusion avec le S.A.P.

numéro. Mais il faudrait, dans chaque numéro, consacrer trois ou quatre colonnes à de petites nouvelles : des informations sur la vie des différentes organisations politiques, des citations de journaux, avec des commentaires brefs, mais incisifs. Des nouvelles politiques, etc., par exemple l'histoire du refus de Breitscheid de jouer les Matteotti allemand (6) est délicieuse. Pourquoi ne l'a-t-on pas publiée ? Avec le recueil de citations d'O...r (7), on devrait dans chaque numéro faire de petits encarts.

Au reste, où en est-on avec le travail d'O...r ? La brochure n'a-t-elle pas encore paru ? (8) Ce serait vraiment un crime. Cette brochure pourrait déjà constituer pour nous un important moyen de propagande.

Je vous envoie ci-joint ma réponse aux social-démocrates autrichiens (9). Ne pourriez-vous pas essayer de l'adresser en vue de publication, sous votre nom à vous, aux revues *Die Neue Weltbühne* (10) et *Der Aufruf* (Ligue des Droits de l'Homme) ? Il nous faut chercher à utiliser ces revues et d'autres pour informer, etc.

(6) Le député socialiste Rudolf Breitscheid venait de se réfugier en Autriche. Nous n'avons pas découvert à quel épisode précis Trotsky fait allusion ici. Rappelons que le député socialiste italien Giacomo Matteotti avait dénoncé à la Chambre des députés les violences et les fraudes du gouvernement fasciste et avait été assassiné par ses hommes de main.

(7) Il s'agit de la brochure *Léninisme contre stalinisme*, réalisée sous forme de citations de dirigeants du P.C. et de l'I.C. d'une part, de l'Opposition de gauche et Trotsky de l'autre, à propos de la montée nazie : elle avait été confectionnée à Prinkipo par Otto Schüssler qui l'avait signée de son pseudonyme d'Oskar Fischer.

(8) O...r est l'un des pseudonymes de plume de Schüssler. C'est de la même brochure qu'il s'agit.

(9) Il s'agit de la « Lettre à l'Opposition social-démocrate autrichienne » datée du 3 mai 1933 (T 3543, *La Vérité*, 12 mai 1933) que nous reproduirons dans le volume 1933 de la seconde série.

(10) La célèbre revue *Die Weltbühne* venait d'être interdite dans l'Allemagne hitlérienne, et ses propriétaires avaient décidé d'assurer la parution à Prague de *Die Neue Weltbühne*, dont le premier numéro était sorti le 20 avril.

PREFACE

A UNE EDITION BULGARE (1)

(6 mai 1933)

Chers Camarades,

Je ne peux naturellement que saluer votre intention de publier, sous forme de brochure à part, mon travail « Socialisme dans un seul pays », paru sous la forme d'appendice au dernier volume de mon *Histoire* (2). Ce travail n'épuise pas réellement le problème sur le plan théorique. Il a cependant été suffisamment élucidé dans le détail par l'histoire. Celle-ci a montré comment le parti de Lénine considérait le caractère international de la révolution et comment la bureaucratie stalinienne a imperceptiblement modifié son point de vue dans le sens opposé.

La crise actuelle de l'économie soviétique et du régime stalinien est née de la théorie du socialisme dans un seul pays. C'est pour cette raison que mon travail ne traite pas d'une discussion abstraite et dogmatique, mais d'une question de vie ou de mort pour le régime soviétique et la classe ouvrière mondiale.

(1) *Sotsializm v Otd'elna Strona* (Sofia 1933), retraduit de l'anglais d'après les *Writings 1932-1933*. Le groupe de l'Opposition bulgare avait été fondé par Dimiter GATCHEV (1900-1946 ?). Il avait adhéré au K.P.D. en Allemagne en 1921, alors qu'il était étudiant et avait été renvoyé dans son pays clandestinement en 1923. Dirigeant de l'organisation militaire du P.C. bulgare en 1925, il avait été arrêté et sauvagement torturé, puis condamné à mort. Grâcié, il resta en prison jusqu'en 1932. Il fut exclu du P.C. bulgare pour s'être solidarisé avec l'Opposition de gauche russe, alors qu'il était encore en prison. L'Opposition bulgare éditait depuis 1930 le périodique *Osvobodjenje* (Libération).

(2) Il s'agit de l' *Histoire de la Révolution russe*.

REGLER LES QUESTIONS CALMEMENT⁽¹⁾

(8 mai 1933)

Cher Ami,

Je réponds à votre lettre du 2 mai.

Je suis très content que nous soyons d'accord sur la question du journal allemand. C'est un problème très important. Nous pouvons et devons élever le niveau du journal. Les circonstances sont telles qu'il nous faut nous assigner l'objectif de sa transformation en hebdomadaire. Bien entendu il faut d'abord le doter au point de vue financier d'une bonne organisation de sa diffusion.

Je ne comprends pas pourquoi vous proposez de changer son format. Les conditions de transport illégal ne l'imposent pas du tout. L'*Iskra* est sortie sous un format sensiblement identique à celui d'*Unser Wort* : les conditions de son transport dépendent non de son format, mais de la qualité de son papier.

En ce qui concerne les circonstances dans lesquelles la direction allemande avait exprimé son désaccord au sujet du «nouveau parti», le malheur n'est pas grand. Les événements travaillent pour nous, et nous aiderons les événements par notre critique. Qu'E., (2) et les autres se soient acharnés contre le secrétariat et, de façon générale, contre les étrangers, voilà qui est bien pire. Il faut à tout prix dissiper les malentendus qui se sont accumulés. Le secrétariat doit, à mon avis, faire preuve dans cette affaire d'un très grand esprit d'accommodement et d'une grande indépendance vis-à-vis des questions personnelles. Cette expérience, soit dit en passant, démontre à quel point la prudence est nécessaire quand il s'agit d'agir même dans des questions critiques : souvent tout le caractère ultérieur d'une discussion dépend de la façon dont on a posé la question au tout début. Il faut éclaircir tous les

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Erwin Ackerknecht (Bauer), qui avait été hostile au tournant pour un «nouveau parti en Allemagne», s'était à ce sujet heurté à Frankel et avait vivement critiqué le secrétariat international.

malentendus avec E., calmement et fraternellement, en tenant compte de la grande nervosité du milieu dans lequel il lui faut travailler.

Votre information à propos des mots d'ordre des staliniens (le cours général vers une perspective d'insurrection armée) est extrêmement importante. Ces messieurs une fois de plus entonnent aux enterrements des hymnes à la liberté. Pour des entreprises à la Canton (3), ils n'ont pas suffisamment de forces. Mais pour celles du genre Sofia (4), ils en ont peut-être. Il n'est pas exclu en tout cas qu'ils le tentent. Peut-être faudra-t-il écrire à ce sujet.

Rudolf (5) se donne déjà entièrement à son travail. Il traduit assez bien du russe. Pour l'instant encore lentement il est vrai, mais il ira en se perfectionnant chaque semaine. Parallèlement, Van se perfectionne dans les traductions du russe en français (6). Dans ces affaires-là, nous pourrions être de plus en plus utiles au secrétariat.

Savez-vous pourquoi le tome II de mon *Histoire* ne sort pas ?

En ce qui concerne le congrès de Copenhague, il ne faut faire aucune dépense excessive : ce qui serait très important serait d'élucider la question de savoir si nous avons quelque chose à Copenhague, et d'organiser la transmission de mandats.

Il serait indispensable de développer une campagne sérieuse à propos de Chen Du-xiu (7). Il faut que Pierre (8) écrive à ce sujet

(3) Allusion à l'insurrection parfois appelée « Commune » de Canton, ci-dessus, n. 11, p. 90.

(4) Allusion à l'attentat commis le 16 avril 1925 à la cathédrale Svetiya Nedelya de Sofia, lors des funérailles du général Georgiev, assassiné deux jours auparavant. Cet attentat — qui fit 128 morts — fut généralement attribué au P.C. bulgare, bien que les auteurs en soient demeurés inconnus. Trotsky y fait une autre allusion dans le texte du 26 mai.

(5) Rudolf Klement.

(6) Jean van HEIJENOORT (né en 1912), étudiant en mathématiques, avait adhéré à la Ligue française au début de 1932 et était parti ensuite à Prinkipo comme secrétaire et garde du corps.

(7) CHEN DU-XIU (1879-1942), fils de mandarin, professeur d'université, militant nationaliste dès 1904, l'un des fondateurs du P.C. chinois et son secrétaire général de 1921 à 1927. L'I.C. en fit le bouc émissaire de la défaite de la révolution chinoise en 1927 et l'écarta de la direction du parti ; il avait rallié Trotsky et l'Opposition de gauche en 1930. Il avait été arrêté en 1932 par le gouvernement de Chang Kaï-chek.

(8) Pierre FRANK (né en 1905), né de parents russes émigrés, ingénieur chimiste, avait adhéré au P.C. en 1924 et avait été ensuite l'un des dirigeants de la Fédération C.G.T.U. des produits chimiques. Rallié à l'Opposition de gauche dès 1927, il avait été l'un des signataires du manifeste de *La Vérité* en août 1929. Il avait été en 1930 avec Raymond Molinier l'un des dirigeants de l'« aile marxiste » qui avait pris la direction de la section française et était entré au S.I. en mai 1931. Il avait séjourné à Prinkipo à partir de juillet 1932.

de façon détaillée. De même, j'estime que notre presse aurait dû accorder attention au procès Sneevliet. Il faut entretenir avec eux des relations amicales pendant qu'il n'y a à cela aucun obstacle politique de caractère spontané.

Savez-vous où est Urbahns ? Maslow et Ruth Fischer (9) sont-ils arrivés à Paris ?

P.S. Je viens de recevoir votre lettre du 5 mai avec en annexe les documents italiens. J'ai déjà envoyé au plénum une proposition officielle sur la question italienne (10). Si le secrétariat veut avoir de l'autorité, il lui faut faire preuve de façon générale de beaucoup de tact, et, dans le cas où ses membres sont en question, être plus attentif et conciliant. La solution que j'ai proposée peut faire gagner du temps et l'avenir démontrera ensuite si les divergences sont réellement sérieuses.

(9) Sur ces trois anciens dirigeants de la « gauche » allemande puis du courant zinoviéviste, voir ci-dessus, n. 2, p. 72 et n. 16, p. 134.

(10) La N.O.I. (Nuova Opposizione Italiana) fondée par les « trois », était en désaccord avec le « tournant » vers le « nouveau parti », et l'avait exprimé dans une déclaration publiée ultérieurement dans *La Vérité* du 7 juillet. Elle proposait un congrès de l'I.C. « démocratiquement préparé », et continuait à affirmer que les oppositionnels devaient lutter pour leur réintégration dans le P.C. Or Trotsky était, lui, en train de préparer le texte dans lequel il se prononçait pour une « nouvelle Internationale ». Nous n'avons pu retrouver la « proposition officielle » mentionnée ci-dessus.

*
* *
*

CELINE ET POINCARÉ

(10 mai 1933)

* T 3546. Cet article a été publié dans : L. TROTSKY, *Littérature et Révolution*, Paris, Union générale d'édition, 1974 (10/18), p. 417.

IL FAUT BIEN REFLECHIR (1)

(11 mai 1933)

Cher Ami,

Je vous envoie la lettre de ce couple que Well nous avait recommandé pour l'installation à Prinkipo, vous vous en souvenez (2). L'homme avait une profession scientifique. Je vous envoie les principaux documents nouveaux d'ici, ainsi que la copie d'une réponse. Bien entendu, si le S.I. n'est pas d'accord avec ma suggestion, je prie les intéressés de me le faire savoir tout de suite.

Il est tout à fait clair que les staliniens veulent à tout prix nous tenir à l'écart du congrès de Copenhague. Il faut réexaminer l'affaire dans cette situation nouvelle. Il est clair que nous ne pouvons envoyer que des délégués anonymes, inconnus. Il faut renoncer au projet de trouver pour cela des Danois et découvrir des gars inébranlables dans cette atmosphère de haine déchaînée : à Copenhague, dans le meilleur des cas, nous ne rencontrerons qu'une sympathie modérée. Qu'en est-il de l'affaire avec le S.A.P., les gens de Sneevliet, etc. ? Le S.I. doit étudier attentivement cette question sous tous les angles, afin de ne pas faire de bêtise.

Pouvez-vous m'envoyer les derniers documents parus des brandlériens, à Strasbourg ou ailleurs (3) ?

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Sur Ruvin Sobolevicius, dit Roman Well, voir ci-dessus, n. 6, p. 70. De même que Well avait été recommandé à Trotsky, dès 1929, par Frank dit Graf, qui était vraisemblablement également agent du G.P.U., de même Well avait recommandé à Trotsky d'éventuels collaborateurs qui travaillaient sans doute pour le même employeur que lui.

(3) Une partie de la direction de la K.P.O. brandlérienne avait trouvé refuge à Strasbourg dont le maire, Charles HUEBER (né en 1883), ouvrier-serrurier, était le secrétaire du P.C. d'Alsace-Lorraine, organisation sœur de la K.P.O. (membre de son organisation internationale, l'I.V.K.O.) et qui avait personnellement assuré l'évasion d'Allemagne de Brandler et Thalheimer.

P.S. (4) Vous dites qu'il faut une plate-forme pour la question russe à la conférence. Mais elle existe déjà. Autant que je me souviens, en dehors de Well qui vient de nous quitter, personne n'a exprimé d'opinion à ce sujet. Aussi l'unique problème est-il d'évaluer les derniers événements. L'essentiel a été dit dans mon article «Signal d'Alarme». Tel ou tel événement peut se produire avant la conférence, et il vaut donc mieux rédiger les formules finales au tout dernier moment.

A-t-on trouvé des adresses et des contacts à Copenhague ? Il s'avère que personne jusqu'à maintenant n'a pris d'initiative pour renforcer ces liens. C'est une erreur grave. Le Danemark peut jouer un rôle très important pour nous à cause de ses liens par mer avec Hambourg. C'est une route très importante. Il sera indispensable que Swabeck passe au Danemark en retournant aux Etats-Unis. Il attend de l'argent ici. La crise financière nous déchire de tous côtés et paralyse une partie importante de toutes nos entreprises. Mais qu'y faire... ?

(4) Il n'est pas certain que ce post-cryptum, trouvé sur un feuillet séparé, soit effectivement à placer à la suite de cette lettre.

A PROPOS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

(1)

(12 mai 1933)

En Orient le gouvernement soviétique est prêt à vendre ses droits sur le chemin de fer de l'Est chinois (2). En Occident il renouvelle l'ancien traité germano-soviétique sur le nom de Hitler (3). Dans deux directions opposées de sa politique extérieure, le gouvernement de Staline-Molotov (4) s'incline devant l'impérialisme et le fascisme.

L'abandon du chemin de fer de l'Est chinois ne signifie pas simplement pour l'Etat ouvrier la perte d'une position économique et stratégique importante, mais le transfert direct entre les mains de l'impérialisme japonais d'un instrument important qui,

(1) T 3547. *La Vérité*, n°155, 19 mai 1933.

(2) L'affaire du chemin de fer de l'Est chinois avait suscité un débat important au sein de l'Opposition de gauche en 1929. L'Etat soviétique en était propriétaire, en tant qu'héritier des possessions tsaristes. Des militants de l'Opposition ou proches pensaient que l'U.R.S.S. se devait de le restituer à la Chine et que, si elle s'y refusait, elle adopterait ce faisant une attitude de puissance impérialiste. Trotsky avait combattu ce point de vue. En 1932, le Japon, en s'emparant de la Mandchourie, avait cherché à parachever son contrôle en rachetant ce chemin de fer. Les négociations étaient en cours. (Elles devaient aboutir en mars 1935 à la vente du chemin de fer au Manchukuo, protectorat japonais installé à la place de l'ancienne province mandchoue).

(3) Au lendemain de la guerre et de la révolution russe, les relations germano-soviétiques avaient été fixées en avril 1922 par le traité de Rapallo qui prévoyait des consultations entre les deux Etats pour tous problèmes économiques et politiques les concernant, et l'engagement des deux parties à ne s'engager ni à participer à aucun blocus ou boycottage économique ou financier en cas de conflit avec une tierce puissance. Le traité de Rapallo avait été prolongé en juin 1931. Dans un discours au Reichstag, le 23 mars 1933, Hitler venait de faire connaître le désir de son gouvernement de continuer à entretenir avec l'Union soviétique de bonnes relations, à condition que cette dernière considère le problème du communisme en Allemagne comme une question du strict ressort de la politique intérieure allemande. La ratification du traité avait été faite le 5 mai.

(4) Viatcheslav M. SKRIABINE dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik en 1906, avait fait, après la révolution, carrière dans l'appareil dans le sillage de Staline. Membre du bureau politique et du secrétariat de 1926 à 1930, il était devenu à cette date le président du conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S., c'est-à-dire le chef « officiel » du gouvernement.

demain même, sera dirigé contre la Chine et aussi contre l'Union soviétique.

L'accord de Staline avec Hitler affermit la position de Hitler et ne peut pas ne pas réagir de façon funeste sur l'état d'esprit des ouvriers allemands. « Que le puissant Etat ouvrier soit obligé de rechercher l'amitié de l'Allemagne fasciste signifie que la position des nazis est solide ». C'est ce que se dit inévitablement tout prolétaire allemand qui pense. Au moment où la bureaucratie de l'Internationale communiste présente la victoire de Hitler comme un épisode passager et met à l'ordre du jour la question de la grève générale et de l'insurrection (sur le papier), la bureaucratie soviétique trouve indispensable d'établir des relations « normales » avec la dictature fasciste d'Allemagne. Les actes de Litvinov-Khintchouk (5), caractérisent beaucoup plus exactement le point de vue des staliniens que la littérature à bon marché de Manuilsky-Kuusinen (6).

La révolte règne dans les cercles révolutionnaires européens à propos des derniers pas de la bureaucratie stalinienne en politique extérieure, pas seulement d'ailleurs dans les groupes oppositionnels, mais aussi dans les partis officiels. Le mot de « trahison » se trouve de plus en plus souvent, sinon dans les articles, du moins dans les lettres et dans les entretiens.

De telles protestations ne sont pas difficiles à comprendre du point de vue psychologique ; mais nous ne pouvons pas nous y associer politiquement. La question des relations entre l'Etat soviétique et l'impérialisme est, dans son essence, une question de rapport de forces. Après que la révolution chinoise en Orient et l'avant-garde puissante du prolétariat européen en Occident (7) furent étouffées, le rapport des forces s'est brusquement modifié au détriment de l'Etat soviétique. A cela, il faut ajouter la néfaste politique intérieure, le relâchement complet des liens entre le pro-

(5) Maxim M. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), bolchevik depuis 1903, avait représenté les bolcheviks en Angleterre avant 1917. Vice-commissaire aux affaires étrangères en 1921, il était devenu commissaire en titre en 1930. L.M. KHINTCHOUK, (1869-1944), ancien menchevik rallié après la révolution, était devenu diplomate et était alors ambassadeur à Berlin.

(6) Sur D. Z. Manuilsky, cf. ci-dessus, n. 17, p. 120. OTTO KUUSINEN (1881-1964), professeur de philosophie, député social-démocrate en 1918, avait été l'un des dirigeants du gouvernement révolutionnaire en Finlande en 1918, puis un des fondateurs du parti communiste de ce pays. Il était également secrétaire de l'exécutif de l'I.C.. Bien entendu Manuilsky, comme Kuusinen, n'étaient que des exécutants.

(7) Allusion aux défaites ouvrières de 1927 en Chine et de 1933 en Allemagne, dont Trotsky rendait responsable la direction stalinienne de l'I.C.

létariat et la paysannerie, entre l'appareil et le dictateur personnel, entre le parti et le prolétariat, entre l'appareil et le parti. Chacune de ces causes politiques oblige les bureaucrates centristes à foudroyer l'opposition et à battre en retraite devant le Mikado et devant Hitler.

La bureaucratie stalinienne est responsable de toute sa politique opportuniste et aventuriste. Mais les conséquences de cette politique ne dépendent plus de sa volonté. Il lui est impossible de se tirer à sa guise d'un rapport de forces défavorable. Quelle politique aurait-on pu attendre ou exiger de la part du gouvernement soviétique à l'égard de l'Allemagne fasciste ? La rupture des relations ? Le boycottage ? Ces mesures ne pourraient avoir un sens que comme préparatifs d'opérations militaires. Il y a deux ans, nous avons tracé une perspective de cette sorte, non pas isolément, mais en rapport étroit avec un changement radical de politique en U.R.S.S. et en Allemagne, c'est-à-dire en comptant sur le renforcement de l'Etat ouvrier et du prolétariat allemand (8). Le développement s'engagea sur la voie opposée. Aujourd'hui, alors que les ouvriers allemands sont écrasés, que l'Etat soviétique est affaibli, le cours vers la guerre révolutionnaire serait de l'aventurisme le plus pur.

Sans un tel cours, c'est-à-dire sans des préparatifs directs de guerre révolutionnaire et d'insurrection en Allemagne, la rupture des relations diplomatiques et le boycottage économique ne seraient qu'un simple geste misérable d'impuissance. L'absence de commades russes, il est vrai, accroîtrait quelque peu en Allemagne le nombre des sans-travail. Mais est-ce que, jusqu'à présent, c'est de sans-travail qu'il a manqué pour la révolution ? Il a manqué un parti révolutionnaire et une politique juste. Cela manque doublement maintenant. Nous pouvons ne pas examiner mainte-

(8) Sur ce point, la position de Trotsky avait le mérite de la clarté. Il écrivait le 26 novembre 1931 : « Pour tout ouvrier révolutionnaire, l'axiome suivant doit être considéré comme évident : si les fascistes tentent de s'emparer du pouvoir en Allemagne, il ne peut pas ne pas s'ensuivre une mobilisation de l'Armée rouge. Pour l'Etat prolétarien, il s'agira purement et simplement de sa propre défense révolutionnaire au plein sens du terme. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne. Elle est le cœur de l'Europe. Hitler n'est pas seulement Hitler. Il est candidat au rôle d'un super-Wrangel. Mais l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge. Elle est un instrument de la révolution prolétarienne mondiale ». Le 15 avril 1932 : « Je peux dire comment, selon moi, le gouvernement soviétique *devrait* agir en cas de soulèvement fasciste en Allemagne : à sa place, dès que j'apprendrais par télégraphe cet événement, je signerais l'ordre de mobilisation de plusieurs classes. Quand on est en face d'un ennemi mortel, et quand la guerre résulte nécessairement de la logique de la situation, il serait d'une impardonnable légèreté de donner à cet ennemi le temps de s'établir et de se renforcer, de conclure des alliances, de recevoir les secours nécessaires, d'élaborer un plan d'attaque militaire... et de laisser grandir ainsi l'ampleur d'un immense danger ».

nant à qui serait directement utile une reprise économique en Allemagne : au fascisme ou au prolétariat. Il est clair que le problème général de la conjoncture ne se tranche pas par les commandes soviétiques. En revanche, d'un autre côté, le refus de liens économiques avec l'Allemagne frapperait durement l'économie soviétique et, par conséquent, frapperait encore plus l'Etat ouvrier.

Nous répétons : la fraction stalinienne porte une responsabilité directe et immédiate dans le naufrage de la révolution chinoise, dans la destruction du prolétariat allemand et dans l'affaiblissement de l'Etat ouvrier. C'est sur cette ligne fondamentale qu'il faut mener la lutte contre elle. Il faut purifier le mouvement ouvrier mondial de la lèpre du stalinisme. Il faut lutter contre les racines de la maladie et non contre ses symptômes ou ses conséquences inévitables.

En marxistes, dans la lutte contre le centrisme bureaucratique, nous restons sur le terrain du réalisme révolutionnaire. Si les bolcheviks-léninistes (Opposition de gauche) se trouvaient aujourd'hui à la tête de l'Etat soviétique, ils seraient tenus, dans leurs *actes pratiques immédiats*, par le rapport de forces résultant de dix années de politique des épigones. Ils seraient forcés, en particulier, d'entretenir des liens diplomatiques et économiques avec l'Allemagne de Hitler. En même temps, ils se prépareraient à la revanche. C'est une grande tâche, qui demande du temps, et qui ne se résout pas par un geste démonstratif, mais qui exige un changement radical de la politique dans tous les domaines.

EXPLICATION POUR DES RUMEURS (1) (13 mai 1933)

Votre information sur des négociations au sujet de mon retour à Moscou est, je suppose, un écho de la lettre que j'ai adressée à Moscou le 15 mars au bureau politique du parti communiste soviétique (2). J'y répétais encore une fois ce que mes amis, Rakovsky (3) en tête, et moi-même, avons dit plus d'une fois au cours de ces années de répression contre notre fraction. Nous luttons contre la politique de la bureaucratie stalinienne, mais nous étions et nous sommes encore totalement au service de la république soviétique, et nous sommes prêts à effectuer tout travail dans son intérêt à la condition de retrouver notre droit de défendre nos idées dans le cadre des statuts du parti et de la constitution soviétique. J'ai estimé nécessaire de réitérer cette déclaration une fois de plus, non seulement du fait des difficultés intérieures de l'U.R.S.S. (qui sont produites non par les méthodes de l'économie planifiée en tant que telle, mais par la direction erronée de la bureaucratie stalinienne), mais aussi à cause des dangers extérieurs : d'un côté de la part du cupide militarisme japonais, et de l'autre de la part de l'Allemagne fasciste. Si les ennemis de l'Union soviétique avaient dans leurs calculs fait entrer en ligne de compte nos divergences, ils se sont trompés. Tel était le sens de cette lettre, qui conserve intégralement toute sa force aujourd'hui, indépendamment de l'attitude du groupe actuellement dirigeant à son égard.

(1) T 3522. *Biulleten Oppositsii*, n° 35, juillet 1933. La lettre est du 10 ou du 13 mai, et semble avoir été adressée en réponse à des questions du journal allemand *Vossische Zeitung* (voir ci-dessous, p. 221).

(2) Voir ci-dessus, pp. 59-61.

(3) Voir ci-dessus, n. 2, p. 66.



Christian RAKOVSKY à Barnaoul, Sibérie, 1932
(coll. J. van Heijenoort - M. Nadeau)



Boris ELTSINE, dessin de Vladi SERGE



Henk SNEEVLIEF
(coll. P. Broué)



Léon SOSNOVSKY
(extrait de *La Vérité*)



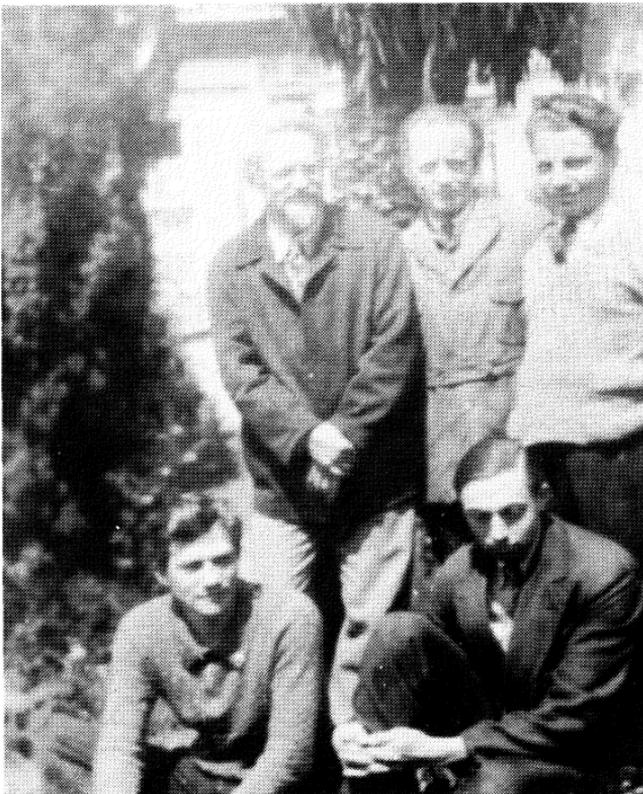
Otto SCHÜSSLER
(Prinkipo mars 1933)
(coll. J. v. H. - M. N.)



Wolfgang SÁLUS
(extrait de *IV^e Internationale*)



Jan FRANKEL
(Prinkipo juillet 1933)
(coll. J. v. H. - M. N.)



Dans le jardin de la maison de Prinkipo, TROTSKY
et ses collaborateurs : à sa gauche, Arne SWABECK
et Pierre FRANK. Assis, Jean van HEIJENOORT et
Rudolf KLEMENT
(mai 1933)
(coll. J. van Heijenoort et M. Nedezyn)



KHARALAMBOS et TROTSKY. Au fond, l'île de Halki
(coll. J. van Heijenoort - M. Nadeau)



Vue sur la maison de Prinkipo
(coll. J. van Heijenoort - M. Nadeau)

QUESTIONS PERSONNELLES (1)

(14 mai 1933)

Cher Camarade Henri Molinier (2),

Je m'adresse à vous pour une question personnelle. Il faut trouver un moyen d'approcher mon éditeur allemand. Il me semble que la meilleure voie passe par Paris. Selon l'opinion de Madame Pfemfert (3), ma traductrice, l'éditeur S. Fischer me devait 5 000 marks, il y a quelques mois. L'impression de Liova (3 bis) est toute différente, mais malgré cela, Madame Pfemfert insiste sur le chiffre de 5 000 marks avec la certitude la plus complète : elle avait reçu cette information de la bouche de M. le Dr Fischer-Bermann lui-même (c'est le beau-fils du vieux et le vrai directeur de la boîte). Vous comprenez bien quelle importance est maintenant devenue cette question pour moi. Le couple Pfemfert a essayé d'entrer en relations avec l'éditeur par correspondance, et par (l'intermédiaire de) la sœur de Mme Pfemfert à Berlin. Sans succès. Fischer ne répond pas, et, paraît-il, se dérobe devant la visite de la sœur de Mme Pfemfert. Il ne s'agit pas pour lui, naturellement, d'éviter le paiement. Sous ce rapport-là, les bonshommes sont bien loyaux. Mais vous comprenez bien jusqu'à quel point ils sont maintenant gênés par la liaison avec un auteur dont les livres sont brûlés solennellement par la canaille nazie (4). Des

(1) Archives Deutscher, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Henri Molinier.

(2) Henri MOLINIER (1898-1944), frère du dirigeant français Raymond Molinier et signataire en 1929, sous le pseudonyme d'H. Audoin, du manifeste de *La Vérité*, avait toute la confiance personnelle de Trotsky, qui le considérait un peu comme un « fondé de pouvoir ». C'est à lui qu'avait incombé l'organisation du voyage et du séjour de Copenhague en 1932.

(3) Alexandra RAMM, était la femme du militant et écrivain allemand Franz PFEMFERT (1874-1954). Ancien directeur de *Die Aktion*, co-fondateur du K.A.P.D. gauchiste, Pfemfert était, ainsi que sa femme, un ami personnel de Trotsky. Alexandra Pfemfert était jusqu'à maintenant sa traductrice en allemand.

(3 bis) Léon Sedov (voir ci-dessus, n. 7, p. 136).

(4) Les ouvrages de Trotsky figuraient sur la liste des livres à brûler...

relations avec Pfemfert en fuite (5) ne peuvent augmenter non plus le crédit de l'éditeur qui risque d'être exproprié de toute sa fortune. Ce qui n'est pas sans importance. Je ne vois dans ces conditions d'autre possibilité que d'envoyer quelqu'un de « neutre » du point de vue race, nationalité, tendance politique, à deux fins, a) mettre au clair la question argent et me rapporter les marks s'il y en a, b) sauver mes livres à l'étranger pour les vendre dans les pays de langue allemande. Le camarade Frank (6) émet l'hypothèse, que je trouve tout à fait heureuse, de l'intervention du camarade Reiland (7), le libraire luxembourgeois : vous devez d'ailleurs le connaître au moins de nom. Je serais tout à fait heureux si vous pouviez donner un coup de main dans cette affaire, après un entretien avec Liova qui peut avoir quelques renseignements supplémentaires. Je joins à cette lettre deux certificats, un au nom de Reiland, et l'autre en blanc, où vous introduirez le nom qui convient si la combinaison avec Reiland ne se réalise pas. Dans le texte du certificat, je ne mentionne pas Fischer, exprès, au cas où le document tomberait accidentellement aux mains des nazis. Le porteur du certificat devra expliquer tout cela à M. Bermann ou à son adjoint.

Reiland serait tout à fait indiqué aussi pour sauver au moins une partie de mes livres (l'autobiographie (8) et surtout deux volumes de l'*Histoire* (9)). Cette question devrait naturellement être bien étudiée, et Reiland pourrait même faire une bonne affaire comme libraire en devenant dans ce cas le « monopoliste » de mes trois livres pour les pays de langue allemande. Je ne lui écris pas directement pour ne pas lui rendre difficile un refus dans le cas où les circonstances ne lui permettraient pas d'intervenir dans cette affaire.

Encore une question, pas aussi grave, mais qui a pour moi une importance. Elle est liée avec les démarches de Parijanine concernant le visa. J'ai écrit ces derniers mois deux articles pour la presse américaine, l'un sur Herriot, l'autre sur Poincaré (10). Par

(5) Les Pfemfert s'étaient réfugiés en Tchécoslovaquie après la prise du pouvoir par les nazis.

(6) Sur Pierre Frank, dirigeant de la section française, qui se trouvait à Prinkipo depuis juin 1932, voir ci-dessus n. 8, p. 68.

(7) Edy REILAND, socialiste luxembourgeois, avait été l'un des fondateurs du P.C. luxembourgeois et délégué au II^e congrès de l'I.C. Il avait sympathisé avec l'Opposition de gauche et milité dans ses rangs, ce qui lui avait valu d'être exclu du P.C. Mais, lié à Rosmer, il avait pris quelque distance depuis 1930. Il était libraire à Esch-sur-Alzette (1897-1967).

(8) *Ma Vie*.

(9) *Histoire de la Révolution Russe*.

(10) L'article sur Herriot, remanié, devait paraître en 1935. Celui sur Poincaré, sous le titre « Céline et Poincaré », a paru dans *Littérature et Révolution*, ci-dessus, p. 169.

prudence, j'ai envoyé l'article sur Herriot à Parijanine (11) pour lui demander si mon éloge, bien problématique, des hommes d'Etat français, ne pourrait pas gêner son action en ma faveur. Parijanine me répond : ce serait une catastrophe. Or ces deux articles représentent une valeur de quelques centaines de dollars. Quelle valeur représentent les perspectives de Parijanine ? Je n'en sais pas grand-chose. J'envoie tout de même aujourd'hui, le cœur bien serré, un télégramme à Eastman (12) : «ne publiez pas mes articles sur Herriot et sur Poincaré». Comment appréciez-vous les démarches de Parijanine ? Avez-vous causé avec lui ? Dans ma première réponse à son initiative tout à fait amicale, je lui ai proposé de mener cette affaire en liaison permanente avec vous.

(11) Sur Maurice Parijanine, voir ci-dessus n. 2, p. 162.

(12) Max EASTMAN (1883-1969), écrivain américain, animateur de la revue *Masses* avait été l'un des animateurs de l'aile gauche des socialistes américains pendant la guerre mondiale et s'était lié à Trotsky dont il avait d'ailleurs malencontreusement publié en 1924 le texte qu'il lui avait confié du « testament » de Lénine. Eloigné du marxisme, il continuait à rendre à Trotsky des services personnels, notamment lui servir d'intermédiaire avec des revues.

SALUT AU RED FLAG (1)

(19 mai 1933)

Chers Camarades,

Vous avez commencé la publication d'un petit mensuel, *The Red Flag* (2). C'est un modeste pas en avant. Il faut espérer que d'autres suivront.

La marche en avant du communisme en Grande-Bretagne ne correspond nullement au rythme du déclin du capitalisme britannique. Les traditions conservatrices de la politique britannique, y compris celle de la classe ouvrière, ne suffisent pas de toute évidence en elles-mêmes à l'expliquer. Nous n'affirmons que ce qui est vrai et personne ne peut nous réfuter quand nous disons qu'avant tout et, hélas, avec plus de force qu'aucun autre facteur, c'est par la direction du parti communiste britannique que les progrès du communisme ont été le plus entravés au cours des dernières années. Celle-ci n'a de toute évidence pas agi de façon indépendante, mais s'est contentée de suivre aveuglément les ordres des dirigeants du Comintern. Mais cela ne dégage pas la bureaucratie communiste britannique de sa responsabilité ni n'amointrit en rien les dommages qu'elle a causés.

Un examen critique de la politique du parti communiste britannique pendant les huit ou dix dernières années constitue une tâche très importante pour l'Opposition de gauche elle-même. Il vous faut étudier les publications officielles du parti à travers toute cette période avec une grande attention, les résumer et faire apparaître la ligne du parti sur les principales ques-

(1) T 3548-49. *The Militant*, 22 juillet 1933.

(2) *The Red Flag* (Le Drapeau Rouge) était le mensuel de la section britannique de l'Opposition de gauche laquelle s'était constituée au printemps de 1932 à partir du noyau d'opposants à l'intérieur du parti communiste britannique qu'on appelait le «groupe de Balham». Ses animateurs étaient Reg GROVES (né en 1908), les cheminots Harry WICKS (né en 1905) et Stewart PURKIS (1885-1969). Ils avaient été rejoints par Hugo DEWAR (né en 1908), ancien militant de l'I.L.P. et de la Marxist League.

tions stratégiques : son attitude vis-à-vis du Labour Party, des syndicats, du Minority Movement (3), de la révolution coloniale, de la politique du front unique, de l'I.L.P. (4), etc. Le simple choix des citations les plus frappantes et leur présentation dans un ordre chronologique non seulement exposerait les flagrantes contradictions de la «ligne générale», mais aussi leur logique interne, c'est-à-dire les violentes oscillations de la bureaucratie centriste entre l'opportunisme et l'aventurisme. Tous ces zigzags tactiques ont poussé les communistes, leurs sympathisants et amis potentiels, à droite, à gauche, et, pour finir, dans le marais de l'indifférence. On peut dire sans la moindre exagération que le parti communiste britannique est devenu une voie publique politique et qu'il ne conserve son influence que sur cette partie de la classe ouvrière qui a été poussée de force à ses côtés par la décomposition simultanée tant du capitalisme que du réformisme.

A côté de cette nouvelle publication imprimée, vous avez à votre disposition un bulletin ronéotypé — excellent ! — *The Communist* (5). Il serait tout à fait souhaitable de consacrer le plus d'espace possible dans cette dernière publication à une étude de la politique du parti communiste britannique selon les lignes indiquées ci-dessus, ainsi qu'à une discussion des questions débattues à l'intérieur de l'Opposition de gauche elle-même. Tout en nous efforçant d'élargir notre influence chez les ouvriers, il nous faut en même temps nous concentrer sur l'éducation théorique et politique de nos propres rangs. Nous avons devant nous une route longue et laborieuse. Et pour cela il nous faut des cadres de première classe.

De tout mon cœur je vous souhaite de réussir.

(3) Le Mouvement national minoritaire avait constitué en Grande-Bretagne une force considérable et on peut en effet penser qu'il était mort des erreurs et de la politique dictée par l'I.C. au P.C. britannique (ci-dessous n. 4, p. 183).

(4) Sur l'Independent Labour Party, voir ci-dessous, n. 2, p. 210.

(5) Le premier numéro de *The Communist* était paru le 1^{er} mai 1932 ; c'était un journal ronéotypé, diffusé clandestinement par la poste. Sa publication avait précédé de quelques mois l'exclusion, en août 1932, du «groupe de Balham» du P.C.

LA PLATE-FORME DU GROUPE BRANDLER (1)

(22 mai 1933)

Le numéro 5 de *Gegen den Strom*, la publication du groupe Brandler qui paraît maintenant à Strasbourg (2), contient des thèses sur la lutte contre le fascisme et d'autres déclarations programmatiques. Ce numéro est capital pour déterminer le caractère de ce groupe. Qu'est-ce que les brandlériens ont appris de la catastrophe ? Ont-ils avancé ?

Disons-le tout de suite : ces thèses contiennent un certain nombre d'idées fondamentales, surtout dans la sphère de la critique du régime du parti, de la politique du «front unique seulement à la base», et de la théorie du social-fascisme. Mais, en dehors de ces idées critiques — qui, en dépit de leur caractère élémentaire, doivent être répétées avec insistance — *Gegen den Strom* demeure un document d'opportunisme, tant par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas.

1. Les thèses accusent à juste titre la bureaucratie stalinienne de minimiser délibérément l'importance de la défaite. Mais les brandlériens ne tirent pas les conclusions nécessaires de leur propre évaluation de la catastrophe, en ce qui concerne le parti. Comme dans le passé, ils expriment leur désir d'y revenir, c'est-à-dire qu'ils se comportent comme si la catastrophe n'avait pas eu lieu. Les brandlériens aident ainsi les staliniens à dissimuler politiquement la signification comme l'ampleur de la défaite.

2. «Ce n'est pas le communisme qui a été battu», écrivent-ils, «c'est la tactique ultra-gauche qui a été battue, le régime bureaucratique qui a été battu, la méthode de direction poursuivie jusqu'à maintenant qui a été battue...» La question n'est pas posée de façon politique, mais de façon doctrinaire, comme si la lutte se déroulait entre des principes abstraits et non des forces

(1) T 3550. *Unser Wort*, n° 6, juin 1933. *Unser Wort* était l'organe de la section allemande, I.K.D., qui paraissait à Paris.

(2) *Gegen den Strom* était depuis 1929 l'organe de la K.P.O. Il reparait à Strasbourg, où avait pu se tenir, une semaine après l'arrivée de Hitler au pouvoir une conférence internationale convoquée par la K.P.O., à la mairie de Strasbourg.

politiques vivantes. Le communisme en tant que doctrine n'a évidemment pas été battu ; ce qui a été battu pourtant, c'est ce parti en Allemagne qui avait une tactique fautive et un régime bureaucratique, et qui a entraîné le prolétariat à la catastrophe.

3. Le « cours ultra-gauche » a fait naufrage. D'où provenait-il ? Quel est son contenu social ? Qui l'a promu ? Sur ce point, pas plus qu'avant, pas un mot. Pourtant les brandlériens reconnaissent que la politique fautive de l'Internationale communiste qui a mené à sa ruine a duré pendant dix ans. D'où provient donc cette persévérance sans précédent dans un « cours ultra-gauche » désincarné ?

4. Est-il cependant vrai que le cours du Comintern des épigones (3) a toujours été « ultra-gauche » ? Est-ce que la longue sujétion du parti communiste chinois au Kuomintang était ultra-gauche ? Comment caractériser la politique du comité anglo-russe qui a ruiné le très prometteur Minority Movement dans les syndicats britanniques (4) ? La politique du Comintern était-elle ultra-gauche en Inde ? au Japon ? (partis « ouvriers et paysans ») (5). N'est-il pas clair que le programme de « libération nationale » était et reste une énorme adaptation opportuniste à la psychologie chauvine de la petite-bourgeoisie allemande ? Peut-on considérer comme ultra-gauche l'actuelle politique des blocs avec des pacifistes bourgeois, des individualités démocrates, etc., le congrès anti-guerre, le congrès antifasciste, la ligue anti-impérialiste, et, de façon générale, tout travail dirigé par le département de Münzenberg (6), mascarade et esbrouffe ? Peut-on accuser d'« ultragauchisme » la déclaration du 5 mars du Comintern qui se déclarait prêt à s'abstenir de critiquer la social-démocratie pendant toute la durée de la période du front unique (7) ?

(3) Terme péjoratif pour désigner ceux qui, successeurs de Lénine, le trahissent.

(4) Le *National Minority Movement* avait été fondé en Grande-Bretagne sous l'égide de l'I.S.R. en août 1924. Il avait connu un grand succès initial obtenant l'adhésion de syndicats comme celui des mineurs et des conseils locaux de plusieurs grandes villes industrielles, comptant plusieurs millions de syndiqués, et semblant tout près de conquérir la majorité dans le mouvement syndical britannique. Mais il avait commencé à décliner à partir de 1926, effectivement gêné par les accords entre les syndicats russes et ses adversaires réformistes à la direction du T.U.C.

(5) L'I.C., sous l'inspiration de Staline, avait à partir de 1924 mis en avant l'idée de « partis ouvriers et paysans bipartites » pour l'Orient. Pour la critique qu'en faisait Trotsky, voir *L'I.C. après Lénine*, t. II, dans « Critique du Programme de l'I.C. » (1928), III-7 « De l'idée réactionnaire des partis bipartites ouvriers et paysans en Orient ».

(6) Voir ci-dessus, n. 3, p. 145.

(7) Il s'agit de la résolution dans laquelle l'exécutif de l'I.C. recommandait aux partis communistes « pendant la période de lutte en commun contre le capital et le fascisme de s'abstenir d'attaquer les organisations social-démocrates ».

5. Les thèses déclarent que la politique ultra-gauche de toutes les sections étrangères est exécutée sur les directives du bureau politique d'Union soviétique. Et qu'en est-il de la politique en U.R.S.S. même ? Le cours ultra-gauche n'a-t-il pas là aussi ses excès ? Est-ce que la collectivisation à 100 % et l'industrialisation exagérée ne sont pas des expressions d'un cours ultra-gauche ? Et peut-on nier que la période de l'aventurisme économique en U.R.S.S. a été précédée d'années d'opportunisme économique ?

6. Le bureau politique du P.C.U.S., selon les thèses, n'est pas en position d'assurer directement la direction de la politique de plusieurs dizaines de pays. En soi, c'est indiscutable, mais cela n'explique pas le caractère du mal qui ravage le Comintern. S'il s'agissait simplement de l'éloignement du Politburo, du manque de temps, d'information, de connaissance de la situation dans les divers pays, les erreurs auraient un caractère plus diversifié. Mais il ne s'agit pas d'erreurs empiriques isolées, mais d'une tendance radicalement fautive. Quelle est son essence ? Qu'est-ce qui détermine sa persistance et sa comparative constance ?

7. Qu'en est-il du système par lequel le secrétariat du Politburo dirige plusieurs dizaines de partis ? Accident, ou aberration ? Les brandlériens parlent beaucoup de bureaucratisme, mais ne comprennent pas clairement le sens de ce mot. Le bureaucratisme, dans la mesure où il ne s'agit pas d'aberrations accidentelles isolées mais d'un système puissant, est la façon de penser et d'agir d'une bureaucratie, c'est-à-dire d'une couche sociale spéciale qui peut et qui doit entrer en conflit avec l'avant-garde ouvrière. Quelle est la principale source de bureaucratisme dans le Comintern, sinon la bureaucratie soviétique ?

8. Les brandlériens sont obligés d'esquiver cette question centrale parce que, par leur caractère et dans leur esprit, ils ne sont qu'un petit détachement proscrit, insulté, de cette même bureaucratie. Ils luttent contre l'«ultra-gauchisme», mais ne disent rien de l'opportunisme de cette bureaucratie, car ils ont eux-mêmes partagé et ils partagent encore toutes ses erreurs droitières.

9. Les thèses déclarent que le début de la politique erronée du Comintern a en gros coïncidé avec le retrait de toute activité de Lénine. Mais les brandlériens ne savent-ils pas que la déviation de la ligne générale — à la droite comme à la gauche du marxisme — n'a été réalisée qu'à l'aide d'un unique levier idéologique, la lutte contre le trotskysme ? Laissons de côté les détails personnels, les falsifications, les campagnes de harcèlement, etc. et prenons le cœur de la question : la révision de la méthodologie de Marx et de

Lénine s'est faite sous l'égide de la lutte contre le trotskysme. Les brandlériens ne l'ont pas encore compris jusqu'à maintenant. Ils pensent que la lutte contre le trotskysme était «en elle-même et par elle-même» juste, mais que, sous le couvert de cette lutte qui a constitué pendant tant d'années le contenu principal de l'idéologie du parti, quelque miracle ou autre chose a provoqué une rechute de la ligne du léninisme à celle d'un cours «ultra-gauche» (en réalité, la ligne du centrisme bureaucratique).

10. Si les brandlériens étaient des marxistes, des internationalistes, ils seraient incapables de déclarer qu'il ne faut pas toucher à la politique de la bureaucratie centriste en U.R.S.S. et d'exiger en même temps la même impunité pour eux-mêmes, en Allemagne. Il ne s'agit pas ici de l'autonomie des sections nationales — nous reconnaissons sans réserves la nécessité d'une telle autonomie —, mais d'une fausse appréciation des groupements internationaux dans les rangs communistes.

11. Les thèses déclarent qu'en dehors de l'organisation de Brandler il n'existe pas de forces capables de reconstruire le parti allemand et le Comintern. Même si l'on devait reconnaître cette prétention peu commune en ce qui concerne l'Allemagne (et tout le monde sait combien nous sommes éloignés d'une telle reconnaissance), qu'en est-il de l'Internationale communiste ? Les brandlériens ont raison quand ils disent que dans les dernières années le Comintern a été systématiquement désintégré. Mais pourquoi l'Internationale des brandlériens s'est-elle désintégrée elle-même dans les deux ou trois années écoulées (8) ? Ils représentaient en 1929 une force appréciable, mais il n'en reste aujourd'hui que des débris. La raison en est qu'à l'époque de l'impérialisme un courant opportuniste n'est pas capable de créer quelque sorte d'organisation internationale virile que ce soit, et qu'il est par conséquent incapable de régénérer l'Internationale communiste.

(8) La première réunion internationale de l'Opposition communiste «de droite» s'était tenue à Berlin du 17 au 19 mars 1930 : elle avait servi à préparer la première «conférence internationale» (17 au 19 décembre 1930) qui avait proclamé la fondation de l'Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition (I.V.K.O.) qui rassemblait alors autour de la K.P.O. des groupes d'opposition des Etats-Unis (Lovestone), de Suède (Kilbom), de Tchécoslovaquie (Muna et Neurath), d'Alsace (Hueber), de Suisse (Mandel) et le groupe indien de M.N. Roy. Lors de la 2^e conférence de l'I.V.K.O. en 1932, elle avait perdu une partie de ses militants tchécoslovaques, après le ralliement d'Alois Neurath et de ses partisans à l'Opposition de gauche (ci-dessus, n. 17, p. 134), et se trouvait très affaiblie par le conflit qui opposait à sa majorité — Brandler et l'américain Lovestone — ses organisations suédoise, norvégienne, suisse et d'Alsace-Lorraine, ainsi que par le contre-courant de retour à la social-démocratie à l'intérieur de ses rangs.

Les thèses contiennent un certain nombre de considérations tactiques ambiguës sur lesquelles nous pourrions avoir encore l'occasion de revenir. Pour le moment, nous avons seulement voulu démontrer que la catastrophe allemande n'a malheureusement rien appris aux brandlériens. Dans le domaine des questions de tactique, ils n'ont raison qu'autant qu'il s'agit de leur combat contre les zigzags ultra-gauches ; mais ils partagent toutes ou au moins presque toutes les erreurs des zigzags droitiers du stalinisme, et, ce qui est bien pire, sont incapables de se hausser des questions de tactique aux questions de stratégie. La politique de l'Internationale est pour eux la somme des politiques nationales. Même aujourd'hui, ils sont incapables de comprendre les courants fondamentaux du mouvement ouvrier mondial et de prendre leur place parmi eux. C'est pourquoi le courant brandlérien n'a pas d'avenir.

ZINOVIEV ET KAMENEV CAPITULENT UNE FOIS DE PLUS (1) (23 mai 1933)

Ainsi, ils ont une fois de plus capitulé ! La presse soviétique le rapporte triomphalement et Tass (2) informe le monde entier de leur capitulation. Il est difficile d'imaginer un fait qui compromette de façon plus impitoyable non seulement les capitulards, mais le régime qui exige de tels sacrifices. On ne peut plus s'appuyer sur des échines brisées. L'appareil stalinien est devenu une machine à briser les échines.

Zinoviev et Kamenev (3) ont été exclus et exilés il y a quelques mois, non pas pour une quelconque activité d'opposition de leur part, mais parce qu'ils «connaissaient et n'ont pas révélé» l'activité d'opposition de la droite (4). Ce n'était là que la raison formelle. La véritable raison était que, dans l'atmosphère de mécontentement général, Zinoviev et Kamenev constituaient un danger. Ils

(1) T 3551. *La Vérité*, n° 157, 2 juin 1933. Titre primitif « Zinoviev et Kamenev ».

(2) «Tass» désigne la T.A.S.S., agence de presse soviétique fondée en 1925.

(3) Grigori Y. RADOMYSKI, dit G. ZINOVIEV (1883-1936) avait été depuis 1906 le bras droit de Lénine dans l'émigration, puis l'un des principaux dirigeants bolcheviques, «patron» du parti et président du soviet de Pétrograd, président de l'Internationale communiste et membre du bureau politique. Léon B. ROSENFELD dit L. KAMENEV, (1 889-1936) également vieux-bolchevik, beau-frère de Trotsky, avait notamment dirigé à la veille de la guerre la *Pravda* et la fraction bolchevique de la Douma ; il avait été président de l'exécutif des soviets en 1919, membre du bureau politique de 1919 à 1927. Ces deux hommes avaient combattu la proposition de Lénine, puis la décision du C.C., de passer à l'insurrection en octobre 1917. A partir de 1923, ils avaient constitué avec Staline la «troïka» unie par une commune hostilité aux positions de Trotsky et de l'Opposition de gauche. En 1925 pourtant, à partir de Léninegrad, ils avaient constitué la «Nouvelle Opposition» et, après leur défaite et leur élimination des postes responsables, avaient rejoint Trotsky et l'Opposition de gauche au sein de l'«Opposition unifiée». Exclus avec les militants de cette dernière à la fin de 1927, ils avaient fait des déclarations de «repentir», reconnaissant que «le parti» avait «eu raison» contre eux et ils avaient été réintégrés au cours de l'année 1928.

(4) Zinoviev et Kamenev avaient été exclus une seconde fois en 1932 : on leur reprochait d'avoir eu connaissance de la tentative du vieux-bolchevik Rioutine de regrouper sur une «plate-forme» commune les opposants de droite et de gauche, et de ne pas l'avoir dénoncée aux autorités et à la direction du parti.

avaient, il est vrai, déjà capitulé en janvier 1928. Mais devant qui ? Devant la bureaucratie anonyme qui passait pour le parti. Une telle capitulation a perdu aujourd'hui toute valeur. Aujourd'hui, il faut reconnaître l'inaffabilité de Staline pour avoir le droit de vivre et de respirer politiquement. Zinoviev et Kamenev ne pouvaient tout simplement pas se contraindre à une telle prostration morale. Ils avaient été trop longtemps associés à Lénine et connaissaient trop bien Staline, son rôle passé, son calibre. Le serment de fidélité personnelle à Staline leur restait dans la gorge. C'est pourquoi ils ont été exclus.

Il n'est pas difficile d'imaginer ce qui s'est passé ensuite dans les coulisses. Depuis quelque temps déjà, l'appareil du parti lui-même estime que la direction de Staline coûte trop cher au parti. Même Staline l'a senti. Ces capitulations ne se sont pas produites, bien sûr, sans médiations et intercessions d'un côté, exhortations cyniques de l'autre, de la part des prétendus «vieux-bolcheviks» : «Reconnaissez son génie — ce n'est pas très cher aujourd'hui — et vous revenez à Moscou ; après tout, c'est mieux d'être dans le parti». Et Zinoviev et Kamenev l'ont «reconnu», c'est-à-dire qu'ils ont finalement fait le saut dans l'abîme. Leur destin personnel est profondément tragique. Si l'historien à venir veut démontrer à quel point les époques de grands bouleversements détruisent les hommes, il donnera l'exemple de Zinoviev et de Kamenev.

A l'époque de leur première capitulation, ils pouvaient nourrir des illusions sur «le travail dans le parti», «les contacts dans le parti», «l'influence sur les masses». Mais il ne leur reste plus trace de leurs illusions aujourd'hui. Zinoviev et Kamenev ne reviennent pas de l'Opposition au parti, ils reviennent simplement de l'exil à Moscou. Staline a besoin de leur retour pour la même raison pour laquelle il a eu besoin de l'apparition de Boukharine et de Rykov (5) à la tribune pendant la célébration du 1^{er} mai : pour combler le vide autour du «chef», et, sinon pour le combler, du moins pour le dissimuler.

L'échec de la première capitulation de Zinoviev et de Kame-

(5) Nicolas BOUKHARINE (1888-1938), devenu bolchevik en 1906, alors qu'il était encore étudiant, avait été l'un des plus populaires dirigeants bolcheviques. Leader des «communistes de gauche» en 1918, il était devenu par la suite le théoricien de la Nep, partisan d'une politique de concessions accrues à la paysannerie aisée des kulaki. Il avait combattu l'Opposition de gauche, puis l'Opposition unifiée. Chef de file de «l'Opposition de droite», il avait été écarté en 1928 des responsabilités dans le parti. Le vieux-bolchevik Alexei RYKOV (1881-1938) avait succédé à Lénine à la présidence du conseil des commissaires du peuple en 1924 et été écarté des responsabilités en même temps que lui. L'apparition des deux hommes à la tribune officielle le 1^{er} mai 1933 avait surpris les observateurs qui l'avaient souvent interprétée comme le signe d'une «reconciliation» avec Staline.

nev, qui avait un caractère politique, s'est révélé une démonstration cruelle et ainsi d'autant plus efficace de la justesse des positions de l'Opposition de gauche : on ne peut servir le parti qu'en servant ses idées, non son appareil dégénéré. Leur deuxième capitulation, qui n'a qu'un caractère purement personnel, renforce cette conclusion sous un autre angle. Comme le héros de Gogol (6), Staline collectionne les âmes mortes par besoin d'âmes vivantes. La sauvegarde de l'héritage du bolchevisme, la formation de nouveaux cadres révolutionnaires, demeurent non seulement la tâche historique, mais le grand privilège de l'Opposition de gauche.

(6) *Les Ames mortes* sont un roman poème de l'écrivain russe Nikolai V. Gogol (1809-1852), en trois parties, inachevé. Son héros, Chichikov, achète à bas prix des serfs morts depuis le dernier recensement, afin de justifier des prêts aux propriétaires de serfs dans une région à coloniser ; cette opération — sur le papier — doit lui permettre de faire fortune. La comparaison faite par Trotsky est percutante, et la collection par Staline des «âmes mortes» souvent citée, même par des auteurs qui ignorent peut-être texte et contexte.

QU'EST-IL ARRIVE A RAKOVSKY ?

(1)
(25 mai 1933)

La question du sort de Rakovsky est entourée d'un tragique mystère. Rakovsky n'est plus à Barnaoul, lieu de son ancienne déportation. Sur la base d'informations provenant de deux sources différentes, l'une de l'Opposition et l'autre « officielle », en liaison avec les staliniens, on peut dire avec certitude que Rakovsky, malade, a été ramené de Barnaoul à Moscou (2). La source de l'Opposition a fait également savoir que Rakovsky était mort dans un hôpital du Kremlin. Selon la source « officielle », on dit que Rakovsky aurait subi une opération et aurait été guéri. Par le canal de *L'Humanité*, de façon obscure, Staline a démenti la nouvelle de la mort de Rakovsky. Mais les cercles dirigeants ne disent rien de son sort ultérieur. Une dépêche Reuter de Moscou, a dit que « Rakovsky pratique la médecine dans le district de Yakoutsk » (3). L'agence Reuter ne pouvait l'inventer ; elle a eu le tuyau à Moscou.

Comment faut-il relier ces faits les uns aux autres ? Le fait que Rakovsky ait été déplacé de Barnaoul à l'hôpital du Kremlin indiquerait qu'il est l'objet d'une attention extraordinaire. Dans ce cas, pourquoi Rakovsky, après l'opération, n'a-t-il pas été envoyé dans le sud comme les docteurs le réclament depuis quelque temps déjà, mais, au contraire, déporté dans le cercle polaire à des conditions qui lui sont fatales ? Nous n'avons pas d'informations pour expliquer cette contradiction. Nous sommes obligés d'exposer une hypothèse qui exige d'être vérifiée. En tous cas, elle nous semble découler de toute la situation.

(1) T 3552. *Biulleten Oppositsii*, n°35, juillet 1933, *La Vérité*, n°157, 2 juin 1933. Titre original : « Sur Christian Gueorguevitch Rakovsky ».

(2) Il semble bien que l'information était exacte.

(3) Rakovsky avait fait ses études de médecine en France, à Montpellier. Yakoutsk se trouve dans l'extrême-nord sibérien.

L'époque de la maladie de Rakovsky a coïncidé avec une nouvelle vague de furie antitrotskyiste d'un côté, et les négociations en coulisses qui ont abouti à la dernière capitulation de Zinoviev et Kamenev, de l'autre. D'après le contenu des déclarations de Zinoviev et de Kamenev, il est clair que Staline a grand besoin de témoignages autorisés contre l'Opposition de gauche. Il est dur de le dire : les staliniens ont probablement utilisé la maladie de Rakovsky pour lui extorquer quelque déclaration. C'est probablement à cette fin que Rakovsky a été amené à l'hôpital privilégié du Kremlin et s'est vu accorder des conditions qui dépassent les rêves d'un déporté. L'opération, rapporte-t-on, a été réussie. Alors — et cela concorde parfaitement avec le caractère de Staline — il doit avoir présenté à Rakovsky sa note politique. Rakovsky — et cela concorde parfaitement avec son caractère *à lui* — doit avoir rejeté avec indignation la reconnaissance qui lui était présentée. C'est pourquoi le vieux combattant n'est pas retourné à Barnaoul, mais a été envoyé sous le cercle polaire.

Nous ne pouvons trouver aucune autre explication. Les staliniens ont toutes les possibilités de démentir notre hypothèse. Nous attendrons ce démenti avec impatience, ou, peut-être, notre hypothèse est-elle par trop... optimiste, et les staliniens jugeront qu'il est mieux de continuer à se taire (4).

(4) Le silence sur Rakovsky durera jusqu'en mars 1934.

LES STALINIENS ET LE CONGRES ANTIFASCISTE (1) (26 mai 1933)

Cher Ami,

Ainsi, le congrès antifasciste a été transféré à Paris. C'est un beau cadeau. Nous espérons ici que toutes nos forces auront été mobilisées et qu'aucun mandat ne se perdra pour rien.

Je considère que le plus important maintenant est de mobiliser toutes sortes de sympathisants et demi-sympathisants de notre organisation. En dehors des délégués au congrès, on aurait pu organiser une délégation sur des questions particulières. Je crains seulement qu'il ne soit déjà trop tard... Par exemple, l'organisation de Sneevliet pourrait envoyer une délégation particulière sur la question de Rakovsky, Victor Serge (2) et les autres, d'un côté, Chen Du-xiu (3) de l'autre. Je crains que le Secrétariat international ne se rende pas compte à quel point il est important pour nous, dans ce type de congrès, de ne pas prendre la parole en isolés, mais d'avoir des couvertures connues, au moins dans des questions particulières. Pour l'affaire Victor Serge, il faudrait mobiliser ne serait-ce qu'un petit groupe d'écrivains français. Peut-être que pour Rakovsky et Victor Serge, Monatte, Chambelland et Cie (4)

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Rappelons que Victor Serge (Cf. ci-dessus n. 4, p. 67) à qui on avait refusé, le 11 janvier 1933, le droit de quitter l'U.R.S.S., avait été de nouveau arrêté le 8 mars suivant. Il avait été envoyé en déportation à Orenburg.

(3) Ci-dessus, n. 7, p. 168.

(4) Pierre MONATTE (1881-1960), correcteur d'imprimerie, syndicaliste révolutionnaire et militant de la C.G.T. avait été en 1909 l'un des fondateurs de *La Vie ouvrière*. Animateur en 1914 du «noyau» de *La Vie ouvrière* qui avait été le centre de la résistance à l'union sacrée en France, il s'était lié à Trotsky à cette époque. Enthousiasmé par la révolution russe, il n'avait pourtant rejoint le parti communiste français qu'au début de 1923, au lendemain du départ de Frossard et de ses amis. Il en avait été exclu en 1924 en même temps que Rosmer pour leur solidarité avec Trotsky et leurs critiques contre les méthodes employées dans la prétendue «bolchevisation» des P.C. (Voir *Syndicalisme révolutionnaire et communisme*, les

seraient d'accord d'une manière ou d'une autre. Même sans participer aux travaux du congrès, ils peuvent y envoyer une délégation ou, à la rigueur, une lettre qu'on pourrait ensuite publier dans la presse. Je pense que pour Rakovsky, Victor Serge, on aurait également pu s'adresser à Rosmer et à ses amis (5), en leur proposant de prendre une initiative. Il n'y a aucune raison de le faire de façon officielle. Schwartz (6) ou un autre pourraient soulever la question en privé. Dans une situation aussi critique, il faut tout prendre en considération : chaque voix supplémentaire, chaque rapport, chaque document qui parle de Rakovsky renforce notre position à l'intérieur du congrès et au-dehors, et est susceptible d'améliorer son sort.

J'attire encore une fois votre attention sur l'affaire suivante : une des canailles à gages a publié dans le *Rundschau* (7) que Trotsky avait dénoncé Dimitrov comme l'un de ceux qui avaient participé à l'explosion de la cathédrale de Sofia (ou quelque chose comme ça). Cela me répugne même d'en parler. Au début, je voulais écrire une note polémique, mais la répugnance que m'inspire une pareille crapulerie m'en a empêché. Je continue pourtant à penser qu'il faut d'une façon ou d'une autre profiter du congrès pour dénoncer la vile calomnie, utilisée par d'authentiques délateurs.

J'ai écrit à plusieurs reprises que le terrorisme et l'aventu-

archives de Pierre MONATTE, présentées par J. Maitron et C. Chambelland, Paris, Maspero, 1968). A partir de 1925, Monatte et son ami Maurice CHAMBELLAND (1901-1966), également correcteur, avaient animé la revue *La Révolution prolétarienne*, d'abord «syndicaliste-communiste» puis «syndicaliste révolutionnaire», puis fondé la Ligue syndicaliste. La rupture entre Trotsky et Monatte — qui reniait le communisme pour revenir au syndicalisme révolutionnaire — s'était produite en 1930 (Cf. *Le Mouvement communiste en France*). En dehors de la presse de l'Opposition de gauche, la *Révolution prolétarienne* était l'un des rares organes de presse qui faisait campagne dans ses colonnes autour de Rakovsky et évoquait «l'affaire Victor Serge».

(5) Allusion au groupe de la Gauche communiste, constitué à la suite d'une scission de la Ligue communiste au début de 1931 et animé notamment par Claude NAVILLE (1908-1935). Alfred ROSMER, de son vrai nom GRIOT (1877-1964) était avant la guerre militant syndicaliste révolutionnaire et collaborateur de *La Vie ouvrière*, dont il fut ensuite avec Monatte à partir de 1914, un des animateurs du «noyau» internationaliste. Il s'était lié d'amitié avec Trotsky. Membre du petit bureau de l'I.C. en 1920, il avait été l'un des principaux signataires du manifeste de *La Vérité* en 1929 et dirigeant de l'Opposition de gauche jusqu'à son conflit avec Trotsky au sujet de Raymond Molinier (Cf. n. 5, p. 130). Il s'était retiré de l'activité politique, mais restait en rapports avec le groupe de la Gauche communiste dont il n'était pas formellement membre.

(6) Léon Sedov.

(7) *Rundschau*, publié à Bâle depuis décembre 1932, était la continuation du célèbre bulletin de l'Internationale communiste *Inprekorr* (*Internationale-Press Korrespondenz*), publié jusque-là en Allemagne.

risme surgissaient bien souvent à la place de l'opportunisme de la bureaucratie stalinienne. L'idée en elle-même n'est pas neuve. On a dit depuis longtemps que l'anarchisme surgissait comme une punition pour les fautes opportunistes. La politique opportuniste-passive de l'année 1923 en Allemagne et en Bulgarie a conduit par elle-même à l'aventure révolutionnaire de 1924 en Bulgarie et en Esthonie (8). Pour porter une appréciation politique, il est tout à fait indifférent de savoir qui a dirigé ces actions d'aventuriers. Seuls de fieffés gredins peuvent en faire un sujet de dénonciation et le lier à l'arrestation de Dimitrov à Berlin (9). En cherchant à me nuire, ces individus nuisent en même temps à Dimitrov. Les procureurs allemands et bulgares s'empareront bien entendu des deux mains de cette affirmation et utiliseront l'intrigue des staliniens : «Regardez», disent-ils, «Trotsky a reconnu dans la presse que Dimitrov était impliqué dans l'explosion de la cathédrale de Sofia». Il est vrai que je n'en ai parlé nulle part, ni à personne, et que je ne pouvais pas en parler, car Dimitrov n'avait aucun lien avec cette affaire. Mais les procureurs n'ont aucune raison de tirer de mes articles un tel témoignage : il leur suffit que les staliniens en aient parlé. Il est très probable que cette vile accusation des staliniens a été précisément calculée dans ce but : souffler aux procureurs, aux contre-révolutionnaires de la presse, l'idée de déporter Trotsky pour l'affaire de l'explosion de la cathédrale de Sofia. Bien entendu, aucun contre-révolutionnaire qui commence à penser à exploiter ces racontars n'hésitera à dire : «Trotsky a avoué ceci et cela», car cela paraîtra bien plus avantageux et profitable.

Il va de soi que si les staliniens se comportent au congrès de façon un tant soit peu convenable, alors nous n'avons pas de raison de soulever au congrès une question aussi délicate. Mais il est parfaitement possible que toute cette pièce ait été préparée spécialement en vue du congrès. Il nous faut absolument nous armer à l'avance. Peut-être préparer une page...

Il apparaît que ma lettre sur le S.A.P. (10) n'a pas été jusqu'à présent traduite en allemand. Peut-être l'a-t-elle été à Paris ? Dans ce cas, envoyez-la très vite à Otto (11) et aux Suisses. (La question est très importante pour eux, en rapport avec Schaff-

(8) Ci-dessus, n. 7, p. 89.

(9) Gueorgui DIMITROV (1862-1949), dirigeant du P.C. bulgare, avait été arrêté en Allemagne par les nazis quelques jours après l'incendie du Reichstag qui s'était produit le 27 février 1933.

(10) Il s'agit de «L'Opposition de gauche et le S.A.P.» (27 avril 1933), ci-dessus, pp. 149-155.

(11) Otto Schüssler s'était rendu de Prinkipo à Prague, et allait s'établir en France.

house (12). Sh(achtman) (13) est arrivé ici il y a quatre jours. Van (14) est tombé malade, et le professeur Gass (15) lui a proposé quelques jours de repos à l'hôpital pour lui permettre de formuler le diagnostic. Van est depuis hier dans un hôpital français.

(12) Allusion à la K.P.O. suisse et à son organisation de Schaffhouse qui avait conservé le quotidien *Arbeiterzeitung* après son exclusion du P.C. suisse. L'un de ses principaux dirigeants, Paul THALMANN (né en 1901), penchait pour le mot d'ordre du «nouveau parti» et se rapprochait de l'Opposition de gauche. La section suisse était alors dirigée par l'un de ses fondateurs, Walter NELZ (né en 1909).

(13) Max SHACHTMAN (1903-1972) était né à Varsovie et avait émigré encore enfant aux Etats-Unis ; il avait interrompu des études à New York pour militer à plein temps dans le parti communiste américain. Membre de la fraction «Foster-Cannon», il avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis et était l'un de ses principaux dirigeants, un peu spécialisé dans les questions internationales.

(14) Jean van Heijenoort.

(15) Le docteur Gassin, un français, était médecin à Constantinople.

POUR LE VISA EN FRANCE (1)

(31 mai 1933)

Monsieur le Député (2),

Quelques-uns de mes amis ont pris l'initiative de m'obtenir le droit de séjour en France. Ils étaient soutenus par des hommes politiques et des hommes de lettres. On me communique que vous, Monsieur le Député, êtes intervenu avec énergie et autorité dans cette affaire. Je vous en remercie.

Je ne crois pas que la difficulté consiste dans le fait que j'aie été expulsé de France en 1917 pour mon activité pendant la guerre. Ce qui peut préoccuper les autorités françaises, c'est l'avenir et non le passé. Or, je tiens à déclarer en toute franchise : si je viens en France, je resterai tout à fait isolé de la vie politique active, je n'interviendrai pas dans la vie des organisations, je ne ferai ni conférences ni meetings, je réglerai ma vie comme ici à Prinkipo, d'une manière qui ne puisse donner aucune inquiétude aux autorités chargées de l'ordre public.

Mes intentions seraient bien simples : faire une cure normale, ma femme et moi, avoir la possibilité de me servir des trésors des bibliothèques françaises, lire les journaux français et anglais, non quatre ou cinq jours après leur parution, mais le jour même, et poursuivre mes travaux littéraires.

Veuillez croire, Monsieur le Député, à ma haute considération.

(1) D 167. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Henri Guernut.

(2) Henri GUERNUT (1876-1943), député radical-socialiste et membre influent de la Ligue des Droits de l'Homme, était intervenu auprès du gouvernement français en faveur de l'admission de Trotsky en France. Trotsky et son entourage s'inquiétaient de la précarité de la résidence à Prinkipo, de son insécurité et de son éloignement des centres de la vie politique. Des démarches avaient été effectuées l'année précédente, notamment par Alois Neurath, auprès du gouvernement tchécoslovaque. Les élections de décembre 1932 rendaient possible des démarches semblables en France.

LE 4 AOÛT⁽¹⁾

(4 juin 1933)

Quand des gens ne comprennent pas des arguments de fond, ils se cachent derrière des arguments secondaires. Les brandlériens, comme les staliniens, se cramponnent avec leurs ongles à la comparaison entre le 5 mars 1933 et le 4 août 1914 (2). Si on laisse de côté les explosions d'indignation morale ou les simples injures, leurs objections se réduisent à ceci : a) en 1914, la social-démocratie a soutenu le gouvernement de Guillaume II, et la bureaucratie stalinienne n'a pas donné le moindre signe d'un soutien au gouvernement de Hitler ; b) le K.P.D. continue à agir, à publier, en un mot, à lutter ; ce serait une faute de « sous-estimer » ses forces ; la social-démocratie n'est pas morte après le 4 août, elle a continué d'exister, et elle est même arrivée au pouvoir.

Aucune comparaison historique n'est valable si elle ne reste dans certaines limites justifiables. Nous avons tout à fait conscience que le K.P.D. stalinien peut être distingué de la social-démocratie d'avant-guerre, et que le 5 mars — tant par ses caractères que par ses résultats — se distingue parfaitement du 4 août. Par cette comparaison, nous avons simplement voulu dire que, de la même façon que le parti de Bebel (3) avait terminé son rôle progressif à la veille de la guerre, de même le K.P.D. a finalement cessé de jouer un rôle révolutionnaire à la veille de la dictature fasciste. Compliquer cette analogie par des considérations qui ne

(1) T 3555. *La Vérité*, n° 159, 16 juin 1933.

(2) C'est le 5 mars 1933 qu'avait été adoptée la déclaration du présidium de l'Internationale communiste sur l'Allemagne, maintenant que la ligne suivie avait été juste de bout en bout, et niant l'ampleur de la catastrophe. C'est le 4 août 1914 que le groupe parlementaire du parti social-démocrate allemand s'était rallié à l'union sacrée en votant les crédits de guerre. Pour Trotsky, ces deux dates avaient fait apparaître la faillite successive des deux Internationales.

(3) August BEBEL (1840-1913), avait été avec Wilhelm Liebknecht le fondateur du parti social-démocrate allemand, longtemps considéré comme le parti-modèle par tous les révolutionnaires, bolcheviks compris.

portent pas sur cette question démontre une incapacité à un raisonnement historique concret, c'est-à-dire à une pensée dialectique.

Lénine comparait la paix de Brest-Litovsk à la paix de Tilsit (4). Il n'est pas difficile de contester cette comparaison : il s'agissait pour la Prusse de son indépendance nationale, et, pour les soviets, de sauver un régime social nouveau ; là, la paix avait été signée par la monarchie, et ici par le parti du prolétariat, etc. Mais tous ces lieux communs astucieux ne nous disent rien quant à l'essence de la question qui nous intéresse. Nous avons été contraints de signer la paix de Brest-Litovsk afin de ne pas succomber totalement devant l'ennemi, mais, au contraire, de rassembler nos forces pour nous libérer. C'est en ce sens qu'on peut parler d'une « paix de Tilsit ».

Les staliniens et les brandlériens se sont également élevés contre l'analogie entre le régime préfasciste en Allemagne (gouvernements « présidentiels ») et le bonapartisme. Ils ont énuméré des dizaines de traits par lesquels le régime de Papen-Schleicher (5) différait du bonapartisme classique et ont toujours ignoré la caractéristique fondamentale qui le rend semblable (à lui) : la préservation d'un équilibre entre deux camps irréconciliables. Il n'y a rien de pire que la pensée pseudo-marxiste qui, pleine de suffisance, s'arrête là où commence la question. L'analogie avec le bonapartisme, nettement définie et concrète, non seulement aide à clarifier le rôle du dernier cabinet Giolitti (6), manœuvrant entre les fascistes et les socialistes, mais éclaire également l'actuel régime de transition en Autriche (7). On peut déjà parler mainte-

(4) Le traité de Brest-Litovsk avait été signé le 3 mars 1918 entre la jeune République soviétique et les « empires centraux ». Les bolcheviks s'étaient résignés à le signer, le couteau sur la gorge, devant une offensive de l'armée allemande qu'ils ne pouvaient contenir faute d'armée, et l'avaient qualifié de « diktat ». Le traité de Tilsit, le 7 juillet 1807, avait également été dicté par Napoléon Ier au tsar Alexandre Ier et à ses alliés prussiens et autrichiens, après sa campagne victorieuse contre les armées des uns et des autres.

(5) Franz von PAPEN (1879-1969), député du centre catholique, puis national-allemand, avait été chancelier du Reich de juin à novembre 1932. Kurt von SCHLEICHER (1882-1934), général, avait été chancelier de décembre 1932 à janvier 1933. Trotsky avait qualifié leurs régimes de « bonapartistes ».

(6) Antonio GIOLITTI (1842-1928), plusieurs années premier ministre en Italie avant la guerre, était revenu au pouvoir en juillet 1920 à la tête d'un gouvernement du centre-droit. Il avait cherché à obtenir du patronat et des banques quelques concessions à l'agitation ouvrière et paysanne, pour gouverner « au centre » avec l'appui des socialistes qu'il voulait séparer des communistes. Mais les fascistes refusèrent de jouer le rôle que leur assignait ce plan, celui de « gendarmes du vieux système libéral », selon l'expression de l'historien Guichonnet. Giolitti partit en juin 1921, quand les fascistes se lançaient au pouvoir pour leur propre compte.

(7) Il s'agit du régime dirigé par le chancelier Engelbert DOLLFUSS (1892-1934) dont les décrets successifs avaient vidé le régime en principe parlementaire de tout contenu démocratique.

nant de la profonde nécessité logique d'une période de « transition bonapartiste » entre le parlementarisme et le fascisme. L'exemple de l'Autriche démontre l'énorme importance qu'une distinction nette entre bonapartisme et fascisme revêt pour les objectifs d'une politique pratique, ou, plus précisément, qu'elle devrait revêtir. Mais la pensée formaliste répète des critères tout faits au lieu de faire une analyse sociale, et écarte des analogies riches de contenu et très concrètes, au profit de platitudes médiocres qui n'apprennent rien. Elle en est punie dans toute situation historique nouvelle, comme le bœuf de la fable russe qui se retrouve toujours derrière une nouvelle porte.

« La social-démocratie n'est pas morte après le 4 août ». Ces ergoteurs veulent-ils dire que le mot d'ordre du nouveau parti lancé après le 4 août était faux ? De toute évidence, ils ne le disent pas, mais c'est précisément la question. La social-démocratie a continué à exister après le 4 août, mais seulement en tant que parti ouvrier démocratique de la bourgeoisie impérialiste. Sa fonction historique a changé. C'est précisément ce qui justifiait la naissance de la III^e Internationale.

Veulent-ils dire que le K.P.D., en dépit de la catastrophe qui l'a achevé pour toujours en tant que parti révolutionnaire dans l'esprit du prolétariat, continuera néanmoins à exister en tant qu'organisation de masse ? Nous pensons que rien ne justifie une telle hypothèse : elle repose sur une analogie abstraite et formelle avec le destin du réformisme. La vieille social-démocratie unissait dans ses rangs des éléments qui avaient une perspective révolutionnaire et ceux qui avaient une pratique opportuniste. Le 4 août a finalement éliminé les tendances révolutionnaires et déterminé sa transformation en parti démocratique conservateur. Le K.P.D. avait fixé à lui-même et aux masses une tâche révolutionnaire qu'il a toujours mise en avant et soulignée dans sa lutte farouche contre la social-démocratie. C'est précisément dans cette tâche que le K.P.D. a montré qu'il avait failli à l'épreuve décisive. Il ne sera pas régénéré en tant que parti révolutionnaire. Peut-il continuer à exister sous une autre forme, avec d'autres fonctions politiques ? Si oui, ce ne sera pas en tant qu'organisation de masse du prolétariat allemand, mais en tant que pure et simple agence de la bureaucratie stalinienne. Il ne lui reste pas d'autre place.

Déjà à la veille du 5 mars, on pouvait et devait avoir formulé ce pronostic sur la base de la compréhension de la catastrophe, en liaison avec la politique qui l'avait provoquée. On ne pouvait à l'époque soulever qu'une objection valable : peut-être le parti sauvera-t-il tout, si, sous l'influence de cette terrible défaite, il

modifie nettement et clairement sa politique, en commençant par admettre ouvertement et honnêtement ses propres fautes. Pour notre part, nous croyions même alors, sur la base de tout ce qui était arrivé, qu'il était impossible d'attendre le miracle d'un tel réveil politique. Mais, même si cela s'était produit, cela n'aurait pas sauvé le K.P.D. en tant qu'organisation, car il est des crimes politiques impardonnables. Il ne sert pourtant de rien de spéculer sur ce thème. L'épreuve a déjà eu lieu. Il ne peut désormais être question d'un réveil politique du parti officiel. Au contraire, les dernières étincelles de pensée critique ont été étouffées. Rien ne donne une meilleure image de l'effondrement du K.P.D. que le fait que, le lendemain même de la grande catastrophe, au lieu de faire une clarification théorique des événements, il a fait tout ce qu'il a pu pour balayer toute trace de clarification par toutes sortes d'insinuations, de calomnies, de provocations et de persécutions (8).

A titre d'objection, on pourrait citer l'exemple de 1923 (9), où le parti a failli, mais ne s'est pas effondré. Nous ne nions ni l'importance ni les leçons de cet exemple ; il ne faut qu'en tirer des conclusions correctes. D'abord, la défaite de 1923 n'est comparable ni dans sa forme, ni dans son ampleur, à la catastrophe de 1933... Deuxièmement, les ouvriers n'oublient pas le passé ; le parti va payer maintenant pour tous ses crimes, et, parmi eux, également pour sa capitulation de 1923. Finalement, et, au point de vue politique, c'est le plus important, le K.P.D. a eu besoin d'un changement général de son appareil dirigeant après 1923. Il ne s'agissait nullement de savoir si le nouveau comité central était meilleur ou pire que l'ancien, mais du fait que le présidium de l'I.C. a été obligé de répondre au mécontentement et à la révolte dans le parti en balayant la direction brandlérienne (10), comme une miette à l'adresse des ouvriers révolutionnaires. Une telle

(8) Au lendemain de la victoire hitlérienne, les attaques avaient continué de la part des dirigeants du K.P.D. et de l'I.C. contre « le social-fasciste Trotsky » ; « allié de Wels et Leipart », etc. et les exclusions et calomnies contre les militants de l'Opposition avaient continué de plus belle, jusque dans les prisons et les camps de concentration.

(9) Trotsky avait soutenu que la direction du K.P.D. — l'équipe groupée autour de Brandler — avait laissé passer en 1923 une occasion révolutionnaire favorable. Il n'avait cependant jamais parlé de « faillite » du parti à ce propos.

(10) C'est le 19 février 1924 que, sur la base d'une résolution du présidium de l'I.C. imputant à la direction brandlérienne la responsabilité de la défaite, le comité central du K.P.D. avait désigné une nouvelle *Zentrale* qui ne comprenait ni Brandler ni ses proches collaborateurs.

manœuvre n'est pas possible aujourd'hui : l'appareil est totalement coupé des masses et il ne saurait être question de corriger cela par des élections. Le présidium de l'I.C. est lui-même trop étroitement lié aux yeux des masses à l'appareil Thälmann, du fait de sa lutte contre l'Opposition. Le fait que non seulement la bureaucratie stalinienne nie ses fautes dans cette défaite, mais nie aussi la défaite elle-même, ne fait qu'aggraver ses erreurs et la condamne à un déclin ignominieux.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de la tâche révolutionnaire et utopique du maintien d'un appareil coupé des masses, mais de sauver du désespoir, de la douleur, de l'indifférence et du borborygme les meilleurs éléments prolétariens. Il est absolument impossible d'atteindre ce résultat en essayant vainement d'inspirer l'espoir d'un miracle dont il est toujours plus clair chaque jour qu'il est sans espoir. Il faut présenter un bilan honnête du passé et diriger les forces de l'avant-garde ouvrière vers l'organisation d'un parti bolchevique pour une nouvelle étape historique.

SUR LE JOURNAL ALLEMAND (1)

(4 juin 1933)

Cher Camarade Held,

Nous avons reçu hier l'imposant n° 6 (2) et nous en sommes bien contents. Le supplément autrichien est un remarquable début. L'article de Strasser (3) est le véritable bijou de ce numéro. Il nous faut absolument gagner l'auteur pour notre presse. Par ailleurs, le reste du numéro est bon. Votre article m'a beaucoup plu. Quand vous avez plusieurs notes de moi, je vous conseille de rayer ma signature, au moins pour les moins importantes, pour que le numéro n'ait pas l'air aussi « trotskyste ». Les informations et les lettres de la dernière page contribuent beaucoup à donner de la vie au journal. Il n'y en a malheureusement pas assez. J'ai constaté avec regret l'absence de courrier des lecteurs dans ce numéro.

Mon texte sur le S.A.P. a depuis longtemps été traduit à Paris en allemand, et il est maintenant connu, à Berlin et dans tout le pays, de nos camarades. Je crois qu'il va paraître dans le prochain bulletin. Dorénavant, vous aurez tout en allemand, puisque le camarade d'ici traduit sur le champ du russe en allemand (4).

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Il s'agit d'*Unser Wort*.

(3) L'article en question, intitulé « La fin de l'austro-marxisme » était signé du pseudonyme « Austriacus ». Joseph STRASSER (1870-1935), militant dès la fin du XIX^e siècle dans le parti social-démocrate autrichien, directeur du quotidien socialiste de Reichenberg, *Vorwärts*, connu pour sa polémique sur la question nationale contre Otto Bauer, avait été l'une des têtes politiques de l'opposition révolutionnaire qu'on appelait « la gauche de Reichenberg ». Animateur de l'opposition internationaliste pendant la guerre et dirigeant du cercle Karl-Marx, il avait quitté le parti social-démocrate après la grève de janvier 1918. Membre du P.C. autrichien au début de 1919, il fut rédacteur en chef de son quotidien *Die Rote Fahne*, et, membre de son comité directeur, y mena la lutte contre la politique qu'il jugeait « putschiste » et « gauchiste » de la direction : il se solidarisa en 1921 de la critique de Paul Levi contre l'« action » de mars en Allemagne, ce qui lui valut d'être écarté de la direction. Sur le conseil de Lénine, qui l'appelait « plume d'or », il fut appelé à Moscou en 1923 à la maison d'éditions et la rédaction de la revue de l'I.C. Revenu en Autriche en 1928, il recouvra pour peu de temps d'importantes responsabilités, fut exclu et milita dans l'opposition brandlérienne. Puis il prit ses distances et se rapprocha de l'Opposition de gauche.

(4) Il s'agit de l'Allemand Rudolf Klement. Ci-dessus, n. 2, p. 106

Voilà plus d'une semaine que nous n'avons rien d'Otto (5). Le camarade Anton (6) se plaint aussi de n'avoir pas de nouvelles. J'ai l'impression que les choses ne vont pas bien avec la correspondance, et, je le répète pour la centième fois, pour un journal en émigration, c'est le plus important. Si Otto et vous-même écriviez une fois par semaine une lettre d'information en plusieurs exemplaires, et si vous l'envoyiez ensuite à tous les camarades intéressés, ainsi qu'aux sections de langue allemande, la liaison entre nous deviendrait, à travers cette note, beaucoup plus intime, et cela se traduirait également sur le plan matériel.

En Suisse, les choses vont moins vite que beaucoup ne l'espéraient avec les gens de Bringolf (7), mais au fond, c'est bon. Il semble même que les divergences internes entre nos camarades aient cessé de s'aggraver.

Vous êtes-vous adressé directement à Strasser, ou bien cela a-t-il été fait par nos camarades autrichiens (8) ? Ne pensez-vous pas écrire à Sternberg (9) pour lui demander de donner à *Unser Wort* une étude économique sur la situation en Allemagne ? Il me semble que ce serait tout à fait avisé d'ouvrir aussi une brèche personnelle dans le mur du S.A.P.

(5) Il s'agit bien entendu d'Otto Schüssler, parti en mission clandestine en Allemagne nazie.

(6) Sur Anton Grylewicz, voir ci-dessus n. 5, p. 156.

(7) Les « gens de Bringolf » étaient les militants de la K.P.O. suisse de Schaffhouse, dont plusieurs étaient d'accord avec la perspective du « nouveau parti » en Allemagne. Walter BRINGOLF (né en 1895), avait été l'un des fondateurs, puis le secrétaire, du P.C. suisse et avait rejoint la K.P.O. suisse en 1930.

(8) Selon Fritz Keller, le dernier né des groupes autrichiens, l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) était reconnu par le S.I. comme la section autrichienne et avait la responsabilité des suppléments autrichiens d'*Unser Wort*.

(9) Fritz STERNBERG (1895-1963), universitaire socialiste, reconnu comme l'un des meilleurs économistes marxistes de son temps, avait adhéré au S.A.P. en 1931, et suivi sa minorité qui avait pris au début de 1933 la direction du parti. Personnellement lié à Léon Sedov, il s'était pourtant refusé à céder à son insistance et à entreprendre le voyage de Prinkipo, et, en décembre 1932, de Copenhague, pour rencontrer Trotsky. Il venait d'émigrer en Tchécoslovaquie avant d'aller se fixer à Bâle.

*

* *

INTERVIEW PAR GEORGES SIMENON *

(7 juin 1933)

* T 3556. Publié dans *Paris-Soir*, 16 et 17 juin 1933. Reproduit in : Francis LACASSIN et Gilbert SIGAUX, *Simenon...*, Paris, Plon, 1973. - 482 p. (pp. 309-320).

LA DERNIERE FALSIFICATION DES STALINIENS (1) (9 juin 1933)

L'année passée, on diffusa de Moscou une nouvelle calomnie : Lénine aurait traité Trotsky de «Judas». Quand ? Où ? Pourquoi ? Au début, les staliniens européens furent quelque peu gênés d'ingurgiter cette immondice sous les yeux des ouvriers d'avant-garde. Mais quand la défaite du prolétariat allemand inscrivit encore un crime, le plus terrible, sur la liste des exploits de la bureaucratie stalinienne, il fallut recourir aux moyens énergiques. Maintenant de plus en plus souvent, on lance la calomnie du «Judas».

Sur quoi est-elle fondée ? Deux ans avant la guerre, à un moment de lutte aiguë dans l'émigration (2), Lénine en courroux appela, dans une note particulière, Trotsky «Judouschka». Qui connaît un peu la littérature russe sait que «Judouschka» (Golovlev) est un type littéraire, le héros d'une œuvre du satiriste russe Saltykov-Chtchedrine (3). Dans le cours de la lutte de l'émigration à cette époque, dans presque chaque article polémique, on pourrait rencontrer des emprunts très vifs à Saltykov. Dans ce cas, il ne s'agissait même pas d'un article, mais d'une note écrite dans un moment de colère. Avec le Judas de l'Évangile, le Judouschka Golovlev n'a en tout cas aucun rapport.

1) T 3564. *La Vérité*, n°158, 9 juin 1933. Signé Alfa.

2) Allusion à la conférence d'août 1912 où les tendances qui constituaient le «bloc d'août» (mencheviks, bolcheviks partisans du boycottage, bundistes et partisans de Trotsky) ne purent que constater l'état de fait créé par la conférence de Prague des bolcheviks, en dépit des efforts de Trotsky pour une réunification générale.

3) Mikhaïl Evgrafovitch SALTYKOV-CHTCHEDRINE (1826-1889), écrivain russe, avait fréquenté des cercles libéraux et collaboré à des revues occidentales. Déporté huit ans pour ses idées, il put réintégrer l'administration tsariste qu'il quitta ensuite pour se consacrer à sa carrière d'écrivain. Dans son roman satirique, *Les Golovlev*, il met en scène Porphyre, le dernier descendant de la famille Golovlev, paresseux, incapable que les siens ont surnommé «Judouschka» (petit Judas). Le qualificatif de Judas avait un aspect beaucoup plus péjoratif et contenait des relents évidents d'antisémitisme contre Trotsky, d'origine juive.

Au sujet des exagérations inévitables dans les lettres polémiques de Lénine, Staline écrivit en 1924, défendant la conduite de Zinoviev-Kamenev en octobre 1917 (4) :

« Quelquefois, Lénine, dans ses lettres, anticipait exprès, exposant au premier plan les erreurs possibles, supposées et les critiquait par avance en vue de prévenir le parti et de le garantir contre elles, ou bien quelquefois il exagérait un détail, faisant d'« une mouche un éléphant » dans le même but pédagogique. A partir de telles lettres de Lénine (et il y en a beaucoup), conclure à des divergences « tragiques », ou bien claironner à ce sujet, signifie ne pas comprendre les lettres de Lénine, ne pas connaître Lénine » (*Trotskyisme ou léninisme*, 1924).

Ces considérations de Staline, peu propres à justifier la conduite de Zinoviev-Kamenev en octobre 1917 — il ne s'agissait pas alors de « détail » ni d'une « mouche » — peuvent tout à fait s'appliquer à l'épisode de troisième ordre qui provoqua la lettre de Lénine contenant la référence à Judouschka-Golovlev.

Que Lénine et Trotsky aient eu des conflits aigus pendant les années d'émigration, c'est connu de tous. Mais tout cela se passa bien des années avant la Révolution d'octobre, la guerre civile, l'édification de l'Etat soviétique et la création de l'I.C. Les relations réelles entre Lénine et Trotsky sont, semble-t-il, fixées dans des documents postérieurs plus autorisés que la lettre à propos du conflit dans l'émigration. Que veulent dire les calomniateurs professionnels en introduisant l'image de « Judas » ? Que Lénine n'avait pas politiquement confiance en Trotsky ? Ou bien qu'il n'avait pas moralement confiance en lui ? Des centaines de déclarations de Lénine, nous n'en exposerons ici que deux ou trois.

Le 1^{er} novembre 1917, Lénine dit à la séance du Comité de Pétrograd du parti : « Je ne peux même pas parler de cela sérieusement. Trotsky a dit depuis longtemps que l'unification (avec les mencheviks) est impossible. Trotsky a compris cela et depuis il n'y a pas de meilleur bolchevik ».

Pendant la guerre civile, quand Trotsky devait personnellement prendre des décisions d'une responsabilité exceptionnelle, Lénine, de sa propre initiative, lui remit une feuille blanche avec, au bas, l'inscription suivante : « Camarades, connaissant le caractère rigoureux des prescriptions du camarade Trotsky, je suis tellement persuadé, au degré absolu, de la justesse, de la nécessité

4) Allusion à la lutte menée par Kamenev et Zinoviev au sein et à l'extérieur du parti bolchevique lors des derniers jours précédant l'insurrection d'Octobre à laquelle ils étaient opposés.

rationnelle, pour la cause, de l'ordre donné par le camarade Trotsky, que je soutiens également cette décision. V. Oulianov Lénine».

Si la première des deux déclarations mentionnées donne une appréciation *politique* suffisamment claire, la seconde témoigne la mesure de sa confiance *morale*. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de fournir des dizaines de citations d'articles et de discours de Lénine où s'exprime son attitude vis-à-vis de Trotsky, ou de reproduire ici une fois de plus la correspondance Lénine-Trotsky sur la question nationale ou celle du monopole du commerce extérieur. Nous nous limiterons seulement à rappeler la lettre que la compagne de Lénine durant de longues années, N.K. Kroupskaïa, écrivit à Trotsky quelques jours après la mort de Lénine :

«Cher Lev Davidovitch, je vous écris pour vous raconter qu'environ un mois avant sa mort, parcourant votre livre, Vladimir Illitch s'arrêta au passage où vous donnez une caractéristique de Marx et de Lénine, et me pria de lui relire encore une fois ces lignes et les écouta très attentivement, et ensuite voulut les revoir encore une fois de ses yeux. Et voici ce que je veux vous dire : les sentiments que Vladimir Illitch a conçus pour vous lorsque que vous êtes venus chez nous à Londres, arrivant de Sibérie, n'ont pas changé jusqu'à sa mort. Je vous souhaite, Lev Davidovitch, de garder vos forces et votre santé et je vous embrasse bien fort. N. Kroupskaïa ».

Les très zélés agents de Staline agiraient beaucoup plus prudemment s'ils ne soulevaient pas la question de la confiance morale. Alors qu'il était déjà malade, Lénine recommandait à Trotsky de ne pas conclure d'accord avec Staline : «Staline fera un compromis pourri et ensuite il trompera». Dans son testament, Lénine recommanda d'écarter Staline du poste de secrétaire général, en invoquant sa déloyauté (5). Enfin, le dernier document dicté par Lénine à la veille de sa seconde attaque était la lettre adressée à Staline dans laquelle il rompait avec lui «(toutes relations personnelles et de camaraderie».

Cela suffira peut-être, Messsieurs les calomniateurs ?

5) Rappelons que dans son *Testament*, Lénine proposait de remplacer Staline au secrétariat général par un homme... «plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc.».

INQUIETUDES (1)

(13 juin 1933)

Cher Camarade Held,

1) Où est Otto ? Il ne donne absolument aucune nouvelle. Je suis très inquiet. (2)

2) Je ne vois aucun «problème» à l'édition sous forme de tract de mon article sur Rakovsky. Sur de telles questions, la rédaction doit trancher elle-même.

3) J'ai reçu du camarade Schlamm (3) une proposition très amicale de collaboration régulière à *Die Neue Weltbühne*. Je le ferai bien volontiers.

4) Où est Erwin (4) ? Il devrait depuis longtemps être chez vous et même ici. Je suis inquiet à son sujet. Pouvez-vous me dire quelque chose ?

5) Quelles divergences à proprement parler avez-vous avec la direction nationale (5) ? Sur la question de l'édition du journal ? Dans la question du nouveau parti, ainsi que vous le savez, il s'est produit un important rapprochement. Les divergences secondai-

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. lettre à Heinz Epe.

(2) L'inquiétude de Trotsky au sujet du sort d'Otto Schüssler était d'autant plus vive qu'il n'avait pas non plus de nouvelles de Bauer qui devait quitter l'Allemagne

(3) Willi SCHLAMM (né en 1904), avait commencé à militer à Vienne à l'âge de quinze ans, et avait présidé de 1924 à 1926 les Jeunesses communistes d'Autriche. Membre de la direction de ce parti et rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*, il avait été exclu en 1929 pour ses liens avec la K.P.O. autrichienne. Depuis la victoire de Hitler, il s'était éloigné des brandlériens et rapproché des positions de Trotsky. Il venait de prendre les fonctions de rédacteur en chef de *Die Neue Weltbühne*, et proposait à Trotsky une tribune qui jouissait d'un réel rayonnement.

(4) Sur la sortie d'Allemagne d'Erwin H. Ackerknecht dit Eugen Bauer, voir ci-dessus, n. 9, p. 131.

(5) L'original porte «Reichsleitung», c'est-à-dire la direction clandestine en Allemagne même, avec Bauer (par rapport à la direction dans l'émigration, «Auslandsleitung»).

res sont mises de côté et une collaboration amicale est désormais entièrement assurée comme je le vois d'après la dernière lettre d'E(rwin). Je ne doute pas que vous n'ayez aussi toute possibilité de vous entendre très bien avec la R.L. (6).

6) La brochure de citations est très joliment éditée (7) ; malheureusement un peu trop tard. Pouvez-vous m'en envoyer encore quelques exemplaires ? L'avez-vous envoyée à toutes les sections ?

(6) R.L. = Reichsleitung. L'expérience des quelques mois écoulés avait provoqué une rapide évolution de Bauer et autres adversaires du « tournant » pour un « nouveau parti » en Allemagne. Trotsky en avait été directement informé.

(7) il s'agit de la brochure signée Oskar FISCHER, ci-dessus, n. 7, p. 165.

*

* *

CRETINISME PARLEMENTAIRE ET DIPLOMATIQUE :

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET
LE CONGRES A LA SALLE PLEYEL *
(13 juin 1933)

* T 3558. Ce texte a été publié dans le recueil : L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, op. cit. pp. 413 à 416.

LES ORGANISATIONS SOCIALISTES DE GAUCHE ET NOS TACHES (1)

(15 juin 1933)

La social-démocratie traverse actuellement partout une crise aiguë. Dans un certain nombre de pays, des ailes gauches plus ou moins importantes se sont déjà détachées des partis social-démocrates (2). Ce processus découle de toute la situation. S'il n'a pas encore pris un caractère plus développé et mieux défini politiquement, la faute en incombe à la bureaucratie stalinienne. Elle freine la différenciation interne dans les rangs du réformisme et ferme à l'aile révolutionnaire l'issue vers le communisme. L'apparition de partis socialistes indépendants en tant qu'organisations autonomes est un vote de défiance direct et mérité à l'adresse de l'I.C..

La bureaucratie stalinienne a qualifié les organisations socialistes indépendantes de « social-fascistes de gauche », les plus dangereuses de toutes. Telle a été en particulier son attitude vis-à-vis du S.A.P.. Inopinément, après le 5 mars, l'I.C. alla avec une extraordinaire prévenance rencontrer des « social-fascistes de

(1) T 3559. *Internal Bulletin*, Communist League, British section of the I.L.O., juin 1933, signé G. Gourov. C'est la première fois que Trotsky aborde un problème qui sera bientôt au centre de ses préoccupations, celui des organisations « socialistes de gauche ». On peut penser qu'il s'y est attaché concrètement en fonction de la tenue, prévue pour le mois d'août d'une conférence à laquelle l'I.A.G. (Internationale Arbeitsgemeinschaft), formée par l'I.L.P., le D.N.A. de Norvège, le S.A.P., etc. avait invité toutes les organisations ouvrières.

(2) Parmi les organisations importantes, on peut mentionner l'I.L.P. britannique, qui venait de se désaffilier du Labour Party, et le S.A.P. allemand, ainsi peut-être que l'O.S.P. (Onafhankelijk Socialistische Partij), parti socialiste indépendant de Hollande, fondé au début de 1932 à la suite d'une scission du S.D.A.P. (Sociaal Democratische Arbeiders Partij) de Hollande. Le P.S.I. (Partidul socialist independent), parti socialiste indépendant de Roumanie, créé en septembre 1931 à la suite d'une scission de gauche de la social-démocratie roumaine, allait recevoir en août le renfort d'un nouveau groupe de militants venus de la social-démocratie sous la direction de Constantin Popovitch, et se transformer en P.S.U. (Partidul socialist unitar), parti socialiste unitaire. Quant au N.S.P.P. (Niezalezna Socjalistyczna Partia Pracy) parti socialiste indépendant de Pologne, qui existait depuis 1922, il avait quitté la II^e Internationale en mai 1933.

gauche britanniques », en l'occurrence le parti ouvrier indépendant (I.L.P.) (3), révélant une fois de plus l'ampleur de sa désorientation face à la décomposition de la social-démocratie, laquelle, malheureusement, coïncide avec la sienne propre.

L'Opposition de gauche internationale se trouve placée devant une tâche nouvelle : accélérer l'évolution des organisations socialistes de gauche vers le communisme en introduisant dans ce processus ses idées et son expérience. Il n'y a pas de temps à perdre : si les organisations socialistes indépendantes restent longtemps dans leur état amorphe actuel, elles se décomposeront finalement : les tâches politiques de notre époque sont si aiguës, la pression des classes ennemies si puissante — à cela il faut encore ajouter les intrigues de la bureaucratie réformiste d'un côté, de l'appareil stalinien de l'autre — que seul un lien idéologique puissant sur la base inébranlable de la théorie marxiste peut assurer à l'organisation révolutionnaire la capacité de se maintenir contre les courants hostiles et de conduire l'avant-garde prolétarienne vers une nouvelle époque révolutionnaire.

En ouvrant de nouvelles possibilités, la nouvelle situation impose aux organisations de l'Opposition de gauche des tâches nouvelles. Jusqu'à présent nous avons principalement recruté nos partisans par les méthodes de la sélection individuelle. C'était un stade absolument inévitable dans la mesure où l'appareil centriste conservateur a rendu impossible l'influence directe et immédiate de nos idées sur la politique des partis communistes dans leur ensemble. Ce serait évidemment une faute bien grossière que de croire que nous avons tiré des partis officiels tout ce qu'on peut en tirer. Au contraire, le passage à l'Opposition de gauche de cellules entières, d'organisations locales, etc. est encore à venir. Mais notre influence sur les organisations ouvrières de masse ne peut se produire selon un ordre dicté à l'avance. Il faut suivre d'un œil vigilant les processus réels dans toutes les organisations ouvrières,

(3) Fondé en 1893, l'I.L.P., implanté dans la classe ouvrière, avait eu comme objectif initial d'assurer à la classe ouvrière sa représentation parlementaire propre. Il avait joué un rôle important dans la création du Labour Party auquel il était affilié. Sur une position pacifiste pendant la première guerre mondiale, il refusa d'adhérer à la III^e Internationale, fut membre de l'U.P.S. et proposa sans succès dès 1925 une conférence internationale de toutes les organisations ouvrières. Il évolua vers la gauche dès le début du deuxième gouvernement travailliste en 1929 : de fortes tendances se manifestaient en son sein en faveur d'un rapprochement avec l'I.C.. Elles s'exprimèrent avec une force croissante après 1931. Le passage des dirigeants travaillistes, MacDonald en tête, dans la nouvelle « union sacrée » contre les revendications ouvrières, nourrissait en effet des réactions « gauchistes » proches de la politique de l'I.C. dans la « troisième période ». A partir de 1930, l'I.L.P. avait pris avec divers partis socialistes « de gauche » des contacts qui avaient abouti en avril 1932 à la création de l'I.A.G.

pour diriger à temps notre attention dans le domaine, qui, à un moment donné, promet le plus de succès.

Les organisations socialistes indépendantes ou les fractions d'Opposition de gauche à l'intérieur de la social-démocratie sont soit des organisations manifestement centristes, soit incluant des tendances ou des survivances centristes très fortes. Leur côté positif, c'est que, sous l'influence du choc historique qu'elles ont subi, elles se développent dans un sens révolutionnaire. Nous rapprocher sérieusement de ces organisations sur une base principielle claire signifierait un nouveau chapitre du développement de l'Opposition de gauche, et, de ce fait, de la renaissance du marxisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier mondial. Une grande organisation internationale révolutionnaire inspirée par les idées de l'Opposition de gauche deviendrait un pôle d'attraction pour les éléments prolétariens des partis communistes officiels.

On ne peut pas dissimuler que c'est dans cette voie, prise dans son ensemble, que réside la possibilité de créer de nouveaux partis communistes. En ce qui concerne l'Allemagne, la question est déjà résolue — non par nous, mais par la marche des événements — de manière complète et définitive. Les divergences qui se sont manifestées à ce sujet dans nos rangs, particulièrement avec les camarades allemands, ont, soit complètement disparu, soit se sont réduites à des nuances secondaires. Tout ce que la bureaucratie a produit après le 5 mars — articles de la presse stalinienne, résolution du présidium de l'exécutif de l'I.C. du 1er avril, cours du C.C. du K.P.D., caractère du congrès antifasciste de Paris, etc. — confirme pleinement les pronostics sur la décomposition définitive et inévitable du K.P.D. Il faut évidemment aujourd'hui étendre ce qui vient d'être dit à l'Autriche, où, sur ordre de la police, le P.C. a disparu sans résistance de la surface de la terre (4). Le « plus ancien parti de l'I.C. », qui a disparu si peu glorieusement ne ressuscitera pas ! Il est inutile de dire combien ces événements aggravent les perspectives en ce qui concerne l'Internationale communiste dans son ensemble. La perspective, qui menace, de son écroulement complet, doit devenir un outil de l'action ultérieure sur les meilleurs éléments des autres partis communistes. Mais, en même temps, les sections de l'Opposition de gauche doivent manifester une initiative beaucoup plus large que

(4) Le 8 mars 1933, le gouvernement autrichien avait interdit manifestations et réunions publiques, « amendé » la loi sur la presse. Le 31 mars 1933, il avait dissous le Schutzbund, organisation para-militaire de la social-démocratie autrichienne et, le 26 mai 1933, le P.C. autrichien, qui n'offrit aucune résistance.

jusqu'à présent en dehors des partis officiels, dans toute l'étendue du mouvement ouvrier (5).

Le passage de la lutte à un stade supérieur ne s'est jamais effectué sans quelques frictions internes. Certains camarades, qui ont la nostalgie des organisations de masse, sont tout prêts à cueillir des fruits encore verts. D'autres, qui craignent pour la pureté des principes de l'Opposition de gauche, accueillent avec méfiance toute tentative de nous rapprocher d'organisations plus larges. « Que peut-on attendre de bon du côté de Nazareth ? ». Comment peut-on se rapprocher d'organisations dirigées par des centristes ? Nous sommes prêts assurément, disent-ils, à nous unir avec les ouvriers de base, mais nous ne voyons aucun sens à un rapprochement avec des chefs centristes, etc. Une telle façon, purement formelle, de poser la question, est erronée. Elle sent trop le sectarisme propagandiste.

La III^e Internationale a recruté, pour les neuf dixièmes, parmi les éléments centristes qui évoluaient vers la gauche. Sous le drapeau du bolchevisme se sont rassemblés non seulement des isolés et des groupes, mais des organisations entières, et même des partis, avec leurs dirigeants, voire une partie de leurs anciens dirigeants (6). C'était absolument inévitable. La marche ultérieure du développement dépendait de la politique de l'I.C., de son régime intérieur, etc. Aujourd'hui, dans le camp du mouvement ouvrier, si l'on fait abstraction des organisations fascistes, nationalistes et confessionnelles, on peut constater la prédominance du réformisme et du centrisme ; dans ce dernier, nous incluons aussi, pour des raisons bien suffisantes, l'I.C. officielle. Il est clair que la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire se produira principalement aux dépens du centrisme. En outre, viendront à nouveau se ranger sous le nouveau drapeau communiste, non seulement des isolés et des groupes, mais aussi des organisations entières. Les succès ultérieurs de la rééducation dépendent de la direction générale de la politique, du régime, et enfin de la marche des événements historiques.

(5) Il semble bien que Trotsky achève ici le « tournant » entamé au lendemain de la victoire d'Hitler sans combat : bien que le mot d'ordre de « nouveaux partis » — et pas seulement en Allemagne — et de la nouvelle Internationale ne soit pas formulé, il est évident qu'il est en train d'inviter l'Opposition de gauche à cesser d'être une « opposition » dans les P.C. et l'I.C.. Il convient de noter que cette constatation va de pair avec la reconnaissance du développement dans la social-démocratie d'ailes gauches, phénomène auquel Trotsky va accorder dans les mois qui suivent une attention soutenue.

(6) Rappelons l'adhésion à l'I.C. du parti socialiste italien dans sa totalité en 1919, du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.) en 1920, puis du parti socialiste S.F.I.O. en France, ces deux derniers dans leur majorité et avec nombre de leurs anciens dirigeants « centristes ».

Notre littérature a maintes fois répété combien le centrisme est hétérogène : il comprend tous les degrés de transition entre le réformisme et le marxisme, ou, ce qui n'est pas la même chose, entre le marxisme et le réformisme. N'apprécier un mouvement centriste que sur ses déclarations et ses documents du moment, c'est impossible : il faut avoir sous les yeux l'histoire de son développement et la direction de son mouvement.

Le centrisme de la fraction stalinienne est caractérisé par une politique de convulsions et de zigzags ou par un piétinement sur place : elle est la plus conservatrice de toutes les formations centristes qui aient jamais existé dans le mouvement ouvrier. Cela s'explique par le fait que le centrisme a, cette fois, trouvé un support social puissant dans la bureaucratie soviétique : les appareils des partis occidentaux n'en sont qu'un appendice. Tandis qu'en U.R.S.S. la bureaucratie stalinienne, pour ses propres intérêts de caste, est obligée de défendre l'Etat ouvrier contre la bourgeoisie, en Occident, elle est devenue l'instrument de la désorganisation et de l'affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne. Sans leur dépendance servile vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, les partis officiels d'Occident auraient déjà depuis longtemps trouvé une issue sur la voie juste, ou bien seraient tombés en poussière, faisant place à des organisations plus saines.

Le personnel des partis officiels se maintient aujourd'hui exclusivement par la foi en l'U.R.S.S. et dans sa direction. Beaucoup de communistes honnêtes ont une peur panique de la critique et des arguments nouveaux qui risquent de leur faire perdre « la foi » en la direction de l'U.R.S.S.. C'est par là, et par là seulement, que s'explique le fait que des adultes, souvent révolutionnaires sincères, soutiennent pendant des années des choses monstrueuses qui constituent une dérision pour le marxisme, pour les ouvriers avancés et pour la pensée humaine. Celui qui se libère du fétichisme de la bureaucratie soviétique tombe d'ordinaire dans l'indifférentisme. Les partis communistes — c'est bien connu — ont perdu au cours des dernières années un nombre incomparablement plus grand de membres que n'en a gagné l'Opposition de gauche.

Le centrisme d'origine social-démocrate se caractérise par un mouvement de la droite vers la gauche — dans une situation politique qui rend extraordinairement difficile toute position équivoque. Les membres des organisations socialistes indépendantes manquent, dans leur majorité, de cette trempe révolutionnaire qu'ont plus ou moins réussi à acquérir beaucoup de membres des partis communistes. Mais, d'un autre côté, les socialistes indépen-

dants, libres de tout fétichisme vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, exempts de tout conservatisme, vivent une crise interne et cherchent honnêtement des réponses aux questions posées par notre époque, évoluent vers le communisme. A un moment donné, ils sont, selon toute apparence, beaucoup plus sensibles aux idées du bolchevisme authentique que les membres de la fraction stalinienne.

Telle est la combinaison originale de conditions historiques qui ouvre aux bolcheviks-léninistes une nouvelle possibilité, en un certain sens « imprévue », d'activité et de progrès. Il faut l'utiliser jusqu'au bout.

LA POLITIQUE DU PARTI DANS LE DOMAINE DE L'ART ET DE LA PHILOSOPHIE (1)

(16 juin 1933)

Chers Camarades,

Votre lettre pose de très importants problèmes auxquels il n'est à mon avis pas possible de donner des solutions générales et catégoriques valables dans tous les cas. En tant qu'organisation, nous avons comme point de départ non seulement des idées politiques définies mais certaines méthodes philosophiques et scientifiques. Nous nous fondons sur le matérialisme dialectique d'où découlent des conclusions qui ne concernent pas seulement la politique et la science, mais également l'art. Et il y a en outre d'importantes divergences entre nous au sujet de ces conclusions. Nous ne pouvons à aucun degré exercer sur l'art, par la nature même de son activité, le même contrôle que sur la politique. Le parti doit permettre une grande liberté dans le domaine de l'art, se contentant d'éliminer sans pitié seulement ce qui est dirigé contre les tâches révolutionnaires du prolétariat ; d'un autre côté, le parti ne peut pas assumer de responsabilité immédiate et directe pour les déclarations de ses membres dans le domaine de l'art, même quand il leur donne une tribune.

Le maintien de ces deux règles — liberté nécessaire pour la création individuelle, et non-transmission au parti de la responsabilité — est particulièrement impératif dans les cas où il s'agit non de théoriciens de l'art, mais des artistes eux-mêmes, peintres, hommes de lettres, etc. En outre, le parti doit pouvoir nettement distinguer le point à partir duquel la généralisation dans le domaine de l'art devient du domaine politique. Sans faire ici aucune concession de principe, le parti doit cependant se borner

(1) T 3560. *The Militant*, 22 juillet 1933. Cette lettre répondait à des questions adressées par trois jeunes militants qui signaient Martin GLEE, Harry ROSS et M. MORRIS. GLEE était le pseudonyme de Max GELTMAN, et ROSS, d'Harry ROSKOLENKO, (né en 1907), jeunes intellectuels new-yorkais, membres de la section américaine. Nous n'avons pas identifié M. Morris.

dans le cas des artistes à des rectifications, fermes mais pleines de tact, de toutes conclusions politiques fausses découlant de leurs vues d'artistes. Marx a exprimé cette idée dans une phrase enjouée à propos de Freiligrath (2) : «Les poètes sont de drôles de poisons». Lénine a appliqué des critères différents à Bogdanov (3), le théoricien et politique professionnel, et à Gorky (4), l'artiste, en dépit du fait que ces deux hommes ont été pendant tout un temps des alliés politiques. Lénine parlait du point de vue selon lequel, par son activité artistique et sa popularité, Gorky pouvait apporter à la cause révolutionnaire beaucoup plus qu'il ne pouvait lui nuire par des déclarations ou des actions erronées que le parti pouvait en outre corriger avec tact en temps voulu.

Considérée de ce point de vue, l'activité philosophique se situe quelque part entre l'art et la politique, plus proche de la politique. En philosophie, le parti a une position militante distincte, ce qui n'est pas le cas — au moins dans cette proportion — dans celui de l'art. Les objections, selon lesquelles en «dogmatisant» et en «canonisant» le matérialisme dialectique le parti empêche le libre développement de la pensée philosophique et scientifique, ne méritent pas qu'on s'y attarde. Aucune usine ne peut tourner si elle ne repose pas sur une doctrine technologique définie. Aucun hôpital ne peut soigner ses malades si les médecins ne s'appuient pas sur les enseignements reconnus de la pathologie. Ce serait pure folie que de permettre à des dilettantes de se livrer à d'arbitraires expériences à l'usine ou à l'hôpital, sous le prétexte qu'ils se considèrent comme des «novateurs». Les novateurs doivent d'abord prouver leur droit d'influencer la technologie pratique et la médecine. Le parti doit être particulièrement vigilant vis-à-vis de ces «novateurs» qui ne font que réchauffer des plats critiques rassis ou de ceux qui sont encore en train de chercher sans résultats bien solides. Mais cela ne signifie en rien que le parti puisse agir dans le domaine de la philosophie comme si toutes les questions étaient déjà résolues pour lui et comme s'il n'avait plus rien à attendre d'un développement de la pensée scientifique. Ce n'est pas facile de trouver la ligne juste dans ce domaine. On ne peut y

(2) Le poète allemand Ferdinand FREILIGRATH (1810-1876) avait été membre de la 1^{re} Internationale.

(3) Alexandre A. MALINOVSKY, dit BOGDANOV (1873-1928), bolchevik en 1903, avait animé une tendance «gauchiste» dans le parti dont il fut exclu en 1910. Après la révolution il anima le mouvement pour la culture prolétarienne (Proletkult), puis se consacra à la recherche médicale.

(4) Maxime GORKY (1868-1936), le célèbre romancier russe fut pendant de longues années sympathisant - et à l'occasion bailleur de fonds - du parti bolchevique. Il critiqua vivement l'insurrection d'octobre et s'expatria de longues années... De retour en U.R.S.S. en 1932, il appuyait Staline.

arriver que par l'expérience et une direction suffisamment flexible. Comme dans une salve d'artillerie on n'atteint le but que par une série de coups qui tombent trop long ou trop court. Inutile de souligner que la question «Comment les idées philosophiques de tel ou tel individu ou groupe se réfractent-elles dans le domaine de la politique ou de l'organisation ?» a toujours une énorme signification pour l'élaboration d'un contrôle correct par le parti. Ainsi Lénine a-t-il impitoyablement combattu Gorky en 1917 quand il y avait au-dessus de toute autre considération la nécessité de la révolution. D'un autre côté, on doit considérer comme la pire honte le fait que la bureaucratie stalinienne soit en train de transformer Barbusse *le romancier* en personnage *politique* dirigeant, en dépit du fait que c'est précisément en politique que Barbusse marche la main dans la main avec Renner, Vandervelde, Monnet et Paul Louis (5).

J'ai bien peur de n'avoir pas donné de réponse satisfaisante aux questions pratiques qui m'ont été posées. Mais ce qui a été dit explique, je l'espère, pourquoi je ne pouvais donner une telle réponse, laquelle exige une connaissance concrète de la situation et des conditions personnelles. De même peut-être ces brèves remarques aideront-elles au moins en partie à l'élaboration d'une politique juste dans ce domaine à la fois complexe et lourd de responsabilité.

(5) Karl RENNER (1870-1950) était le leader et le théoricien de l'aile droite du parti social-démocrate autrichien. Sur Emile Vandervelde, voir ci-dessus, n.6, p. 89. GEORGES MONNET (né en 1898) était l'un des «espoirs» de la jeune génération socialiste en France et avait participé au congrès d'Amsterdam. Paul LEVI, dit Paul LOUIS (1872-1948), qui avait été membre du P.C. dans ses premières années était le dirigeant du petit parti d'unité prolétarienne (P.U.P.). Sur Henri Barbusse, voir ci-dessus, n. 3, p. 145. Trotsky veut souligner ici que le romancier français, figure de proue des «congrès internationaux» et célébré par les P.C. se situe sur le même niveau que les théoriciens et dirigeants social-démocrates.

LES DIFFICULTES DE NOTRE TRAVAIL (1)

(17 juin 1933)

Cher camarade (2),

Vous vous plaignez que le travail de l'Opposition autrichienne ne progresse pas assez vite. Vous notez très justement que l'une des raisons en est l'insuffisance d'un travail systématique, l'absence d'une bonne organisation, c'est-à-dire un esprit de précision et la volonté de mener les choses jusqu'au bout. A titre d'exemple, vous mentionnez l'irrégularité de l'assistance aux réunions, des retards inadmissibles, etc. Je sympathise entièrement avec vous en ce que je crois qu'il n'y a rien de pire que le dilettantisme et le désordre en toute affaire sérieuse, et plus encore dans les affaires révolutionnaires.

En Autriche, les choses ne vont pas bien de ce point de vue. Pour des raisons qu'il n'est pas nécessaire d'analyser ici, la social-démocratie autrichienne est suivie par l'écrasante majorité du prolétariat autrichien, maintenant encore. Le parti communiste n'a pas joué de rôle indépendant dans la lutte de classes, mais n'a été qu'une opposition à l'austro-marxisme. Mais une opposition qui part d'une base théorique fautive est vouée à se décomposer. Le parti communiste a regroupé autour de lui nombre d'éléments de la bohème viennoise, et il est fortement imprégné de sa morale.

L'Opposition autrichienne a trop emprunté au parti communiste officiel. La longue lutte entre les deux cliques de l'Opposi-

(1) T 3561. *Biulleten Oppositsii* n° 35, juillet 1933.

(2) La lettre est vraisemblablement adressée au tchécoslovaque Wolfgang Sálus qui s'efforçait alors de réorganiser l'Opposition de gauche en Autriche.

tion (3) — très semblables l'une à l'autre, et, à bien des égards, seulement des caricatures du P.C. — ne pouvait que repousser de l'Opposition de gauche en général les ouvriers sérieux. Seul un afflux d'authentiques ouvriers d'industrie pourrait donner à l'Opposition une certaine stabilité et lui procurer la discipline nécessaire et le travail systématique.

Le parti communiste autrichien n'est pas entré dans la clandestinité (4) : il a quitté pour toujours la scène politique. Il ne se relèvera jamais. Même la social-démocratie se démoralisera dans un proche avenir. Si l'Opposition de gauche veut remplir son rôle historique, il lui faudra se frayer un chemin vers les jeunes ouvriers social-démocrates (5).

Certains haussent les épaules avec mépris devant l'opposition social-démocrate : après tout, ils ne sont pas nombreux, de petits

(3) Plus que toute autre, l'Opposition autrichienne avait été dévorée depuis sa naissance par de féroces luttes fractionnelles. Elle s'était constituée officiellement en mai 1927, sous le titre de *Kommunistische Partei Österreichs* (Opposition) — K.P.Ö. (O) — publiant *Die Arbeiterstimme*, et son principal dirigeant était Josef FREY (1882-1957), ancien organisateur des conseils de soldats et dirigeant du P.C. Mais elle n'avait pas adhéré immédiatement à l'Opposition internationale, se bornant à critiquer les erreurs de l'I.C. en Autriche. En avril 1928, elle avait exclu de ses rangs six militants, dont Kurt LANDAU (n. 3, p. 150), qui publiaient *Die Neue Mahnruf*. Trotsky avait soutenu ce dernier groupe, et critiqué Frey pour ce qu'il appelait son « national-communisme ». En 1930, il avait fait pression pour une unification rapide entre le K.P.Ö. (O), de Frey, le groupe *Neue Mahnruf*, et le « groupe interne » d'opposition dans le P.C. que dirigeaient alors Leo STIFT et Jakob FRANK, dit Max GRAEF (-), économiste, lithuanien d'origine, qui avait été quelques mois son secrétaire à Prinkipo. Le groupe de Frey (K.P.Ö (O)), arguant de différences principielles, notamment sur l'U.R.S.S., avait refusé l'unification et quitté en décembre 1930 l'Opposition de gauche internationale. La « conférence d'unification » du 11 janvier 1931 n'avait rassemblé que le groupe *Neue Mahnruf* et le groupe Gräf. Ce dernier, quelques mois plus tard, rejoignait le P.C. qu'il avait sans doute toujours servi. Trotsky avait repris sa pression pour l'unification après la scission de la section allemande et l'évolution du groupe *Neue Mahnruf*. En 1932, un ancien militant d'Autriche, Polzer, était venu de Berlin à Vienne dans ce but. Ses efforts avaient abouti le 19 décembre 1932 à la création d'une organisation nouvelle, la *Linke Opposition der K.P.Ö. (B.L.)*, qui s'était proclamée section de l'Opposition de gauche internationale, et qui réunissait à la fois des exclus de la K.P.Ö. (O) — Berthold Grad puis Modlik — et du groupe *Neue Mahnruf* (Mayer, Thoma). Mais l'unification avec le groupe Frey était une fois de plus repoussée. La préconférence de février 1933 avait décidé de rompre tout contact avec le groupe de Frey, de loin le plus important numériquement, et de repousser à six mois l'examen de l'adhésion de la nouvelle organisation qui n'avait pas d'organe de presse propre.

(4) Le P.C. autrichien avait été dissous le 26 mai par décret du gouvernement Dollfuss et n'avait eu aucune réaction visible.

(5) Plusieurs courants d'opposition étaient en train de se constituer à l'intérieur du parti social-démocrate autrichien : une opposition de gauche, dans les cadres, et une opposition de militants jeunes qui s'exprimait notamment à travers le « Front des Jeunes » qui se prononçait pour le front unique avec le P.C.. Depuis 1930 il existait en outre dans la social-démocratie une « opposition révolutionnaire » qu'animait Franz PAWELKA (né en 1888), ancien compagnon d'armes de Josef Frey pendant la révolution, devenu dirigeant du syndicat des transports de Vienne.

responsables (qui s'estiment) insultés, des carriéristes mécontents (6), etc. De tels propos viennent directement de l'administration du parti de la social-démocratie autrichienne. Il est vrai que les représentants actuels de l'opposition social-démocrate sont peu nombreux, faibles, et manquent pour la plupart d'entre eux de caractère. Néanmoins, dans la situation politique actuelle, ils ont une grande *signification en tant que symptômes*. C'est à travers eux que se réfractent de façon atténuée les angoisses des meilleurs ouvriers autrichiens. Comment atteindre ces ouvriers si l'on balaie avec mépris ces nouveaux opposants ? En tout cas, pour l'Opposition de gauche, il n'existe pas d'autre voie que celle de rompre avec les cellules bohêmes qui ont tourné à l'aigre, et de concentrer toute leur attention sur les usines.

Notre tâche en Autriche ne peut pas être facile dans la période qui vient. Les ouvriers ont été trop cruellement déçus par la social-démocratie ; le parti communiste s'est trop compromis à leurs yeux ; les querelles mesquines entre les groupes de l'Opposition de gauche ne sont arrivées qu'à les dégoûter, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils ne soient aucunement disposés d'avance à faire confiance à l'Opposition de gauche. Il faut réussir à gagner leur confiance par un travail quotidien persistant et systématique. C'est au cours de ce travail que se fera la sélection des hommes dans le groupe qui aura pris l'initiative. Les sceptiques et les dilettautes seront bientôt très loin en arrière et partiront : tant mieux ! Les révolutionnaires sérieux attireront les jeunes ouvriers et, avec eux, fonderont une organisation prolétarienne véritable qui sera capable de disposer ses forces, d'évaluer les délais et de travailler de façon systématique. Il n'existe pas d'autre formule.

Je vous souhaite de tout cœur de réussir.

UNE MISE AU POINT (1)

(18 juin 1933)

L'*Humanité* du 18 juin a reproduit une dépêche de Moscou intitulée « Une manœuvre de l'aventurier Trotsky ». Quelle manœuvre ? Les lecteurs sont laissés dans le noir. Donnons-leur quelques explications.

1. Premièrement, fidèles à leurs méthodes, MM. les éditeurs de l'*Humanité* ont falsifié la dépêche de Moscou. En fait elle a paru le même jour dans *Le Temps*, dont on connaît les excellentes relations avec Litvinov. Mais, selon *Le Temps*, on dit simplement qu'une « déclaration » supposée « de Trotsky ne correspond pas à la réalité ». L'*Humanité* a ajouté ce qui suit : « ... et est de toute évidence inspirée par le désir de l'aventurier d'égarer le lecteur. »

2. Mais de quelle déclaration de Trotsky parlent-ils ? Ils n'en disent rien. On suppose que c'est une déclaration faite à des journalistes turcs et reproduite dans *Die Vossische Zeitung*, un ancien journal libéral devenu hitlérien. Il y a pourtant d'autres déclarations du camarade Trotsky que MM. les rédacteurs de l'*Humanité* ne peuvent ignorer : celles qu'il a faites à un journaliste français et qui ont été reproduites dans *Paris-Soir* du 15 juin (2). Et qu'y lit-on ?

« Certains journaux prétendent que vous avez récemment reçu des agents venus de Moscou pour vous demander de revenir en Russie. »

Et Trotsky a répondu :

« Ce n'est pas vrai, et je sais quelle est la source de ce genre d'informations. Dans un article de moi, qui est paru dans la

(1) *La Vérité*, n°160, 23 juin 1933. Non signé.

(2) Il s'agit en réalité de l'interview faite à Prinkipo le 6 juin 1933, et publiée dans *Paris-soir* du 16. Le « journaliste français » était en réalité le romancier belge d'expression française Georges SIMENON (né en 1903), cf. ci-dessus, p. 203.

presse américaine il y a deux mois, je disais entre autres choses qu'étant donné la situation actuelle en Russie, je serais prêt à servir de nouveau contre tout danger, d'où qu'il vienne, qui menace le pays. »

C'est clair. Mais pourquoi l'agence Tass s'est-elle crue obligée, *deux jours après la publication de cet interview*, de publier une version fautive d'une déclaration qui n'a jamais été faite ? Peut-être pourrait-on en trouver une explication plausible en considérant les difficultés, venant de ses propres partisans, qui assiègent Staline.

3. Il y a un mois environ, différents journaux ont lancé de nouvelles fantaisies sur une « réconciliation entre Staline et Trotsky ». Toute la presse a publié cela en France. Pourtant, pendant tout ce temps, MM. les rédacteurs de l'*Humanité* n'ont pas dit un mot. La couardise et la servilité de cette bande dépasse tout éloge (3).

(3) C'est l'une des premières occasions où Trotsky signale l'excès permanent de zèle du journal *L'Humanité* dans les attaques et calomnies contre lui.

POUR UNE ÉTROITE LIAISON (1)

(24 juin 1933)

Cher Camarade Held,

A propos de Sternberg, vous avez totalement raison (2). Mon conseil était trop général et, en ce sens, imprudent. Du reste Erwin va s'arrêter à Prague et vous pourrez régler la question ensemble.

Avez-vous reçu d'Anvers un article du camarade Weinberg (3) ? Il ne me semble pas être très content de la direction d'*Unser Wort* et ce serait bien de rétablir avec lui des liens amicaux. Même du point de vue de la vente, il pourrait être très utile et serait prêt à se consacrer à cette question...

Etes-vous en liaison avec Jungclas (4) ? Etablir l'échange régulier de correspondance est de la plus grande importance. Les émigrés allemands des divers pays construiront pour eux-mêmes une véritable « Internationale » qui peut être pour l'Opposition de gauche d'une importance considérable. C'est pourquoi je crois que la rédaction d'*Unser Wort* devrait éditer un petit bulletin international pour créer un service d'information régulier. Même la correspondance personnelle est d'une absolue nécessité.

(1) Archives Sneevliet. Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Le dossier Held dans les archives Sneevliet à Amsterdam ne comprend pas de copie de la réponse de Held à Trotsky au sujet de Sternberg. Nous ne savons quel argument avait convaincu Trotsky. Sur Sternberg, voir ci-dessus, n. 9, p. 203.

(3) Un militant allemand, proche de Ruth Fischer, réfugié à Anvers.

(4) Georg JUNGCLAS (1902-1975), militant dans les jeunesses socialistes de Hambourg en 1916, avait fait partie dès 1919 du K.P.D. et de sa « gauche » ; il avait notamment combattu lors de l'insurrection de Hambourg en 1923. Membre du Leninbund en 1928, il avait rejoint la fraction trotskyste dans son sein et avait été en 1930 l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche unifiée en Allemagne. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il s'était réfugié à Copenhague.

Je vous envoie ci-joint une lettre du camarade Wessel et un article de Johre (5). Je vous prie de me les renvoyer après en avoir pris connaissance.

D'Otto, j'ai enfin reçu deux lignes avec promesse ferme de m'envoyer une lettre plus longue dans deux ou trois jours (6). Je l'attends donc avec impatience.

P.S. Je vous adresse ci-joint un article pour *Die Neue Weltbühne*. Mais je crains que la *Weltbühne* ne soit un peu surchargée par mon article, surtout que celui sur le désarmement paraît dans deux numéros. J'attache en tout cas beaucoup plus d'importance à ce que le prochain article, déjà à la traduction, « Perspectives allemandes », paraisse dans la *Weltbühne*. Je vous l'enverrai dans une dizaine de jours. A moins que Schlamm trouve valable l'article ci-joint qui correspond très bien au caractère de la *Weltbühne*, je pourrais le conserver (7). Sinon, envoyez le manuscrit à la rédaction de *Das Neue Tage-Buch* (éd. Leopold Schwarzschild) (8) avec une brève note : « De la part de M. Trotsky, je vous envoie aux fins de publication éventuelle dans *Das Neue Tage-Buch* un article, « Qu'est-ce que le National-socialisme ? ». Conformément aux accords avec des revues étrangères, cet article ne doit pas paraître avant le 5 juillet ». Naturellement cette date vaut aussi pour *Die Neue Weltbühne*.

(5) LEVY-WESSEL et Josef WEBER, dit S.L. JOHRE (-1959) un pianiste, étaient tous deux originaires de Gelsenkirchen. Une correspondance entre Held et Bauer, dans les archives Sneevliet, mentionne leurs démêlés à tous deux avec les dirigeants hollandais pendant un bref séjour à Amsterdam, et leur hostilité résolue à Bauer, lequel se contente de noter dans une lettre à Held que Johre ne peut plus désormais être considéré comme « sain d'esprit ». Selon une information personnelle, les initiales « S.L. » devant le pseudonyme de Johre auraient représenté les mots « Societas Lénine »...

(6) Nous n'avons pu retrouver pour le moment ce rapport d'Otto Schüssler.

(7) L'article « Hitler et le désarmement » devait paraître dans *Die Neue Weltbühne* des 22 et 29 juin (T 3554). « Perspectives allemandes » (T 3563) parut dans la même revue les 27 juillet et 3 août 1933. L'article que Trotsky envoie à Held est « Qu'est-ce que le national-socialisme ? » (T 3557) qui parut finalement dans *Die Neue Weltbühne* du 13 juillet. Ces trois articles seront publiés dans le volume 1933 de la seconde série. Ils ont tous les trois été publiés en français dans *La Vérité*.

(8) Leopold SCHWARZSCHILD (1891-1950), écrivain et journaliste de gauche allemand, venait de fonder en émigration la revue *Das Neue Tagebuch*, dont le premier numéro sortait à Paris le 1^{er} juillet 1933.

QUELQUES PROBLEMES SERIEUX ⁽¹⁾ (5 juillet 1933)

Cher Jan,

Il est très difficile de donner un conseil sur cette affaire du S.I.. En tout cas, je déconseillerais catégoriquement la convocation d'un nouveau plénum en dehors d'une nécessité politique et organisationnelle urgente : cela coûte du temps et de l'argent, et, si elle ne doit pas avoir de conséquences pratiques, une telle initiative ne peut qu'alimenter le mécontentement contre le secrétariat. Si nous devons modifier la composition du secrétariat, nous pouvons mettre au courant à Paris les camarades intéressés et demander l'accord par écrit de ceux qui sont à l'étranger. Il y a à Paris des représentants de quatre sections nationales. La Belgique est proche. Erwin est maintenant dehors et il ira sans doute vraisemblablement à Paris lui aussi (2). (Il sera ici après-demain). Cela suffit amplement pour une réorganisation du secrétariat, si vous la jugez nécessaire. Le mieux serait peut-être de laisser les choses en état jusqu'à l'arrivée d'Erwin.

Je ne veux absolument pas dire par là que la situation soit rassurante. Bien au contraire. Dès que j'ai pu consulter la correspondance des différentes sections, il m'est apparu qu'il y avait bien besoin de réformes. Mais des réformes précipitées et non préparées ne font souvent qu'aggraver la situation.

Je comprends très bien l'opinion de Raymond (3) à propos de l'imprimerie. On pourrait cependant poursuivre avec prudence et assurer les choses d'avance par un accord avec les amis de Bohême et le camarade allemand (l'imprimeur) qui sont disposés à mettre

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Erwin Ackerknecht (Bauer) venait, comme prévu, de quitter l'Allemagne pour prendre un contact direct.

(3) Raymond Molinier (ci-dessus, n.5, p. 130).

une grosse somme dans l'entreprise. Sur ce point, espérons qu'Erwin nous donnera une réponse (4).

Hier est arrivé un télégramme disant que le visa pour la France était accordé. Van (5) est allé aujourd'hui au consulat de France. L'affaire me paraît plus solide que pour le visa tchèque, bien que je ne considère pas que tout soit définitivement réglé. Par ailleurs, le voyage, etc. vont nous ménager de sérieuses difficultés. Mais on espère bien en venir à bout d'une façon ou d'une autre.

(4) Nous ignorons les détails de cette affaire d'imprimerie, peut-être en liaison avec le difficile problème de l'édition du *Biulleten Oppositsii* qui avait jusque-là été publié à Berlin et l'était désormais à Paris. Le « camarade allemand » était Willy SCHMUSCHKOVITZ, dit SCHMIDT (né en 1910), ancien étudiant en médecine, qui venait de faire un important héritage. « Les amis de Bohême » étaient un groupe d'industriels et commerçants qui avaient été réunis par Jiří Kopp et aidaient financièrement le mouvement, essentiellement sur la base de leur admiration pour Trotsky lui-même. Ackerknecht-Bauer était passé par Prague à sa sortie d'Allemagne.

(5) Jean van Heijenoort.

ZINOVIEV

SUR LE REGIME DU PARTI (1)

(6 juillet 1933)

Zinoviev, qui, pendant plusieurs années, a été dans une opposition ouverte ou semi-cachée à la bureaucratie stalinienne, a finalement reconnu, après un bref exil, que le régime du parti de Staline est le meilleur de tous. Il est donc d'autant plus éclairant de rappeler ce que Zinoviev écrivait sur le régime du parti communiste d'Union soviétique, quelques semaines seulement avant le XV^e congrès du parti. Faute de place, nous ne pouvons reproduire intégralement le long document adressé par lui à tous les organismes dirigeants du parti — comité central, commission centrale de contrôle et comité exécutif de l'Internationale communiste — et qui contient un matériel factuel très riche sur les méthodes de répression dans le parti et la démoralisation bureaucratique. Bien que nous soyons obligés de nous limiter aux passages les plus importants, nous espérons qu'ils seront suffisants pour éclairer l'état de choses à l'intérieur du P.C.U.S. aussi bien que la nature du repentir de Zinoviev.

(1) T 3566. *The Militant*, 29 juillet 1933. Non signé. Présentation d'extraits d'une lettre de Zinoviev datée de septembre 1927 et décrivant les méthodes de l'appareil pour étouffer l'Opposition.

PROBLEMES POSES PAR LE SEJOUR EN FRANCE (1) (7 juillet 1933)

Cher camarade Henri Molinier (2),

J'ai reçu vos deux télégrammes et celui de Parijanine. Votre dernier donne des précisions : séjour provisoire dans le Midi, séjour définitif en Corse. Ces succès importants, comme d'ailleurs tout succès, créent de nouvelles difficultés (3).

Aller d'ici dans le Midi pour deux ou trois mois signifierait vivre sur le bivouac, sans archives, etc. et puis de grosses dépenses, déplacement pour les bagages, etc. Si l'on pouvait envisager, étant donné notre vie bien docile et tranquille, d'obtenir l'autorisation de rester sur le continent, ce serait naturellement plus raisonnable d'y aller directement, mais on ne peut en avoir la certitude par avance.

Une autre considération ; les staliniens seront bien inquiets quand ils apprendront le geste libéral du gouvernement français. Staline obligera le parti français à faire quelque scandale éclatant, coûte que coûte (4). Son but serait clair : démontrer aux autorités françaises le grand désavantage de notre séjour en France ; même si le gouvernement français était disposé à tolérer la prolongation de notre séjour dans le Midi de la France, quelque manifestation

(1) D 173. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Henri Molinier.

(2) Sur Henri Molinier, homme de confiance de Trotsky, voir ci-dessus, n. 2, p. 177.

(3) Le gouvernement français, tout en accordant le visa, posait des conditions destinées évidemment à restreindre l'activité politique de Trotsky et éviter les « incidents ».

(4) Le jour de l'arrivée de Trotsky, le 24 juillet, *L'Humanité* protesta effectivement contre... l'annulation du décret d'expulsion de 1916 contre lui.

de scandale pourrait l'amener à raccourcir notre séjour sur le continent.

Tout cela me paraît indiquer l'orientation directe vers la Corse. Natalia, qui a un besoin imminent de traitement médical, pourrait aller sur le continent une ou deux semaines après notre arrivée ; je pourrais peut-être la rejoindre un ou deux mois après si les choses marchaient bien. J'aurais en Corse les livres et les matériaux les plus nécessaires pour continuer mon travail, ce qui est une condition nécessaire pour assurer notre existence là-bas.

Je n'oublie pas les avantages du continent sur la Corse ; douze heures de distance ! Si vous croyez qu'on pourrait bien s'installer dans quelque coin du Midi, assez à l'écart pour prévenir la possibilité de scandales staliniens (ou de russes blancs), que le séjour provisoire pourrait assurément se transformer en séjour définitif et que, par conséquent, on pourrait aussi diriger les gros bagages (livres et archives) sur le continent, ce serait naturellement la solution la plus favorable, mais elle me paraît assez problématique, et, si je la mentionne, c'est pour que l'« analyse » soit complète.

Si l'on se décide pour la Corse, il faut élaborer l'itinéraire. Nous connaissons les difficultés de passer par Marseille. Le trajet Istanbul-Corse est-il possible ? Par l'Italie ? Van déclare que c'est très compliqué et probablement impossible. Peut-être pourrait-on s'entendre avec la compagnie française (pour) que le bateau nous laisse descendre devant la Corse dans une barque à moteur ? Tout cela paraît bien compliqué. D'un autre côté, le passage par Marseille peut se présenter cette fois-ci beaucoup moins avantageusement qu'il y a quelques sept mois : la police n'est pas obligée de nous donner sa vedette. Elle peut bien appliquer sa méthode : laisser faire, laisser passer. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Et de quelle manière s'installer en Corse ? Louer auparavant une villa isolée ? Qui le fera ? Et comment ? Ou s'installer à l'hôtel et commencer les recherches ?

Je voudrais bien envoyer de l'argent à Paris pour les dépenses préalables. Malheureusement, avec les nouvelles restrictions sur le change, on ne peut envoyer maintenant d'ici que 25 livres... J'essaierai de diriger quelque somme de Londres (*Manchester Guardian*) à Paris, et l'écrirai aussi à New York. Mais cette dernière voie est bien longue.

Toutes ces questions et toutes les difficultés qu'elles comportent signifient que le départ d'ici ne pourrait s'effectuer ni demain ni même après-demain, même si on avait reçu le visa. Nous allons

expliquer au consulat que nous nous servons de l'autorisation après que tous les préparatifs nécessaires auront été accomplis par nos amis de France. Pour l'instant, nous n'avons pas encore le visa. Van s'est entendu avec le consul pour qu'il demande la réponse télégraphiquement, les frais étant couverts par nous. Demain, au sortir du consulat, le camarade Van vous télégraphiera.

LE JAPON VA AU DESASTRE (1)

(12 juillet 1933)

1 - Le mythe de l'invincibilité

Les classes dirigeantes du Japon sont dans une situation qui sans aucun doute leur fait tourner la tête. Elles ont cherché une issue à des difficultés intérieures inouïes dans une politique de conquêtes et l'emploi ou la menace de l'emploi de la force. Et partout où elles ont réussi, les traités internationaux ont été cyniquement violés. Sous le couvert de la fondation d'un nouvel Etat indépendant, elles ont annexé un immense pays (2). La Société des nations entasse les rapports inutiles à tout le monde. L'Amérique conserve un silence prudent. L'Union soviétique penche pour des concessions. Il semble vraiment que le Japon soit invincible et que ses maîtres soient destinés à régner non seulement sur le continent asiatique, mais sur le monde entier. Mais en est-il ainsi ?

Il y a moins de quatre décennies, la petite nation insulaire battait le géant chinois à la fois sur terre et sur mer. Le monde entier en était saisi. Quatorze jours après la signature du traité de Simonoseki (3), le fameux géographe allemand Richthofen (4)

(1) T 3567. *Biulleten Oppositsii*, n° 38/39, février 1934. Une première version, pour laquelle Trotsky manifesta son mécontentement, avait paru dans *Liberty* du 18 novembre 1933.

(2) Il s'agit de l'ancienne province du Nord-Est de la Chine, la Mandchourie, occupée par l'armée japonaise en septembre 1931, et proclamée «indépendante» sous le nom de Mandchukuo en mars 1932, sous la «régence» de l'ancien Empereur de Chine, Pou Yi. C'était en fait un protectorat japonais sous régime d'occupation militaire.

(3) Le traité de Simonoseki en avril 1895 avait mis fin à la guerre sino-japonaise de 1894-95 : la Chine avait été contrainte de reconnaître l'«indépendance» de la Corée, de céder plusieurs territoires dont Formose au Japon ainsi que des avantages territoriaux et autres du type de ceux qu'elle avait déjà cédés aux puissances européennes employées à la dépecer.

(4) Le baron Ferdinand von RICHTHOFEN (1833-1905) avait été au XIX^e siècle le meilleur spécialiste de la Chine et un connaisseur de l'Extrême-Orient où il avait beaucoup vécu.

écrivait que le Japon avait conquis l'«égalité» et s'était élevé au rang d'une grande puissance. Dix ans plus tard se produisait un autre miracle plus grand encore : le Japon battait la Russie tsariste. Ceux qui avaient prédit une telle issue n'étaient pas très nombreux, et les plus remarquables parmi eux étaient les révolutionnaires russes : mais qui accordait alors la moindre attention à leurs propos ? Le prestige de l'empire insulaire monta en proportion du caractère inattendu de ses victoires aux yeux de l'humanité civilisée — des victoires sur des voisins qui, à eux deux, avaient au total dix fois plus d'habitants que le Japon.

La participation du Japon à la grande guerre ne dépassa guère de grandes opérations de police menées en Extrême-Orient et partiellement en Méditerranée. Mais sa présence même dans le camp des vainqueurs, avec l'important butin qu'il s'est adjudgé, devait exalter encore les sentiments de fierté nationale dans les classes dirigeantes japonaises. Les «21 exigences» adressées à la Chine au début de la guerre — quinze ans exactement après que le Japon se soit lui-même libéré des traités humiliants — mettaient à nu les crocs de l'impérialisme japonais prêts à servir pour tout ce qu'il voit.

Le mémoire de 1927 du général Tanaka (5) définissait un programme achevé dans lequel les ambitions nationales s'élevaient jusqu'au vertige de la mégalomanie. Un document stupéfiant ! Les démentis officiels n'ont pas diminué sa portée d'un iota : ce type de document ne peut pas avoir été fabriqué. En tout cas la politique extérieure japonaise au cours des deux dernières années a servi de preuve irréfutable pour l'authenticité de ce document.

La conquête de la Mandchourie a été menée par des forces relativement insignifiantes — soutenues par un soutien aérien et des bombardements ; en quelques manœuvres rapides, les Japonais ont concentré en Mandchourie quatre ou cinq divisions, à peine plus de cinquante mille hommes. L'opération tenait plus des grandes manœuvres que de la guerre véritable. D'autant plus grand a été l'honneur qu'en a retiré l'état major-général de Tokio.

Néanmoins, l'invincibilité militaire du Japon n'est qu'un

(5) Le général baron GISHI TANAKA (1863-1929) était en 1927 premier ministre du Japon, et l'auteur d'un «Mémoire» qui prévoyait la mainmise sur la Mandchourie et sa transformation en base industrielle lourde, l'occupation ultérieure et la soumission de la Chine, de l'Indochine, de l'Indonésie, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de l'Australie et des provinces occidentales de l'U.R.S.S. et ouvrait la perspective d'une domination s'étendant du Pacifique au canal de Suez. L'existence de ce mémoire fut à l'époque démentie par le gouvernement japonais. Les services de renseignement soviétiques avaient eu connaissance de son contenu dès 1925, soit plusieurs années avant son approbation par le Mikado.

mythe pieux, qui, bien qu'il ait déjà payé des dividendes réels, se brisera en dernière analyse contre la réalité. Jusqu'à maintenant, le Japon n'a pas eu une seule fois l'occasion de se mesurer aux pays avancés. Les succès du Japon, pour brillants qu'ils soient en eux-mêmes, ont résulté de la supériorité de l'arriération sur une arriération plus grande encore. Le principe de la relativité est valable dans le domaine militaire comme ailleurs. Il fut un temps où l'empire des tsars semblait voler aussi de succès en succès ; de sa principauté forestière, la Moscovie, il s'était transformé en un des plus puissants Etats du monde, s'étendant sur deux continents, de l'Atlantique au Pacifique. Les armées du tsar étaient aussi décrites comme invincibles dans tous les manuels scolaires. La vérité était pourtant que la vieille Russie, avec son fondement dans une paysannerie encore à demi serve, n'avait remporté de victoires réelles et durables que sur les tribus barbares d'Asie centrale et du Caucase et sur des Etats en pleine décomposition interne, comme la Pologne sous sa noblesse féodale ou la Turquie sous les sultans. En général, depuis le début de la révolution française, l'armée tsariste incarnait la pesante impuissance en train de s'effriter. Il est vrai qu'entre 1907 et 1914, l'armée et la marine ont été réformées de façon significative avec l'aide énergique des Doumas d'Etat patriotes. Mais l'épreuve de la guerre mondiale apporta une cruelle désillusion : l'armée russe ne remporta de succès tactiques que tant qu'elle eut affaire aux forces centrifuges de l'empire austro-hongrois. Mais, à l'échelle plus grande de la guerre dans son ensemble, elle révéla de nouveau sa complète inefficacité.

Les coefficients indicatifs de la force relative des armées doivent dans chaque cas être déterminés non sur la base de quelques qualités permanentes de «la race», mais à partir d'une combinaison de facteurs sociaux vivants et de facteurs historiques, des ressources naturelles d'un pays, du niveau de son développement économique, des rapports entre ses classes, des qualités internes de son armée elle-même — le matériel humain d'où sont tirés les soldats, son corps des officiers, ses armes et son équipement, son commandement. Si, pour la commodité de l'expression, nous exprimons cela dans le langage des chiffres — seulement bien sûr à titre d'illustration, et sans prétention à des mesures précises —, nous pouvons dire qu'en qualité de combat, l'armée russe de 1914 par rapport à celle de 1904-1905 était à trois contre un, au moins. Mais cela ne l'a pas empêchée d'être elle-même par rapport à l'armée allemande à un contre trois. De la même façon, si l'armée japonaise était deux à trois fois meilleure que l'armée tsariste au début du siècle, cela ne l'a pas empêchée d'être autant de fois inférieure aujourd'hui aux forces armées des pays avancés.

Depuis l'époque de la guerre contre la Russie, le Japon a incontestablement réalisé des progrès économiques et culturels suffisants pour garder ses armements au niveau de la technologie mondiale. Pourtant, pris isolément, ce critère est tout à fait décevant. Les capacités militaires réelles d'une armée sont déterminées non par les armes qu'elle montre dans les défilés, ni celles qu'elle stocke dans ses arsenaux, mais par celles qui sont implicitement contenues dans la capacité de production de l'industrie du pays. L'industrie japonaise a connu une croissance extraordinaire pendant la guerre, mais seulement pour s'effondrer profondément ensuite, avec la venue des crises d'après-guerre. Le militarisme japonais essaie de continuer à vivre sur les illusions de la période de boom du temps de guerre et d'ignorer la dislocation de l'économie en dévorant la moitié du budget national. Les rapports entre, d'un côté, le militarisme japonais et l'économie nationale, de l'autre entre l'industrie japonaise et ses ennemis potentiels, fournissent des indices extrêmement importants, sinon tout à fait décisifs, des perspectives des différents camps en présence dans une guerre à venir. Et pour le Japon, ces indices sont très défavorables.

Selon le mémoire du général Tanaka — et aussi conformément à la logique de la situation — deux guerres sont à l'ordre du jour pour l'empire du Mikado, l'une contre l'Union soviétique, l'autre contre les Etats-Unis. L'arène de l'une serait le plus étendu des continents, celle de l'autre le plus vaste des océans. Ces deux guerres présupposent des opérations sur de grandes distances et par conséquent pour de longues périodes. Mais plus la guerre se prolonge, et plus est grand l'avantage d'un peuple armé sur une armée de métier, de l'industrie dans son ensemble sur les usines de munitions et les arsenaux, des réalités culturelles et économiques fondamentales sur les combinaisons stratégiques.

Le revenu national par tête du Japon n'est que de 175 yens, plusieurs fois inférieur à celui des Etats européens, pour ne pas parler de l'Amérique, et il est au moins inférieur d'un tiers à celui de l'U.R.S.S. L'industrie japonaise est avant tout une industrie légère, en d'autres termes, arriérée ; les ouvriers du textile constituent plus de 50 % du nombre total des ouvriers, alors que la métallurgie et la construction de machines ensemble en ont 19 %. Les Etats-Unis consomment 572 livres d'acier par personne, les Etats d'Europe occidentale 245, l'Union soviétique plus de 77 et le Japon moins de 63. Et la guerre moderne se fait avec du métal. On peut penser que la Mandchourie ouvre de grandes perspectives à l'industrie japonaise. Mais de grandes perspectives exigent un

capital énorme et du temps. Et nous parlons de ce qui existe aujourd'hui et ne peut pas être radicalement modifié dans les années qui viennent.

Plus encore, ce sont les hommes, non les machines, qui font la guerre. Tout indique que les choses ne vont pas mieux, en ce qui concerne le Japon, pour les ressources humaines que pour les matériaux inanimés.

Copiée à tous égards sur le modèle prussien, l'armée japonaise contient sous une forme exagérée tous les vices internes de l'armée des Hohenzollern sans avoir aucune de ses vertus. Bis-marck lui-même a dit un jour qu'on pouvait copier le règlement militaire prussien, mais qu'on ne pouvait imiter un lieutenant prussien. Il est plus difficile encore d'imiter un soldat prussien.

Le militarisme aussi doit payer un certain prix pour le bas niveau de vie des masses du peuple. Le Japon est le pays de la tuberculose et de toutes sortes de maux de la malnutrition. Le taux de mortalité y est plus élevé que dans tous les autres pays avancés, et, de plus, continue à monter d'année en année. La guerre moderne exige, des troupes qui la font, plus que l'acceptation de la mort ; elle exige d'abord, entre autres qualités, l'adresse physique et des nerfs solides. Les qualités qui ont permis la victoire japonaise sur les Chinois et les Russes étaient celles du vieux Japon : une organisation centralisée moderne avait transformé en discipline militaire la soumission féodale. Les qualités comme l'initiative individuelle, l'inventivité et la capacité de décider de sa propre autorité manquent dans l'armée japonaise et elle n'a nulle part où les prendre. Le régime militaro-féodal n'a jamais pu promouvoir le développement de la personnalité. Et le village opprimé et paupérisé, pas plus que l'industrie japonaise, avant tout textile, avec la prépondérance de la main-d'œuvre féminine et infantine, ne sont capables de fournir des soldats qualifiés pouvant s'élever au niveau de la technologie moderne. Une grande guerre le révélera indubitablement.

Cette tentative d'analyse rapide ne suggère certainement pas l'idée qu'une guerre contre le Japon serait facile ou qu'il ne serait pas recommandé de parvenir à un accord avec lui. Nous tenons pour fondamentalement juste la politique pacifique — et parfois apparemment trop conciliante — du gouvernement soviétique vis-à-vis du Japon. Mais la question de la guerre ou la paix dépend par la nature des choses de deux camps et non d'un seul. Une politique de paix doit reposer sur une évaluation exacte des forces, tout comme une politique de guerre. A cet égard, l'idée hypnoti-

que de la prétendue invincibilité du Japon est d'ores et déjà devenue un facteur très dangereux dans les relations internationales. Exactement comme au début de ce siècle, où la confiance en soi excessivement gonflée de la camarilla de Petersbourg a conduit à une confrontation militaire. L'état d'esprit qui prévaut dans les milieux dirigeants japonais rappelle de façon frappante celui qui prévalait dans les rangs de la bureaucratie tsariste à la veille de la guerre russo-japonaise.

2 - Guerre et révolution

L'époque des transformations du Japon, qui s'est ouverte en 1868 — peu après celle des réformes en Russie et la guerre civile aux Etats-Unis — a constitué une action réflexe des classes dirigeantes exprimant leur instinct de conservation : ce n'était pas, contrairement à ce que disent certains historiens, une «révolution bourgeoise», mais une tentative pour en faire l'économie. Même la Russie tardivement développée, qui a traversé le même cours historique que l'Occident en beaucoup moins de temps, a eu besoin de trois siècles pour sortir de son isolement féodal sous Ivan le Terrible (6), à travers l'occidentalisation de Pierre le Grand (7), jusqu'aux réformes libérales d'Alexandre II (8). La prétendue réforme du Meiji (9) a intégré en trois décennies les traits fondamentaux de ces trois époques importantes dans le développement de la Russie. A un tel rythme forcé, il ne saurait être question d'un développement sans heurt, voire civilisé, dans tous les domaines. A la poursuite de résultats pratiques en matière de technologie moderne — surtout militaire —, le Japon est resté idéologiquement dans les profondeurs du Moyen Age. Le mélange hâtif entre Edison (10) et Confucius (11) a laissé son empreinte sur toute la culture japonaise.

Ce n'est pas la peine de réfuter les affirmations courantes selon lesquelles le Japon ne serait «par nature» capable que d'imi-

(6) IVAN le TERRIBLE (1530-1584) institua une armée permanente et une administration locale dans son empire.

(7) PIERRE Ier le GRAND (1672-1725) avait tenté d'occidentaliser la Russie à l'aide de conseillers étrangers.

(8) ALEXANDRE II (1818-1881) décréta en 1861 l'abolition du servage et un certain nombre de réformes limitées d'inspiration libérale.

(9) *Meiji* ou «Epoque de la lumière» est le nom donné par les Japonais à l'époque du règne du Mikado MEIJI TENNO (1867-1912) — improprement appelé en Occident Mutsu-Hito — au cours de laquelle furent adoptées les grandes «réformes» qui visaient à transformer le Japon en un pays capitaliste moderne.

(10) THOMAS EDISON (1847-1931), inventeur ingénieux et homme d'affaires avisé (le duplex, le phonographe, la lampe à incandescence) symbolise ici le progrès scientifique et technique.

(11) CONFUCIUS (K'ong Fou tseu) (551-479 av. J.-C. ?) est considéré comme le fondateur du confucianisme qui marqua profondément la mentalité japonaise.

ter et incapable de création indépendante. Toute nation en développement, comme tout jeune artisan, écrivain ou artiste, commence par imiter : c'est une forme d'apprentissage. En outre, au moins aujourd'hui, un empirisme d'imitation caractérise vraiment tous les domaines de la vie intellectuelle au Japon. La force de ses hommes d'Etat réside dans un réalisme cynique combiné à une extraordinaire pauvreté en idées générales. Mais c'est là également que réside leur faiblesse : toute conception de lois régissant le développement des nations modernes, la leur comprise, leur est étrangère. Le document programmatique de Tanaka est particulièrement surprenant par le mélange de vues pénétrantes sur les aspects empiriques d'un problème et l'aveuglement en ce qui concerne les perspectives historiques. Tanaka prend le «testament» imaginaire de l'empereur Meiji comme base d'un «programme sacré» de conquêtes et poursuit en imaginant le développement futur de l'humanité sous la forme de l'élargissement incessant de la spirale des conquêtes japonaises. A la poursuite des mêmes buts, le général Araki (12) se sert des principes moraux du *shintôïsme* (13), la religion du Mikado. Si des gens d'une telle structure intellectuelle sont capables dans certaines circonstances de remporter des succès extraordinaires, ils ne sont pas moins capables de plonger leur pays dans un désastre d'ampleur catastrophique.

Aucun des Etats-nations modernes n'est parvenu à sa forme actuelle sans une révolution, et même sans une série de révolutions. En contraste, le Japon actuel n'a derrière lui ni une réforme religieuse, ni une époque des lumières, ni une révolution bourgeoise, ni une école véritable de démocratie. Jusqu'à un certain point, la dictature militaire a procuré au jeune capitalisme japonais de grands avantages en assurant l'unité dans sa politique extérieure et une discipline féroce à l'intérieur, mais aujourd'hui, la persistance de puissants caractères féodaux constitue un frein terrible pour le développement du pays.

La mise en tutelle féodale de la paysannerie n'a pas seulement été laissée intacte, elle s'est monstrueusement aggravée sous la pression des exigences du marché et de la fiscalité. Les fermiers paient aux seigneurs environ 3/4 de milliards de yens par an. Pour évaluer correctement une telle somme, il suffira de rappeler que la

(12) Le général SADAÔ ARAKI (1877-1966) avait combattu notamment pendant la guerre russo-japonaise. Il était ministre de la guerre du Japon depuis 1932.

(13) Le shintoïsme fut reconnu comme religion d'Etat à l'époque du Meiji où les dirigeants du pays s'efforcèrent de le couper du bouddhisme. Il était caractérisé par l'adoration de l'Empereur - le Mikado - en tant que Dieu vivant, et par la célébration de la supériorité de la race japonaise.

paysannerie russe, deux fois et demi plus nombreuse, payait à ses seigneurs moins d'un demi-million de roubles—beaucoup moins—et que ce tribut a été suffisant pour contraindre le moujik russe à faire une révolution agraire d'une énorme ampleur.

Les pratiques du servage ont été transportées de l'agriculture dans l'industrie avec sa journée de travail de onze et même douze heures, les casernes pour ouvriers, les salaires misérables et le fait que les ouvriers sont comme des esclaves vis-à-vis de leurs patrons. Malgré la présence du courant électrique et de l'avion, les rapports sociaux sont pénétrés de l'esprit du Moyen Age. Il suffit de rappeler qu'il existe toujours au Japon aujourd'hui une caste de parias.

Par suite des circonstances historiques, la bourgeoisie japonaise est entrée dans une phase d'expansion agressive avant d'avoir tranché le nœud gordien du servage médiéval. C'est là que réside pour le Japon le plus grand danger : la structure de son militarisme a été bâtie sur un volcan social.

Dans la chute du tsarisme — et les conseillers du Mikado devront étudier avec soin comment elle s'est produite — les nationalités opprimées ont joué un rôle considérable, dans la mesure où elles constituaient 53 % de la population du vieil empire russe. L'homogénéité de la métropole pourrait constituer le plus grand avantage du Japon si son industrie et ses armements ne dépendaient pas de Formose, de la Corée et de la Mandchourie. En comptant la Mandchourie, il y a maintenant presque 50 millions de Coréens et de Chinois opprimés contre 65 millions de Japonais. Cette puissante réserve de révolution sera particulièrement dangereuse pour le régime en temps de guerre.

Les grèves de fermiers, le terrorisme agraire, les efforts des paysans pour joindre leurs forces à celles des ouvriers — ce sont là des signes infaillibles de la révolution montante. Il ne manque pas d'autres symptômes — moins frappants peut-être mais néanmoins convaincants. Il existe un mécontentement dans l'intelligentsia, où officiers et fonctionnaires du gouvernement sont recrutés. Des organisations illégales ont des ramifications dans toutes les écoles et universités. La bourgeoisie est enragée contre les militaires de qui elle dépend pourtant complètement. Les généraux grognent contre leurs alliés capitalistes. Chacun est mécontent de tous les autres.

Les officiers de carrière, descendants ou émules des *samourai*, cherchent à se lier avec la paysannerie rebelle en utilisant des mots d'ordre démagogiques dans l'esprit du national-

socialisme allemand. De tels liens sont artificiels et ne peuvent durer. Le *samouraï* veut revenir en arrière. Les paysans regardent de l'avant, veulent une transformation des campagnes. Dans le cas d'une grande guerre, les officiers de carrière seraient noyés dans la masse des officiers de réserve et autres, formés à la hâte, à partir de l'intelligentsia : c'est d'eux que sortiront les dirigeants révolutionnaires de la paysannerie et de l'armée elle-même. Ce qui a été dit de l'infanterie est applicable aussi à la marine, mais avec plus de force encore. Dans les colosses d'acier, les survivances féodales acquièrent une force d'explosion exceptionnelle. Il suffit de penser aux révolutions russes de 1905 et 1917 et à la révolution allemande de 1918 !

Pour résumer, le Japon est économiquement plus faible que tous ses éventuels adversaires dans une grande guerre. L'industrie japonaise est incapable de ravitailler en armes et matériel pendant de nombreuses années une armée de plusieurs millions d'hommes. Le système financier japonais, incapable de soutenir le fardeau du militarisme même en temps de paix, s'effondrerait inéluctablement au début d'une grande guerre. Le soldat japonais dans l'ensemble ne répond pas aux besoins de la technologie et de la guerre modernes. La population est profondément hostile au régime. Les objectifs de conquêtes ne suffiront pas à rassembler une nation divisée. Avec la mobilisation, des centaines de milliers de révolutionnaires réels ou potentiels seraient versés dans l'armée. La Corée, la Mandchourie, et, derrière elles, la Chine, révéleront dans l'action leur haine inextinguible contre le joug japonais. La fabrique sociale du pays a tissé fin, les mailles fileront vite. Dans le corset de fer de la dictature militaire, le Japon officiel semble encore imposant, mais la guerre balayera très vite et sans pitié tous ces mythes et ces illusions.

Nous n'avons rien dit des qualités de l'Armée rouge en comparaison : il faudrait en discuter séparément. Mais, même si l'on devait opérer une évidente distorsion en faveur du Japon et postuler une égalité dans les ressources matérielles des deux camps, il subsisterait néanmoins la profonde différence du facteur moral. L'histoire nous enseigne que les défaites militaires donnent naissance à des révolutions, mais elle nous enseigne aussi que les révolutions victorieuses, après avoir éveillé les peuples et trempé leur esprit, leur infusent un terrible dynamisme et une grande énergie sur le champ de bataille.

Dans l'intérêt des deux peuples et de la civilisation dans son ensemble, espérons que les militaristes japonais ne tenteront pas le sort.

FASCISME ET MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES (1)

(14 juillet 1933)

1 - Est-il vrai que Hitler a détruit les « préjugés démocratiques » ?

La résolution d'avril du présidium de l'exécutif de l'I.C. sur « La situation en Allemagne » entrera, semble-t-il, dans l'Histoire comme le témoignage ultime de la faillite de l'I.C. des épigones. Cette résolution est couronnée par un pronostic dans lequel tous les vices et préjugés de la bureaucratie stalinienne atteignent leur point culminant. « L'établissement d'une dictature fasciste ouverte », déclare la résolution en caractères gras, « accélère le rythme du développement d'une révolution prolétarienne en Allemagne en détruisant toutes les illusions démocratiques des masses et en les libérant de l'influence de la social-démocratie ».

Le fascisme apparaît donc de façon inattendue comme la locomotive de l'histoire : c'est lui qui détruit les illusions démocratiques des masses, les libère de l'influence social-démocrate, lui qui accélère le développement de la révolution prolétarienne. La bureaucratie stalinienne se décharge sur le fascisme de la réalisation de toutes les tâches fondamentales dont elle s'est elle-même révélée absolument incapable de les accomplir.

Théoriquement, la victoire du fascisme est le témoignage incontestable de ce que la démocratie a épuisé toutes ses possibilités ; mais, politiquement, le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les ressuscite de nouveau, les implante dans la jeunesse et est même capable de leur donner pour un bref laps de temps une plus grande vigueur. C'est précisément en cela que consiste l'une des manifestations les plus importantes du rôle historique *réactionnaire* du fascisme.

Les doctrinaires pensent par schémas. Les masses pensent avec des faits. La classe ouvrière pense les événements non comme

(1) T 3568. *La Vérité*, n°187, 11 août 1933.

des expérimentations pour telle ou telle « thèse », mais comme des changements vivants dans le destin du peuple. La victoire du fascisme pèse dans la balance du développement politique des millions de fois plus lourd que le pronostic qui en découle pour un avenir indéterminé. Si un Etat prolétarien était sorti de la faillite de la démocratie, le développement de la société, comme celui de la conscience des masses, aurait fait un énorme bond en avant. Mais comme c'est en réalité la victoire du fascisme qui est sortie de la faillite de la démocratie, la conscience des masses a été rejetée en arrière, de façon seulement temporaire, bien entendu. L'écrasement de la constitution de Weimar par Hitler ne peut pas plus mettre fin aux illusions démocratiques des masses que l'incendie du Reichstag par Goering brûler le crétinisme parlementaire (2).

2 - L'exemple de l'Espagne et de l'Italie

Pendant quatre années de suite, on nous a dit que *la démocratie et le fascisme ne s'excluent pas, mais se complètent*. Comment la victoire du fascisme pourrait-elle donc liquider une fois pour toutes la démocratie ? Nous aimerions entendre sur ce point les explications de Boukharine, de Zinoviev, ou de Manuilsky « lui-même ».

La dictature militaro-policière de Primo de Rivera (3) a été déclarée « fasciste » par le Comintern. Mais si la victoire du fascisme signifie la liquidation définitive des préjugés démocratiques, comment expliquer que la dictature de Primo de Rivera ait fait place à une république bourgeoise (4) ? Il est vrai que le régime de Primo de Rivera était loin d'être fasciste. Mais il avait en tout cas ceci en commun avec lui qu'il était apparu comme résultat de la faillite du régime parlementaire. Ceci ne l'a d'ailleurs pas empêché, lorsque sa propre faillite est devenue patente, de laisser la place au parlementarisme démocratique.

On peut tenter d'objecter que la révolution espagnole est prolétarienne par ses tendances, mais que la social-démocratie, en alliance avec d'autres républicains, a réussi à arrêter son dévelop-

(2) Rappelons que l'incendie du Reichstag le 27 février avait vraisemblablement constitué une provocation organisée directement par Göring, alors ministre de l'intérieur en Prusse.

(3) Le général Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA (1870-1930) capitaine général de Catalogne en 1921, prit le pouvoir en Espagne en septembre 1923 avec le soutien de l'armée et du roi Alphonse XIII.

(4) Alphonse XIII congédia Primo de Rivera en janvier 1930 et, après un début de tentative de « parlementarisation » de son régime monarchique, abdiqua lui-même en avril 1931.

pement au stade du parlementarisme bourgeois. Mais cette objection, juste en elle-même, ne fait que confirmer plus nettement notre idée que, si la bourgeoisie démocratique est parvenue à paralyser la révolution prolétarienne, cela est dû uniquement au fait que, *sous le joug de la dictature « fasciste », les illusions démocratiques n'ont pas été affaiblies, mais se sont renforcées.*

Les « illusions démocratiques » ont-elles disparu en Italie pendant les dix années de despotisme de Mussolini ? C'est ainsi que les fascistes ont tendance à dépeindre l'état de choses. Mais en réalité les illusions démocratiques ont acquis une vigueur nouvelle. Au cours de cette période, une nouvelle génération est apparue, qui n'a jamais vécu dans des conditions de liberté, mais qui sait en revanche très bien ce qu'est le fascisme : elle constitue la matière première pour la démocratie vulgaire. L'organisation « Giustizia e Libertà » est en train de diffuser, et non sans succès, de la littérature démocratique illégale en Italie (5). Les idées démocratiques trouvent donc des adeptes prêts à se sacrifier. Même les platitudes et les lieux communs du monarchiste libéral, le comte Sforza (6), sont diffusées sous forme de brochures illégales. Voilà jusqu'où l'Italie a été rejetée en arrière pendant ces années !

Pourquoi le fascisme est-il appelé en Allemagne à jouer un rôle diamétralement opposé à celui qu'il joue en Italie, voilà qui demeure incompréhensible. Parce que « l'Allemagne n'est pas l'Italie » ? En réalité, le fascisme victorieux n'est pas la locomotive de l'histoire, mais un frein gigantesque. De même que la politique de la social-démocratie a préparé la victoire de Hitler, de même le régime du national-socialisme mène inéluctablement à réchauffer les illusions démocratiques.

3 - *La social-démocratie peut-elle se régénérer elle-même ?*

Les camarades allemands témoignent de ce que les ouvriers social-démocrates et même nombre de bureaucrates social-démocrates sont « désillusionnés » par la démocratie. Il nous faut

(5) Le mouvement « Giustizia e Libertà » avait été fondé à Paris en 1927 par un groupe de jeunes intellectuels émigrés. Son principal animateur était Carlo ROSSELLI (1899-1937), qui avait participé à des actions contre le régime comme l'évasion de Turati et avait été ensuite déporté aux îles Lipari. Il avait publié un livre intitulé *Socialismo liberale* et cherchait à regrouper sur un programme démocratique tous les adversaires du fascisme.

(6) Le comte Carlo SFORZA (1872-1952), libéral, avait été ministre des affaires étrangères ; ambassadeur à Paris, il avait démissionné lors de l'arrivée au pouvoir de Mussolini et, établi en France, faisait figure d'adversaire du fascisme.

tirer tout ce que nous pouvons de l'état d'esprit critique des ouvriers social-démocrates, dans l'intérêt de leur éducation révolutionnaire. Mais il faut en même temps bien comprendre l'ampleur réelle de la « désillusion » des réformistes. Les bonzes social-démocrates s'en prennent à la démocratie afin de se justifier eux-mêmes. Refusant de reconnaître qu'ils se sont révélés de méprisables poltrons, incapables de lutter pour la démocratie qu'ils avaient créée et pour les grasses sinécures qu'elle leur apportait, ces messieurs font porter leurs propres responsabilités à la démocratie en soi. Comme on le voit, ce radicalisme n'est pas seulement bon marché, mais totalement faux ! Que la bourgeoisie fasse seulement signe du petit doigt à ces gens « désillusionnés », et ils se lanceront de nouveau tête baissée dans une nouvelle coalition avec elle. Il est vrai qu'il est apparu dans les masses des ouvriers social-démocrates un réel dégoût pour les trahisons et les mirages de la démocratie. Mais dans quelle proportion ? Plus de la moitié des sept à huit millions d'électeurs social-démocrates se trouvent dans un état de désorientation totale, de sombre passivité et de capitulation devant les vainqueurs. En même temps va se former sous le talon de fer du fascisme une nouvelle génération pour laquelle la constitution de Weimar sera une légende historique. Sur quelle ligne se fera alors la cristallisation politique à l'intérieur de la classe ouvrière ? Cela dépend de beaucoup de conditions, entre autres, évidemment, de notre propre politique également.

Historiquement on ne peut pas exclure le remplacement direct et immédiat du régime fasciste par un Etat ouvrier. Mais, pour que cette possibilité se réalise, il faut que se constitue au cours de la lutte clandestine contre le fascisme un puissant parti communiste clandestin, sous la direction duquel le prolétariat pourrait s'emparer du pouvoir. Il faut tout faire pour cela. Il faut pourtant dire que la constitution d'un parti révolutionnaire de ce type dans la clandestinité est infiniment peu probable, et, dans tous les cas, n'est pas du tout assurée d'avance. Le mécontentement, la révolte, l'agitation au sein des masses grandiront bien plus vite à un moment donné que la formation clandestine d'un parti d'avant-garde. Et tout manque de clarté dans la conscience des masses servira inévitablement la démocratie.

Cela ne signifie nullement qu'après la chute du fascisme, l'Allemagne devra traverser à nouveau une longue école de parlementarisme. Le fascisme n'extirpera pas l'expérience politique antérieure, et il est moins capable encore de modifier la structure sociale de la nation. Ce serait la pire des erreurs que de s'attendre

à une nouvelle époque démocratique durable dans le développement de l'Allemagne. Mais, dans le cours du réveil révolutionnaire des masses, les mots d'ordre démocratiques constitueront inévitablement le premier chapitre. Même si la marche ultérieure de la lutte ne permettait pas de façon générale la renaissance, ne fût-ce qu'un jour, d'un Etat démocratique — et c'est parfaitement possible —, la lutte elle-même ne peut se développer sans mots d'ordre démocratiques ! Un parti révolutionnaire qui tenterait de sauter par dessus cette étape se casserait le cou.

A cette perspective générale se trouve intimement liée la question de la social-démocratie. Réapparaîtra-t-elle à cette étape ? L'ancienne organisation est perdue à jamais. Mais cela ne signifie nullement que la social-démocratie ne puisse pas ressusciter sous un nouveau masque historique. Les partis opportunistes, qui tombent et s'écroulent si facilement sous les coups de la réaction, ressuscitent aussi facilement à la première renaissance politique. Nous l'avons vu en Russie par l'exemple des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Non seulement la social-démocratie allemande peut renaître, mais elle peut même gagner une grande influence si le parti révolutionnaire prolétarien, au lieu d'une attitude dialectique vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques, leur opposait une « négation » doctrinaire. Le présidium de l'I.C., dans ce domaine comme dans bien d'autres, demeure un assistant bienveillant du réformisme.

4 - Les brandlériens en rajoutent sur les staliniens

La confusion sur la question des mots d'ordre démocratiques est apparue plus profonde encore dans les thèses programmatiques du groupe opportuniste de Brandler-Thalheimer (7) sur la question de la lutte contre le fascisme. Le parti communiste, disent ces thèses, « devrait unifier les manifestations de mécontentement de toutes (!) les classes contre la dictature fasciste » (*Gegen den Strom*, p.7. Le mot « toutes » est souligné dans l'original). En même temps les thèses mettent en garde avec insistance : « Les mots d'ordre partiels ne peuvent être de nature démocratique bourgeoise ». Entre ces deux affirmations, également fausses tou-

(7) Trotsky désigne par le nom de ses deux principaux dirigeants l'organisation de l'Opposition de droite allemande, la K.P.O., qui publiait en exil, à Strasbourg, son organe *Gegen den Strom*.

tes les deux, il y a une contradiction insurmontable. En premier lieu, la formule de l'unification du mécontentement de « toutes les classes » semble absolument incroyable. Les marxistes russes ont autrefois abusé de cette formule dans la lutte contre le *tsarisme*. De cet abus est née la conception menchevique de la révolution, adoptée plus tard à propos de la Chine par Staline. Mais en Russie, il s'agissait au moins du conflit entre la nation bourgeoise et la caste monarchiste. En quel sens peut-on parler, dans une nation bourgeoise, de la lutte de « toutes les classes » contre le fascisme, lequel est l'instrument de la grande bourgeoisie contre le prolétariat ? Il serait instructif d'apprendre de quelle façon Thalheimer, le fabricant de ces lieux communs théoriques, voudrait unifier le mécontentement de Hugenberg (8) — et il est lui aussi mécontent — et celui du travailleur en chômage. Comment, en outre, unifier un mouvement de « toutes les classes » sans se situer sur la base de la démocratie bourgeoise ? En vérité, voilà une combinaison de l'opportunisme avec le radicalisme verbal !

Le mouvement du prolétariat contre le fascisme revêtira un caractère de classe toujours plus marqué au fur et à mesure que la petite-bourgeoisie perdra ses illusions dans le fascisme, isolant ainsi les dirigeants des possédants et de l'appareil gouvernemental. La tâche du parti prolétarien consistera à utiliser l'affaiblissement du joug que fait peser la réaction petite-bourgeoise pour élever l'activité du prolétariat en vue de gagner les couches inférieures de la petite-bourgeoisie.

Il est vrai que la croissance du mécontentement des couches intermédiaires et aussi de la résistance des ouvriers ouvrira une brèche dans le bloc des classes possédantes et poussera leur « aile gauche » à chercher des liens avec la petite-bourgeoisie. La tâche du parti prolétarien vis-à-vis de l'aile « libérale » des possédants ne consistera cependant pas à chercher à les inclure dans un bloc de « toutes les classes » contre le fascisme, mais, au contraire, à déclencher contre elle immédiatement une lutte décisive pour l'influence sur les couches inférieures de la petite-bourgeoisie.

Sous quels mots d'ordre politique se mènera cette lutte ? La dictature de Hitler a surgi directement de la constitution de Weimar. Les représentants de la petite-bourgeoisie lui ont, de leurs propres mains, donné mandat pour sa dictature. Si l'on admet un développement très favorable et très rapide de la crise du fascisme, alors la revendication de la convocation du Reichstag, y

(8) Sur Alfred Hugenberg, ci-dessus, n. 18, p. 94.

compris tous les députés exclus, pourra, à un certain moment, unir les ouvriers et les couches les plus larges de la petite-bourgeoisie. Si la crise devait éclater plus tard, et que le souvenir même du Reichstag ait eu le temps de s'effacer, le mot d'ordre de nouvelles élections pourrait avoir une grande popularité. Nous ne disons pas que le développement se fera forcément dans cette voie. Il suffit qu'elle soit possible. Se lier les mains par rapport à des mots d'ordre démocratiques de transition qui peuvent être imposés par nos alliés petits-bourgeois et par les couches arriérées du prolétariat lui-même serait un doctrinarisme funeste.

Brandler-Thalheimer croient cependant que nous ne devrions demander que les « droits démocratiques pour les masses *travailleuses* : droit de réunion, syndical, liberté de la presse, d'organisation, droit de grève ». Pour mieux souligner leur radicalisme, ils ajoutent : « Ces revendications doivent être strictement (!) distinguées des revendications démocratiques bourgeoises pour les droits démocratiques *universels* ». Rien de pire qu'un opportuniste qui se met un couteau entre les dents !

La liberté de réunion et de presse pour les seules masses laborieuses n'est concevable que sous la dictature du prolétariat, c'est-à-dire avec la nationalisation des immeubles, des imprimeries, etc. Il est possible qu'en Allemagne la dictature du prolétariat ait aussi à employer des lois d'exception contre les exploiters : cela dépend du moment historique, des conditions internationales, du rapport de forces intérieur. Mais il n'est pas du tout exclu qu'ayant pris le pouvoir, les ouvriers d'Allemagne se trouvent assez puissants pour accorder la liberté de réunion et de presse également aux exploiters de la veille, c'est-à-dire en rapport avec leur influence politique réelle et non à la mesure de leur caisse : la caisse sera expropriée. Ainsi, même pour la période de la dictature du prolétariat, il n'existe pas en principe de base pour limiter à l'avance la liberté de réunion et de presse aux *seules* masses laborieuses. Le prolétariat peut être contraint de procéder à une telle limitation, mais ce n'est pas une question de principe. Il est doublement absurde de mettre en avant semblables revendications dans les conditions actuelles de l'Allemagne où liberté de presse et de réunion existent pour tous, sauf pour le prolétariat. La renaissance de la lutte prolétarienne contre le bague fasciste se produira, au moins dans ses premières étapes, sous des mots d'ordre comme « Donnez-nous à nous, ouvriers, le droit de réunion et de presse ». Les communistes feront évidemment à ce stade de la propagande en faveur du régime soviétique, mais ils soutiendront en même temps tout mouvement de masse réel sous des mots

d'ordre démocratiques, et, partout où ce sera possible, prendront l'initiative de tels mouvements.

Entre le régime de la démocratie bourgeoise et celui de la démocratie prolétarienne, il n'y a pas de troisième régime de « démocratie des masses travailleuses ». Il est vrai que la république espagnole s'est intitulée « république des travailleurs » jusque dans le texte de sa constitution. Mais c'est une formule de charlatanisme politique. La formule brandlérienne de la démocratie « pour les seules masses laborieuses », en particulier associée à celle de l'« unité de toutes les classes », semble conçue tout spécialement pour embrouiller et égarer l'avant-garde révolutionnaire dans la question la plus importante : « Quand et dans quelle mesure nous adapter au mouvement de la petite-bourgeoisie et aux couches arriérées du prolétariat, quelles concessions leur faire sur la question du rythme du mouvement et des mots d'ordre du moment pour rassembler avec d'autant plus de succès le prolétariat sous le drapeau de sa propre dictature révolutionnaire ? »

Au 7^e congrès du P.C.R., en mars 1918, au cours de la discussion du programme du parti, Lénine mena une lutte décidée contre Boukharine qui considérait que le parlementarisme était fini une fois pour toutes et qu'il était historiquement « liquidé ». « Nous devons, lui répondit Lénine, écrire un nouveau programme du pouvoir soviétique, sans renoncer à utiliser le parlementarisme bourgeois. Penser que nous ne serons plus jamais rejetés en arrière, c'est de l'utopie... Après chaque revers, si les forces de classe ennemies nous ramènent sur cette vieille position, nous marcherons vers ce qui a été gagné par l'expérience, le pouvoir soviétique » (9)

Lénine s'élevait contre un doctrinarisme anti-parlementaire à propos d'un pays qui avait déjà réalisé le régime soviétique : il expliquait à Boukharine qu'il ne fallait pas nous lier les mains d'avance, car nous pouvions être rejetés en arrière sur des positions depuis longtemps abandonnées. En Allemagne, il n'y a jamais eu et il n'y a pas de dictature du prolétariat, mais il y a une dictature du fascisme ; l'Allemagne a été rejetée en arrière, en-deçà même de la démocratie bourgeoise. Se refuser d'avance dans ces conditions à utiliser des mots d'ordre démocratiques et le parlementarisme bourgeois signifierait ouvrir la voie à une résurrection de la social-démocratie.

(9) La résolution, présentée par Lénine, et adoptée à ce congrès, sur le changement de dénomination du parti qui devenait le Parti communiste de Russie (bolchevik) précisait sur ce point : « Le programme doit indiquer que notre Parti ne renoncera pas à utiliser même le parlementarisme bourgeois, si le cours de la lutte nous fait reculer pour un certain temps vers cette étape historique, maintenant dépassée par notre révolution ».

LE SUICIDE DE N. SKRYPNIK (1)

(15 juillet 1933)

Le 7 juillet, N. Skrypnik a mis fin à sa vie. En 1901, Skrypnik, étudiant, adhéra au mouvement révolutionnaire et peu après devint révolutionnaire professionnel, bolchevik ; il fut plusieurs fois déporté et s'évada plusieurs fois. Il passa cinq années en Sibérie. La biographie officielle de Skrypnik (2) dit qu'il prit une position internationaliste dès le commencement de la guerre et qu'il participa activement à la révolution d'octobre. De 1920 à sa mort, il fut commissaire du peuple en Ukraine. Il était non seulement membre du comité central de l'Union soviétique, membre du bureau politique du P.C. d'Ukraine, mais aussi membre du comité exécutif de l'I.C. Il y a à peine quelques mois son soixantième anniversaire fut solennellement fêté en U.R.S.S. Durant toute la période de lutte interne dans le parti, Skrypnik, avec Kaganovitch, Postychev et autres (3), appartenait à la fraction la plus intime de Staline, qui se groupa en Ukraine et, de là, donna le ton à la lutte et à la répression contre l'Opposition de gauche. Il s'agit donc non seulement d'un des plus hauts dirigeants de l'Union soviétique, mais aussi d'un membre de l'étroite fraction de Staline. Quelques semaines avant le suicide de Skrypnik, une

(1) T 3570. *La Vérité*, n° 163, 14 juillet 1933. Signé «A» dans le *Biulleten Opposit-sii*, n° 36/37 d'octobre 1933. N. SKRYPNIK (1872-1933), vice-président du conseil des commissaires du peuple s'était suicidé le 7 juillet 1933.

(2) Cette biographie, publiée dans la célèbre *Encyclopédie Granat* a été traduite en français dans le livre de G. HAUPT et J.-J. MARIE, *Les bolcheviks par eux-mêmes* (Maspero, 1969.)

(3) LAZAR KAGANOVITCH (né en 1893), cordonnier, bolchevik en 1913, s'était lié à Staline pendant la guerre civile. En juin 1922, il avait pris la direction de la section organisation et instruction du secrétariat du C.C. auprès de lui. Membre titulaire du C.C. en 1924, premier secrétaire du parti en Ukraine, suppléant du bureau politique en 1926, il avait réprimé l'Opposition de gauche avec beaucoup de brutalité. Il était membre du B.P. depuis 1930. PAVEL POSTYCHEV (1888-1940), bolchevik en 1904, était également entré dans l'appareil en 1922. Suppléant du C.C. en 1925, il était secrétaire du P.C. en Ukraine en 1926, titulaire du C.C. en 1927, membre du secrétariat en 1930, et jouissait de la même réputation que Kaganovitch.

campagne fut engagée contre lui, qui fut portée par la suite dans la presse. Le 10 juin, le secrétaire du comité central du P.C.R., Postychev, un arriviste et un des plus serviles valets de Staline, disait au plénum du comité central de l'Ukraine, s'adressant à Skrypnyk : « L'œuvre de l'ukrainisation se trouve dans les mains de toutes sortes de canailles... Ces ennemis se cachaient dans votre large dos de membre du bureau politique ». De ce que faisait et disait Skrypnyk, on ne sait encore aujourd'hui que très peu. (4)

D'après Postychev, Skrypnyk aurait répondu que la politique qu'il menait était juste jusque-là, mais que la situation avait maintenant changé. Postychev lui répondit : « Non, ce que vous faisiez était nuisible aussi il y a six ans. » On se demande seulement comment, pendant ces six années (!), personne ne s'aperçut et ne dit que Skrypnyk s'était engagé dans des liaisons avec des « éléments bourgeois nationalistes et antisoviétiques qui avaient la carte du parti en poche », que « Skrypnyk défendait ces éléments étrangers et hostiles », qu'il cachait dans son dos toutes sortes de canailles. Et tout cela, six années durant !

Si les accusations sont fondées, qu'ont fait, pendant ces six années, le comité central, la commission de contrôle, le parti ? !

L'explication du cas Skrypnyk, terminé par son suicide, ne peut être donnée que sur le plan de ces processus qui se déroulent en Union soviétique et dans l'appareil stalinien. Ayant perdu les derniers restes de son autorité aux yeux des masses, la direction stalinienne est poussée toujours plus loin dans la voie de la répression, de l'étranglement du parti, qui réduit l'avant-garde léniniste à une foule, sans âme et informe, d'exécutants. La croissance du mécontentement et de la différenciation au sein du parti se produit dans l'appareil. L'appareil n'est plus sûr, il ne peut par conséquent accomplir le rôle que Staline lui destine. Staline est contraint de construire, dans le cadre de cet appareil, un autre appareil, c'est-à-dire une étroite fraction de fidèles. Par la logique de son développement, le régime bureaucratique ne cesse de miner sa propre base. Pour chacune de ses fautes, Staline sacrifie des pans entiers de son appareil. On les déclare coupables, saboteurs ou contre-révolutionnaires.

Ainsi, de grands et de petits exécutants paient de leur tête aujourd'hui la politique et les fautes de Staline hier. Car la direc-

(4) Selon G. HAUPT, *op. cit.*, p. 211, Skrypnyk était en réalité hostile à la russification et partisan du développement de la culture nationale ukrainienne. Son suicide exprimait donc directement la résistance nationale ukrainienne à la politique stalinienne de russification.

tion est « infaillible ». Il ne suffit plus de chercher ces coupables dans l'appareil moyen, il faut remonter jusqu'aux membres du comité central et du comité exécutif de l'I.C. En liquidant Skrypnik, Staline ne s'est même pas donné la peine de fournir la moindre preuve des accusations formulées contre lui. D'un membre du C.C. et du C.E. de l'I.C. — ce n'est pas le premier venu ! — on dit que « des éléments bourgeois nationalistes, couverts par leur appartenance au Parti, sont entrés dans sa confiance ». C'est toute l'explication que donne le C.C.. Cela seul montre de quel précipice le régime stalinien s'approche. Plus Staline serre les vis dans l'appareil, plus il y a des fissures. L'une de ces fissures, c'est Skrypnik. La machine stalinienne dévore ses propres enfants. Et Skrypnik qui a donné pas mal de ses forces pour la création de cette machine, est aujourd'hui écrasé dans son engrenage.

IL FAUT CONSTRUIRE DE NOUVEAU DES PARTIS COMMUNISTES ET UNE NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(15 juillet 1933)

1 - Le cours pour la réforme de l'I.C.

Depuis sa création, l'Opposition de gauche s'était donné pour tâche de réformer l'I.C. et de la régénérer au moyen de la critique marxiste et du travail fractionnel interne. Dans nombre de pays, particulièrement en Allemagne, les événements des dernières années ont mis à nu, avec une force écrasante, le caractère pernicieux de la politique du centralisme bureaucratique. Mais la politique stalinienne, s'armant de mesures de répression extraordinaires, opposa, non sans succès, aux exigences du développement historique, ses propres intérêts et préjugés de caste. Le résultat fut que l'évolution de l'I.C. prit le chemin non de la régénérescence, mais de la décomposition et de la désagrégation.

Le cours vers la « réforme », pris dans son ensemble, n'était cependant pas erroné : il représenta une étape nécessaire dans l'évolution de l'aile marxiste de l'I.C., donna la possibilité d'éduquer les cadres des bolcheviks-léninistes et ne resta pas sans influence sur le mouvement ouvrier dans son ensemble. La politique de la bureaucratie stalinienne eut à subir tout le temps la pression de l'Opposition de gauche. Les mesures progressives du gouvernement de l'U.R.S.S. qui ont retardé la venue de Thermidor,

(1) *Bulletin intérieur* de la L.C.I., n° 2, 30 août 1933, signé G. GOUR●V. E. Bauer, dès sa sortie d'Allemagne, s'était rendu auprès de Trotsky et ils avaient ensemble fait le point, tombant d'accord sur la nécessité d'achever le tournant en lançant le mot d'ordre de la « nouvelle Internationale ». La proposition en ce sens de Bauer — et elle avait d'autant plus de poids qu'il avait initialement combattu le mot d'ordre du « nouveau parti » en Allemagne — avait été exprimée par lui, de Prinkipo, dans une lettre au S.I. datée du 16 juillet (*La Vérité*, 28 août 1933) dont il soulignait qu'elle constituait une « initiative personnelle ». Il y déclarait notamment : « Dans leur marche vers la gauche, les ouvriers réformistes se heurtent à la III^e Internationale et à ses partis, qui n'ont pas leur confiance et ne la méritent pas. Devrons-nous donc poser à ces ouvriers la question de la réforme de ces partis et de leur entrée dans la III^e Internationale ? »

ne furent que des emprunts partiels et différés à l'Opposition de gauche. Des phénomènes analogues, mais à une moindre échelle, pouvaient être observés dans la vie de toutes les sections de l'I.C.

Il faut en outre ajouter que le degré de dégénérescence ne peut, de façon générale, être mesuré a priori et seulement par des symptômes ; une vérification vivante des événements est nécessaire. Théoriquement, il était encore impossible, l'année dernière, de considérer comme totalement exclu que les bolcheviks-léninistes pouvaient, en s'appuyant sur l'aggravation de la lutte de classes, réussir à pousser l'I.C. sur la voie d'une véritable lutte contre le fascisme. La tentative du S.A.P., à ce moment, d'assumer une position indépendante ne parvint pas à exercer une influence sur la marche des événements, (2) précisément parce que les masses attendaient au moment critique une direction politique de leurs vieilles organisations. En menant la politique d'une fraction, en éduquant ses cadres sur l'expérience de cette politique, l'Opposition de gauche, cependant, n'a jamais dissimulé, ni à elle-même, ni aux autres, qu'une nouvelle défaite du prolétariat résultant de la politique du centrisme revêtirait inévitablement un caractère décisif et exigerait une révision déchirante de notre position sur la question *fraction ou parti ?*

2 - Changement d'orientation

Le plus dangereux en politique est de rester prisonnier de sa propre formule, correcte hier, mais privée de tout contenu aujourd'hui.

L'effondrement du K.P.D. avait encore théoriquement laissé deux possibilités à la bureaucratie stalinienne : ou bien une révision complète de la politique et du régime, ou au contraire, un étranglement définitif de tous les restes de vie des sections de l'I.C. L'Opposition de gauche était guidée par cette possibilité théorique, quand, avançant déjà pour l'Allemagne le mot d'ordre du nouveau parti, elle laissait encore ouverte la question du sort de l'I.C. (3). Il était pourtant clair que les semaines suivantes apporteraient une réponse, et il y avait très peu d'espoir qu'elle fût favorable.

(2) Le S.A.P. comptait près de 15 000 militants dans toute l'Allemagne à la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir. Mais ses résultats électoraux avaient été très décevants : de 72 630 voix soit 0,2 % aux élections de juin 1932, il était tombé à 45 200, soit 0,1 % à celles de novembre 1932.

(3) Voir ci-dessus, pp. 55 sq.

Tout ce qui s'est passé après le 5 mars (la résolution du présidium du C.E., de l'I.C. sur la situation en Allemagne, la soumission muette de toutes les sections à cette résolution, le congrès antifasciste de Paris, le cours officiel du C.C. du P.C. allemand, le sort du parti communiste autrichien, le sort du parti communiste bulgare, etc.) (4), constitue un témoignage irréfutable que ce qui s'est décidé en Allemagne, c'est le sort, non seulement du K.P.D., mais aussi de l'I.C. dans son ensemble.

La direction de Moscou a non seulement proclamé sans défaut la politique qui avait assuré la victoire à Hitler, mais interdit toute discussion de ce qui s'était passé. Et cette interdiction honteuse ne fut ni abolie, ni même violée. Pas de congrès nationaux, pas de congrès international, pas de discussion dans les réunions du parti, pas de polémique dans la presse. Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie, démontre par là même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. Le dire ouvertement et à haute voix, c'est notre devoir immédiat vis-à-vis du prolétariat et de son avenir. Dans tout notre travail ultérieur, c'est de l'effondrement historique de l'Internationale communiste officielle que nous devons partir.

3 - *Réalisme contre pessimisme*

Le fait que deux partis, le parti social-démocrate et le parti communiste, apparus à un demi-siècle d'intervalle, procédant tous deux de la théorie marxiste et des intérêts du prolétariat, aient connu une aussi triste fin — l'un par une basse trahison et l'autre par sa faillite —, ce fait ne peut qu'engendrer un état d'esprit pessimiste, même parmi les ouvriers avancés. « Quelles garanties avons-nous que la nouvelle relève révolutionnaire ne subira pas le même sort ? » Ceux qui exigent d'avance des garanties devront en général renoncer à la politique révolutionnaire. Les causes de l'effondrement de la social-démocratie et du communisme officiel sont à rechercher non pas dans la théorie marxiste ou la médiocrité des hommes qui l'ont appliquée, mais dans les conditions concrètes du processus historique. Il ne s'agit pas d'une opposition entre des principes abstraits, mais de la lutte entre des forces sociales vivantes, avec les inévitables montées et reflux, avec la

(4) Le P.C. d'Autriche avait été dissous le 26 mai par le gouvernement Dollfuss, et l'activité du P.C. bulgare avait été soumise à de telles restrictions qu'elles lui interdisaient pratiquement toute expression extérieure.

dégénérescence des organisations, avec l'usure de générations entières, avec la nécessité qui en résulte de mobiliser des forces fraîches pour une nouvelle étape historique. Personne ne s'est occupé de recouvrir à l'avance d'asphalte la route de l'ascension révolutionnaire du prolétariat. Avec des arrêts inévitables et des reculs partiels, il faut aller de l'avant sur un chemin coupé d'obstacles sans nombre et encombré de débris du passé. Que celui qui s'en effraie passe à côté.

Comment expliquer cependant que notre groupe lui-même, dont l'analyse et le pronostic ont été confirmés par tout le cours du développement, croisse trop lentement ? Il faut une fois de plus en chercher la cause dans la marche générale de la lutte de classes. La victoire du fascisme touche des millions d'hommes. Un pronostic politique n'est accessible qu'à des milliers ou des dizaines de milliers qui subissent d'ailleurs la pression de millions d'autres. Une tendance révolutionnaire ne peut remporter des victoires éclatantes dans des conditions où le prolétariat dans son ensemble subit les plus graves défaites. Ce n'est pas une raison pour laisser tomber les bras. C'est précisément dans les périodes de reflux révolutionnaires que se forment des cadres trempés, qui seront plus tard appelés à mener les masses dans le nouvel assaut.

4 - *Nouvelles réserves*

Les tentatives faites plus d'une fois dans le passé de créer un « second parti » ou une « Quatrième Internationale » émanaient de l'expérience sectaire de certains groupes ou cercles « désillusionnés » du bolchevisme, et c'est pourquoi elles allèrent chaque fois à l'échec (5). Nous ne partons pas de notre propre « mécontentement » et « désillusion » subjectifs, mais de la marche objective de la lutte de classes. Toutes les conditions du développement de la révolution prolétarienne exigent impérativement une nouvelle organisation de l'avant-garde et apportent pour elle les prémisses nécessaires.

La décomposition de la social-démocratie va maintenant de pair avec l'effondrement de l'I.C. Quelque profonde que soit la réaction dans le prolétariat lui-même, des centaines de milliers d'ouvriers dans le monde entier ne peuvent pas ne pas se poser la question des voies ultérieures de la lutte et d'une nouvelle organi-

(5) Allusion aux expériences menées par le Leninbund en Allemagne, la L.C.I. belge, etc. Dans l'Opposition de gauche internationale, c'était la section espagnole qui avait défendu une orientation vers une position « indépendante », « parti » et non « fraction », depuis des mois. Cette position avait été condamnée par la préférence de février 1933.

sation des forces. D'autres centaines de milliers s'ajouteront à eux dans un avenir prochain. Demander que les ouvriers, dont une partie a quitté l'I.C. avec indignation, et dont la majorité n'appartenait pas à l'I. C., même dans ses meilleures années, demander qu'eux reconnaissent la direction de la bureaucratie stalinienne, incapable de rien apprendre, ni de rien oublier, signifierait faire du don-quichottisme et freiner la formation de l'avant-garde prolétarienne.

Inévitablement, il se trouvera des communistes sincères au sein des organisations staliniennes qui se dresseront avec effroi et même avec indignation contre une nouvelle orientation. Pour certains, peut-être temporairement, la sympathie fera place à l'animosité. Il est cependant nécessaire de se guider, non d'après des considérations sentimentales et personnelles, mais sur des critères de masse.

Au moment où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, surtout en Allemagne, s'éloignent du communisme, en partie vers le fascisme, en majorité vers le camp de l'indifférentisme, où des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates, sous la pression de la même défaite, évoluent vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme, il ne peut cependant être question qu'ils reconnaissent pour eux la direction stalinienne désespérément compromise. Contre nous, ces organisations socialistes de gauche ont jusqu'à maintenant fait valoir notre refus de nous détacher de l'I.C. et de construire un parti indépendant. Cette divergence aiguë est aujourd'hui éliminée par la marche du développement. Ainsi la discussion se trouve-t-elle transférée des questions d'organisation vers les questions programmatiques et politiques. Le nouveau parti ne sera supérieur à l'ancien que si, se basant fermement sur les décisions des quatre premiers congrès de l'I.C., il sait, dans son programme, sa tactique et son organisation, dresser le bilan des terribles leçons des dix dernières années.

Les bolcheviks-léninistes doivent entamer avec les organisations socialistes de gauche des pourparlers ouverts. Nous proposons comme base de discussion les onze points votés par notre préconférence (6), après avoir modifié dans ces thèses le point « fraction ou parti ». Nous sommes naturellement prêts à discuter attentivement et amicalement toute autre proposition programmatique. Nous voulons démontrer — et nous

(6) La préconférence de l'Opposition de gauche s'était tenue à Paris du 4 au 8 février 1933. Sur les « 11 points », voir ci-dessous, pp. 261-264.

démontrerons — que l'intransigeance sur les principes n'a rien à voir avec l'exclusivisme sectaire. Nous démontrerons que la politique marxiste consiste à attirer les ouvriers réformistes dans le camp de la révolution, et non à pousser les ouvriers révolutionnaires dans celui du fascisme.

La formation, dans plusieurs pays, de fortes organisations révolutionnaires, affranchies de toute responsabilité pour les crimes et les fautes des bureaucraties réformiste et centriste, armées d'un programme marxiste et d'une perspective révolutionnaire claire, ouvrira une ère nouvelle dans le développement du prolétariat mondial. Ces organisations attireront à elles tous les éléments véritablement communistes qui n'osent pas aujourd'hui encore rompre avec la bureaucratie stalinienne et, ce qui est plus important encore, elles rassembleront sous leur drapeau la jeune génération ouvrière.

5 - L'U.R.S.S. et le P.C. de l'Union Soviétique

L'existence de l'Union soviétique, malgré la dégénérescence déjà avancée de l'Etat ouvrier, reste, aujourd'hui encore, un fait d'une immense importance révolutionnaire. L'effondrement de l'Union soviétique marquerait le début d'une réaction effrayante dans le monde entier, peut-être pour des décennies. La lutte pour la préservation, l'assainissement et la consolidation du premier Etat ouvrier est indissolublement liée à la lutte du prolétariat mondial pour la révolution socialiste.

La dictature de la bureaucratie stalinienne s'est développée du fait de l'arriération de l'U.R.S.S. (prédominance de la paysannerie) et du retard de la révolution prolétarienne en Occident (absence de partis révolutionnaires indépendants). A son tour, la domination de la bureaucratie stalinienne a provoqué non seulement la dégénérescence de la dictature du prolétariat en U.R.S.S., mais aussi un effroyable affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne dans le monde entier. La contradiction entre le rôle progressif de l'Etat soviétique et le rôle réactionnaire de la bureaucratie stalinienne est l'une des manifestations de la « loi du développement inégal ». De cette contradiction qui, historiquement, est derrière nous, nous sommes forcés de faire le point de départ de notre politique révolutionnaire.

Les soi-disant « amis de l'U.R.S.S. » (démocrates pacifistes de gauche, brandlériens (7) et leurs semblables) répètent à la suite

(7) Sur Brandler et la K.P.O., voir ci-dessus, n. 2, p. 145.

des fonctionnaires de l'I.C. que la lutte contre la bureaucratie stalinienne, c'est-à-dire avant tout la critique de sa politique fautive, constitue une « aide à la contre-révolution ». C'est là un point de vue de laquais politiques de la bureaucratie, absolument pas un point de vue de révolutionnaires. L'U.R.S.S., à l'intérieur comme à l'extérieur, ne saurait être défendue qu'avec une politique juste. Toutes les autres considérations sont secondaires, ou ne sont tout simplement que des phrases mensongères.

Le P.C. actuel de l'Union soviétique n'est pas un parti ; c'est un appareil d'administration aux mains d'une bureaucratie incontrôlée. Dans les rangs du P.C. de l'Union soviétique et en dehors, se groupent des éléments dispersés de deux partis principaux : le parti prolétarien et le parti thermidorien-bonapartiste. Planant au-dessus de ces deux partis, la bureaucratie stalinienne mène une lutte d'extermination contre les bolcheviks-léninistes. Bien qu'ils en viennent de temps en temps à des conflits aigus avec leurs demi-alliés thermidoriens, les staliniens sont pourtant en train de leur frayer le chemin, en écrasant, en étranglant et en dépravant le parti bolchevique.

Si, sans révolution prolétarienne en Occident, l'U.R.S.S. ne peut parvenir au socialisme, sans la régénérescence d'une véritable Internationale prolétarienne, les bolcheviks-léninistes ne pourront, par leurs propres forces, régénérer le parti bolchevique ni sauver la dictature du prolétariat.

6 - L'U.R.S.S. et l'I.C.

La défense de l'Union soviétique contre le danger d'une intervention militaire est devenue aujourd'hui une tâche plus aiguë que jamais. Les sections officielles de l'I.C. sont impuissantes dans ce domaine comme dans les autres. La défense de l'Union soviétique est devenue dans leur bouche une phrase rituelle, vide de contenu. La carence de l'I.C. se dissimule derrière des comédies indignes du genre du congrès d'Amsterdam contre la guerre et du congrès de Paris contre le fascisme (8). La résistance réelle de l'I.C. à l'intervention militaire des impérialistes serait plus insignifiante encore que celle qu'elle a opposée à Hitler. Nourrir à ce sujet de quelconques illusions signifierait marcher les yeux bandés à la catastrophe. Pour une défense active de l'Union soviétique, il faut des organisations véritablement révolutionnaires, indépendantes de la bureaucratie stalinienne, reposant sur leurs propres pieds et ayant un appui dans les masses.

(8) Voir ci-dessus, p. 56.

L'apparition et le développement de telles organisations, leur lutte pour l'Union soviétique, leur volonté constante de réaliser le front unique avec les staliniens contre l'intervention et la contre-révolution — tout cela revêtra une immense importance pour le développement intérieur de la République soviétique. Plus les dangers extérieurs et intérieurs s'aggraveront, et plus l'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne internationale représentera une grande force, et moins les staliniens, autant qu'ils resteront au pouvoir, auront la possibilité de refuser le front unique. Le nouveau rapport des forces ira dans le sens de l'affaiblissement de la direction de la bureaucratie, du renforcement des bolcheviks-léninistes à l'intérieur de l'U.R.S.S. et de l'ouverture, pour la république ouvrière dans son ensemble, d'une perspective incomparablement plus favorable.

Seule la création d'une Internationale marxiste, totalement indépendante de la bureaucratie stalinienne et politiquement opposée à elle, peut sauver l'U.R.S.S. de l'effondrement, en liant son sort ultérieur à celui de la révolution prolétarienne mondiale.

7 - « Liquidationnisme »

Les bureaucrates charlatans et leurs amis, sapistes et brandlériens, parlent de notre « liquidationnisme » : stupidement et sans scrupules, ils répètent des mots qu'ils ont empruntés au vieux vocabulaire bolchevique. On appelait « liquidateur » un courant qui, sous le tsarisme « constitutionnel », niait la nécessité d'un parti illégal, et essayait de remplacer la lutte révolutionnaire par l'adaptation à la « légalité » contre-révolutionnaire. Qu'avons-nous de commun avec les liquidateurs ? Il serait bien plus opportun de se souvenir, en ces circonstances, des « ultimatistes » (Bogdanov et autres) (9), lesquels reconnaissaient pleinement la nécessité d'une organisation illégale, mais en faisaient l'instrument d'une politique désespérément fautive, puisque, au lendemain de l'écrasement de la révolution, ils lui fixaient comme tâche immédiate la préparation de l'insurrection armée. Lénine n'hésita pas à rompre avec eux, bien qu'il y ait eu dans leurs rangs nombre de révolutionnaires irréprochables (les meilleurs d'entre eux sont revenus par la suite au bolchevisme) (10).

(9) C'est en 1908 que BOGDANOV avait pris la tête de la fraction « ultimatiste » qui voulait confiner le parti dans les tâches illégales et refusait par principe la participation aux élections. Sur Bogdanov, cf. n.3, p. 216.

(10) La majorité des anciens « ultimatistes » revinrent au parti bolchevique à partir de 1917. Bogdanov lui-même anima en Russie soviétique le mouvement du *Proletkult* en faveur du développement de la « culture prolétarienne ».

Non moins fausses sont les affirmations des staliniens et de leurs laquais brandlériens selon lesquelles l'Opposition de gauche est en train de faire contre « le bolchevisme » une « conférence d'août ». (On entend par ce terme la tentative faite en 1912 — une des nombreuses tentatives de ce genre — de réunir bolcheviks et mencheviks (11) ; rappelons que Staline fit une tentative semblable, non en août 1912, mais en mars 1917) (12). Pour que l'analogie puisse avoir une ombre de sens, il faudrait premièrement reconnaître la bureaucratie stalinienne comme représentant le bolchevisme, et deuxièmeement que nous posions la question de l'unification de la II^e et de la III^e Internationales. Mais il ne s'agit ni de l'un ni de l'autre. Cette analogie charlatanesque a pour objectif de dissimuler le fait que les opportunistes brandlériens cherchent à trouver grâce devant le centrisme stalinien sur la base d'une amnistie réciproque, tandis que les bolcheviks-léninistes se donnent pour tâche la construction d'un parti prolétarien sur la base des principes vérifiés dans les combats les plus grandioses, victoires et défaites de l'époque impérialiste.

8 - *Sur la nouvelle voie*

L'objectif de ces thèses est d'inviter les camarades à tracer une croix sur une étape historique révolue et à mettre sur pied une perspective nouvelle de travail. Mais ce qui vient d'être dit ne prédétermine pas encore les initiatives pratiques ultérieures, les changements concrets dans la politique, les rythmes ni les méthodes pour passer sur la nouvelle voie. C'est seulement lorsque nous aurons assuré notre accord de principe entre nous sur la nouvelle orientation — et l'expérience antérieure permet de croire qu'un tel accord se réalisera entre nous — que viendront à l'ordre du jour les questions tactiques concrètes, posées en conformité avec les conditions des différents pays.

Il ne s'agit pas en tout cas de proclamer immédiatement de nouveaux partis et une Internationale indépendante, mais de les

(11) En août 1912, à Vienne, s'était tenue, sous l'impulsion de Trotsky, une conférence des social-démocrates russes qui s'était donnée pour objectif la réunification du parti. Elle constituait la réplique à la conférence de Prague, en janvier précédent, qui avait été organisée par la fraction bolchevique et avait consacré la scission. Bien entendu les bolcheviks boycottèrent la conférence de Vienne, et le seul résultat de l'initiative de Trotsky fut d'aider à consolider contre eux le « bloc »... de tous les autres.

(12) Sur proposition de Kamenev et de Staline, la conférence du parti bolchevique, qui s'était tenue à Pétersbourg le 1^{er} avril 1917, avait même décidé de répondre positivement aux propositions d'unification de l'ensemble des organisations social-démocrates qui lui avaient été présentées, au nom du « comité d'organisation », par le menchevik Tséretelli.

préparer. La nouvelle perspective signifie avant tout qu'il faut définitivement rejeter comme utopiques et réactionnaires les phrases sur la « réforme » et la revendication de la réintégration des révolutionnaires dans les partis officiels. Le travail quotidien doit revêtir un caractère indépendant, déterminé par les possibilités et les forces en présence, et non par l'idée formelle de « fraction ». L'Opposition de gauche cesse définitivement de se considérer comme une opposition et d'agir comme telle. Elle devient une organisation indépendante qui se fraie sa voie par elle-même. Non seulement elle constitue ses propres fractions au sein de la social-démocratie et des partis staliniens, mais elle mène un travail autonome parmi les sans-parti et les ouvriers inorganisés. Elle se constitue des points d'appui à l'intérieur des syndicats, indépendamment de la politique syndicale de la bureaucratie stalinienne. Là et quand les conditions sont favorables, elle participe aux élections sous son propre drapeau. Vis-à-vis des organisations réformistes et centristes (staliniens compris), elle s'oriente en fonction des principes généraux de la politique de front unique. En particulier et surtout, elle applique la politique du front unique pour la défense de l'Union soviétique contre une intervention extérieure ou une contre-révolution intérieure.

LES « ONZE POINTS » RÉVISÉS (1) (15 juillet 1933)

L'Opposition de gauche internationale se situe sur le terrain des quatre premiers congrès de l'I.C. (2). Cela ne signifie pas qu'elle s'incline devant chaque lettre de leurs décisions, dont beaucoup n'ont eu qu'un caractère temporaire, et qui, dans leurs conséquences pratiques, pour certaines, ont été réfutées par la pratique ultérieure. Mais tous les principes essentiels (rapport à l'impérialisme et à l'État bourgeois, la dictature du prolétariat, la paysannerie et les nations opprimées, les soviets, le travail dans les syndicats, le parlementarisme, la politique du front unique), demeurent aujourd'hui encore l'expression la plus élevée de la stratégie prolétarienne à l'époque de la crise générale du capitalisme.

L'Opposition de gauche rejette les décisions révisionnistes des 5^e et 6^e congrès mondiaux (3) et considère qu'il faut reformuler le programme de l'I.C. (4) dans lequel l'or du marxisme a été complètement dévalué par l'alliage centriste.

Conformément à l'esprit et à la lettre de ces décisions, l'Opposition de gauche pose les principes suivants, les développe sur le plan théorique et les réalise en pratique :

1) *L'indépendance du parti prolétarien*, toujours et dans tou-

(1) *The Militant*, 30 septembre 1933. Les « Onze points » avaient été adoptés comme base de principe de l'Opposition de gauche internationale à sa pré-conférence de février 1933. La révision en était rendue nécessaire par le tournant vers le « nouveau parti » en Allemagne et surtout par la décision de se mettre à la construction d'une nouvelle Internationale. Trotsky rédigea ce nouveau texte — où le point 10 est le seul élément nouveau — en vue du plénum international qui devait l'adopter en septembre.

(2) Le 1^{er} congrès de l'I.C. s'était tenu à Moscou du 2 au 7 mars 1919, le deuxième, du 21 juillet au 6 août 1920, le troisième du 22 juin au 12 juillet 1921 et le quatrième du 4 novembre au 5 décembre 1922.

(3) Le 5^e congrès de l'I.C. s'était tenu, plusieurs mois après la mort de Lénine, du 17 juin au 8 juillet 1924. Le sixième, plus de sept mois après l'exclusion de l'Opposition de gauche, du 17 juillet au 1^{er} septembre 1928.

(4) C'était le 6^e congrès qui avait adopté le projet de programme de l'I.C. présenté par Boukharine.

tes les conditions, la condamnation de la politique avec le Kuo-mintang (5) en 1924-28, la condamnation de la politique du comité anglo-russe de Staline en 1924-28, la théorie de partis ne reposant pas sur une classe (ouvriers et paysans) et toute la pratique basée sur cette théorie, condamnation des congrès d'Amsterdam dans lesquels le P.C. s'est dissous dans le marais centriste.

2) La reconnaissance du caractère international et par là *permanent de la révolution prolétarienne*, le rejet de la théorie du socialisme dans un seul pays comme de la politique du national-bolchevisme qui la complète en Allemagne (6) (la théorie de la « libération nationale »).

3) *La reconnaissance de l'État soviétique comme un État ouvrier* en dépit de la dégénérescence croissante du régime bureaucratique, l'exigence inconditionnelle que tous les travailleurs défendent l'État soviétique contre l'impérialisme et contre les agents de la contre-révolution à l'intérieur.

4) Condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne, aussi bien dans sa phase d'*opportunisme économique* de 1923 à 1928 (lutte contre les superindustrialistes et tout jouer sur les *kulaki*) (7), comme dans sa phase d'*aventurisme économique* de 1928 à 1932 (rythme suraccélééré de l'industrialisation, collectivisation radicale, liquidation administrative des *kulaki* en tant que classe), condamnation de la criminelle légende bureaucratique selon laquelle « l'État soviétique est déjà entré dans le socialisme » ; reconnaissance de la nécessité d'un retour à l'économie politique réaliste du léninisme.

5) Reconnaissance de la nécessité d'un travail communiste systématique dans les organisations prolétariennes de masse, particulièrement dans les syndicats réformistes, condamnation de la théorie et de la pratique de l'organisation de l'I.S.R. en Allemagne et autres constructions semblables dans les autres pays. (8)

6) Rejet de la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » en tant que régime séparé, distinct de *la dictature du prolétariat* qui entraîne derrière elle les masses pay-

(5) Il s'agit de la politique de subordination au parti nationaliste chinois du P.C. dont les membres y étaient entrés individuellement.

(6) On appelle « national-bolchevisme » la politique d'identification entre les intérêts de l'Allemagne « nation-prolétaire » et ceux de la Russie soviétique.

(7) Rappelons que les *Kulaki*—ou paysans aisés—constituaient la base de la politique de ranimation du marché à partir des surplus de grains qui était à la base de la Nep et prévalut jusqu'en 1928.

(8) Il s'agit de la construction de syndicats « rouges », en d'autres termes d'une politique de scission syndicale.

sannes et les opprimés en général, rejet de la théorie antimarxiste de la « transcroissance » pacifique de la dictature démocratique en dictature socialiste.

7) Reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses sous des *mots d'ordre de transition* correspondant à la situation concrète dans chaque pays et particulièrement sur des *mots d'ordre démocratiques*, quand il s'agit de lutte contre les rapports féodaux, l'oppression nationale ou les différentes espèces de dictature impérialiste ouverte (fascisme, bonapartisme, etc.)

8) Reconnaissance de la nécessité de développer une politique de front unique vis-à-vis des organisations de masse de la classe ouvrière, tant syndicales que politiques, y compris la social-démocratie en tant que parti. Condamnation du mot d'ordre ultimatisiste du « front unique à la base seulement » qui signifie en pratique le refus du front unique et par conséquent le refus de créer des soviets. Condamnation de l'application opportuniste de la politique de front unique comme dans le comité anglo-russe (bloc avec les dirigeants sans les masses et contre elles) ; double condamnation de la politique de l'actuel C.C. allemand qui combine les mots d'ordre ultimatisistes « à la base seulement » avec la pratique opportuniste des accords parlementaires avec les dirigeants de la social-démocratie.

9) Rejet de la théorie du *social-fascisme* et de toute la pratique en liaison avec elle, comme servant le fascisme d'un côté et la social-démocratie de l'autre.

10) Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous le drapeau du communisme international. Reconnaissance de la nécessité de la *création d'une Internationale communiste authentique* capable d'appliquer les principes énumérés ci-dessus. (9)

11) Reconnaissance de la *démocratie du parti*, non seulement en paroles, mais aussi en actes ; condamnation catégorique du régime stalinien de plébiscite (le fait que la volonté et la pensée du parti soient muselées, domination des usurpateurs, suppression délibérée de l'information dans le parti, etc.)

Les principes fondamentaux énumérés ci-dessus, qui sont d'une importance fondamentale pour la stratégie du prolétariat dans la période actuelle, mettent l'Opposition de gauche dans la position d'une hostilité irréconciliable à la fraction stalinienne qui

(9) Ce paragraphe est le seul nouveau par rapport au texte de la préconférence de février.

domine actuellement l'U.R.S.S. et l'I.C. La reconnaissance de ces principes sur la base des décisions des quatre premiers congrès de l'I.C. est une condition indispensable pour l'admission d'organisations, groupes ou individus au sein de l'Opposition de gauche internationale. (10)

(10) Les « onze points » constituaient également une sorte de « conditions d'admission ».

ADIEUX A PRINKIPO (1)

(15 juillet 1933)

Et voilà ; des visas français lisibles et incontestables ont été apposés sur nos passeports. Dans deux jours nous quittons la Turquie. Quand ma femme, mon fils et moi y sommes arrivés, il y a de cela quatre ans et demi (2), la lumière de la « prospérité » brillait sur l'Amérique. Aujourd'hui, ce temps semble appartenir à la préhistoire, presque à la légende.

Prinkipo est un îlot de paix et d'oubli. Il faut longtemps pour que la vie du monde y parvienne, assourdie. Mais la crise, là aussi, s'est frayé un chemin. D'année en année, le nombre des gens qui viennent d'Istanbul diminue, et ceux qui viennent tout de même ont de moins en moins d'argent. A quoi peut servir cette surabondance de poisson, alors qu'il n'y a pas de demande ?

Prinkipo est un endroit où il fait bon écrire, surtout en automne et en hiver, quand l'île se vide et que les bécasses font leur apparition dans le parc. Non seulement il n'y a pas de théâtres, mais pas de cinémas non plus. Les automobiles y sont interdites. Existe-t-il beaucoup d'endroits semblables dans le monde ? Nous n'avons pas le téléphone à la maison. Le hi-han de l'âne apaise les nerfs. Il n'est pas possible d'oublier, fût-ce une minute, que Prinkipo est une île : la mer est sous les fenêtres, et il est impossible de ne pas la voir, où que l'on soit dans l'île. A dix mètres de la murette, nous pêchons des poissons, à quinze mètres, des homards. La mer peut, pendant des semaines, rester aussi calme qu'un lac.

Mais nous restons en contact étroit avec le monde extérieur, par le courrier. C'est le grand moment de la journée. Le courrier

(1) T 3565. « Pages de journal », parues dans *Modern Monthly* (mars 1934).

(2) Trotsky était arrivé en Turquie, à Istanbul, sur le vapeur russe *Illich* le 12 février 1929, avec sa femme Natalia et son fils Léon Sedov. C'est en avril qu'il s'était installé à Prinkipo (en turc Büyüç-Ada).

nous apporte des journaux et des livres récents, des lettres d'amis et des lettres d'ennemis. La pile de papier imprimé ou manuscrit contient beaucoup d'imprévus, surtout ce qui vient d'Amérique. Il m'est difficile de croire qu'il existe en ce monde tant de gens qui se préoccupent activement du salut de mon âme. Au cours de ces années, j'ai reçu une quantité de littérature religieuse suffisante pour sauver non pas un individu, mais une brigade de pécheurs confirmés. Tous les passages appropriés dans les livres pieux, sont, avec prévenance, soulignés dans les marges. Toutefois, le nombre de gens qui souhaitent la perte de mon âme n'est pas moindre, et ils expriment leurs espoirs avec une franchise louable, même s'ils restent anonymes. Des graphologues me demandent d'envoyer un spécimen de mon écriture afin d'analyser mon caractère. Des astrologues réclament le jour et l'heure de ma naissance pour établir mon horoscope. Les collectionneurs d'autographes essaient de me soutirer ma signature pour qu'elle figure à côté de celles de deux présidents américains, de trois champions poids lourds, d'A. Einstein, du colonel Lindbergh et, bien sûr, de Charlie Chaplin (3). C'est presque exclusivement d'Amérique que me parviennent ce genre de lettres. Peu à peu, j'ai appris à deviner d'après l'enveloppe s'il s'agit d'une demande d'envoi d'une canne au musée de la ville, ou si on y exprimera le désir de me recruter comme prêcheur méthodiste, ou si on m'y prédit des tortures éternelles sur une des broches disponibles de l'enfer. Au fur et à mesure que la crise s'est aggravée, la proportion de ces lettres a résolument penché du côté des enfers.

Le courrier m'apporte énormément d'imprévus. Il y a quelques jours, il m'a apporté les visas français. Les sceptiques — et il y en avait à la maison — ont été confondus. Nous quittons Prinkipo. La maison est déjà presque vide; il y a des caisses en bas, et de jeunes ouvriers enfoncent des clous à coups de marteau. Dans notre vieille villa qu'on avait négligée, les sols s'étaient ornés ce printemps d'une peinture d'une composition si mystérieuse que les tables, les chaises et même les pieds collent encore légèrement au sol maintenant, quatre mois plus tard. C'est étrange, mais il me semble que pendant ces années mes pieds se sont un peu enracinés aussi dans la terre de Prinkipo.

Je n'ai eu que peu de liens en fait avec l'île elle-même, dont

(3) Trois « célébrités » de l'époque : Albert EINSTEIN (1879-1955), physicien allemand, créateur de la théorie de la relativité et prix Nobel en 1921, Charles LINDBERGH (1902-1976), premier aviateur à avoir traversé l'Atlantique d'Amérique vers l'Europe en 1927, et le célèbre acteur « Charlot », Charles CHAPLIN (1889-1977).

on peut en deux heures faire le tour. Mais pour cette raison, je me suis davantage lié avec les eaux qui la baignent. Au cours de ces cinquante-trois mois, avec l'aide de mon inestimable guide, je suis devenu très intime avec la mer de Marmara. Mon guide s'appelle Kharalambos, et son univers s'inscrit dans un rayon d'à peu près quatre kilomètres autour de Prinkipo. Mais cet univers, Kharalambos le connaît bien. Pour un regard mal exercé, la mer semble la même sur toute son étendue. Pourtant le fond de la mer recèle une variété incommensurable d'organismes, de minéraux, de faune et de flore. Kharalambos, hélas, est analphabète, mais il lit en artiste le merveilleux livre de la mer de Marmara. Son père, son grand-père, son arrière grand-père et le grand-père de son arrière-grand-père étaient pêcheurs. Son père continue encore maintenant à pêcher. La spécialité du vieil homme, les homards. En été, il les attrape non pas avec des filets comme font tous les autres pêcheurs et comme nous faisons, mon fils et moi, mais il les chasse. C'est un spectacle absolument captivant. Le vieil homme repère la cachette du homard sous un rocher à travers l'eau, à une profondeur de cinq à huit mètres ou plus. Grâce à un très long bâton terminé par une pointe de fer, il fait basculer le rocher, et le homard démasqué prend la fuite. Le vieil homme donne un ordre au rameur, poursuit le homard, et, avec un autre long bâton auquel est attachée une épuisette carrée, il le rattrape, le recouvre et le sort de l'eau. Quand il y a de la houle, le vieil homme, avec ses doigts, répand de l'huile sur l'eau et scrute au travers de ce miroir de graisse. Dans un bon jour, il attrape de trente à quarante homards, ou davantage. Mais tout le monde s'est appauvri au cours de ces années, et la demande de homards est aussi faible que celle d'automobiles Ford.

Pêcher au filet, pour un professionnel, est considéré comme indigne d'un artiste libre. Quelle attitude superficielle et erronée ! Pêcher au filet, c'est du grand art. Il faut connaître le moment et l'endroit pour chaque espèce de poisson. Il faut savoir déployer le filet en demi-cercle, parfois en cercle, ou même en spirale, selon la configuration du fond ou une douzaine d'autres conditions. Il faut faire descendre le filet dans l'eau sans bruit en le déroulant vivement depuis le bateau en marche. Finalement, et c'est la dernière chose à faire, il faut attirer le poisson dans le filet. Cela se pratique aujourd'hui tout comme il y a deux mille ans et plus, au moyen de pierres jetées du bateau. Avec ce barrage, les poissons sont tout d'abord rabattus dans le cercle, puis dans le filet lui-même. Il faut pour cela une quantité de pierres variable selon la période de l'année et l'état de la mer. De temps en temps, il faut

reconstituer le stock de pierres sur le rivage. Mais, dans le bateau, il y a toujours deux pierres au bout de longues ficelles. Il faut savoir les lancer avec force et les retirer aussitôt de l'eau. La pierre doit tomber près du filet. Mais malheur au pêcheur si elle tombe dans le filet lui-même et s'y emmêle ; En ce cas, comme châtiement, Kharalambos vous jette un regard assassin, et avec juste raison. Par politesse et sens de la discipline sociale, Kharalambos reconnaît que je ne suis pas maladroit pour jeter les pierres. Mais je n'ai qu'à comparer ma manière de faire et la sienne, et toute fierté m'abandonne aussitôt. Kharalambos voit le filet après qu'il soit devenu invisible pour moi, et il sait où il est après l'avoir lui-même perdu de vue. Il le sent, non seulement devant lui, mais dans son dos. Des fluides mystérieux maintiennent toujours ses extrémités en contact avec ce filet. Tirer le filet est un rude travail, et Kharalambos porte, serrée autour du ventre, une ceinture de laine blanche, même pendant les chaudes journées de juillet. Il faut ramer sans devancer la courbe du filet et sans rester en arrière, et ça, c'est mon travail. Il m'a fallu du temps pour saisir les mouvements de main presque imperceptibles par lesquels le maître dirige son assistant.

Souvent après avoir jeté quinze kilos de pierres dans l'eau, Kharalambos retire le filet avec un malheureux petit poisson de la grosseur de mon pouce. Parfois le filet tout entier grouille de poissons. Pourquoi cette différence ? « Deniz », répond Kharalambos en haussant les épaules. Deniz veut dire la mer, et ce mot sonne comme « le destin ».

Kharalambos et moi conversons dans une langue nouvelle, lentement élaborée à partir de mots turcs, grecs, russes et français, tous terriblement déformés et rarement utilisés dans leur sens exact. Nous contruisons des phrases comme des enfants de deux ou trois ans. Pourtant je désigne clairement en turc les opérations les plus courantes. Des témoins d'occasion en ont conclu que j'ai une parfaite maîtrise de la langue turque, et les journaux ont même dit que je traduisais en turc les auteurs américains, légère exagération !

Il arrive quelquefois que, les filets à peine descendus, nous entendions soudain un éclaboussement et un reniflement derrière nous. « Un dauphin », hurle Kharalambos. Danger ! Le dauphin attend son heure, jusqu'à ce que les pêcheurs aient amené les poissons dans le filet avec les pierres, puis il les arrache un par un, avec, pour assaisonnement, de larges morceaux de filet. « Tire, M'sieu », hurle Kharalambos. Alors je fais feu avec un revolver. Un jeune dauphin a peur et prend la fuite. Mais les vieux pirates

nourrissent un total mépris pour ce pistolet à bouchon automatique. Par pure politesse, ils s'éloignent un peu, après la détonation, reniflent, et patientent. Nous avons plus d'une fois été contraints de ramener en hâte notre filet vide et de changer de lieu de pêche.

Le dauphin n'est pas le seul ennemi. Le petit jardinier noir de la côte nord est très expert dans l'art de vider les filets d'autrui si on les laisse la nuit sans surveillance. Quand vient le soir, il part en skiff, comme pour pêcher, mais en réalité pour trouver une position favorable d'où observer tous ceux qui sortent leurs filets pour la nuit. Il y a des gens qui volent les filets (Kharalambos et moi en avons perdu plus d'un pendant ces années), mais c'est risqué et gênant. Il faut modifier le filet pour qu'il ne soit pas reconnaissable, il faut s'en occuper, le racommoder et le colorer de temps à autre avec du brai. Le petit jardinier laisse ces soins ennuyeux aux propriétaires des filets ; les poissons et les homards lui suffisent. Kharalambos et lui échangent des regards plus tranchants que des lames de couteau. Nous avons recours à des subterfuges : gagnant le large à une certaine distance, nous faisons semblant de jeter un filet, puis, contournant la petite île aux lapins, nous mettons à l'eau notre filet, en cachette. Nous réussissons environ une fois sur trois à tromper l'ennemi.

Par ici, on trouve essentiellement du rouget et du grondin. Le maître pêcheur du rouget, c'est le vieil homme qui s'appelle Kochu. Il connaît son poisson et parfois il semble que son poisson le connaît. Quand les rougets abondent, Kochu porte un coup stratégique à ses rivaux éventuels. Sorti avant tous les autres, il travaille le champ de la mer non pas d'une extrémité à l'autre, mais à la façon d'un cavalier sur un échiquier, ou même de manière plus fantaisiste encore. Personne d'autre que lui ne sait où le filet est déjà passé, et où il n'est pas passé. Ayant ainsi neutralisé une grande partie de la mer, Kochu peut tout à loisir s'occuper des carrés non utilisés. Du grand art ! Kochu a réussi à connaître la mer parce qu'il est vieux. Mais même le père de Kochu a travaillé jusqu'à l'année dernière avec un vieux compagnon, un ancien barbier. Dans un vieux skiff en mauvais état, ils posaient des filets à homard, et eux-mêmes, rongés par l'eau de mer, ressemblaient à de vieux homards. Tous deux reposent maintenant dans le cimetière de Prinkipo, où il y a plus de monde que dans le petit village.

Il ne faudrait pas en conclure toutefois que nous nous bornions à pêcher au filet. Non, nous utilisions toutes les méthodes de pêche qui laissaient espérer un bon butin. A la ligne nous attra-

pions de gros poissons qui pouvaient peser jusqu'à dix kilos. Tandis que je remontais quelque monstre invisible qui tantôt me suivait docilement et tantôt se révoltait furieusement, Kharalambos m'observait sans sourciller, avec des yeux d'où avait disparu la moindre ombre de considération. Ce n'était pas sans raison qu'il redoutait de me voir laisser échapper la précieuse prise... A chacune de mes maladresses, il grognait sauvagement et d'un air menaçant. Quand finalement le poisson apparaissait dans la splendide transparence de l'eau, Kharalambos m'avertissait à voix basse : « Buyuk, M'sieu » (Un gros). A quoi, tout essoufflé, je répondais « Buyuk, Kharalambos ». Le long de la coque, nous attrapons la prise avec un petit filet. Et alors le superbe monstre, chamarré de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, secoue le bateau dans ses derniers sursauts de résistance et de désespoir. Dans notre joie, nous mangeons chacun une orange et échangeons, dans un langage compréhensible de nous seuls, et encore à moitié, nos impressions sur cette aventure.

Ce matin, la pêche a été médiocre. La saison est terminée, le poisson a gagné les profondeurs. Il reviendra vers la fin août, mais alors Kharalambos pêchera sans moi. En ce moment, il cloue des caisses de livres au rez-de-chaussée, sans être entièrement convaincu de leur utilité. Par la fenêtre ouverte, on peut voir le petit vapeur qui amène les fonctionnaires d'Istanbul à leurs résidences d'été. Les rayonnages vides baillent dans la bibliothèque. Ce n'est que dans le coin en haut, au-dessus de l'arche de la fenêtre, que l'ancienne vie continue normalement : les hirondelles y ont construit leur nid, et, juste au-dessus des « livres bleus » britanniques, a éclot une couvée qui ne s'intéresse pas du tout aux visas français.

Pour le meilleur ou pour le pire prend fin le chapitre « Prin-kipo ».

FONTAMARA*

(19 juillet 1933)

*T 3572. Ce texte a été publié dans : Léon TROTSKY, *Littérature et Révolution*, op. cit., p. 434.

STALINE RASSURE HITLER (1)

(19 juillet 1933)

Il y a deux ou trois semaines, l'agence de presse officielle soviétique Tass a démenti la rumeur selon laquelle Trotsky va revenir en U.R.S.S. Le ton solennel et catégorique de ce démenti indiquait que le Kremlin poursuivait quelque objectif politique important. Mais pas dans le domaine de la politique intérieure, puisque ni le démenti ni la rumeur de presse contre laquelle il était dirigé ne furent publiés en U.R.S.S. Le démenti était entièrement et exclusivement à usage externe.

Le sens de ce démenti apparaîtra avec suffisamment de clarté quand on aura rappelé qu'il y a deux ans environ Trotsky écrivait sur la nécessité de préparer l'Armée rouge à une lutte contre le national-socialisme. Cet article, qui ne fut même pas mentionné en U.R.S.S., fut bruyamment orchestré dans la presse national-socialiste. Nous savons avec quelle amitié démonstrative la bureaucratie stalinienne a accueilli l'arrivée au pouvoir de Hitler. Les *Izvestija* écrivaient : «L'opinion publique d'Union soviétique n'a jamais nourri de plans dirigés contre le courant actuel en Allemagne». Ces mots n'ont pas d'autre sens que de chercher à se dissocier avec éclat de Trotsky. Peut-on douter par conséquent que l'article des *Izvestija* a été écrit après une interrogation diplomatique correspondante de Berlin et que son objectif était de convaincre Hitler que Staline s'en tenait résolument à la doctrine du socialisme dans un seul pays ?

A l'époque où Tass publia à l'étranger le démenti catégorique que Trotsky «ne reviendrait pas» en U.R.S.S., le journal berlinois *Die Vossische Zeitung* adressa officiellement à Trotsky par l'intermédiaire de son correspondant à Istanbul la question de savoir s'il revenait vraiment en U.R.S.S. (2). Le fait même que cette question

(1) T 3573. *The Militant*, 19 août 1933, signé N.N.

(2) Voir ci-dessus, p. 176.

soit ainsi posée paraît inattendu et en même temps significatif, si l'on tient compte du fait que *Die Vossische Zeitung* est désormais totalement aux mains des nazis. Hitler avait simplement donné l'ordre à l'ancien journal libéral de contrôler, par son ancien correspondant libéral, la véracité de la rumeur de presse sur le prochain retour de Trotsky et un tournant correspondant de la politique extérieure des soviets.

Nous voyons ainsi Hitler et Staline jouer à quatre mains sur cette question. On aurait pu penser d'abord que la rumeur concernant le retour de Trotsky était apparue accidentellement, comme bien d'autres rumeurs dans la presse. Mais rétrospectivement, en reliant toutes les phases, il n'est pas difficile d'imaginer que la rumeur elle-même a été répandue par le département berlinois de la «propagande» avec l'objectif de forcer Staline à un démenti et des assurances dégradantes. Cet objectif a été au moins rempli.

L'*Humanité*, comme le reste de la presse stalinienne en Occident, qui ne laisse pas passer une occasion de se déshonorer, s'est emparée du démenti de Tass pour exploser en une violente attaque contre Trotsky, l'accusant d'avoir fait circuler lui-même le bruit de son retour en U.R.S.S. — mais dans quel but ? Ces misérables bureaucrates aveugles servent ainsi à chaque pas d'outils à des objectifs étrangers et, sous le prétexte de servir la révolution, la compromettent et l'affaiblissent.

SUR LE DÉPART DE TURQUIE (1) (19 juillet 1933)

Le camarade Trotsky, exilé d'U.R.S.S. par la fraction de Staline, vient d'obtenir la possibilité de résider ailleurs qu'en Turquie. *L'Humanité* s'est donc emparée de cette nouvelle pour publier une note digne des Gardes-Blancs (2). Nous voulons ici rétablir les faits et leur signification.

Staline a chassé Trotsky d'Union soviétique sous la pression des ennemis du prolétariat. Le compagnon de Lénine, l'organisateur de l'Armée rouge, c'était une épine dans le flanc des partisans du « socialisme dans un seul pays ». Pendant des années, les gouvernements capitalistes, *sous la pression directe des diplomates soviétiques*, ont refusé à Trotsky le droit d'asile. Quand il s'est rendu à Copenhague pour y faire une conférence, il n'a eu le droit d'y séjourner que sept jours, sous la pression de l'ambassadeur d'U.R.S.S. Kobetsky (3) et grâce aux dénonciations de l'agence Tass.

Le droit d'asile pour les révolutionnaires a toujours fait partie des exigences des communistes, particulièrement dans les pays qui se prétendent « démocratiques ». Des milliers de camarades allemands jouissent actuellement de ce droit en France : par exemple Paul Schwenk, député communiste au Landtag, qui a le droit de tenir des meetings, Münzenberg, qui a été autorisé à diriger son

(1) T 3575. *La Vérité*, n° 164, 21 juillet 1933. Trotsky avait lui-même rédigé cet article en réponse à la campagne de calomnies qu'impulsait *L'Humanité*.

(2) *L'Humanité*, qui parlait du « renégat », de « M. Trotsky », du « boyard contre-révolutionnaire », etc. avait notamment protesté contre l'annulation de l'arrêté d'expulsion « qui frappait le contre-révolutionnaire » - de même que la presse de droite et d'extrême droite.

(3) Parti le 14 novembre 1932 de Prinkipo, Trotsky avait traversé la France pour se rendre à Copenhague, où il avait fait une conférence sur la révolution russe aux étudiants social-démocrates danois, et était revenu en Turquie le 11 décembre. Mikhail V. KOBETSKY (1881-1937) était un vieux bolchevik qui avait assuré le transport illégal des journaux en Russie, puis travaillé à l'exécutif de l'I.C.

affaire d'édition, etc. (4). C'est de ce même droit, reconnu mais foulé aux pieds par tous les Etats démocratiques, toujours conditionnel, mais qui peut être étendu et élargi, qu'use le camarade Trotsky.

L'Humanité serait mieux inspirée de réserver ses critiques à la réception de Radek par la presse bourgeoise de Pologne (5), les déclarations de Litvinov, etc.

La haine fractionnelle des staliniens les entraîne même à se répandre en menaces non déguisées. Les travailleurs n'ont pas manifesté contre Trotsky, que ce soit au Pirée ou à Copenhague (6). Les seules manifestations staliniennes, ce furent les articles vils et provocateurs qui complétaient ceux des Gardes-blancs. Le front uni Staline-Turkul (7) menace toujours notre camarade. *L'Humanité* se livre à une provocation ouverte. *Nous déclarons résolument que le bureau politique, responsable du journal du parti, portera l'entière responsabilité de ses provocations contre le camarade Trotsky, lequel demeure sous la protection de l'avant-garde du prolétariat international.*

(4) Paul SCHWENK (1880-1960), militant socialiste depuis 1903, membre du groupe Spartacus, puis de l'U.S.P.D. pendant la guerre avait été au sein du parti communiste unifié un spécialiste du travail municipal ; député au Landtag depuis 1924, il avait émigré en France au lendemain de l'arrivée des nazis au pouvoir. Willi Münzenberg (ci-dessus n. 3, p. 145) avait déplacé à Paris au même moment son centre d'activités, politiques et d'affaires.

(5) Karl RADEK (1885-1940 ?), ancien militant de la social-démocratie polonaise et allemande, rallié au bolchevisme en 1917, avait été l'envoyé spécial du parti bolchevique en Allemagne en 1918, puis le secrétaire de l'I.C. pendant quelques mois en 1920. Grand journaliste, chargé des questions allemandes à l'I.C. jusqu'en 1923, il avait été l'un des porte-parole de l'Opposition de gauche, mais il avait capitulé devant Staline, après sa déportation, par une déclaration du 14 juin 1929. Il avait fait partie en 1932 de la délégation soviétique à Genève et, en 1933, s'était rendu en Pologne à titre officieux, sous le prétexte d'une rencontre avec sa mère, qui vivait à Tarnow. Il avait été reçu par les principaux dirigeants du régime Pilsudski et traité avec beaucoup d'égards par la presse qui l'avait présenté comme une sorte d'envoyé spécial personnel de Staline. Rappelons que le P.C. polonais était réduit à l'illégalité. Maxime Litvinov (ci-dessus n. 5, p. 173) avait multiplié les déclarations de politique extérieure qui contrastaient vivement avec les positions initiales du régime : sur les relations avec les Etats-Unis, après des entretiens avec le sous-secrétaire d'Etat américain préparant son propre voyage à Washington notamment.

(6) Trotsky avait été acclamé par des travailleurs et marins lors de son escale dans le port du Pirée, et sa conférence de Copenhague avait été un immense succès, pas seulement dans la jeunesse.

(7) Le 10 octobre 1931, le quotidien du P.C. allemand, *Die Rote Fahne*, avait donné une information selon laquelle une organisation terroriste de Gardes-blancs dirigée par l'ancien officier tsariste Anton Vassilievitch TURKUL (1892-1957) préparait l'assassinat de Trotsky en Turquie. Peu après, Trotsky avait été déchu de sa nationalité soviétique. Trotsky avait montré ce qu'il appelait la « division du travail » dans le « front unique Staline-Turkul ».

IL EST IMPOSSIBLE DE RESTER
DANS
LA MEME INTERNATIONALE
QUE STALINE,
MANUILSKY, LOZOVSKY ET C^{IE} (1)
(20 juillet 1933)

A) Il est temps de rompre avec la caricature d'Internationale qu'il y a à Moscou. Il est impossible de porter l'ombre d'une responsabilité politique pour les staliniens. Nous avons été très prudents et très patients à l'égard de l'I.C. mais il y a limite à tout : après qu'aux yeux du monde entier, Wels (2) d'un côté, Staline de l'autre, aient mis Hitler en selle, après que le Comintern, malgré la catastrophe, ait proclamé infaillible sa politique, aucun homme sensé ne va plus espérer que cette clique puisse être « réformée ».

B) *La clique certainement non, mais le Comintern pris dans son ensemble ?*

A) Il ne faut pas se leurrer de phrases générales. L'I.C. « dans son ensemble », c'est une abstraction, pour ne pas dire une expression vide. Le commandement se trouve aux mains de la clique stalinienne. Voilà six ans qu'il n'y a pas eu de congrès (3). Qui a foulé aux pieds les statuts ? La clique. De quel droit ? Du droit de l'usurpateur. Pas une section, pas une organisation locale, pas un journal n'ose souffler mot de la nécessité d'un congrès international. Cela veut dire qu'en fait le sort de « l'I. C. dans son ensemble » se trouve entre les mains d'une clique irresponsable.

B) *C'est incontestable, mais n'est-ce pas exactement ainsi que les choses se présentaient il y a un an, alors que nous n'avions pas encore retiré le mot d'ordre de la réforme du Comintern ?*

A) Non. Les choses ne se présentaient pas ainsi : il y a un an, on pouvait sauver la situation en Allemagne. Nous avons fait tout

(1) T 3574. *Bulletin intérieur* de la L.C.I., n° 2, 30 août 1933. Rédigé sous forme de dialogue, cet article avait été écrit par Trotsky au cours de son voyage en bateau de Turquie en France. Signé G. G. Trotsky, dans la discussion, est A.

(2) Sur Wels, voir ci-dessus, n. 6, p. 112.

(3) Le dernier congrès de l'I.C., le 6^e, s'était tenu à Moscou du 17 juillet au 1^{er} septembre 1928.

ce que nous avons pu pour mettre à nu la logique de la situation. Si le Comintern était une organisation viable, sa direction n'aurait pas pu ne pas entendre la voix des événements : il est absolument impossible d'entendre une voix plus puissante. Et si, cette fois, le Comintern est resté sourd, c'est qu'il n'est plus qu'un cadavre. A un autre égard aussi, il s'est produit un changement décisif. L'année passée, le parti communiste allemand existait encore. Dans le tourbillon des événements, il lui fallait tenir compte des masses ouvrières. On pouvait espérer avec un certain droit — jusqu'à l'heure de la vérification — que le développement de la lutte des masses ferait tourner non seulement le C.C. de Thälmann, mais aussi le présidium de Staline-Manuïlsky (4). Cela ne s'est pas produit. Du parti communiste allemand il n'est resté qu'un appareil s'affaiblissant sans cesse, et toujours plus étranger aux masses. On est arrivé à ce que le C.C. interdise aux organisations locales illégales de publier leurs articles et appels propres : le devoir des comités locaux n'est que de réimprimer les révélations des Manuïlsky et des Heckert (5). Tout mouvement de pensée constitue pour ces gens un danger mortel. La victoire de Hitler n'est pas pour eux réellement une « défaite » ; elle les a libérés de tout contrôle d'en bas... Mais après que le plus fort parti du Comintern eût quitté la scène, il ne restait décidément plus de voies, de canaux et de leviers pour agir sur la clique qui commande le Comintern.

B) *Peut-on parler du parti communiste allemand comme du plus fort parti du Comintern ? Vous semblez oublier le P.C. de l'Union soviétique ?*

A) Non, je ne l'ai pas oublié. Même si l'on reconnaît que le P.C. de l'Union soviétique est un parti (en réalité dans les cadres administratifs du P.C. de l'Union soviétique qui changent selon la volonté de la clique, plusieurs partis mènent l'un contre l'autre une lutte sourde), en tout cas, le P.C. de l'Union soviétique n'est pas une section active du Comintern. Les ouvriers soviétiques n'ont aucune idée de ce qui se passe dans le mouvement prolétarien occidental ; on ne leur communique rien ou, encore pire, on les trompe ignoblement. Dans le bureau politique lui-même, avec

(4) Sur Manuïlsky, voir ci-dessus, n.17, p. 120. En sa qualité de secrétaire de l'exécutif de l'I.C., depuis 1929, Manuïlsky avait prononcé quelques déclarations significatives sur la politique de l'I.C. en Allemagne, mais il n'était incontestablement qu'un exécutant.

(5) Fritz HECKERT (1884-1935), ouvrier du bâtiment, vieux spartakiste, avait été l'un des fondateurs du K.P.D. Membre de son Polburo et du présidium de l'I.C. depuis 1928, il avait été en outre le signataire d'articles, parus dans *Rundschau* et *Die Kommunistische Internationale*, maintenant la validité intégrale de la politique du K.P.D. et de l'I.C. face à la montée nazie...

sa composition actuelle, il n'y a pas une seule personne qui connaisse la vie et la lutte du prolétariat mondial, pour ne pas parler de la théorie marxiste. Enfin, le P.C. de l'Union soviétique ne possède aucun moyen d'exprimer son opinion sur les questions internationales. Au parti, on a arraché les congrès, les réunions, les discussions, la presse. Pas un seul journal soviétique n'a osé seulement poser la question de la justesse de la politique en Allemagne. Personne, en général, n'ose poser de question ; tous doivent attendre silencieusement des réponses. Et ils ont vu arriver Hitler...

Le mot d'ordre de la « réforme » du Comintern n'a jamais été pour nous une phrase creuse. Nous avons compté sur la réforme comme sur une réalité. Le développement a suivi la voie la pire. C'est précisément pourquoi nous sommes obligés de déclarer que la politique de la réforme est épuisée, jusqu'au bout.

B) Est-il donc possible que nous laissons à la bureaucratie centrisme le drapeau de l'I.C. ?

A) Il ne faut pas se laisser égarer par des formules équivoques. Qu'entend-on par drapeau ? Un programme ? Mais il y a longtemps que nous avons repoussé le programme adopté par le sixième congrès comme un mélange pernicieux d'opportunisme et d'aventurisme. Pendant plusieurs années, nous avons espéré, en nous appuyant sur les leçons des événements, changer le programme du Comintern par des moyens intérieurs. Maintenant cette possibilité a disparu en même temps que la possibilité de la « réforme ». Au pitoyable « programme » éclectique du Comintern, nous devons opposer notre programme marxiste.

B) Et les quatre premiers congrès de l'I.C. ?

A) Bien entendu, nous ne les abandonnons pas. D'autant plus que, depuis longtemps, les staliniens y ont renoncé et nous les ont abandonnés. Notre programme, nous le construisons sur les fondements établis par les quatre premiers congrès : c'est un fondement marxiste irréprochable, c'est notre fondement. Les leçons des dernières années, seule l'Opposition de gauche les a traduites dans le langage marxiste. Notre préconférence internationale a tiré le bilan de ces leçons dans ses onze points.

Dans ce bilan, il existe cependant une lacune. La préconférence a siégé à la veille de l'examen décisif auquel l'Histoire a soumis le Comintern. L'effondrement total et définitif du Comintern n'est pas enregistré dans les décisions de la préconférence (6).

(6) Trotsky venait de rédiger un amendement en ce sens à la 10^e thèse, qui allait être adoptée en août par le plénum de l'Opposition internationale, cf. ci-dessus p. 263.

C'est la conférence qui doit le faire. Pour le reste, les décisions de la préconférence conservent toute leur force. Les documents principaux des quatre premiers congrès, plus les onze points de l'Opposition de gauche, tels sont les éléments fondamentaux du véritable programme de l'Internationale communiste.

B) *Nos adversaires diront malgré tout que nous renonçons au drapeau de Lénine.*

A) Nos adversaires le clament depuis longtemps — et d'autant plus fort qu'eux-mêmes piétinent plus dans la boue l'héritage du bolchevisme. Nous dirons aux ouvriers du monde entier que nous assumons la défense du drapeau de Marx et de Lénine, la continuation et le développement de leur œuvre à travers la lutte intransigeante, non seulement contre les traîtres réformistes — cela va de soi —, mais aussi contre les falsificateurs centristes du bolchevisme, les usurpateurs du drapeau de Lénine, les organisateurs des défaites et des capitulations, les corrompueurs de l'avant-garde prolétarienne : les staliniens.

B) *Et comment faire alors avec le P.C. de l'Union soviétique ? Avec l'U.R.S.S. ? Nos adversaires ne diront-ils pas que nous jugeons perdue l'œuvre de l'Etat ouvrier et que nous préparons l'insurrection armée contre le gouvernement soviétique ?*

A) Certainement, ils le diront. Ils le disent déjà depuis longtemps. Que peuvent-ils dire d'autre pour justifier leurs persécutions ignobles contre les bolcheviks-léninistes ? Mais nous nous dirigeons non pas d'après les calomnies de l'adversaire, mais d'après la marche réelle de la lutte des classes. La Révolution d'octobre avec à sa tête le parti bolchevique a créé l'Etat ouvrier. Maintenant le parti bolchevique n'existe plus. Mais le contenu social fondamental de la Révolution d'octobre est encore vivant. La dictature bureaucratique, malgré les succès techniques acquis sous son règne (contre elle), facilite extraordinairement la possibilité d'une restauration capitaliste. Mais heureusement, on n'en est pas encore arrivé à une restauration. Avec des conditions intérieures et surtout internationales favorables, on peut, sur la base sociale de l'Etat soviétique, régénérer l'édifice de l'Etat ouvrier sans nouvelle révolution. Nous avons longtemps compté que nous parviendrions à réformer le P.C. de l'Union soviétique lui-même, et, par son intermédiaire, à régénérer le régime soviétique. Mais le parti officiel actuel ressemble beaucoup moins à un parti qu'il y a deux ans ou même un an. Le congrès du parti n'a pas eu lieu depuis plus de trois ans et personne n'en parle. La clique stali-

nienne maintenant retaille et « reconstruit » son « parti » comme s'il s'agissait d'un bataillon disciplinaire. Le but de l'épuration et des exclusions est d'abord de désorganiser le parti, de le terroriser, de le priver de toute possibilité de penser et d'agir ; maintenant les actes de répression ont pour but d'empêcher la régénération du parti. Cependant, le parti prolétarien est indispensable pour que l'Etat soviétique ne périsse pas. Il y a beaucoup d'éléments en sa faveur, mais c'est seulement dans la lutte contre la bureaucratie stalinienne qu'on peut les faire surgir et les unir. Parler maintenant de la réforme du P.C. de l'Union soviétique signifierait regarder en arrière et non en avant, et apaiser sa conscience par des formules creuses. En U.R.S.S. il faut construire de nouveau un parti bolchevique.

B) Mais n'est-ce pas la voie de la guerre civile ?

A) La bureaucratie stalinienne a mené la lutte contre l'Opposition de gauche, même dans la période où nous étions tout à fait sincèrement et avec conviction pour la réforme du P.C. de l'Union soviétique. Les arrestations, les déportations, les fusillades, qu'est-ce que c'est, sinon la guerre civile, du moins en germe ? Dans la lutte contre l'Opposition de gauche, la bureaucratie stalinienne était l'instrument des forces contre-révolutionnaires et, par là, elle s'isolait des masses. Maintenant vient à l'ordre du jour la guerre civile sur une autre ligne, entre la contre-révolution à l'offensive et la bureaucratie stalinienne sur la défensive. Dans la lutte avec la contre-révolution, les bolcheviks-léninistes seront évidemment le flanc gauche du front soviétique. Un bloc de combat en alliance avec les staliniens découlera ici de toute la situation. Il ne faut cependant pas penser que dans cette lutte la bureaucratie sera unanime. Au moment décisif, elle se fragmentera et ses éléments composants se retrouveront dans les deux camps ennemis.

B) La guerre civile est donc inévitable ?

A) Même actuellement elle se déroule. Avec le maintien du cours actuel, elle ne peut que s'aggraver. Avec l'impuissance ultérieure du Comintern, avec la paralysie de l'avant-garde prolétarienne internationale, et dans des conditions de progrès inévitable du fascisme mondial, la victoire de la contre-révolution en U.R.S.S. serait inévitable. Bien entendu, les bolcheviks-léninistes continueront leur travail en U.R.S.S. dans toutes les conditions. Mais sauver l'Etat ouvrier, on ne peut le faire autrement que par l'intermédiaire du mouvement révolutionnaire mondial. Dans toute l'histoire humaine, les conditions objectives de sa régénéra-

tion et de sa montée n'ont jamais été aussi favorables que maintenant. Ce qui manque, c'est le parti révolutionnaire. La clique stalinienne ne peut dominer qu'en détruisant le parti en U.R.S.S. comme dans le monde entier (7). S'arracher à ce cercle vicieux, n'est possible qu'en rompant avec la bureaucratie stalinienne. Il faut construire un parti sur une plate-forme neuve, sous un drapeau propre.

B) Et comment les partis révolutionnaires des pays capitalistes pourront-ils agir sur la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. ?

A) Toute la question est celle de la force réelle. Nous avons vu comment la bureaucratie stalinienne rampait devant le Kuomintang, devant les Trade-Unions britanniques (8). Nous voyons comment elle rampe devant les pacifistes petits-bourgeois (9). Des partis révolutionnaires forts, véritablement capables de lutter contre l'impérialisme et par conséquent de défendre l'U.R.S.S., obligeront la bureaucratie à compter avec eux. Beaucoup plus important est le fait que ces organisations acquerront une énorme autorité aux yeux des ouvriers soviétiques et créeront ainsi enfin des conditions favorables pour la renaissance d'un parti bolchevique. C'est seulement sur cette voie que la réforme de l'Etat soviétique est possible sans nouvelle révolution prolétarienne.

B) Ainsi donc : nous renonçons au mot d'ordre de la réforme du P.C. de l'U.R.S.S. et nous construisons le nouveau parti comme un instrument de la réforme de l'Union soviétique ?

A) Parfaitement juste.

(7) Relevons — une fois n'est pas coutume — le caractère prophétique d'une telle remarque, trois ans avant le procès de Moscou et l'extermination de la Vieille garde bolchevique.

(8) Ces deux épisodes de la politique de l'I.C. sous la direction de Staline et de Boukharine avaient fait l'objet d'une critique sévère de Trotsky et de l'Opposition de gauche. En Chine, les communistes chinois, sur instructions de l'I.C., étaient entrés dans le parti nationaliste bourgeois du Kuomintang dont ils acceptèrent la tutelle politique jusqu'en 1927 — date à laquelle le chef de l'armée du Kuomintang, le général Chang Kai-shek, organisa le massacre des communistes de Shanghai, puis du reste de la Chine. En Grande-Bretagne, la politique, qui liait les syndicats russes aux Trade-unions britanniques et à leurs dirigeants de droite, n'avait pas été remise en question lors de la grève générale britannique de 1926, trahie par ces mêmes dirigeants. Aux yeux de Trotsky, la politique de soumission au Kuomintang et de maintien du comité anglo-russe symbolisaient la politique opportuniste de l'I.C. dans les années 26-27.

(9) Trotsky fait ici allusion aux « personnalités », extérieures au mouvement ouvrier invitées par l'I.C. dans ses congrès contre le fascisme et la guerre : le général allemand von Schœnaich, le nationaliste indien Patel, le radical français Bergery, tous connus pour leurs positions pacifistes, mais également représentants de la bourgeoisie.

B) *Est-ce que cette tâche grandiose est à la mesure de nos forces ?*

A) La question est posée de façon erronée. Avant tout, il faut formuler clairement et courageusement la tâche historique, et rassembler ensuite les forces pour la résoudre. Certainement, nous sommes encore faibles aujourd'hui, mais cela ne signifie pas du tout que l'histoire nous donnera un délai. Une des sources psychologiques de l'opportunisme, c'est la peur devant les grandes tâches, c'est-à-dire le manque de foi dans les possibilités révolutionnaires. Cependant les grandes tâches ne tombent pas du ciel : elles surgissent de la marche de la lutte des classes. C'est donc dans les mêmes conditions qu'il faut chercher les forces pour la résolution des grandes tâches.

B) *Mais la surestimation de ses propres forces mène souvent à l'aventurisme.*

A) C'est absolument juste. Ce serait du pur aventurisme si nous « proclamions » que notre organisation actuelle est l'Internationale communiste, ou si, sous ce nom, nous nous unissions mécaniquement à diverses autres organisations oppositionnelles. On ne peut pas « proclamer » la nouvelle Internationale : il faut encore la construire. Mais on peut et on doit dès aujourd'hui proclamer la *nécessité de créer* une nouvelle Internationale.

Ferdinand Lassalle (10), qui n'était pas étranger à l'opportunisme, ni à l'aventurisme, a cependant magnifiquement exprimé l'exigence fondamentale de la politique révolutionnaire : *toute grande action commence par l'expression de ce qui est*. Avant de répondre pratiquement aux questions : comment construire une nouvelle Internationale, quelles méthodes appliquer, quels délais fixer, il faut ouvertement exprimer ce qui est : *l'Internationale communiste est morte pour la révolution*.

B) *A ce sujet, selon vous, il ne peut plus y avoir de doute ?*

A) Pas une ombre. Toute la marche de la lutte contre le national-socialisme, le dénouement de cette lutte et les leçons de ce dénouement témoignent également non seulement de la carence révolutionnaire complète du Comintern, mais aussi de son incapacité organique à apprendre, à s'amender, c'est-à-dire à se « réformer ». La leçon allemande ne serait pas si écrasante et si irrécusable si elle n'était pas le couronnement de dix années d'histoire

(10) Ferdinand LASSALLE (1825-1864), disciple puis adversaire de Marx, avait fondé l'Union générale des travailleurs allemands, et se trouvait être formellement — et en partie idéologiquement — l'un des ancêtres de la social-démocratie allemande.

d'errements centristes, d'erreurs néfastes, de défaites toujours plus effrayantes, de sacrifices, de pertes toujours infructueuses et, en liaison avec cela, d'une dévastation théorique complète, d'une dégénérescence bureaucratique, de démoralisation, de tromperie des masses, de falsifications ininterrompues, de bannissement des révolutionnaires, de sélection des fonctionnaires, des mercenaires et des laquais. Le Comintern actuel est un appareil coûteux destiné à affaiblir l'avant-garde prolétarienne. C'est tout. Il n'est pas capable de faire plus.

Là où les conditions de la démocratie bourgeoise ouvrent un certain espace, les staliniens, grâce à l'appareil et à leurs finances font semblant d'avoir une activité politique. Münzenberg est devenu maintenant une figure symbolique du Comintern (11). Mais qui est Münzenberg ? C'est un Oustric (12) sur l'arène « prolétarienne ». Des mots d'ordre vides et qui n'engagent à rien, un peu de bolchevisme, un peu de libéralisme, une bourse à journaux, des salons littéraires où l'amitié pour l'U.R.S.S. a son prix, une hostilité théâtrale contre les réformistes se changeant facilement en amitié pour eux (Barbusse !) (13) et, ce qui est important, une caisse bien remplie, indépendante des masses ouvrières, voilà ce qu'est Münzenberg. Vivant politiquement des aumônes de la démocratie bourgeoise, les staliniens exigent encore d'elle par-dessus le marché qu'elle abatte les bolcheviks-léninistes. Peut-on tomber plus bas ? Mais que la bourgeoisie lève sérieusement le poing fasciste ou simplement policier, le stalinisme met la queue entre les jambes et rentre docilement dans le néant. L'I.C. agonisante ne peut rien donner au prolétariat mondial, absolument rien, sauf du mal.

B) Que l'I.C. en tant qu'appareil central soit devenue un frein au mouvement révolutionnaire, il est impossible de ne pas en convenir, de même qu'il faut convenir qu'une réforme de l'appareil, indépendant des masses, est absolument irréalisable. Mais qu'en est-il des sections nationales ? Se trouvent-elles toutes au même stade de dégénérescence et de décadence ?

A) Après la catastrophe allemande, nous avons vu, aussi bien en Autriche qu'en Bulgarie, comment on a liquidé les partis stali-

(11) Sur Willi Münzenberg, voir ci-dessus, n. 3, p. 145. L'allusion vise le « trust Münzenberg », entreprises de presse, cinéma, etc.

(12) Albert OUSTRIC (né en 1887) était un banquier français dont les spéculations entraînaient de retentissantes faillites et compromirent ses protecteurs du monde politique au tournant des années 30. Trotsky, par cette comparaison, semble qualifier Münzenberg d'escroc au sens propre du terme. Il est vrai que Münzenberg était lancé dans le monde des affaires, non moins vrai qu'il l'était au compte du Comintern.

(13) Sur Henri Barbusse, voir ci-dessus, n.3, p. 145.

niens sans résistance de la part des masses (14). Si dans quelques pays la situation est plus favorable que dans d'autres, la différence n'est malgré tout pas très grande. Mais admettons même que l'une ou l'autre section de l'I.C. se trouve gagnée à l'Opposition de gauche, le lendemain, si ce n'est pas la veille, elle sera exclue de l'I.C. et devra chercher pour elle une nouvelle Internationale (il s'est passé quelque chose de semblable au Chili) (15). Des cas semblables se produisirent aussi lors de l'apparition de la III^e Internationale : ainsi le parti socialiste français se transforma-t-il officiellement en parti communiste. Mais cela ne changea pas la direction générale de notre politique à l'égard de la II^e Internationale.

B) Pensez-vous que des milliers de « staliniens » sympathisant avec nous s'éloigneront avec effroi quand ils apprendront que nous rompons définitivement avec l'I.C. ?

A) C'est possible. C'est même absolument vraisemblable. Mais c'est avec d'autant plus de décision qu'ils adhéreront à nous à l'étape suivante. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que dans chaque pays, il y a des milliers de révolutionnaires qui ont abandonné le parti officiel ou qui en ont été exclus, et qui n'ont pas adhéré à nous, en grande partie parce que, à leurs yeux, nous n'étions qu'une fraction de ce même parti dont ils étaient dégoûtés. Un nombre plus grand encore d'ouvriers se sépare aujourd'hui du réformisme et cherche une direction révolutionnaire. Enfin, dans la situation de pourriture de la social-démocratie et d'effondrement du stalinisme, se lève une jeune génération d'ouvriers à qui il faut un drapeau sans tache. Les bolcheviks-léninistes peuvent et doivent former l'axe de cristallisation de ces nombreux éléments. Alors, tout ce qu'il y a de vivant dans « l'Internationale » stalinienne secouera ses derniers doutes et nous rejoindra.

B) Ne craignez-vous pas que la nouvelle orientation rencontre une opposition dans notre propre sein ?

A) Dans les premiers temps, c'est absolument inévitable. Dans beaucoup de pays l'Opposition de gauche est liée, par tout son travail, surtout, sinon exclusivement, au parti officiel ; elle a très peu pénétré dans les syndicats et ne s'est presque pas intéressée à ce qui se passe au sein de la social-démocratie. A ce propa-

(14) Ci-dessus, n. 4, p. 253.

(15) Allusion à l'adhésion à l'Opposition internationale de la Gauche communiste du Chili, anciennement parti communiste du Chili (fraction Hidalgo). Voir ci-dessus, p. 138-139.

gandisme étroit, il est temps de mettre fin : le tournant doit être précédé d'une large et sérieuse discussion. Il faut que chaque membre de notre organisation réfléchisse au problème à fond. Les événements aideront : chaque jour apportera des arguments irréfutables sur la nécessité de la nouvelle Internationale. Je ne doute pas que le tournant réalisé ensemble et avec décision nous ouvrira une large perspective historique.

EN ROUTE VERS LA FRANCE (1)

Pages de Journal
(11 août 1933)

En février 1929, ma femme et moi sommes arrivés en Turquie. Le 17 juillet 1933, nous avons quitté la Turquie pour la France. Les journaux ont écrit que le visa français m'avait été accordé à la suite d'un appel... du gouvernement soviétique ! Il serait difficile d'imaginer en rêve conte plus fantastique. L'initiative, pour cette intervention amicale, a été prise en fait non par la diplomatie soviétique, mais par l'écrivain Maurice Parijanine (2), traducteur de mes livres en français. Soutenue par des écrivains et des hommes politiques de gauche, y compris le député Guernut (3), la question de mon visa fut cette fois réglée favorablement. Pendant les trois ans et demi de mon troisième exil, il n'a pas manqué de tentatives de ma part et de la part de tous ceux qui me voulaient du bien, pour m'ouvrir l'accès de l'Europe occidentale. On pourrait faire un gros album des refus que nous avons essuyés. Parmi les signatures figurant sur les pages de cet album, il y a celle du social-démocrate Hermann Müller, chancelier de la République allemande, du premier ministre britannique MacDonald (4) qui à l'époque était encore socialiste et pas encore un demi-conservateur, des dirigeants républicains et socialistes de la révolution espagnole et beaucoup, beaucoup d'autres. Il n'y a pas là le moindre reproche de ma part, ce sont les faits.

La possibilité de me rendre en France apparut après les élections récentes, remportées par le bloc des radicaux et des socialistes-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Nous avons inséré à cette place ce texte, rédigé le 11 août, parce qu'il relate la fin de la période de Prinkipo et l'arrivée en France.

(2) Voir ci-dessus, n.2, p. 162.

(3) Voir ci-dessus, n. 2, p. 196.

(4) Hermann MÜLLER (1876-1931), dirigeant social-démocrate et chancelier de 1928 à 1930, à la tête d'un gouvernement de coalition, avait refusé à Trotsky l'asile en Allemagne. Ramsay MACDONALD (1886-1937) qui avait déjà été premier ministre en 1924, l'était redevenu en 1929 et avait également refusé le visa britannique à Trotsky après son expulsion.

tes. L'affaire était pourtant compliquée d'avance par la circonstance qui faisait qu'en 1916, pendant la guerre, j'avais été expulsé de France «pour toujours» par le ministre de l'Intérieur Malvy (5) soi-disant pour avoir fait de la propagande «pacifiste», en fait, sur l'insistance de l'ambassadeur tsariste Isvolsky (6). Bien que Malvy lui-même, environ un an plus tard, ait été expulsé de France par le gouvernement Clemenceau (7) et, lui aussi sur l'accusation d'«activité pacifiste», l'ordre par lequel j'étais de façon permanente exclu de ce pays était resté en vigueur. En 1922, Edouard Herriot (8), lors de sa première visite en Russie soviétique, et tout en me disant au revoir au cours d'une visite de politesse au commissariat à la Guerre, me demanda quand je pensais pouvoir visiter Paris. Je lui rappelai en plaisantant mon expulsion de France. «Mais qui se souviendrait maintenant d'une histoire comme celle-là ?» répondit-il en riant. Mais les institutions ont meilleure mémoire que les individus. En débarquant dans le port de Marseille, après avoir quitté le vapeur italien, j'ai contresigné un papier officiel que m'a remis un inspecteur de la Sûreté générale m'informant que l'arrêté de 1916 avait été annulé. Je dois dire qu'il y avait longtemps que je n'avais pas signé un document officiel avec un tel sentiment de satisfaction.

Si le cours fondamental de la vie de quelqu'un diffère de l'orbite de la moyenne, alors tous les épisodes qu'il traverse, même les plus banals, se teintent de mystère. Les journaux ont fait bien des hypothèses ingénieuses sur la raison pour laquelle ma femme et moi voyagions sous le «pseudonyme» de Sedov. En fait, c'est le nom de ma femme, pas un pseudonyme. Selon la loi soviétique, un passeport peut être établi, à volonté, au nom de l'un ou de l'autre conjoint. Notre passeport soviétique a été établi en 1929 au nom de ma femme parce que c'était celui qui entraînerait le moins de remous.

Afin d'éviter toutes manifestations ou complications lors du débarquement à Marseille, mes amis français avaient décidé de

(5) Louis MALVY (1875-1949), député radical, était ministre de l'intérieur dans le gouvernement Aristide Briand en octobre 1916 et prit la décision d'expulser Trotsky de France à cause de ses activités politiques internationalistes. On sait qu'il devait être contraint à démissionner et menacé de la Haute-Cour un an plus tard en raison de ses complaisances vis-à-vis de milieux «pacifistes».

(6) Alexandre ISVOLSKY (1856-1919), qui avait été ministre des affaires étrangères du tsar, était de 1910 à 1917 son ambassadeur à Paris.

(7) Georges CLEMENCEAU (1841-1929), député radical, ancien chef de file de la répression contre la C.G.T. et qui s'était intitulé fièrement, en tant que ministre de l'intérieur, le «premier flic de France», avait pris en novembre 1917 la tête d'un gouvernement de guerre et commencé la chasse à tous les courants «pacifistes» ou «défaitistes».

(8) Voir ci-dessus, n. 3, p. 162.

venir en canot à moteur à la rencontre du vapeur, en mer. Mais ce plan bien simple a provoqué de nouvelles complications. Le propriétaire du canot, l'honorable M. Panchetti, qui n'avait pas été mis au courant auparavant de l'objectif de cette sortie, n'a pas pu dormir de la nuit : il se cassait la tête à se demander pourquoi deux jeunes gens voulaient sortir en bateau à l'aube, sans même de femmes. Il n'avait pas l'expérience de ce genre de choses. De plus, il se déroulait à Toulon au même moment, le procès de deux bandits qui avaient tué un batelier et lui avaient volé son bateau. Bien qu'il fut engagé par l'acompte qu'il avait accepté, M. Panchetti décida de ne pas faire ce dangereux voyage ; au moment critique, il prétendit que le bateau était hors d'usage. Il n'y avait aucune possibilité de trouver un autre batelier dans les parages à cette heure-là. C'est seulement l'intervention de l'inspecteur de la Sûreté qui s'est porté garant des intentions pacifiques des deux jeunes gens, qui a sauvé la situation. Le batelier regretta ses soupçons et s'employa à transporter les passagers du vapeur au rivage, loin du port (9). Des deux modestes Ford qui nous attendaient là, la presse ne tarda pas à faire «de puissantes voitures d'évasion».

Les mêmes journaux écrivaient que nous avions été attendus à Marseille et escortés à travers la France par d'innombrables policiers. En fait, en dehors de l'inspecteur qui rassura le batelier, m'informa officiellement de l'annulation du décret qui m'interdisait la France, et repartit immédiatement, nous n'avons pas rencontré un seul policier. Pour faire comprendre quel plaisir ce fut pour moi de traverser le midi de la France en voiture sans aucun garde et sans aucune surveillance, je voudrais souligner que depuis 1916, c'est-à-dire au cours des seize dernières années — pour ne pas parler des périodes antérieures de ma vie — je n'avais pu aller nulle part sans la compagnie d'un «garde», parfois amical, parfois hostile, mais toujours un garde du corps.

Mais nous n'avons rien dit du plus important : le but de notre voyage en France. Ce ne pouvait être bien entendu des soins médicaux, ou les bibliothèques richement fournies, ou les autres avantages de la culture française. Non, il fallait un autre objectif, «véritable», soigneusement dissimulé. Le lendemain de notre arrivée, nous avons appris par la presse que nous avions entrepris ce voyage en France pour... rencontrer Litvinov (10). Je me suis frotté les yeux : Litvinov ? Dans les mêmes journaux, j'ai appris pour la première fois que le commissaire du peuple aux affaires

(9) C'est à Cassis que Trotsky débarqua, le 24 juillet 1933.

(10) Maxime Litvinov (voir ci-dessus, n. 5, p. 173) dirigeait la diplomatie soviétique depuis 1930.

étrangères faisait une cure en France. Mieux, les plus perspicaces des journalistes n'ont pas voulu nous laisser dans l'obscurité quant aux raisons exactes pour lesquelles nous voulions cette rencontre. Il semble que j'aie été récemment complètement submergé par le désir de mourir en Russie et d'être enterré dans ma terre natale. A vrai dire, jusqu'à maintenant, la question de savoir où et comment je serais enterré était le cadet de mes soucis. Friedrich Engels, que je considère comme l'une des personnalités humaines les plus attachantes, a demandé, dans ses dernières volontés, à être incinéré, et que l'urne contenant ses cendres soit jetée à la mer. Si j'ai été étonné par cette demande, ce n'était pas à cause de l'indifférence d'Engels vis-à-vis de sa terre natale de Wuppertal, mais qu'il ait pris le temps de penser tout simplement à la façon dont on disposerait de ses restes (11). Pourquoi précisément dans la mer ? Mais la perspicacité de la presse est inépuisable. Aujourd'hui, encore j'ai lu ce qu'elle dit de ma tentative pour être réadmis en Union soviétique par l'intermédiaire de Litvinov et maintenant de Souritz (12), l'ambassadeur soviétique en Turquie, dont il apparaît qu'il fait lui aussi une cure à Royat. Pourtant, les deux diplomates ont catégoriquement refusé de me rencontrer et ce fut «le coup le plus dur de ma vie». Et comment !

Litvinov n'est sûrement pas moins étonné que moi à l'idée que je puisse essayer de négocier mon retour en Russie précisément par son intermédiaire. De telles questions sont tranchées à Moscou exclusivement par les canaux du parti, et c'est bien avant la révolution d'octobre que Litvinov a cessé de jouer un rôle dans l'appareil du parti. Sous le régime soviétique, il n'a jamais dépassé le cadre d'un travail purement diplomatique. La référence à Souritz dans ce contexte est encore plus douloureusement à côté de la cible. Toute cette affaire — que le journaliste perspicace me pardonne de le dire — est un modèle de pathétique.

Je n'étais pas à Royat et je n'ai pas essayé de rencontrer Litvinov. Je n'avais pas la moindre raison de le faire.

On pourrait écrire une étude instructive sur les chemins tortueux par lesquels la vérité se fraie une voie dans la presse. Dans la guerre moderne, pour tuer un seul individu, il faut plusieurs tonnes de fer. Combien de tonnes de caractères faut-il pour établir la vérité d'un fait ou d'un autre ? L'erreur commise par la presse dans ce cas est d'avoir cherché du mystère là où il n'y en avait pas.

(11) Friedrich ENGELS (1820-1895), le compagnon de Marx, était mort en exil en Angleterre.

(12) Jakob SOURITZ (1881-1952) était un ancien menchevik, employé dans la diplomatie.

Mon attitude vis-à-vis de l'actuel gouvernement soviétique n'est pas un secret : depuis ma déportation en Turquie, j'ai commenté tous les mois dans le *Biulleten Oppositsii* (13), le bulletin de l'Opposition russe (Berlin, Paris), et dans la presse en d'autres langues, sa politique intérieure et extérieure. Avec mes camarades, j'ai souvent déclaré publiquement dans la presse que chacun de nous est prêt, comme avant, à servir l'Etat soviétique à quelque poste que ce soit. Mais on ne pourra obtenir notre coopération en nous posant comme condition de renoncer à nos idées ou à notre droit de critique. Néanmoins, pour le groupe dirigeant, c'est à cela que se résume la question. Il a dilapidé toute son autorité, et, totalement incapable de la retrouver par un congrès normal du parti, cette clique exige toujours et toujours plus fort la reconnaissance de son infaillibilité. Mais c'est une chose qu'elle ne peut en aucun cas attendre de nous. Collaboration loyale, oui ! Couvrir leur politique fautive aux yeux de l'opinion soviétique et mondiale, non ! Ces positions clairement définies de part et d'autre, il ne pouvait y avoir aucune raison de troubler les vacances d'été du commissaire du peuple aux affaires étrangères.

Jusqu'à une date récente, notre famille considérait un incendie comme quelque chose de lointain qui arrivait aux autres, comme une éruption volcanique ou un naufrage en mer, ou encore la hausse et la baisse du marché des valeurs. Mais, après l'incendie de janvier 1931 dans la villa de Prinkipo qui détruisit tout sans laisser de traces — livres, horloge, vêtements, linge, chaussures — la notion d'incendie est devenue partie intégrante de nos vies. Quelques mois plus tard, par une journée funeste, notre nouvelle résidence fut soudain remplie de volutes de fumée suffocante, et tout le monde de courir à travers la maison pour en trouver l'origine ; nous avons finalement trouvé un petit feu de joie en train de flamber dans la cave. L'auteur de cette initiative se révéla être mon petit-fils de six ans (14) qui avait soigneusement rassemblé de la sciure, des bouts de bois et de vieux chiffons et avait réussi à mettre le feu à ces matières très inflammables.

Non sans mal et sans inquiétude, nous sommes venus à bout de l'incendie — au grand chagrin de celui qui l'avait allumé.

Dans notre voyage à travers la France en auto, nous avons remarqué au loin un grand incendie de forêt : « Dommage qu'il soit si loin, a dit l'un des compagnons, ce serait un merveilleux

(13) Le *Biulleten Oppositsii*, publié d'abord à Berlin sous la direction de Léon Sedov à partir de 1929, après un bref séjour à Prague, était de nouveau publié, mais à Paris, toujours sous la direction de Sedov.

(14) Il s'agit de Seva VOLKOV (né en 1926), fils de Zina et de Platon Volkov.

spectacle». Les autres ont hoché la tête avec reproche : que penserait un paysan d'une telle attitude d'esthète devant un incendie ? Nous n'étions pas dans notre nouvelle demeure depuis plus de quelques heures que le vent de juillet, déjà passablement chaud, est devenu insupportable. Le grand terrain à côté de la villa se couvrit de fumée et de flammes. L'herbe desséchée brûlait, et les buissons aussi. Poussée par une brise continue, une langue de feu, large d'une centaine de mètres, se dirigeait droit sur notre maison. La palissade tendue de fil de fer barbelé prit feu. Les flammes gagnèrent la cour de la maison, brûlant l'herbe, les buissons, avec de grandes flammes brillantes ; puis le feu se partagea, entourant la maison. Un pavillon de bois s'embrasa. La villa se remplit de fumée, et tout le monde s'affaira à sortir les affaires de la maison. On appela les pompiers de la ville voisine mais ils mirent du temps à arriver. Nous quittâmes la maison, la considérant comme perdue. Mais un miracle se produisit : le vent tourna légèrement ; le feu hésita le long de l'allée de gravier et se mit à dévier en s'écartant de la maison. Il était éteint quand les pompiers arrivèrent. Mais même maintenant, en écrivant ces lignes, l'odeur du brûlé autour de la maison me poursuit. En tous cas, il s'agissait au moins d'un feu bien français. Le chapitre turc de notre vie appartenait désormais au passé. L'île de Prinkipo était devenue un souvenir.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITES

- ALEXANDER Robert J. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover Institution Press, 1973. — 304 p. (Hoover Institutions Publications 119).
- All'Opposizione nel P.C.I. con Trotsky e Gramsci*. — Prefazione di Alfonso Leonetti, a cura di Roberto Massari. — Roma, Contro corrente, 1977. — 424 p.
- BLACK Robert. — *Fascism in Germany*. — London, 1975.
- BROUÉ Pierre. — *Le Parti bolchevique. Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Ed. de Minuit, 1963. — 631 p. (Arguments, 16).
- BROUÉ Pierre. — *Révolution en Allemagne (1917-1923)*. — Paris, Ed. de Minuit, 1971. — 942 p. (Arguments 51).
- CALHOUN Daniel F. — *The United front. The T.U.C. and the Russians, 1923-1928*. — Cambridge, Cambridge University Press. — 450 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American trotskyism... Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publications, 1944. — 268 p.
- Chinese Revolution*. — New York, S.W.P. (Série « Education for Socialists »).
- CILIGA Anton. — *Au pays du grand mensonge*. — Paris, Champ libre, 1977.
- CORVISIERI Silverio. — *Trockij e il comunismo italiano*. — Roma, Samonà e Savelli, 1969. — 360 p.
- DE BEULE Nadya. — *Ontstaan en aktie van de Troskistische beweging in België (1928-1935)*. — Thèse, Faculté des Lettres de Wijsbegeerte, 1976.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky*. 3 vol. I. — *Le prophète armé (1879-1921)*, II. — *Le prophète désarmé (1921-1929)*, III. — *Le prophète hors la loi (l'exil)*. — Paris, Julliard, 1962, 1964, 1965. — 696 p., 640 p., 696 p. (Les Temps modernes).
- DULLES John W. — *Anarchists and communists in Brazil (1900-1935)*. — Austin, University of Texas Press, 1973. — 604 p.
- FISCHER Ruth. — *Stalin and German communism. A study in the origins of the State party*. — Cambridge, Harvard University Press, 1948. — 687 p.
- GROVES Reg. — *The Balham Group. How British trotskyism began*. — London, Pluto Press, 1974. — 112 p.
- HAUPT Georges et MARIE Jean-Jacques. — *Les bolcheviks par eux-mêmes*. — Paris, Maspero, 1969. — 398 p. (Bibliothèque socialiste, 13).
- HEIJENOORT Jean van. — *Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres nouvelles, 1978, — 240 p.

- HEMERY Daniel. — *Révolutionnaires viet-namiens et pouvoir colonial en Indochine*. — Paris, Maspero, 1975. — 528 p. (Bibliothèque Socialiste, 30).
- LÉON Trotsky. *The man and his work*. — New York, Merit Publishers, 1969.
- LORA Guillermo. — *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*. — Paris, E.D.I., 1972. — CX-286 p.
- PAGES Pelai. — *El movimiento trotskista en España (1930-1935). La Izquierda comunista de España y las disidencias comunistas durante la segunda republica*. — Barcelona, Ediciones Peninsula, 1977. — 312 p.
- PENG PI-LAN. — *Looking back over years with Peng Shu-tse*
La Question chinoise dans l'Internationale communiste. Textes rassemblés et présentés par Pierre BROUÉ. — Paris, E.D.I., 1976. — 540 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- SERGE Victor. — *S'il est minuit dans le siècle*. (in *Les Révolutionnaires*). — Paris, Seuil, 1967. — pp. 491-656.
- SINCLAIR Louis. — *Léon Trotsky. A Bibliography*. — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- Syndicalisme révolutionnaire et communisme, Archives P. MONATTE*. — présentées par J. MAITRON et C. CHAMBELLAND, Paris, Maspero, 1968.
- TJADEN Karl-Herman. — *Struktur und Funktion der « K.P.D. Opposition » (K.P.O.). Eine organisationsoziologische Untersuchung zu « Rechts » Opposition in Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim am Glan, Anton Hain, 1964. — 236 p.
- TROTSKY Léon. — *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition*. — Paris, Librairie du Travail, 1929. — 64 p.
- TROTSKY Léon. — *Histoire de la Révolution russe*. — 2 vol., I. — Février, II. — Octobre. — Paris, Seuil, 1970. — 512 p., 766 p. (Politique 11 et 12).
- TROTSKY Léon. — *L'I.C. après Lénine*. — Paris, P.U.F., 1969, 2 vol. — 596 p.
- TROTSKY Léon. — *Journal d'exil 1935*. — Paris, Gallimard, 1977, 228 p. (collection Folio).
- TROTSKY Léon. — *Littérature et Révolution*. — Paris, U.G.E., 1974. — (10/18).
- TROTSKY Léon. — *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*. — Textes choisis et présentés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments, 31).
- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940*. — Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon. — *Ma vie*, Paris, Gallimard, 1970 (Le livre de Poche historique). — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Writings*, édités par George Breitman et autres, New York, Pathfinder Press, 12 volumes. Vol. 1933, 1972, 366 p., vol. 1933-34, 1972, 380 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 40
ACKERKNECHT Erwin, dit Eugen
BAUER, 24, 36, 50, 51, 55, 58,
62, 70, 110, 116, 130, *131*,
132, 135, 156, 164, 167, 168,
207, 208, 223 à 226, 251.
AGUIRRE José, 40
ALEXANDRE 1^{er}, 198
ALEXANDRE II, *236*
ALPHONSE XIII, 241
ANDRADE RODRÍGUEZ Juan, 38
ARAKI Sadao, *237*
ARCHER John, 40, 51
ARLEN, cf. Federico VAZQUEZ

BARBUSSE Henri, *145*, 217, 282
BARTOŠEK Karel, 18
BAUER Eugen, cf. Erwin ACKERKNECHT
BAUER Otto, 202
BEBEL August, *197*
BELLEVILLE Fritz, 51, *136*
BERGERY Gaston, 280
BERNARD Alfred, 37
BERNERI Camillo, 23
BISMARCK Otto, von, 235
BLACK Robert, 42, 43, 88
BLACKWELL Russell, dit Rosalio
NEGRETE, 40, 41
BLASCO, cf. Pietro TRESSO
BLOMBERG Werner, von, 44
BLUM Léon, 89
BOGDANOV Alexandre, dit, A.A.
MALINOVSKY, *216*, 258
BORDIGA Amedeo, 64, 108
BÖTTCHER Paul, *136*
BOUKHARINE Nicolas, 32, 73,
152, *188*, 241, 247, 261, 280
BOURBON, famille de, 85
BRANDLER Heinrich, 32, 134,
145, 150, 151, 170, 182, 185,
200, 244, 246, 256
BREITSCHIED Rudolf, 45, *112*,
165
BREJNEV Leonid, 18
BRENNER Anita, 124

BRINGOLF Walter, 203
BURNHAM James, 24

CANNON James Patrick, 31, 40,
52, 64, 69, 106, 126, 135, 140,
147, 156, 158, 192, 225, 285
CELINE Louis-Ferdinand, 169,
178
CHAMBELLAND Maurice, 192,
193
CHANG KAI-CHEK, 19, 90, 153,
168, 280
CHAPLIN Charlie, 266
CHEN DU-XIU, 41, *168*, 192
CHICHIKOV, *189*
CHLIAPNIKOV Alexandre, 31
CLEMENCEAU Georges, 286
COLOMBI Arturo, 74
CONFUCIUS (K'ONG FOU-TSEU),
236
CRAIPEAU Yvan, 51

DEUTSCHER Isaac, 15, 37
DEWAR Hugo, 39, 51, 180
DEWAR Margaret, 51
DEWEY John, 52
DI BARTOLOMEO Nicola, dit
FOSCO, 39, 161.
DIMITROV Georgui, 193, *194*
DINGELSTEDT Fedor, 34
DOLLFUSS Engelbert, 97, 152, 198,
219, 253
DUNZEL Maurice, dit PARIJA-
NINE, 50, *162*, 179, 228, 285
DUNNE Grant, 40
DUNNE Miles, 40
DUNNE Vincent R., 40

EASTMAN Max, *179*
EDISON Thomas, *236*
EHRlich Salomon, 36, 37
EICHORN Emil, 156
EINSTEIN Albert, 266
ELTSINE Boris, 34
ELTSINE Victor, 22, 34
ENGELS Friedrich, 67, 288

- EPE Heinz, dit Walter HELD, 62,
108, 130, 135, 142, 164, 202,
207, 223, 224
- FERNÁNDEZ Octavio, 41, 51, 161
- FERNÁNDEZ SENDÓN Enrique, dit
Luís FERSEN, 129
- FEROCI, cf. Alfonso LEONETTI
- FERSEN Luís, cf. Enrique FER-
NÁNDEZ SENDÓN
- FISCHER Karel, dit MICHALEC,
36, 134
- FISCHER Oskar, cf. Otto
SCHÜSSLER
- FISCHER Ruth, Elfriede EIS-
LER-FRIEDLÄNDER, dite, 28,
35, 66, 72, 134, 156, 169
- FISCHER Samuel, 177
- FISCHER-BERMANN Gottfried,
177
- FLIEG Leo, 42
- FOSCO, cf. Nicola Di BARTO-
LOMEO
- FOSTER William Z., 195
- FRANCO Y BAHAMONDE Fran-
cisco, 17
- FRANK Jacob, dit Max GRAEF,
23, 36, 70, 170, 219
- FRANK Pierre, 37, 51, 168, 178
- FRANKEL Jan, 36, 47, 48, 50,
106, 130, 131, 135, 140 à 142,
147, 149, 156, 158, 159, 167,
170, 225
- FRAUSIN Luigi, 74
- FREILIGRATH Ferdinand, 216
- FREUND Hans, dit MOULIN, 23
- FREY Josef, 36, 219
- FRIEDMAN Otto, 36, 134
- FROLICH Paul, 150, 151, 155
- GALICA Luciano, 41
- GALLO Antonio, dit Antonio
ONTIVEROS, 40, 161
- GARCÍA LAVID Francisco, dit
Henri LACROIX, 38, 128, 129,
132, 133
- GARCÍA PALACIOS Luis, 38
- GASSIN Dr., 195
- GATCHEV Dimitar, 37
- GHEORGIEV Kimon, général, 168
- GIOLITTI Antonio, 198
- GELTMAN Max, dit Martin GLEE,
215
- GLOTZER Albert, 40
- GOEBBELS Joseph, 43, 44
- GOERING Hermann, 241
- GOGOL Nikolai V., 189
- GOLDENBERG, dit Marcel OL-
LIVIER, dit Robert THAL, 160
- GOLDENBERG Boris, dit Bern-
hard THOMAS, 51, 160
- GOLOVLEV, 204
- GORKY Maxime, 216, 217
- GOUROV G., pseudonyme de
TROTSKY, 55, 72, 147, 209
- GRAD Berthold, 219
- GRAEF Max, cf. Jacob FRANK
- GRAMSCI Antonio, 64, 73, 108
- GROSSMANN Oskar, dit OTTO,
110
- GROVE Marmaduke, 138
- GROVES Reg., 39, 180
- GRYLEWICZ Anton, dit ZEMANN,
35, 36, 71, 72, 156, 203
- GUERNOT Henri, 196, 282
- GUEVORKIAN Sokrat, 34
- GUICHONNET Paul, 198
- GUILLAUME II von HOHEN-
ZOLLERN, 197
- HECKERT Fritz, 45, 49, 276
- HEIJENOORT Jean van, 25, 26,
51, 52, 168, 195, 226, 229, 230
- HELD Walter, cf. Heinz EPE
- HELLDORF Wolf, Cte von, 45
- HENNAUT Adhémar, 37
- HERRIOT Edouard, 162, 178,
179, 286
- HIDALGO PLAZA Manuel, « El
Indio », 40, 138, 283
- HINDENBURG Paul von BENE-
CKENDORFF und von, 87
- HIPPE Oskar, 51, 70-71
- HIRO-HITO (Mikado), 174
- HITLER Adolf, 17, 24, 42-45, 47,
49, 55, 84, 85, 87, 88, 93, 94,
106, 111, 112, 116, 118, 121,
172-175, 182, 197, 207, 212,
223, 224, 240-242, 245, 252,
253, 257, 271, 272, 275, 277
- HOHENZOLLERN von, 84, 235
- HOOK Sydney, 124
- HUEBER Charles, 170, 185
- HUNDERT Samuel, dit STOI, dit
Otto LEHMANN, 106, 107,
110, 135
- HUGENBERG Alfred, 94, 245

- IAKOVINE Grigori, 22, 34
 IBÁÑEZ del CAMPO Carlos, 138
 ISVOLSKY Alexandre, 286
 IVAN IV « Le TERRIBLE » 236
- JOFFE Adolphe, 66
 JOHRES L., cf. Josef WEBER
 JUDAS, 204, 205
 JUDOUSCHKA, 204, 205
 JUNCO Sandalio, 40, 161
 JUNGCLAS Georg, 106, 223.
- KAGANOVITCH Lazar, 248
 KAMENEV Léon, Léon B. ROSEN-
 SENFELD dit, 22, 31, 33, 79,
 187, 188, 191, 205, 259
 KANAČIKOV, 31, 36
 KAPP Wolfgang, 112
 KELLER Fritz, 203
 KERENSKY Alexandre Féodoro-
 vitch, 59
 KHARALAMBOS, 267-270
 KHINTCHOUK L.M., 173
 KILBOM Karl, 185
 KIROV Serge, KOSTRIKOV dit, 78
 KISSIN Siegfried, 51
 KLEMENT Rudolf dit ADOLPHE,
 23, 106, 157, 168, 203
 KNORINE Wilhelm, 47
 KOBETSKY Mikhaïl V., 273
 KOCHU, 269
 KONIKOW Antoinette, 40
 KOPP Jiří, 36, 51, 226
 KORSCH Karl, 136
 KRIEGER W., cf. Wolfgang Va-
 clav SALUS
 KROUPSKAIA Nadejda, 206
 KRUPP, 94
 KURELLA Alfred, dit ZIEGLER,
 141
 KUUSINEN Otto, 173
- LACROIX Henri, cf. Francisco
 GARCIA LAVID
 LAFFERTE Elias, 138
 LAMED Stefan, 37, 51
 LANDAU Kurt, 23, 35, 37, 70,
 150, 219
 LARGO CABALLERO Francisco,
 88
 LASSALLE Ferdinand, 25, 280
 LEFEUVRE René, 51
 LEGIEN Carl, 84
- LEHMAN Otto, cf. Samuel
 HUNDERT
 LEIPART Théodore, 84, 85, 88,
 93, 200
 LENINE, Vladimir Illitch OU-
 LIANOV dit, 16, 17, 22, 32, 64,
 78, 84, 86, 94, 99, 103, 104,
 121, 123, 132, 140, 141, 146,
 166, 178, 183-185, 188, 198,
 204-206, 216, 217, 247, 258,
 261, 273, 278
 LENOROVICH Hynek, 36, 106
 LENSKI J., 42
 LEONETTI Alfonso, dit FEROCI,
 39, 51, 73, 74, 161
 LESOIL Léon, 38
 LEVI Paul, 74
 LEVI Paul, cf. Paul LOUIS.
 LEVIN Jorge, cf. Humbert MEN-
 DOZA BANADOS
 LEVY-WESSEL, 224
 LIEBKNECHT Karl, 42, 43, 113
 LIEBKNECHT Wilhelm, 197
 LINDBERGH Charles, 266
 LITVINOV, Maxim WALLACH dit,
 173, 221, 274, 287
 LIU JEN-CHING, 41
 LOPEZ Pablo, dit Emilio LOBOS,
 138
 LOUIS Paul, Paul LEVI dit, 202,
 217.
 LOVESTONE Jay, LIEBSTEIN Ja-
 cob dit, 185
 LOZOVSKY Alexandre, Salomon
 A. DRIDZO, dit, 275
 LUTTWITZ Walter, von, 112
 LUXEMBURG Rosa, 42, 85, 116
- MACDONALD Jack, 40
 MACDONALD Ramsay, 210, 285
 MACHIAVEL Nicolas, 80
 MALINOVSKY Alexandre A., cf.
 BOGDANOV
 MALVY Louis, 286
 MANDEL Moritz, 185
 MANUILSKY Dimitri, 120, 173,
 241, 275, 276
 MARING, cf. Henricus SNEEVLIET
 MARTOV Léon, 120
 MARX Karl, 67, 86, 94, 99, 121,
 123-125, 184, 206, 216
 MASLOW Arkadi, Isaac TCHE-
 REMINSKI dit, 35, 72, 134,
 156, 169

- MATTEOTTI Giacomo, *114, 165*
 MAURIN Joaquim, *38, 126, 127*
 MAYER Karl, *219*
 MEDVEDEV Roy, *78*
 MEIJI TENNO (Mutsu-Hito), *236, 237*
 MENDEL HERSCHL, cf. STOCKFISCH
 MENDOZA BANADOS Humbert, dit Jorge LEVIN, *138*
 METAXAS Ioannis, *17*
 MICHALEC. cf. Karel FISCHER
 MIKOYAN Anastase, *78*
 MILL, Pavel OHKUN, dit, *23, 137*
 MODLIK Franz, *219*
 MOLINIER Henri, dit H. AUDOIN, dit TESTU, dit Marc LAURENT, *177, 228*
 MOLINIER Raymond, dit RAY, *26, 37, 130, 158, 168, 225, 228*
 MOLOTOV, Vlatcheslav M. SKRIABINE, dit, *45, 172*
 MONATTE Pierre, *192, 193*
 MONNET Georges, *217*
 MORRIS M., *215*
 MOULIN, cf. Hans FREUND
 MRATCHKOVSKY Sergei, *79*
 MÜLLER Hermann, *285*
 MUNA Aloïs, *185*
 MÜNZENBERG Willi, *42, 145, 183, 273, 274, 282*
 MUSSOLINI Benito, *38, 64, 94, 114, 242*
 MUSTE Abraham Johannes, *24*

 NAPOLEON 1^{er}, *198*
 NAVILLE Claude, *193*
 NAVILLE Pierre, *37, 51*
 NEGRETE Rosalio, cf. Russell BLACKWELL
 NELZ Walter, *37, 51, 195*
 NEUBAUER Theodor, *46*
 NEUMANN Heinz, *42, 76*
 NEURATH Aloïs, *36, 134, 160, 162, 164, 185, 196*
 NIN PÉREZ Andrés, *23, 38, 40, 126-129, 132, 133, 148, 161*
 NORTE Jorge, cf. Oscar WAISS

 OLLIVIER Marcel, cf. GOLDENBERG
 ONTIVEROS Antonio, cf. Antonio GALLO

 ORDJONIKIDZÉ Grigori, dit SERGO, *78*
 OTTO. cf. Oskar GROSSMANN
 OUSTRIC Albert, *282*

 PAJETTA Giancarlo, *74*
 PANCHETTI Joseph, *287*
 PAPEN Franz von, *198*
 PAPPAS Sebastian, *133*
 PARIJANINE, cf. Maurice DONZEL
 PATEL Vallabhai, *145, 280*
 PAWELKA Franz, *219*
 PENG SHU-ZI, *41*
 PEDROSA Mario, *40*
 PERRONE Ottorino, dit VERCESI, *38*
 PETAIN Philippe, *17*
 PETROVSKY Grégoire, *78*
 PEVERERTSEV Nikolai, *79*
 PFEMFERT Alexandra, née RAMM, *177, 178*
 PFEMFERT Franz, *177, 178*
 PIATAKOV Iouri, dit KIEVSKI, *31, 33*
 PIERRE 1^{er} Le GRAND, *236*
 PILSUDSKI Joseph, *274*
 PIVERT Marceau, *28*
 POINCARÉ Raymond, *169, 178*
 POLLACK Arthur, Dr, *36, 134*
 POLZER, *219*
 POPOVITCH Constantin, *209*
 POSTYCHEV Pavel, *248, 249*
 POUCHKINE Alexandre, *120*
 POULIPOULOS Pantelis, *39*
 POUYI, *231*
 POZNANSKY Igor, *22, 34*
 PRÉOBRAJENSKY Eugène, *31, 33, 79*
 PRIMO de RIVERA y ORBANEJA Miguel, *38, 59, 241*
 PURKIS Stewart, *180*

 RADEK Karl, *45, 151, 274*
 RAKOVSKY Christian, *19, 22, 31, 33, 66, 79, 98, 176, 190-193, 207*
 RAMZINE Leonid K., *67*
 RAPTIS Michel, *51*
 RAURICH Hector, dit Reinaldo FRIGERIO, *40, 161*
 RAVAZZOLI Paolo, dit SANTINI, *39, 73, 74, 161*

- RAVERA Camilla, 73, 74
 RAY, cf. Raymond MOLINIER
 REICH Yakov S., dit THOMAS ou
 J. THOMAS, ou « camarade »
 THOMAS, 160
 REILAND Edy, 178
 REISS Ignace, 23
 REMMELE Hermann, 42, 43
 RENNER Karl, 217
 RIAZANOV David, D.B. GOL-
 DENDAKH dit, 67
 RIDLEY Francis A., 39
 RICHTHOFEN Ferdinand von, 231
 RIUTINE, 187
 RIVERA Diego, 26
 RORTY James, 124
 ROSENTHAL Gérard, dit Francis
 GERARD, 37
 ROSKOLENKO Harry, dit ROSS,
 215
 ROSMER Alfred, GRIOT dit, 37,
 178, 193
 ROSSELLI Carlo, 242
 ROUS Jean, 51
 ROY Manabendra Nath, 185
 RYKOV Alexei, 32, 73, 188
- SAFAROV Georges, 31, 35
 SALTYKOV-CHTCHEDRINE Mik-
 haïl Evgrafovitch, 204
 SALUS Wolfgang Vaclav, dit W.
 KRIEGER, 36, 106, 135, 159,
 218
 SANTHIA Battista, 74
 SANTINI, cf. Paolo RAVAZZOLI
 SAPRONOV Timotei, 31, 68
 SARA Henry, 39
 SCHLAMM Willi, 24, 207, 224
 SCHLEICHER Kurt von, 43, 198
 SCHMIDT Peter J., 24
 SCHMUSCHKOVITZ Willy, dit
 SCHMIDT, 226
 SCHNEEWEISS Helmuth, 55
 SCHOENAICH Paul von, 280
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar
 FISCHER, 36, 130, 135, 156,
 158, 165, 194, 203, 207, 208,
 224
 SCHWAB Jim, cf. Jakob WAL-
 CHER
 SCHWARTZ S., cf. Léon SEDOV
 SCHWARZSCHILD Léopold, 224
- SCHWENK Paul, 273, 274
 SECCHIA Pietro, 74
 SEDOV Léon, (Liova), dit S.
 SCHWARTZ, 23, 34, 47, 70,
 77, 79, 130, 131, 136, 160,
 177, 178, 193, 265
 SEDOVA Natalia, 50, 265
 SEIPOLD Oskar, 36, 156
 SENINE Adolf, cf. Abraham
 SOBOLEVICIUS
 SERGE Victor, V. Lvovitch
 KILBATCHITCH, dit, 17, 18,
 26, 67, 192, 193
 SEYDEWITZ Max, 152, 155
 SFORZA Carlo, Comte, 242
 SHACHTMAN Max, 24, 40, 69,
 195
 SILONE Ignazio, 73
 ŠIMENON Georges, 204, 221
 ŠKANDERA Vaclav, 134
 SKOGLUND Arne, 40
 SKRYPNIK Nicolas, 248-250
 SMILGA, Ivan Tenisovitch, 33
 SMIRNOV Ivan Nikititch, 31, 68
 SMIRNOV Vladimir M., 33, 79
 SNEEVLIET Henricus, dit MA-
 RING, 26, 52, 56, 64, 137, 169,
 170, 192, 202, 207, 223, 224
 SOBOLEVICIUS Abraham, dit
 Adolf SENINE, 23, 35, 70
 SOBOLEVICIUS Ruvin, dit Roman
 WELL, 23, 35, 70, 71, 131,
 150, 170, 171
 SOLNTSEV Eléazár, 22, 34, 35
 SOSNOVSKY Léon, 22, 34
 SOURITZ Jakob, 288
 SPECTOR Maurice, 24, 31, 40
 STALINE, Joseph DJOUGASCHVILI
 dit, 15, 17, 19, 20, 22, 24, 25,
 31, 34, 48, 59, 66, 67, 73, 74,
 76-81, 89, 103, 104, 119, 120,
 134, 136, 152, 153, 161, 172,
 173, 183, 188-191, 205, 206,
 216, 222, 228, 245, 248-250,
 259, 262, 271-276, 280
 STAMPFER Friedrich, 46
 STERNBERG Fritz, 203, 223
 STIFT Léo, 219
 STOCKFISCH, Herschl Mendel, 37
 STOI, cf. Samuel HUNDERT
 STOPALOV Grigori, 22, 34
 STOLBERG Benjamin, 124
 STRASSER Josef, 202, 203

- SWABECK Arne, 40, 109, 133, 157, 171
- TANAKA Gishi, 232, 234, 237
- TA TU-THAU, 41
- THAELMANN Ernst, 42, 43, 45, 46, 49, 55, 66, 76, 201, 276
- THAL Robert, cf. GOLDENBERG
- THALHEIMER August, 151, 170, 244-246
- THALMANN Paul, 195
- THOMA Hans, 219
- THOMAS Bernhard, cf. B. GOLDENBERG
- THOMAS J. ou « camarade » THOMAS, cf. Y.S. REICH
- TOMSKY Michel, 32, 73
- TORGLER Ernst, 43
- TOURGUENIEV Ivan Sergueïevitch, 16
- TREINT Albert, 37
- TRESSO Pietro, dit BLASCO, 39, 64, 73, 74, 108, 161
- TSERETELLI Irakli G., 259
- TURATI Filippo, 242
- TURKUL Anton, 274
- ULBRICHT Walter, 42
- URBAHNS Hugo, 35, 72, 74, 145, 169
- VANDERVELDE Emile, 89, 217
- VAN OVERSTRAETEN Edouard, dit War, 37
- VAZQUEZ Federico, dit ARLEN, 110, 126, 129, 132, 135
- VELA Marino, 110, 126, 129, 132, 135
- VERCESI, cf. Ottorino PERRONE
- VEREEKEN Georges, 26, 38, 108, 161
- VITTE, cf. Dimitri YOTOPOULOS
- VOLKOV Vsevolod, (Seva), 52, 289
- VOLKOV Platon, 289
- VOLKOVA Zinaïda LVOVNA, 289
- WAISS Oscar, dit Jorge NORTE, 51, 138
- WALCHER Jacob, dit Jim SCHWAB, 150, 155
- WALLACH Maxime M., dit LITVINOV
- WASSERMANN Paul, 160
- WEBER Josef, dit S.L. JOHRE, 224
- WEINBERG, 223
- WELL Roman, cf. SOBOLEVICIUS
- WELS Otto, 93, 112, 120, 200, 275
- WESSEL, cf. LEVY-WESSEL
- WICKS Harry, 39, 180
- WITTORF John, 66
- WOLF Erwin, 23
- WRANGEL Piotr Nicolaïevitch, baron de, 174
- WRIGHT John G., 27
- YOTOPOULOS Dimitri, dit VITTE, 39, 64, 108, 130
- ZBOROWSKI Mordka, dit ETIENNE, 23
- ZEEUW Stien de, 24
- ZEMANN, cf. Anton GRYLEWICZ
- ZIEGLER, cf. Alfred KURELLA
- ZINOVIEV Gregori, Grigori Y. RADOMYLSKI, dit, 22, 31, 33-37, 72, 74, 79, 134, 187, 188, 191, 205, 227, 241

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS,
INSTITUTIONS, etc. (*)
DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS,
etc. (**) (cf. p. 310)

- Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund, A.D.G.B.**, cf. **Union générale des travailleurs allemands.**
- Archéiomarxistes**, cf. **Opposition de gauche grecque.**
- Balham Group**, cf. **Opposition de gauche britannique.**
- Bloc d'août**, 204.
- Bolchevik-léniniste (Opposition de gauche)**, 22, 28, 33, 37, 93, 94, 96, 98, 99, 117, 121, 259, 282. **B.L. russes**, 32, 34, 37, 66, 81, 82, 175, 251, 257, 278, 279.
- Bolschevistische Einheit (Unité bolchevique)**, 70, 130, 131.
- Bordiguistes**, cf. **Fraction communiste abstentionniste du P.S.I. et Fraction de gauche du P.C.I.**
- Brandlériens**, cf. **Opposition brandlérienne.**
- Bund**, cf. **Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, Bund.**
- Centre catholique allemand (Zentrum)**, 198.
- Cercle Karl Marx**, 202.
- Comintern**, cf. **Internationale, troisième.**
- Comité anglo-russe**, cf. **Comité syndical anglo-russe.**
- Comité international de lutte contre le fascisme et la guerre**, 141.
- Comité syndical anglo-russe**, 32, 90, 152, 153, 183, 262, 263, 280.
- Communist League of America, C.L.A.**, cf. **Opposition de gauche d'Amérique.**
- Communist League of Great Britain**, cf. **Opposition de gauche de Grande-Bretagne.**
- Communist Party of America**, cf. **Parti communiste d'Amérique.**
- Communist Party of Britain**, cf. **Parti communiste de Grande-Bretagne.**
- Communist Party opposition, (groupe Lovestone, opposition brandlérienne)**, 185.
- Confederación nacional del trabajo, C.N.T.**, cf. **Confédération nationale du travail (Espagne).**
- Confederación nacional obrera**, cf. **Confédération nationale ouvrière (Cuba).**
- Confédération générale du travail, C.G.T.**, 84, 192.
- Confédération générale du travail (Italie), Confederazione generale del lavoro, C.G.L.**, 161.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U.**, 84, 85, 168.
- Confédération nationale du travail, (Espagne) Confederación nacional del trabajo, C.N.T.**, 126.
- Confédération nationale ouvrière (Cuba), Confederación nacional obrera**, 40.
- Confederazione generale del lavoro, C.G.L.**, cf. **Confédération générale du travail (Italie).**
- Conférence d'août (Vienne, 1912)*, cf. **P.O.S.D.R.**
- Conférence de Copenhague (nov 1932)*, 56, 177, 203, 228, 274.
- Conférence de Paris (août 1933)*, 154, 209.
- Conférence de Prague (janvier 1911)*, cf. **Parti bolchevique.**

- Conférence de Reichenberg*, (juillet 1932), 134.
- Conférence de Zimmerwald* (septembre 1915), 146.
- Congrès antifasciste de Paris*, cf. *Congrès antifasciste de Pleyel*.
- Congrès antifasciste de Pleyel* (Paris, juin 1933), (prévu à Prague, puis à Copenhague), 49, 50, 56, 57, 64, 65, 69, 71, 83, 87, 93, 98, 109, 130-134, 139, 145, 148, 168, 170, 183, 192, 194, 208, 211, 253, 257, 280.
- Congrès de Copenhague*, cf. *Congrès antifasciste de Pleyel*.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre* (août 1932), 49, 56, 95, 96, 217, 257, 262, 280.
- Congrès de lutte contre le fascisme*, cf. *Congrès antifasciste de Pleyel*.
- Congrès de Prague*, cf. *Congrès antifasciste de Pleyel*.
- Congrès des soviets*, 104.
- Conseil des commissaires du peuple de Russie*, 188.
- Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine*, 66.
- Déciste**, cf. **Opposition déciste**.
- Délégués révolutionnaires** (Berlin, 1917-1918), 156.
- Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, cf. **Parti ouvrier norvégien**.
- Deutschnationale Volkspartei**, cf. **Parti populaire national allemand**.
- Etudiants social-démocrates danois**, 273.
- Federación obrera del Chile, F.O.Ch.**, cf. **Fédération ouvrière du Chili**.
- Fédération communiste catalano-baléare**, ou **Fédération catalane**, 126, 127.
- Fédération ouvrière du Chili, Federación obrera del Chile, F.O.Ch.**, 139.
- Fraction communiste abstentionniste du P.S.I., Frazione comunista del P.S.I.**, (bordiguistes), cf. **P.S.I.**
- Fraction de gauche du P.C.I., Frazione della sinistra del P.C.I.**, (bordiguistes), cf. **P.C.I.**
- Fraction internationale des B.L.**, ou **Fraction de gauche de l'I.C.**, cf. **Internationale, troisième**.
- Fraction stalinienne**, cf. **P.C.U.S.**
- Gauche communiste (groupe de la)**, (France), 37, 193.
- Gauche communiste du Chili, Izquierda comunista del Chile**, cf. **Opposition de gauche chilienne**.
- Gauche communiste espagnole, Izquierda comunista de España**, cf. **Opposition de gauche espagnole**.
- Gauche de Reichenberg**, cf. **P. ouvrier s.-d. autrichien**.
- Gauche s.-d. de Hollande**, cf. **P.s.-d. de Hollande**.
- Gauche de Zimmerwald**, 146.
- Gestapo, Geheime Staatspolizei** (police secrète d'Etat), 46, 55.
- Giustizia e Liberta** (Justice et Liberté), 242.
- G.P.U. ou Guépéou (Gosudarstvennoïe polititcheskoïe Oupravlenié, Administration politique d'Etat)**, 22, 23, 24, 35, 36, 50, 70, 170.
- Groupe de Balham, Balham group**, cf. **Opposition de gauche britannique**.
- Groupe de Bringolf**, cf. **K.P.O. suisse**.
- Groupe catalan de Maurin**, 38.
- Groupe « centralisme démocratique »**, cf. **Opposition déciste**.
- Groupe de Frey**, cf. **K.P.O (O)**.
- Groupe « interne » d'opposition dans le parti communiste autrichien**, cf. **Opposition de gauche autrichienne**.

- Groupe juif de la Ligue communiste**, cf. **Opposition de gauche communiste**, **Ligue communiste**.
- Groupe de Kilbom**, cf. **Parti communiste suédois** (Kilbom).
- Groupe Korsch**, 136.
- Groupe de langue juive du parti communiste S.F.I.C.**, cf. **Parti communiste S.F.I.C.**
- Groupe de Lovestone**, cf. **Communist Party Opposition**.
- Groupe *Mot Dag*** (Norvège), 185.
- Groupe *Die Neue Mahnruf***, cf. **Opposition de gauche autrichienne**.
- Groupe Nin**, 148.
- Groupe Well**, cf. **Opposition de gauche allemande**.
- Independant Labour Party (I.L.P.)**, cf. **Parti ouvrier indépendant** (Grande-Bretagne).
- Institut Marx-Engels**, 67.
- Institut des professeurs rouges**, 34.
- Internationales :**
- Première Internationale** ou **Association internationale des travailleurs**, 1864-1872, 25, 27, 213.
- Deuxième Internationale** ou **Internationale socialiste** ou **Internationale ouvrière**, 1889 - 1923, **Internationale ouvrière socialiste**, après 1923, (**Internationale réformiste...**), 16, 19, 21, 25, 45, 56, 66, 89, 96, 97, 111, 138, 146, 209, 217, 259.
- Internationale Deux et demi**, cf. **Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.) (1921-1923)**.
- Troisième internationale**, ou **Internationale communiste**, ou **Comintern**, 1919 - 1943, 16, 19-21, 25, 31-33, 36, 37, 41-43, 47-49, 56, 57, 59, 63, 64, 67, 73-75, 84-86, 89-91, 97, 98, 115, 119-121, 127, 134, 136, 141, 145, 146, 152, 153, 156, 160, 161, 165, 168, 169, 173, 178, 180, 183-185, 193, 197, 199-202, 205, 209-212, 219, 240, 241, 248, 250-252, 254, 255, 257, 259, 261, 264, 273-277, 279, 280-283. *1^{er} congrès*, mars 1919, 32, 86, 89, 261, 264, 277, 278 ; *2^e congrès*, juillet-août 1920, 32, 86, 89, 178, 254, 261, 264, 277, 278 ; *3^e congrès*, juin-juillet 1921, 32, 86, 89, 254, 261, 264, 277, 278 ; *4^e congrès*, nov. - déc. 1922, 32, 86, 89, 254, 261, 264, 277, 278 ; *5^e congrès*, juin - juillet 1924, 261 ; *6^e congrès*, juil. - sept. 1928, 261, 274 ; **Comité exécutif**, **présidium**, 14, 37, 49, 92, 107, 134, 173, 183, 187, 200, 211, 244, 248, 250, 253, 273, 276 ; *XII^e plénum du C.E.*, sept. 1932, 42, 70 ; *réunion du présidium*, 5 mars 1933, 92, 113, 142, 146, 149, 183, 197, 199, 209, 211, 253 ; *réunion du présidium*, 1^{er} avril 1933, 240 ; **secrétariat latino-américain**, 138.
- Quatrième Internationale**, 1938, 15-19, 21, 24-30, 50, 57, 115, 254.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft (I.A.G.)**, (**Communauté internationale de travail**), 154, 209, 210.
- Internationale communiste (I.C.)**, cf. **Internationale, troisième**.
- Internationale communiste des jeunes**, 145, 159. *Conférence* de 1927, 159.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, Bremen, (**Communistes internationaux d'Allemagne, radicaux de gauche de Brême**), 1918.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. **Opposition de gauche allemande**.

- International Left Opposition, I.L.O.**, cf. **Opposition de gauche internationale.**
- Internationale ouvrière socialiste**, cf. **Internationale, deuxième.**
- Internationale réformiste**, cf. **Internationale, deuxième.**
- Internationale socialiste des jeunes**, 145.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R. ou Profintern**, 38, 40, 126, 150, 161, 183, 262.
- Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition, I.V.K.O. et courant brandlérien international**, 32, 33, 170, 182, 185, 198, 256. *Première conférence internationale de l'I.V.K.O.*, déc. 1930, 185. *Deuxième conférence internationale de l'I.V.K.O.*, 1932, 185, 186 ; *Conférence internationale de Strasbourg*, 1933, 182.
- Izquierda comunista del Chile** cf. **Opposition de gauche chilienne.**
- Izquierda comunista de España, I.C.E.**, cf. **Opposition communiste de gauche espagnole.**
- Jeunesses communistes allemandes**, 131, 136.
- Jeunesses communistes américaines**, 40.
- Jeunesses communistes autrichiennes**, 207.
- Jeunesses communistes britanniques**, 39.
- Jeunesses communistes espagnoles**, 38.
- Jeunesses communistes polonaises**, 57.
- Jeunesses communistes tchécoslovaques**, 134, 159.
- Jeunesses socialistes allemandes**, 141, 150.
- Jeunesses socialistes espagnoles**, 38, 126.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands**, cf. **Parti communiste ouvrier d'Allemagne.**
- Kommunistischen Links Opposition, K.L.O.**, (Opposition communiste de gauche), cf. **Opposition de gauche internationale.**
- Kommunistische Partei Deutschlands**, cf. **Parti communiste d'Allemagne.**
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)**, cf. **Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).**
- Kommunistische Partei Deutschlands - Opposition, K.P.O.**, (Opposition brandlérienne), 109, 118, 136, 145, 150-152, 154, 155, 160, 170, 182, 184, 185, 200, 244.
- Kommunistische Partei - Opposition, K.P.O.**, (Opposition brandlérienne suisse), 185, 195, 203.
- Kommunistische Partei - Opposition, K.P.O.**, (Opposition brandlérienne tchécoslovaque), 36, 134, 185.
- Kommunistische Partei Österreichs - (Opposition), K.P.O (O)**, (Opposition brandlérienne autrichienne), 36, 136, 202, 207, 219.
- Komsomol, Kommunisticheski Soïouz Molodioji** (Union communiste de la jeunesse), 34, 80.
- Kuomintang**, (Parti du peuple du pays), 19, 32, 90, 153, 183, 280.
- Labour Party**, cf. **Parti travailliste.**
- Leninbund**, 35, 71, 134, 136, 145, 223, 254. *Conférence de fondation* du 4/3/1928, 145.
- Liga comunista (Brasil)**, cf. **Opposition de gauche brésilienne.**
- Ligue anti-impérialiste**, 183.
- Ligue communiste**, cf. **Opposition communiste de gauche française.**

- Ligue des communistes internationalistes** (Belgique), 254.
- Ligue communiste chinoise**, cf. **Opposition de gauche chinoise**.
- Ligue des Droits de l'Homme**, 196.
- Ligue Spartacus**, **Spartakusbund**, 71, 150, 151, 274, 276.
- Ligue syndicaliste**, 193.
- Linke Opposition des Kommunistische Partei Oesterreichs**, cf. **Opposition de gauche autrichienne**.
- Marxist League**, cf. **Opposition de gauche britannique**.
- Mencheviks**, 173 ; *Procès du « centre menchevik »*, 67 ; cf. aussi **parti menchevique** et **P.O.S.D.R.**
- Minority movement**, cf. **National minority movement**.
- Mot Dag**, cf. **Groupe Mot Dag**.
- Mouvement pour la IV^e Internationale**, 30, cf. aussi **Opposition de gauche internationale**.
- Nationaal Arbeids-Secretariaat**, **N.A.S.** (Secrétariat national du travail, Hollande), 56.
- National minority movement**, ou **Minority movement**, 181, 183.
- Neue Mahnruf (die)**, cf. **Groupe Die Neue Mahnruf**.
- Niezalezna Socjalistyczna partia pracy**, cf. **Parti socialiste ouvrier indépendant** (Pologne).
- Nouvelle Opposition**, cf. **P.C.U.S.**
- Nuova Opposizione italiana**, **N.O.I.**, cf. **Opposition de gauche italienne**.
- Onafhankelijk socialistische Partij**, **O.S.P.**, cf. **Parti socialiste indépendant** (Pays Bas).
- Opposition « déciste » du groupe centralisme démocratique**, cf. **P.C.U.S.**
- Opposition brandlérienne**, ou **Opposition de droite** ou **K.P.O.** :
- internationale, cf. **Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition**, **I.V.K.O.** ;
 - allemande, cf. **Kommunistische Partei Deutschlands - Opposition**, **K.P.O.** ;
 - alsacienne - lorraine, cf. **Parti communiste d'Alsace-Lorraine** ;
 - américaine, cf. **Communist Party Opposition** ou **Groupe de Lovestone** ;
 - autrichienne, cf. **Kommunistische Partei Oesterreichs - (Opposition)**, **K.P.OE. (O)** ;
 - indienne, cf. **Groupe de Roy** ;
 - suédoise, cf. **P.C. suédois** (Kilbom) ou **Groupe de Kilbom** ;
 - suisse, cf. **Kommunistische Partei Opposition K.P.O. (Opposition brandlérienne suisse)** ;
 - tchécoslovaque, cf. **Kommunistische Partei Opposition**, **K.P.O. (Opposition brandlérienne tchécoslovaque)**.
- Opposition de gauche internationale**, **International left opposition**, **I.L.O.**, **Kommunistischen links Opposition**, **K.L.O.**, 15, 22, 23, 29-34, 36, 39, 40, 44, 50, 56, 58, 60, 63, 64, 81, 87, 90-92, 96-98, 107, 109, 110, 115, 117, 118, 122, 127-129, 133, 135, 138, 140, 141, 144-146, 149-152, 154, 155, 159, 161, 164, 165, 172, 175, 178, 189, 191, 193, 195, 202, 209-213, 219, 223, 251, 252, 255, 259-261, 263, 264 ; Secrétariat international, **S.I.**, 23, 28, 34, 39, 47, 50, 56, 62-65, 69, 70, 106, 108, 109, 127-129, 131, 132, 136, 137, 149, 158, 161, 170, 192, 225, 251 ; *première conférence*

internationale, avril 1930, 40 ; *préconférence*, février 1933, 33, 44, 107, 255, 261, 263.

Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :

- **allemande** ou **Opposition de gauche unifiée** (fusion d'une partie du **Leninbund** et de l'**Opposition de Wedding**, printemps 1930) éditant *Die Permanente Revolution*, 23, 35, 47, 50, 55, 58, 62, 70, 71, 74, 106, 108, 117, 132, 147, 156, 164, 207, 208 ; **Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, 1933, éditant *Unser Wort*, 182 ; **Groupe Well**, 71, 131 ; Auslandsleitung ou Auslands Komitee, 106, 207 ; Reichsleitung, 62, 207, 208 ; *Conférence nationale de Leipzig*, mars 1933, 62, 63 ;
- **américaine**, **Communist League of America**, 28, 31, 40, 69, 71, 195 ;
- **argentine**, 40 ;
- **autrichienne**, **Groupe interne** ou **Innerparteiliche der K.P.O.**, 219 ; **Groupe Die Neue Mahnruf**, 219 ; **Linke Opposition der K.P.O. (B.L.)**, 1931, 36, 145, 159, 203, 218-220 ; *Conférence d'unification* janvier 1931, 219 ;
- **belge**, 37, 38 ; fédération de Charleroi, 38 ;
- **bolivienne**, 40 ;
- **brésilienne**, **Liga comunista**, Brasil, 40, 41 ;
- **britannique**, **Marxist League**, 39, 180 ; **Balham Group**, 39, 180, 181, **Communist League of Great-Britain** (constituée à partir du **Balham Group**, printemps 1932), 180, 209 ;
- **bulgare**, 37, 166 ;
- **canadienne**, 31, 40 ;

- **chilienne**, **Izquierda comunista de Chile**, 138, 139, 283 ; *Congrès de fondation*, 9 mars 1933, 138 ;
 - **chinoise**, **Ligue communiste de Chine**, 41 ;
 - **cubaine**, 40, 161 ;
 - **espagnole**, **Izquierda comunista de España**, 38, 125, 127-129, 138, 139, 161, 254 ; *3^e conférence*, 1933, 127 ;
 - **française**, **Ligue communiste**, 39, 130, 158, 161, 168, 178, 193 ; **groupe juif de la Ligue**, 37 ;
 - **grecque**, **organisation archéiomarxiste**, 39, 108 ;
 - **indochinoise**, 41 ;
 - **italienne**, **Nuova Opposizione italiana, N.O.I.**, 39, 64, 108, 161, 169 ;
 - **luxembourgeoise**, 178 ;
 - **mexicaine**, 40, 161 ;
 - **polonaise**, 15, 36, 37 ;
 - **roumaine**, 37 ;
 - **russe**, 23, 34, 128, 190, cf. aussi **P.C.U.S.** ;
 - **suisse**, 37 ;
 - **tchécoslovaque**, 36, 106, 130, 134, 159, ; fédération de Bohême-nord, 134 ; *Conférence de Reichenberg*, juillet 1932, 134.
- Opposition ouvrière**, 31.
- Opposition unifiée allemande**, cf. **Leninbund**, 35 ; cf. aussi **Opposition de gauche allemande**, 58, 70, 223.
- Opposition unifiée russe**, cf. **P.C.U.S.**
- Opposition de Wedding**, 35.
- Organisation archéiomarxiste**, cf. **Opposition de gauche grecque**.
- Organisations socialistes de gauche**, 209, 212, 213, 255.
- Parti annamite de l'indépendance**, 41.
- Parti bolchevique**, cf. aussi **P.O.S.D.R.**, **P.C. russe** et **P.C.U.S.**, 19, 66, 67, 80, 198, 205, 248, 259, 274, 278-280 ; Comité central, 66 ; *Confé-*

- rence de Prague, janvier 1911, 259 ; *Conférence de Pétrograd*, avril 1917, 259 ; *Comité de Pétrograd*, nov. 1917, 205 ; **Communistes de gauche**, 1918, 188 ; **Opposition de gauche**, 31, 78-81 ; **fraction ultimatiste**, 258.
- Partis communistes (les)**, 19-21, 31, 33, 48, 49, 73, 89, 91, 192, 210, 212, 213, 217, 258.
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D. (S)**, janv. 1919 - nov. 1920, 74, 151 ; *Congrès de Heidelberg*, 1919, 74 ; **Opposition «gauchiste»**, *Conférence*, avril 1920, 74.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, nov.-déc. 1920 et après août 1921, 34-37, 42-48, 55, 57, 63, 66, 70, 72-74, 76, 85, 90, 92, 110, 111, 113-116, 119, 126, 127, 131, 134, 136, 141-143, 146, 149-151, 156, 160, 165, 197, 199-201, 211, 223, 244, 252, 253, 263, 274, 276 ; Comité central, *réunion* du 8 fév. 1933, 45 ; **droite**, 74, **gauche**, 66, 72, 74, 136.
- Parti communiste unifié d'Allemagne, Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D.**, déc. 1920 - août 1921, 156, 274.
- Parti communiste ouvrier d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D.**, 1920, 74, 130, 177 ; *Conférence de fondation*, avril 1920, 74.
- Parti communiste d'Alsace-Lorraine**, 170, 185.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America**, 31, 40, 109, 133.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Oesterreichs, K.P.O.**, 36, 145, 202, 211, 218-220, 253 ; Comité central, 38 ; **groupe interne d'opposition**, 219 et cf. **Opposition de gauche autrichienne**.
- Parti communiste de Belgique**, 37, 38.
- Parti communiste brésilien, Partido comunista brasileiro**, 40, 41.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska komunističeska Partija**, 168, 194, 253.
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada**, 40.
- Parti communiste du Chili, Partido comunista de Chile**, 40, 138 ; **P.C.C. - Lafferte**, 138, 139. **P.C.C. - Hidalgo**, 40, 138, 283 ; *1^{er} congrès*, mars 1933, 138.
- Parti communiste chinois**, 32, 41, 90, 168, 183, 280.
- Parti communiste de Cuba, Partido comunista de Cuba**, 40.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España**, 38, 127, 129.
- Parti communiste de Finlande, Suoma kommunistinen Puolvö**, 173.
- Parti communiste, section française de l'I.C.**, 37, 84, 168, 169, 178, 217 ; **groupe de langue juive**, 37.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain**, 39, 40, 180, 181.
- Parti communiste grec, Kommunistikon koma hellados**, 39.
- Parti communiste hollandais, Communistische partij van Nederland**, 56.
- Parti communiste italien, Partido comunista italiano, P.C.I.**, 38, 39, 64, 73, 74, 108, 161, 198 ; **Fraction de gauche (bordiguiste)**, 38, 39, 64 ; Direction ou centre clandestin, 73, 74, 161 ; *Congrès de Lyon*, 1926, 73.

- Parti communiste luxembourgeois**, 178.
- Parti communiste mexicain**, **Partido comunista mexicano**, 41.
- Parti communiste de Pologne**, **Komunistyczna Partia Polski**, 36, 37, 274.
- Parti communiste de Russie**, cf. **P.C.U.S.**
- Parti communiste suédois (Kilbom)**, **Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom)**, ou groupe de Kilbom, 185.
- Parti communiste de Suisse**, **Kommunistische Partei der Schweiz**, 185, 195, 203.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie**, **Komunistička strana Československa**, 36, 130, 134.
- Parti communiste d'Ukraine**, 173, 248, 249.
- Parti communiste d'Union Soviétique**, **P.C.U.S.** ou **Parti communiste russe**, **Rossijskaja kommunističeskaja partija - (b)**, **R.K.P.-(b)**, de 1918 à 1925, **Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija**, **V.K.P.**, après 1925, cf. aussi **parti bolchevique**, 31, 33, 59, 60, 77-79, 81, 82, 131, 173, 184, 227, 247, 249, 256, 257, 262, 276-280 ; comité central, 60, bureau politique, 59, 77 ; 7^e congrès, mars 1918, 247, 15^e congrès, décembre 1927, 66, 227 ; fraction déceiste du groupe « centralisme démocratique », 31, 34, 68 ; fraction stalinienne, 262 ; **Opposition de gauche**, 1923, 32, 66, 67, 126, 187, 188, 248 ; **Nouvelle Opposition**, 1925, 31, 187, **Opposition unifiée**, 1926, 35, 131, 134 ; **Opposition de droite**, 34, 188.
- Parti indien du congrès**, **All India national Congress**, 145.
- Parti menchevique**, cf. aussi **P.O.S.D.R.**, 67.
- Parti national allemand**, cf. **Parti populaire national allemand**.
- Parti ouvrier belge**, **P.O.B.**, 89, 216.
- Parti ouvrier indépendant (Grande Bretagne)**, **Independent Labour Party**, **I.L.P.**, 154, 180, 181, 209, 210.
- Parti ouvrier norvégien**, **Det Norske Arbeiderparti**, **D.N.A.**, 185, 209.
- Parti ouvrier révolutionnaire (Bolivie)** **Partido obrero revolucionario**, **P.O.R.**, 40.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche**, **Sozialdemokratische Arbeiter Partei Oesterreichs**, 36, 202, 217-220 ; **Gauche de Reichenberg** ou **Opposition révolutionnaire**, 202 ; **Opposition**, 1933, 165.
- Parti ouvrier social-démocrate (Hollande)**, **Sociaal-Democratische Arbeiders Partij**, **S.D.A.P.**, 209.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie**, **P.O.S.D.R.**, **Rossijskaja social-demokratičeskaja rabočaja partija**, cf. aussi **parti bolchevique**, **parti menchevique**, 204, 259 ; *conférence de Vienne*, août 1912, 259 ; **bloc d'août**, 204.
- Parti populaire national allemand**, **Deutschnationale Volkspartei**, ou **parti national allemand**, 94, 198.
- Parti radical** ou **parti républicain radical-socialiste**, 196, 286.
- Parti social-démocrate d'Allemagne**, **Sozialdemokratische partei Deutschlands**, **S.P.D.**, 42-47, 49, 56, 57, 75, 87, 90, 93, 112, 114, 119, 150, 152, 160, 197, 199, 240, 242, 274, 280 ; **Opposition de gauche**, 57, 152, *Conférence de l'Opposition de gauche*, oct. 1931, 57.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne**, **Unabhängige sozialdemokratische Partei Deutschland**, **U.S.P.D.**, 66, 112, 156, 160, 212.

- Parti social-démocrate d'Autriche**, cf. **Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs**, S.D.A.Ö, (à Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche).
- Parti social-démocrate danois**, étudiants, **Socialdemokratisk Forbund i Danmark** (Union démocratique socialiste du Danemark), 273.
- Parti social-démocrate en Hollande**, **Sociaal-democratische Partij in Nederland**, S.D.P., (ou gauche de la social-démocratie hollandaise), 56.
- Parti social-démocrate polonais**, **Socialdemokracja Krosletswa Polskiego i Litwy**, S.D.K.P.L., 274.
- Partis socialistes** (les), 19, 211, 212.
- Parti socialiste belge**, cf. **P.O.B.**
- Parti socialiste du Chili**, **Partido socialista de Chile**, 138.
- Parti socialiste**, S.F.I.O., 56, 89, 212, 283.
- Parti socialiste italien**, **Partito socialista italiano**, 64, 108, 198, 212 ; **Fraction communiste abstentionniste** (bordiguiste), 64.
- Parti socialiste indépendant**, **Onafhankelijk socialistische partij**, O.S.P. (Hollande), 209.
- Parti socialiste indépendant**, **Partidul socialist independent** (Roumanie), 209.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne**, **Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands**, S.A.P., 57, 70, 75, 109, 136, 145, 146, 149-156, 160, 164, 170, 194, 202, 203, 209, 252 ; *conférence de l'Opposition de gauche*, création du S.A.P., oct. 1931, 57.
- Parti socialiste ouvrier espagnol**, **Partido socialista Obrera español**, P.S.O.E., 241.
- Parti socialiste ouvrier indépendant**, **Niezależna socialistyczna partia pracy**, N.S.P.P., (Pologne), 209.
- Parti socialiste révolutionnaire**, **Revolutionair socialistische partij**, R.S.P., (Hollande), 52, 56, 192.
- Parti socialiste révolutionnaire russe**, **Partija socialistov revoljucionerov Rossii**, S.R., 120, 244.
- Parti socialiste unitaire**, **Partidul socialist unitar**, (Roumanie), 209.
- Partido obrero revolucionario**, **P.O.R.**, cf. **Parti ouvrier révolutionnaire**.
- Partido socialista Obrera español**, P.S.O.E., cf. **Parti socialiste ouvrier espagnol**.
- Partidul socialist independent**, cf. **Parti socialiste indépendant**, (Roumanie).
- Partidul socialist unitar**, cf. **Parti socialiste unitaire**, (Roumanie).
- Partito socialista italiano**, P.S.I., cf. **Parti socialiste italien**.
- Parti travailliste**, **Labour party**, 180, 181, 209, 210.
- Parti d'unité prolétarienne**, P.U.P., 217.
- Proletkult**, 216, 258.
- Revolutionäre Gewerkschaftopposition**, **R.G.O.**, **Syndicats rouges**, 84-86, 262.
- Revolutionair socialistische Partij**, cf. **Parti socialiste révolutionnaire**.
- Schutzbund** (Ligue de protection, Autriche), 211.
- Secrétariat international ou S.I. de l'Opposition de gauche**, S.I., cf. **Opposition de gauche**.
- Sections de l'Opposition de gauche internationale**, cf. **Opposition de gauche**, par pays.
- Social-démocratie allemande**, cf. **Parti social-démocrate d'Allemagne**.
- Socialistes révolutionnaires**, S.R., cf. **Parti socialiste révolutionnaire**.
- Société des nations**, 96.

- Société des Vieux-bolcheviks, cf. Vieux-bolcheviks.
- Soviet de Petrograd, 187.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter partei Deutschlands, cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter-partei Osterreichs, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Spartakusbund, cf. Ligue Spartacus.
- Sturmabteilung, S.A., (sections d'assaut hitlériennes), 43, 45, 46, 55.
- Sveriges kommunistiska Parti (Kilbom), cf. Parti communiste suédois, Kilbom.
- Syndicats allemands, 46, 49, 85.
- Syndicats américains, 85.
- Syndicats autrichiens, 219.
- Syndicats britanniques, 152.
- Syndicats chrétiens d'Allemagne, 45.
- Syndicats rouges, cf. Revolutionäre Gewerkschaft Opposition, R.G.O.
- Syndicats russes, 153, 280.
- Syndicats unitaires chiliens, 139.
- Trade Unions, 85, 90, 280.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., cf. Parti socialiste indépendant d'Allemagne.
- Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., dite aussi Internationale deux et demi, 210.
- Union générale des travailleurs allemands, Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund, A.D.G.B., 45, 281.
- Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, Bund, Vseobscij Evrejskij Rabocij Sojuz V Pose, Litve i Rossii « Bund », 204.
- Union internationale de l'Opposition communiste, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
- Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D., cf. Parti communiste unifié d'Allemagne.
- Vieux-bolcheviks, (société), 37, 67, 79, 187, 273, 287.
- Zimmerwald, mouvement ou bloc de, 145. Cf. aussi conférence de Z. et Gauche de Z.

*En caractère gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination les organisations ou partis, section des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O. et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : Les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable.

** En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

INDEX DES JOURNAUX ET PERIODIQUES

- Aktion (Die)*, 133, 177.
Arbeiterstimme (Die), 219.
Arbeiterzeitung, 195.
Aufruf (Der), 165
Bulleten Oppositsii, 23, 59, 70, 77, 79, 132, 140, 159, 190, 218, 226, 227, 248
Boletín Hispano Americano (Chili), 138
Bulletin intérieur de la Ligue communiste internationale, 251
Bulletin international de l'Opposition communiste de Gauche, 55, 62, 72, 149.
Comunismo, 38, 40, 138, 161.
Communist (The), 39, 181.
Communist International, 48.
Delnicka Politika, 36, 134.
Gegen den Strom, 145, 182, 244.
L'Humanité, 119, 190, 221, 222, 228, 272, 273, 274.
Humbles (Les), 162.
Internal Bulletin of Communist League, 209.
International Press Korrespondenz (Inprekor), 43, 193.
Iskra, 120, 141, 167.
Izvestija, 45, 46, 271.
Jiskra, 36.
Kommunistische Internationale, 276.
Liberty, 227
Manchester Guardian, 229.
Masses, 179.
Militant (The), 100, 180, 215, 227, 261.
Monde, 141.
Mot Dag, 185.
Nation (The), 124.
Neue Mahnruf (Die), 219.
Neue Tage-Buch (Das), 224.
Neue Weltbühne (Die), 165, 207, 224.
Ordine Nuovo, 161.
Osvobodjenje, 166.
Paris-Soir, 204, 221.
Permanente Revolution (Die), 35, 58, 70.
Petit Journal (Le), 45.
Pravda, 46, 94, 187.
Reg Flag, 180.
Reichsbanner, 45.
Révolution Proletarienne (La), 193.
Rote Fahne (Die), 45, 116, 274.
Rote Fahne (Die) (Autriche) 202, 207
Rudy Prapor 134.
Rundschau, (Die), 193, 276.
Spartakos, 39.
Temps (Le), 221.
Unită, 73.
Unser Wort, 62, 71, 108, 130, 135, 136, 140, 141, 160, 164, 167, 182, 202, 203, 223.
Unser Wort (Autriche) ; 203.
Unsere Zeit, 45.
La Vérité, 37, 66, 71, 83, 87, 110, 121, 142, 165, 168, 169, 172, 177, 187, 190, 193, 197, 204, 221, 224, 228, 240, 248, 251, 273.
Vie Ouvrière (La), 193.
Vorwärts, 45.
Vorwärts (de Reichenberg), 160, 202.
Vossische Zeitung, 221, 272.
Weltbühne (Die), 165.

INDEX DES SUJETS ET THEMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

- Allemagne, 17, 19, 33, 35, 37, 41, 42, 44, 47-50, 57, 69, 70, 79, 84, 85, 88, 92, 93, 106, 108, 109, 131, 132, 140, 141, 151, 156, 160, 166, 174, 175, 183, 193, 194, 203, 207, 225, 226, 240, 242-244, 246, 251, 252, 255, 262, 274, 275, 276, 277, 285. — impériale, 84, 197. — nazie, 46, 75, 87, 94, 96, 165, 173-176, 203, 246, 247, 271. — et le prolétariat, 45, 202. — et la social-démocratie, 93. — et les stali-niens, 55, 56, 58, 59, 63, 75, 89, 90, 98, 110, 115, 131, 135, 142, 149, 185, 197, 253, 262. — et les trotskystes, 62, 71, 108, 132, 133, 136, 142, 147, 156, 158, 159, 207, 223.
- Amérique latine, 40, 161.
- Anarchisme, 41, 67, 88, 118, 194.
- Anarcho-syndicalisme, 64.
- Anglo-Russe (Comité syndical), 32, 90, 152, 153, 183, 262, 263, 280.
- Antifascisme, 21, 23, 56, 93.
- Antitrotskysme, 36, 191.
- Appareils
— d'Etat bourgeois, 111. — de partis ouvriers, 28, 38, 93, 111, 200. — centristes (ou stali-niens), 47, 73, 74, 78, 81, 82, 90, 93, 111, 113, 115-120, 149, 174, 187-189, 201, 210, 213, 227, 249, 250, 257, 276, 282, 288.
- Argentine, 40.
- Armée rouge, 15, 174, 239, 271, 273.
- Art, 95, 101, 215, 216.
- Asie du Sud-Est, 232.
- Attentat de la cathédrale de Sofia, 168, 193, 194.
- Australie, 232.
- Austro-marxisme, 17, 202, 218.
- Autriche, 36, 88, 131, 141, 152, 157, 159, 165, 198, 199, 202, 203, 207, 211, 218, 219, 220, 282.
- Autriche-Hongrie, 233.
- Avant-garde, 19, 27, 46, 55, 57, 67, 75, 84, 86, 90-94, 122, 123, 144, 151, 152, 173, 184, 201, 204, 210, 213, 243, 247, 249, 254, 255, 256, 258, 274, 279.
- Aventurisme, 20, 39, 74, 120, 143, 174, 181, 184, 193, 262, 277, 281.
- Balkans, 47, 66.
- Belgique, 37, 38, 56, 67, 89, 128, 225.
- Bolchevisme, 83, 89, 110, 189, 212, 214, 254, 258, 259, 274, 278, 282.
- Bolivie, 40.
- Bonapartisme bourgeois, 198, 199. — ouvrier, 78, 257. — et fascisme, 263.
- Bourgeoisie, 21, 42-44, 87, 91, 112, 129, 145, 183, 199, 213, 238, 242, 243, 245, 247, 280, 282.
- Brandlérisme, brandlériens, 32, 33, 36, 136, 145, 150, 151, 152, 154, 170, 182-186, 197, 198, 200, 202, 207, 244, 247, 256, 258, 259.
- Brésil, 40, 41.
- Bulgarie, 37, 66, 89, 153, 166, 194, 282.
- Bureaucrates libéraux, 78, 79-81.
- Bureaucratie réformiste, 85, 88, 92, 93, 210, 242, 256 ; — syndicale, 86 ; — soviétique, 17, 77, 103, 114, 173, 184, 213, 214, 272 ; — stalinienne, 19, 32, 33, 36, 55-57, 59, 67, 74, 75, 78, 79, 84-86, 89, 90,

- 92, 93, 96, 98, 105, 111, 114, 115, 118, 123, 166, 172-174, 176, 180-182, 184, 188, 194, 197, 199, 201, 204, 209, 211, 213, 217, 227, 240, 251-253, 255-260, 271, 277, 279, 280, cf. aussi dégénérescence bureaucratique.
- Cadres, 21, 32, 36, 39, 49, 91, 112, 117, 144, 145, 150, 153, 155, 181, 189, 251, 252, 254.
- Capital, capitalisme, 18, 32, 33, 86, 89, 94, 122, 180, 181, 183, 237, 261, 273, 278, 280 ; — capitalisme d'Etat, 32, 72.
- Cartel des gauches, 162.
- Centralisme démocratique, 28, 90 ; — bureaucratique, 32, 251.
- Centrismes, centristes, 28, 44, 64, 67, 73, 76, 81, 145, 152, 153, 211, 212, 213, 252, 256, 259-262, 278, 282.
- Centrisme bureaucratique, voir stalinisme.
- Chemin de fer de Mandchourie (de l'Est chinois), 35, 72, 172.
- Chili, 40, 138.
- Chine, 19, 21, 41, 56, 90, 96, 152, 153, 172, 173, 231, 232, 239, 245, 280.
- Classes moyennes, 129.
- Classe ouvrière, 18, 36, 38, 44, 45, 75, 83-85, 88, 90, 97, 109, 111, 141, 166, 180, 181, 210, 240, 243, 263.
- Commune de Canton, 90, 153, 168.
- Communisme, communiste, 24, 38, 42, 43, 45, 46, 55, 56, 67, 72, 73, 78, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 98, 106, 112, 118, 119, 121-123, 127, 143, 144, 154, 155, 172, 180-183, 185, 192, 193, 209, 210, 213, 214, 253, 255, 263.
- Conservatisme, 20, 214.
- Corée, 231, 238, 239.
- Corse, 228, 229.
- Cuba, 40, 161.
- Danemark, 109, 170, 171.
- Dégénérescence bureaucratique (ou) stalinienne, 28, 32, 89, 121, 159, 252, 254, 256, 262, 282.
- Démocratie, 60, 77-81, 87, 93, 110, 122, 198, 237, 240-243, 247, 263, 273 ; — bourgeoise, 89, 244, 245, 247, 282.
- Dictature, 38, 43, 45, 87, 173, 197, 237, 240-242, 244, 245, 247, 256, 263 ; — du prolétariat, 45, 78, 80, 89, 246, 247, 256, 257, 261-263.
- Emigration, émigrés, 38, 39, 58, 67, 85, 102, 109, 128, 131, 132, 134, 140, 141, 154, 161, 168, 187, 203, 204, 205, 223, 224, 242.
- Espagne, 17, 19, 23, 38, 40, 67, 126, 128, 132, 133, 152, 153, 241.
- Estonie, 89, 194.
- Etats-Unis d'Amérique, 40, 71, 85, 124, 133, 161, 162, 171, 185, 195, 231, 234, 236, 265, 266, 274.
- Etats-Unis Soviétiques d'Europe, 97.
- Europe, 17, 18, 40, 48, 98, 174, 266 ; — occidentale, 37, 160, 234, 285 ; — orientale, 106.
- Fascisme, fasciste, 17, 21, 38, 42, 44, 46, 55, 64, 72-75, 83, 86, 87, 88, 89, 91-97, 99, 111, 112, 114, 118, 120, 121, 131, 144, 174, 175, 182, 183, 198, 199, 208, 240, 241, 242, 243-245, 247, 252, 256, 269, 274, 279 ; — et démocratie bourgeoise, 93 ; — et social-démocratie, 93 ; — et stalinisme, 66, 172.
- Finlande, 173.
- Formose, 231, 238.
- Fraction, 24, 28, 33, 36, 48, 60, 80, 113, 123, 127, 153, 155, 160, 187, 211, 259 ; — bolchevique-léniniste, 28, 32, 34, 44, 107, 110, 115, 119, 126, 176, 251, 252, 254, 255, 260, 283 ; — stalinienne, 60, 73, 77, 82, 175, 213, 214, 248, 249, 262, 263, 273, 274.

- France, 17, 19, 22, 23, 37, 39, 41, 50, 56, 84, 85, 89, 162, 163, 192, 193, 194, 196, 217, 226, 228, 230, 242, 273, 275, 285, 286, 287-289.
- Front unique, 32, 37, 42, 44, 45, 46, 90, 91-93, 96, 111, 112, 181, 183, 219, 258, 260, 261, 263 ; — à la base, 46, 90, 91, 96, 182, 263.
- Gardes-blancs, 273, 274.
- Gauchisme, 64, 74, 202, 210, 216.
- Grande-Bretagne, 39, 85, 90, 173, 180, 183, 280, 287, 288.
- Grèce, 39.
- Grève, 27, 44, 45, 46, 90, 173, 246.
- Grève générale de 1926 en G.B., 90, 153, 280.
- Guerre—civile, 16, 20, 34, 79, 100, 111, 205, 248, 279 ; — 1^{re} Guerre mondiale, 64, 66, 89, 125, 141, 145, 146, 150, 151, 156, 172, 179, 196, 197, 198, 202, 204, 210, 217, 233, 248, 274, 286 ; — 2^e Guerre mondiale, 17, 20, 48, 70.
- Hollande, 56, 137.
- Illégalité, clandestinité, 58, 62, 72, 73, 74, 85, 88, 103, 108, 116, 119, 131, 132, 140, 141, 143, 155, 156, 161, 166, 167, 219, 238, 243, 258, 273, 274, 276.
- Impérialisme, impérialiste, 19, 20, 33, 48, 113, 121, 125, 137, 172, 173, 185, 199, 232, 257, 259, 261, 262, 263, 280.
- Incendie du Reichstag, 46, 47, 55, 194, 241.
- Inde, 145, 183, 185, 232.
- Indochine, 21, 41, 232.
- Indonésie, 56, 232.
- Insurrection, 46, 89, 168, 173, 174, 258, 278 ; — d'octobre, 68, 103, 104, 187, 205, 216 ; — de Hambourg, 66, 72, 145, 156, 200, 223 ; — des Asturies, 17.
- Nouvelle Internationale, 16, 21, 32, 35, 108, 109, 251, 259, 261, 283, 284 ; — IV^e Internationale, 15-19, 24-30, 50, 57, 115, 257.
- Internationalisme prolétarien, 56, 121.
- Italie, 38, 39, 73, 74, 198, 229, 241, 242.
- Japon, 96, 172, 176, 183, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239.
- Jeunesse, 20, 28, 37, 88, 121, 122, 123, 131, 240.
- Journée rouge du 29 août, 91.
- Léninisme, 98, 110, 120, 185, 205, 249, 262.
- Littérature, 95, 102, 196, 204, 242, 270.
- Libération nationale, 90, 97, 183, 262.
- Luxembourg, 38, 128, 178.
- Mandchourie (question de), 96, 172, 231, 232, 234, 239.
- Mandchoukouo, 96, 172, 231.
- Marxisme, marxiste, 45, 67, 86, 120, 122, 124, 125, 139, 143, 145, 153, 154, 175, 179, 184, 185, 198, 203, 210, 211, 213, 244, 251, 253, 256, 258, 261, 263, 277.
- Massacre de Shanghai de 1927, 90, 153, 280.
- Masses, 43, 73, 83-85, 87, 90, 91, 93-95, 97, 98, 101-103, 111, 113, 116, 118, 120, 123, 142, 144, 151, 188, 199, 201, 210, 212, 240, 241, 243, 244, 246, 247, 249, 252, 254, 255, 258, 262, 263, 276, 279, 282, 283.
- Menchevisme, menchevik, 173, 204, 205, 245, 259.
- Mexique, 41.
- Mouvement ouvrier, 17, 21, 30, 34, 39, 40, 42, 47, 55, 70, 83, 91, 98, 121, 123, 152, 153, 175, 186, 211-213, 251.
- National-bolchevisme, 262.
- Nationale (question), 29.
- Nazi, national-socialisme, 42, 43, 46-49, 55, 90, 112, 113,

- 156, 173, 178, 194, 224, 242, 271, 272, 274, 276, 281.
- Nep, 188, 262.
- Norvège, 22, 185.
- Occident, 172, 173, 213, 236, 256, 257, 272.
- Octobre allemand, cf. Insurrection de Hambourg.
- Opportunisme, 32, 84, 88, 90, 118, 174, 181-185, 194, 199, 244-246, 259, 263, 277, 280, 281. — économique, 184, 262.
- Opposition de droite dans l'I.C., cf. brandlérisme.
- Opposition dans la social-démocratie, 219.
- Orient, 18, 172, 173, 183.
- Pacifisme, pacifiste, 96, 145, 146, 183, 210, 235, 256, 280, 286.
- Parti, rôle du parti, 27 ; — nouveau parti en Allemagne, 47, 48, 50, 57, 62, 63, 69, 72, 75, 106, 107, 108, 110, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 126, 127, 129, 131, 132, 136, 142, 143-146, 149, 150, 158, 164, 167, 169, 199, 203, 207, 208, 211, 251, 252, 261 ; — nouveau parti en U.R.S.S., 57 ; — nouveau parti en Espagne, 126 ; — nouveau parti à l'échelle internationale, 38, 44, 48, 50, 72, 74, 107, 146, 211, 212, 255, 259.
- Paysannerie, 98, 101, 174, 188, 237-239, 256, 261.
- Petite-bourgeoisie, 22, 120, 121, 127, 129, 132, 183, 245-247, 280.
- Pologne, 15, 36, 233, 274.
- Populisme, 120.
- Prinkipo, 36, 37, 47, 50, 106, 108, 109, 133, 157, 158, 159, 165, 168, 178, 194, 196, 203, 219, 251, 265, 266, 267, 269, 270, 273, 285, 289, 290.
- Procès de Moscou, 17, 24.
- Programme, 21, 24, 27, 28, 87, 95-98, 122, 146, 150, 151, 182, 237, 242, 244, 247, 255, 277, 278.
- Proletariat, 17, 19, 20, 29, 33, 37, 44, 48, 55, 64, 69, 73, 77-79, 83, 88, 91-95, 97, 98, 101, 111-114, 120, 121, 129, 131, 152, 153, 173-175, 183, 198, 199, 204, 215, 218, 243, 245-247, 252-254, 256, 263, 273, 274, 277, 282.
- Prusse, 55, 156, 198, 235, 241.
- Psychologie, 110, 125, 144, 154, 173, 183, 281.
- Putsch Kapp-Lüttwitz, 112.
- Quatre août, 56, 70, 113, 197, 199.
- Quatre premiers congrès de l'I.C., (les) 32, 254, 261, 264, 277, 278.
- Réformisme, réformiste, 49, 88, 89, 95, 111, 114, 152, 181, 183, 199, 209, 212, 213, 217, 243, 244, 251, 256, 260, 262, 278, 282, 283.
- Régime bureaucratique, 122, 182, 183, 227, 249, 262, 263.
- République de Weimar, 87, 241, 243, 285.
- Révolution prolétarienne mondiale, 17, 99, 129, 136, 174, 256-258, 262 ; — révolution populaire, 90, 97 ; — révolution bourgeoise, 91, 236, 237 ; — révolution de 1905, 239 ; — révolution d'Octobre (ou) révolution russe, 15, 16, 18, 19, 20, 25, 26, 48, 64, 66, 67, 81, 98, 100, 101, 103, 105, 114, 124, 166, 172, 173, 178, 192, 205, 239, 248, 258, 273, 278, 288 ; — révolution de 1918 en Allemagne, 87, 112, 156, 239 ; — révolution chinoise de 1927, 41, 90, 168, 173, 175 ; — contre-révolution, 28, 35, 48, 83, 97, 118, 257, 258, 260, 262, 275, 279.
- Roumanie, 37, 66.
- Russie (d'avant 1917), 18, 102, 120, 156, 172, 232, 233, 234,

- 236, 238, 244, 245, 273.
- Russes blancs, 23, 229.
- Saint-Palais, 50.
- Science, 18, 95, 101-103, 124, 125, 215, 216.
- Sectarisme, 74, 154, 164, 212, 254, 255.
- Sibérie, 190, 191, 206, 248.
- Social-démocratie, social-démocrate, 19, 42, 43, 44, 46, 55, 56, 70, 73, 75, 81, 87-89, 91, 92, 93, 94, 111, 112, 113, 114, 119, 121, 159, 165, 183, 185, 197, 199, 209-211, 213, 217, 218-220, 240-244, 247, 253-255, 259, 260, 263, 281, 283.
- Social-fascisme, 19, 32, 44, 84, 90, 93, 96, 200, 263 ; — social fascisme de « gauche », 209, 210.
- Social patriotisme, 89.
- Socialisme, socialiste, 18, 24, 121, 198, 262 ; — socialistes de gauche (ou) socialistes indépendants, 24, 112, 119, 120, 154, 159, 209, 210, 211, 212, 213, 255 ; — socialiste révolutionnaire, 120 ; — socialisme dans un seul pays, 89, 97, 121, 166, 262, 271, 273.
- Soulèvement de Canton, 90, 153.
- Stalinisme, 24, 32, 47, 70, 73, 77-79, 86, 91, 94, 114, 122, 123, 139, 152, 175, 186, 282, 283 ; — stalinisme allemand, 55, 58, — staliniens, 32, 64, 66, 70, 75, 78, 81, 84, 85, 98, 113, 116, 119, 120, 127, 132, 133, 136, 139, 140, 142, 144, 145, 148, 152, 168, 170, 173, 176, 182, 190-192, 197, 198, 204, 228, 229, 244, 249-251, 255, 257-260, 272, 274, 275, 277-280, 282, 283.
- Stratégie, 27, 28, 73, 145, 151-154, 172, 181, 186, 261, 263.
- Suède, 185.
- Suisse, 23, 36, 37, 141, 185, 194, 195, 203.
- Syndicalisme, 88 ; — syndicats, 20, 45, 49, 56, 80, 83-86, 88, 90, 95, 97, 109, 131, 138, 139, 152, 153, 161, 183, 246, 260, 262, 263, 280, 283 ; — syndicalisme révolutionnaire, 192, 193.
- Tactique, 27, 28, 145, 151, 152, 181, 186, 255, 259.
- Tchécoslovaquie, 18, 36, 134, 141, 157, 178, 185, 203.
- Terrorisme, 22, 88, 120, 193, 238, 274.
- Testament de Lénine, 131, 179, 206.
- Thermidor, 44, 80, 81, 251, 257.
- Traité de Brest-Litovsk, 198 ; — de Rapallo, 172 ; — de Tilsit, 198 ; — de Versailles, 89, 97.
- Troisième période, 32, 36, 56, 90, 120, 210.
- Trotskyisme, 28, 33, 36, 40, 42, 43, 50, 55, 74, 184, 185, 205.
- Turquie, 233, 265, 273, 274, 275, 285, 288, 289.
- Ukraine, 66, 79, 248, 249.
- Ultra-gauche, ultra-gauchisme, 32, 39, 56, 90, 182-186.
- Union sacrée, 21, 56, 119, 192, 197, 210.
- Union soviétique, 18, 21-23, 32-34, 37, 38, 44-46, 48, 59, 60, 63, 67, 70, 72, 89, 90, 97, 98, 114, 115, 126, 128, 131, 133, 134, 140, 142, 145, 152, 153, 159, 162, 172, 173, 174, 184, 185, 213, 216, 219, 221, 222, 231, 232, 234, 248, 249, 251, 256-258, 260, 262, 264, 271, 276, 277, 279, 280, 282, 286, 288.

Imprimerie ABEXPRESS
Achevé d'imprimer 2^e trimestre 1978. BONDY

N° d'éditeur : 258-46

